



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13961 - 4,50 F SAMEDI 16 DÉCEMBRE 1989 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

L'élection à la présidence de M. Aylwin en remplacement du général Pinochet

Une dictature de seize années a pris fin au Chili

Transition en douceur

EXIT la dictature. Un an après avoir dit « non » au maintien au pouvoir du général Pinochet, les électeurs ont réaffirmé, jeudi 14 décembre, leur volonté de reconstruire la démocratie au terme de seize ans de régime militaire. A l'issue d'un scrutin en tous points exemplaire, M. Patricio Aylwin, le candidat unique de l'opposition, a remporté dès le premier tour une nette victoire sur son principal rival de droite, M. Hernan Bushi.

Certes, l'événement était attendu. Mais le triomphe du futur président démocrate-chrétien n'en consacre pas moins la chute du dernier bastion militaire d'Amérique latine. Une « transition » en douceur qui peut paraître tardive pour le continent, et pour un pays si longtemps déchiré par la dictature... Et pourtant, c'est bien sous l'actuel gouvernement, avec à sa tête le général Pinochet, que se sont déroulées ces élections libres.

Les partis du centre et de gauche, qui s'étaient affrontés à l'époque de Salvador Allende, ont réussi à maintenir un front commun, et c'est ensemble qu'ils s'apparentent à gouverner. Leur arrivée au pouvoir est d'ailleurs facilitée par l'attitude des forces de droite, aujourd'hui avant tout soucieuses de se réinsérer dans le jeu démocratique. Volonté de « recadrage » exprimée déjà par plusieurs accords, qu'il s'agisse de la réforme constitutionnelle approuvée en juillet dernier ou de la récente désignation du directeur de la Banque centrale.

Malgré ce contexte favorable, la tâche n'en demeure pas moins immense et périlleuse. L'actuel chef de l'Etat, Augusto Pinochet, entend bien demeurer — comme l'y autorise la Constitution — à la tête de l'armée. Il souhaite y garantir l'impunité de ceux de ses membres qui se sont rendus coupables de crimes contre les droits de l'homme. Et ce sera pour le nouveau gouvernement un premier défi. D'autre part, les lois adoptées sous l'ancien régime, tout particulièrement celle, en 1980, entravant la démocratisation du pays. Les rapports entre forces armées et autorités civiles restent aussi à définir.

DANS le domaine social, l'attente, trop longtemps ignorée, d'une grande majorité de la population, ne rendra pas non plus aisée la préservation des grands équilibres économiques à laquelle les collaborateurs de M. Patricio Aylwin se disent pourtant attachés.

Politiquement, enfin, la réurgence de la division en trois blocs relativement égaux de l'électorat chilien laisse planer un doute sur la stabilité des alliances. Déjà, l'incapacité de la droite, du centre et de la gauche à s'entendre sur l'essentiel n'a-t-elle pas précipité l'avènement du régime militaire ? Aussi, même si le pays est tourné, le pays, aujourd'hui tout à sa joie, n'est pas prêt d'oublier l'origine de sa longue tourmente.



« Le Chili a retrouvé sa liberté ! » C'est par ces paroles adressées jeudi soir 14 décembre à la foule en liesse de ses supporters que le nouveau président chilien, le démocrate-chrétien Patricio Aylwin, a célébré sa victoire et mis un terme officiel à seize ans de dictature.

Elu au premier tour avec 55,2 % des voix

SANTIAGO-DU-CHILI

de nos envoyés spéciaux

La « gent » a gagné. C'est la victoire du simple et le slogan de Patricio Aylwin est en train de devenir réalité. La rumeur s'est amplifiée dans Santiago aux premières heures de la soirée de jeudi. Les résultats partiels annoncés par le gouvernement dès 20 heures donnent pour acquies la victoire de l'opposition : « Qu'est-ce qui leur prend ? » fait mine de s'écrier, goguenard et joyeux, un garçon

de café. Pour la foule qui s'élançait vers le centre-ville, peu importe les raisons de cette reconnaissance rapide. La fête explose. Les carnavals se font dans les quartiers populaires et les milliers de manifestants qui attendent l'annonce du nouveau président s'amusent de son comité de campagne. Les voitures des députés d'immenses bannières fléchissent à tout va.

La fièvre s'étend à tous les quartiers. Des feux de bengale

(contre 29,4 % au candidat gouvernemental, M. Hernan Bushi, et 15,4 % à celui du « centre-droite » M. Francisco Javier Errazuriz), M. Aylwin devra attendre jusqu'au 11 mars prochain pour succéder au général Pinochet. Celui-ci pourra, selon les termes de la Constitution, rester à la tête de l'armée de terre pendant huit ans.

GILLES BAUDIN
et DENIS HAUTIN-GURRAU
Lire la suite page 6

une retraite bien méritée



La mort d'Andréi Sakharov

Le Prix Nobel de la paix a succombé jeudi soir à une crise cardiaque

« Par son amour de la vérité, sa forte confiance dans l'invincibilité de la personne humaine, son combat contre la violence et la brutalité, sa courageuse défense de la liberté de l'esprit, son absence d'égotisme, ses solides convictions humanitaires, Sakharov est devenu ce porte-parole de la conscience de l'humanité dont le monde a si désespérément besoin », proclamait le Comité d'Oso en décernant le prix Nobel de la paix au physicien soviétique en octobre 1975. Et c'est dans des conditions de plus en plus difficiles, voire inhumaines, qu'il allait poursuivre la lutte.

Le visage glabre à l'ovale pur, Andréi Dmitriévitch a sous un grand front déformé des yeux d'un bleu délavé au regard empreint de bonté. La voix douce, la façon de parler un peu grassoyenne, il a parfois cet air enfantin, cet air d'innocence que montrent souvent les grands savants.

An départ, sa vie semble toute tracée. Il naît le 21 mai 1921 à Moscou dans la famille bourgeoise d'un professeur de physique. Son oncle est le grand généticien Nicolas Vavilov, que Staline fera exécuter dans un camp. Après l'Université d'études, il s'inscrit à l'Institut de physique, les autorités l'envoient en 1945 dans une zone militaire, tant qu'il agite dans une usine d'armement où il se fait déjà remarquer par plusieurs inventions. Après la guerre, il prépare son doctorat sous la direction

d'Igor Tamm, qui devait recevoir le prix Nobel de physique en 1958.

En novembre 1947, il est affecté — docteur frais émoulu — à une équipe travaillant sur la bombe atomique. Il reconnaît avoir travaillé dans le programme américain de la bombe atomique, mais affirme, toujours de son camp, que les autorités l'envoient en 1945 dans une zone militaire, tant qu'il agite dans une usine d'armement où il se fait déjà remarquer par plusieurs inventions. Après la guerre, il prépare son doctorat sous la direction

de Tamm, qui devait recevoir le prix Nobel de physique en 1958. En novembre 1947, il est affecté — docteur frais émoulu — à une équipe travaillant sur la bombe atomique. Il reconnaît avoir travaillé dans le programme américain de la bombe atomique, mais affirme, toujours de son camp, que les autorités l'envoient en 1945 dans une zone militaire, tant qu'il agite dans une usine d'armement où il se fait déjà remarquer par plusieurs inventions. Après la guerre, il prépare son doctorat sous la direction

de Tamm, qui devait recevoir le prix Nobel de physique en 1958. En novembre 1947, il est affecté — docteur frais émoulu — à une équipe travaillant sur la bombe atomique. Il reconnaît avoir travaillé dans le programme américain de la bombe atomique, mais affirme, toujours de son camp, que les autorités l'envoient en 1945 dans une zone militaire, tant qu'il agite dans une usine d'armement où il se fait déjà remarquer par plusieurs inventions. Après la guerre, il prépare son doctorat sous la direction

AMBER BOUSOGLOU
et ALAIN JACOB
Lire la suite page 4

- BULGARIE : Nouvelles élections pour élire l'abolition du rôle dirigeant du Parti communiste
- TCHECOSLOVAQUIE : L'accord sur le mode d'élection présidentielle n'est pas acquis
- RDA : La construction de l'échiquier politique

page 3

« Pas de démocratie sans développement »

M. Pelletier, ministre de la coopération, commente le renouvellement des accords de Lomé entre la CEE et les pays du tiers-monde

« On a eu peur, reconnaît, après coup, M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération. Jusqu'au dernier moment, nous avons cru que nous ne réussirions pas à conclure ». La négociation, pour le renouvellement de la convention de Lomé, entre la communauté européenne et les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) a duré presque dix-huit mois. Elle était, il est vrai, « excessivement lourde », les positions de départ des uns et des autres étaient fort éloignées. « Les pays européens voulaient d'abord discuter du contenu de la convention tandis que leurs partenaires ACP souhaitaient connaître, au préalable, le volume de l'enveloppe financière », explique le ministre français.

Au bout du compte, l'augmentation de 46 % de cette enveloppe est « très honnête », juge M. Pelletier. A son avis, « les pays européens ont fait plus de chemin en direction de leurs partenaires ACP que le contraire. Au départ, certains Etats membres de la CEE avaient placé la

barre au-dessus de 9 milliards d'euros et nous avons finalement conclu à 12 milliards ». La France, qui tenait à boucler cette négociation sous sa présidence, figurait parmi les mieux-disants.

« Ne sommes-nous pas, en Afrique subsaharienne, à la pointe du combat, et de loin le premier bailleur de fonds ? souligne le ministre de la coopération. Il n'empêche que nous n'aurions pas réussi seuls et que l'heureuse conclusion de Lomé IV est un succès à porter au crédit de l'Europe tout entière. » A son avis, « cet effort

était indispensable pour rassurer les pays africains qui avaient une peur panique du marché unique de 1993 et de l'ouverture à l'Est et leur prouver que l'Europe ne les abandonnait pas ».

An demeurant, selon M. Pelletier, « il est faux de prétendre qu'il y ait désengagement en Afrique. En 1988, selon les statistiques de la Banque de France, même les opérateurs économiques privés y ont augmenté leur mise ». Et de noter, en effet, qu'« à la différence des grosses sociétés les petites et moyennes entreprises, qui ont des structures de production beaucoup plus souples, n'hésitent pas du tout à investir sur le continent noir ».

Aider l'Afrique, oui, mais l'aider autrement, de manière plus responsable ? « Nous avons le souci constant de mieux faire, assure le ministre de la coopération.

JACQUES DE BARRIN
Lire la suite page 29 - section D

SANS VISA

Les montagnes du ciel

Sur les pas de Marc Riboud dans le Huang Shan, à l'ouest de Shanghai

Joux ● Gastronomie
pages 17 à 19 - section B



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Belgique, 20 F ; Canada, 1,95 \$; Arabie Saoudite, 20 R. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 80 dr. ; Italie, 1.800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Mexique, 30 P. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 F. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 330 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,80 \$; USA (autres), 2 \$

DÉBATS

Panthéon

L'abbé et le cardinal

par André Mandouze

« **P**ERSONNE ne peut douter que ce prêtre, cet évêque, n'appartienne d'abord à l'Eglise. » Dans cette phrase du cardinal Lustiger tient tout le sens de son interview donnée au Monde du 8 décembre pour justifier... l'absence de l'épiscopat français en tant que tel lors de l'entrée de l'abbé Grégoire au Panthéon. « Inconséquence », n'ont pas manqué de s'écrier, à l'adresse du cardinal, ceux qui font la trop vite. « Persévérance cardinale », répondait-il au contraire en tenant une réécriture de ce morceau d'ambiguïté.

« Personne ne peut douter... » C'est là une formule favorite de Mgr Lustiger : chaque fois qu'il risque une position personnelle très péremptoire, il entend en général faire passer en recourant aussitôt après à une formule apparemment rectifiante qui prétend renvoyer à un consensus. Procédé d'ailleurs parfaitement réversible. A preuve ici où, s'agissant de Grégoire, il fait coup sur coup demande, réponse et négation de celle-ci : « Il [Grégoire] s'est trompé ? Oui, mais il s'est voulu pleinement catholique et fidèle au pape. » Encore un peu et c'est même une large reconnaissance qui semble l'emporter sur les réserves : « Grégoire, lui et combien d'autres, a voulu vivre de l'Evangile et le répandre. »

Question d'actualité

Oui, mais voilà qu'intervient un nouveau retour à l'actualité (cette fois sans l'apaisante formule : « Personne ne peut douter... ») et le prélat conclut sur un ton dogmatique : « En acceptant d'être un évêque élu, l'abbé Grégoire défend une conception de l'Eglise qui est différente de la tradition catholique. »

On croit rêver. De quelle tradition catholique s'agit-il ? Certainement pas de celle qui remonte aux pères de l'Eglise. Le cardinal Lustiger insinuerait-il par hasard que l'élection de saint Ambroise par le peuple de Milan ferait de lui un évêque à caution ? Sa défense — celle du cardinal — est ici toute prête. Il ne parle que de la France et reste dans la modernité, voyez ! Ce qu'il dit défendre, c'est la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Ce qu'il affirme condamner, c'est le gallicanisme.

Puis importe donc que, souvent présent par de savants historiens de l'Eglise comme un inspirateur prophétique de bien des thèses du Vatican II, Grégoire se soit montré indubitablement un précurseur pour ce qui est du domaine de la liberté de culte et des cultes. Ce qu'on devine importer beaucoup plus à l'archevêque de Paris, c'est un précédent plus facilement saisissable des prises de position de l'Eglise de France actuelle. Par exemple, l'encouragement que, dans son assemblée, elle a donné en 1984 à la révolution de rue des défenseurs de l'école dite libre ne permet-il pas mieux que le lointain Grégoire de se payer le luxe de prétendre avoir ainsi défendu le côté finalement acceptable des lois républicaines

de 1904-1905, déjà pourtant plus que pressenti par l'abbé ?

Qu'on n'aille surtout pas me rétorquer que je profite de l'occasion pour raviver une querelle dépassée. Les récents débats autour d'un certain voile et la consultation du Conseil d'Etat sur la laïcité suffisent à nous avertir que la question est redevenue d'actualité. Le cardinal ne saurait le nier qui, dans son interview, dit « avoir été frappé de la résurgence de certaines polémiques ».

La malheur, c'est que, plongé qu'il est dans la société ecclésiale, il n'a pas senti à quel point il a pu inquiéter, voire exaspérer, les milieux laïques l'interprétation exagérée de la question, à l'occasion du Bicentenaire de la Révolution, il s'est arrogé de donner aux valeurs républicaines, cela étant, comment n'a-t-il pas compris que, justement, son refus d'aller à la cérémonie du Panthéon n'a pu manquer d'accroître plus profondément les arrière-pensées récupératrices qu'on lui a d'autant plus facilement prêtées que des traces quelques peu officiellement triomphalistes s'en retrouvent dans la même interview ? « Glorifier l'abbé Grégoire, dit-il, c'est reconnaître la part d'un certain nombre de chrétiens convaincus, de prêtres en particulier, à ce que nous reconnaissons, deux siècles plus tard, comme les acquis positifs de la Révolution française. »

« Sa seule famille »

Revenons au 12 décembre 1989 et reconnaissons à quel point sont en phase l'interview du cardinal Lustiger et le communiqué de l'épiscopat français dans lequel il a été tardivement déclaré : « L'Eglise sera représentée par S. Ex. Mgr Antonetti, nonce apostolique en France, doyen du corps diplomatique. L'Eglise accompagnera de sa prière liturgique l'exhumation de l'abbé Grégoire. » Qui veut-on abuser par une pirouette diplomatique avec « représentation » valisane et contre-manifestation liturgique ?

Oui, qui, sinon ceux — hélas ! — naturellement fort nombreux — qui n'ont pas pris garde à la seconde partie de la phrase du cardinal citée en commençant : « Qui peut douter que ce prêtre, cet évêque,

n'appartienne d'abord à l'Eglise ? » Si quelqu'un croit que je force la note en soulignant le mot « d'abord », qu'il se reporte tout simplement au passage de l'interview où, après avoir reconnu que l'abbé Grégoire « s'est voulu pleinement catholique et fidèle au pape », l'archevêque de Paris s'engage personnellement en ajoutant : « Et cela me suffit pour que je ne [so] laïque pas transféré au Panthéon sans la prière de l'Eglise, sa seule famille aujourd'hui (...). L'Eglise, lors de cette exhumation, priera pour l'un des siens comme elle le doit à tous les baptisés. »

Le voilà bien, à nouveau, ce ton à la fois péremptoire et administratif du « chef » qui, en revendiquant ici d'être le chef de « sa seule famille », ne voit pas le côté décisif de cette sorte d'exclusivité à l'endroit d'un homme de la dimension de Grégoire, et cela à l'inverse de l'intuition profonde d'un saint Augustin qui, lui, tend au contraire à souligner les interférences multiples et profondes entre la cité de Dieu et la cité terrestre.

Ayant cependant opportunément souligné la lutte menée par l'abbé Grégoire « pour l'émancipation des juifs, pour les droits des Noirs et l'abolition de l'esclavage », comment un homme aussi réfléchi que

L'abbé Grégoire, de Georges Hourdin
Un homme de l'Evangile

DANS l'abondante littérature de l'abbé Grégoire, le livre que Georges Hourdin vient de consacrer à l'évêque constitutionnel est sans doute l'un de ceux qui sont le plus juste. Non seulement il décrit quelques tenaces légendes (celles d'un Grégoire « républicain », « progressiste », mais, surtout, au-delà des polémiques, il rend compte de la droiture de toute une vie et de sa fidélité constante à l'engagement chrétien.

Grégoire brosse les cartes de ceux qui font de tout révolutionnaire de 1789 et de tout démocrate séculier l'histoire de l'Europe. Ce prêtre constitutionnel déstabilisé en fait l'« immortalité » des philosophes. Grégoire est « un homme de l'Evangile et des libertés », assure Georges Hourdin. La Constitution civile du clergé n'est pas une trahison. Elle n'est pas soumission au pouvoir politique, encore moins rébellion contre le pape. Elle lui apparaît comme le meilleur moyen de restaurer la souveraineté de l'Eglise contre la mainmise des princes.

Pour l'auteur de ce livre, la conclusion s'impose d'elle-même. A la perspective de l'installation au Panthéon d'un homme à qui l'Eglise fit des funérailles chrétiennes, le chrétien ne doit pas faire la fine bouche. Sans cet homme qu'Hourdin décrit comme « étrange, colérique, généreux, terriblement tenace », le catholicisme aurait été absent de « cet ouvrage historique qui a ouvert économiquement et socialement, c'est-à-dire à l'ensemble de la culture, les peuples modernes ». Sa place de démocrate est au milieu des siens au Panthéon. Celle du prêtre doit l'être aussi, sans arrière-pensée, dans l'Eglise.

H. T.

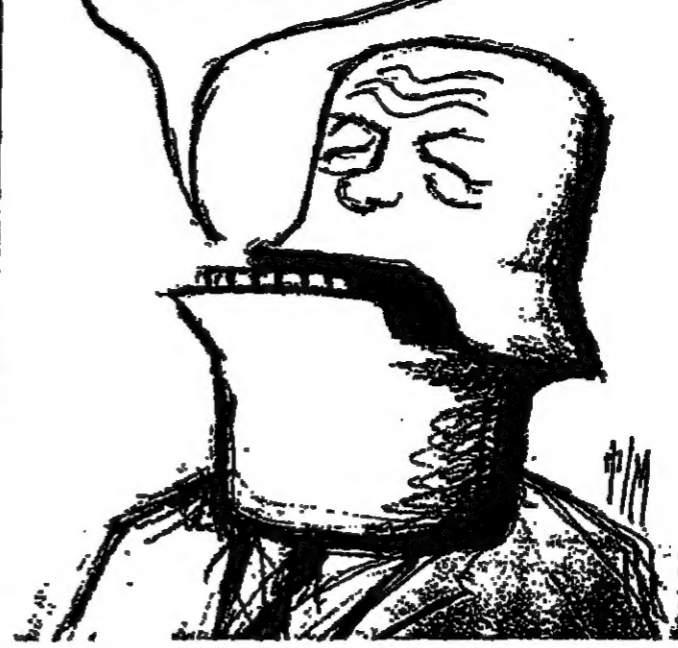
► L'abbé Grégoire, évêque et démocrate, par Georges Hourdin. Desclée de Brouwer, 158 p., 78 F.

On lira, par ailleurs, chez le même éditeur, Le Célép d'été de la révolution, par Charles Guévin, ainsi que, chez Stock (à Judaïsme-Israël), l'essai de l'abbé Grégoire sur la régénération physique, morale et politique des juifs, livre préfacé par Robert Sedrater.

le cardinal de Paris n'a-t-il pas compris que non seulement les juifs, les Noirs, les esclaves de notre société moderne, mais aussi les membres de toutes les Eglises et tous les laïques pourraient, autrement mieux que dans le décor somptueux de quelque catacombe, se reconnaître tous, au Panthéon, de la famille de celui dont il a su proclamer qu'il était à la fois « un prêtre fidèle à son engagement sacerdotal » et le symbole de « l'alliance nécessaire de la démocratie et de la liberté religieuse » ?

Dans une période particulièrement difficile et décisive, Grégoire a montré qu'on pouvait être, ensemble et incontestablement, homme d'Eglise et frère de tous les hommes. C'est pourquoi, dans la foule réunie au Panthéon, les chrétiens n'avaient pas besoin d'un signe de la hiérarchie catholique pour se retrouver, indissolublement mais bien présents, au milieu de tous les administrateurs et disciples de Grégoire, sa grande et vraie famille d'aujourd'hui et de toujours. Aussi bien, malgré l'absence défilée de quelques dignitaires religieux, le 12 décembre 1989 restera, pour le monde et pour la France, le jour d'une digne commémoration de trois grands bienfaiteurs de l'humanité dont l'un a été incontestablement un homme de Dieu.

TRAIT LIBRE

-AVEZ VOUS
UNE DOUBLE
NAZIONALITÉ?

Immigration

Des espaces pour la convivialité

par Nacer Kettane

COMME le capitaine Dreyfus, les communistes musulmans de France (globalisés abusivement en une) sont censés menacer la raison d'Etat. Elles sont présentées comme le foyer virtuel du terrorisme, de la délinquance, de l'envahissement et par conséquent menaçant la sécurité intérieure et extérieure de la France (et des Français). Cette communauté est rendue coupable d'une déstabilisation orchestrée à l'échelon mondial par une main invisible qui se charge de faire la jonction avec les autres « foyers » en Europe. En ce sens, elle menacerait l'Occident judéo-chrétien. Ainsi la peur collective qui traverse la France et toutes couches sociales et politiques confondues n'est que le symptôme d'une société malade qui s'interroge sur ses propres racines et qui hésite à les redéfinir dans un monde qui subit des mutations radicales.

La question n'est pas d'être pour ou contre, d'accepter ou de refuser, mais de décider communautaire ce que doit être la France de demain et de redéfinir ensemble les valeurs qui fondent la République. De ce débat sont exclus les principaux intéressés, qui sont gérés, la plupart du temps, soit comme épouvantail, soit comme fonds de commerce électoral ou encore comme élément sécurisant d'une culpabilité intellectuelle (antiracisme, droits de l'homme, non-monde...).

Antiracisme de salon

L'institution scolaire qui est laïque dans son contenu, mais aussi en tant que contenant, doit permettre aux croyances religieuses de s'exprimer par défaut et non par excès. Cela est valable autant pour les signes vestimentaires ostentatoires (kippas, foulards...) que pour la célébration des fêtes religieuses (sabbat, Yom Kippour, Aïd, Moulood...). Car si l'école est laïque, rappelons qu'elle est obligatoire, gratuite et surtout publique, et qu'elle doit s'efforcer d'exercer le droit au savoir, l'un des fondements de la tolérance.

Il est vital de déstabiliser la langue de bois des différents clergés qui se coalisent face à la laïcité en leur demandant ce qu'ils comptent faire pour accueillir les uns et les autres à la fois dans leurs croyances mais aussi dans leurs « murs » (églises, temples, mosquées, synagogues). Au bout du compte dans cette marche en avant dans cette escalade, la seule compétition qui doit rester valable à l'école doit être celle de la connaissance et des intelligences. Dans cette perspective, le « permis » du privé cohabitant avec l'« obligation » du collectif permettra de déborder les angousses et de renvoyer les extrémistes de tout genre à leurs propres interrogations.

Alors que nous fêtons le bicentenaire de la Révolution française, que l'Europe trans-frontalière tente de se construire dans une citoyenneté nouvelle, nous assistons à des réflexes de peur, des votes xénophobes et à la dérive d'un discours de la classe politique, qui semble stérilisé.

Le taux d'abstention aux consultations électorales va grandissant (permettant de la sorte aux votes extrêmes d'avoir la victoire), la chute d'audience des centrales syndicales, l'absence de référence (et de modèle) idéologique dans un monde où les grands modèles prennent en de toutes parts, créent les conditions objectives d'affrontements corporatistes communautaires. Et ce n'est pas l'antiracisme

religion permettant aux libertés privées de s'exprimer sans empiéter sur la liberté publique protégée par la loi.

La laïcité, comme la démocratie, est un équilibre fondé sur la maîtrise du quotidien. Si, à l'évidence, le caractère obligatoire de l'enseignement du savoir doit l'emporter sur le caractère arbitraire et personnel d'un choix spirituel, il n'en faut pas moins redéfinir la place des religions à l'école. La maîtrise conjoncturelle dont Lionel Jospin a fait « le bon choix pour la France » (parce qu'il fallait une décision ferme et rapide), conforté par le Conseil d'Etat, permet de lancer sereinement le débat pour l'avenir.

Le Front national devient de plus en plus l'élément qui permet aux gens de se retrouver autour des centres d'intérêt qui les touchent. Au lieu de s'épouvaner à crier au loup, les forces démocratiques feraient mieux de faire leur auto-critique et de recréer les conditions objectives de la convivialité locale autour du logement, de la culture, des loisirs, de l'emploi. Les acteurs locaux existent, et il faut leur donner des moyens. Ce ne sont ni les ministères de l'Intégration ni des actions spectaculaires qui y changeront quelque chose. L'effort doit être au quotidien, précis, local et poursuivi avec acharnement.

La droite avait été déstabilisée par les problèmes de société qu'elle voulait gérer au bistrot (loi Pasqua, réforme du code de nationalité, mouvement étudiant). La gauche minée par des querelles intestines est en train de suivre le même chemin et se fait débordée par les forces et les thèmes qui traditionnellement la soutiennent, l'alimentent et qui surtout la définissent vis-à-vis des forces d'exclusion. En s'engageant sur la voie dangereuse des stratégies tous azimuts d'union nationale face à l'extrême droite, elle permet à celle-ci d'apparaître comme la seule opposition.

Eviter

toute globalisation

Maintenant que les dégâts sont faits et afin de ne pas s'engager dans une course-poursuite infernale pour capter l'électeur troublé et qui réagit de plus en plus de façon affective, il faut résolument déterminer des choix prioritaires. Il faut éviter la globalisation abusive des Maghrébins de France en une communauté musulmane.

Si l'Alain représente une part du caractère identitaire des Maghrébins de France, ces derniers sont surtout de culture, de langues différentes et traversés par des intérêts différents et contradictoires.

Les interlocuteurs existent et il serait dangereux pour le pouvoir institutionnel de les brader au profit d'associations islamiques marginales. Il faut dégager des éléments de lutte contre l'exclusion et les inégalités (logement, école, emploi) et créer des espaces de communication ouvrant pour la cohésion sociale. Enfin, il faut retrouver la convivialité locale, facteur déterminant pour la démocratie politique.

► Nacer Kettane est écrivain. Co-fondateur de Radio-Seur, il est membre du Conseil national des langues et des cultures de France.

75000 F
37000 F
11000 F
11300 F
12000 F
4500 F
10700 F

CHAUMET PARIS

PARIS - LONDRES - NEW YORK - TOKYO - HONOLULU - HONG KONG
12, PLACE VENDÔME 75001 PARIS - Tél.: (1) 42.60.32.82
Ouvert les Dimanches 17 et 24 Décembre de 10h à 19h30
46, AVENUE GEORGES V 75008 PARIS - Tél.: (1) 49.52.08.25
Ouvert les 4 premiers Dimanches de Décembre de 14h à 19h

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Conducteur en chef : Claude Sales

Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 05

Tél.: (1) 42-47-87-27

Telex MONDPAF 660672 F; Télécopieur: (1) 46-23-06-81

مكتبة محمد

ÉTRANGER

TCHÉCOSLOVAQUIE : pour une partie des communistes

L'accord sur le mode d'élection présidentielle n'est pas acquis

Une situation politique passablement confuse règne à Prague, où l'accord annoncé jeudi matin sur la procédure de l'élection présidentielle est remis en cause par une partie des membres du PC tchécoslovaque, selon lesquels le congrès du parti, convoqué le 20 décembre, doit encore se prononcer à ce sujet.

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

L'extraordinaire désintégration du parti communiste tchécoslovaque, et en particulier de ses instances dirigeantes, complice terriblement la solution du problème de l'élection présidentielle, dernière étape de consolidation de la « révolution », qui devait donner quelques mois de répit au Forum civique avant les élections législatives.

Contrairement à ce qu'annonçait jeudi matin 14 décembre Radio-Fratria et plusieurs organes de presse étrangers (le Monde du 15 décembre), aucun accord formel n'est en effet intervenu entre les différentes forces politiques du pays sur l'élection du président de la République par le Parlement d'ici à la fin janvier, a affirmé jeudi soir le porte-parole du bureau politique du PC, M. Josef Hora, et la proposition d'une élection au suffrage universel direct — à laquelle est opposé le Forum civique — est toujours sur la table. La plupart des participants à ce dernier round de négociations, qui était terminé à

2 heures et demie du matin après des discussions « plus ardues que jamais », selon l'un des négociateurs du Forum, avaient bien eu le sentiment qu'un consensus s'était dégagé. Mais, explique M. Hora, les représentants du PC, dont deux sont pourtant membres du bureau politique, « n'étaient pas autorisés à adopter une position définitive sur ce sujet : c'est au congrès extraordinaire du PC [convoqué mercredi prochain] qu'il appartient d'émettre un avis définitif ».

La débandade du PC

Il devient urgent, en effet, de savoir qui est qui, et qui représente quoi dans ce parti qui, il y a seulement deux mois, avait des allures de monolithes. Aujourd'hui, son comité central est pratiquement dissous, puisque le secrétaire général lui-même, M. Karel Urbánek, a demandé qu'il soit entièrement renouvelé au congrès ; cela n'empêche pas, d'ailleurs, qu'on continue à en exclure les représentants de la vieille garde, comme jeudi, MM. Blah, Hoffmann, Lenzart et Zavadil, afin de les empêcher de participer au congrès. Le bureau politique paraît nettement divisé : alors que ses deux représentants dominaient l'impression à leurs interlocuteurs de la table ronde de mercredi à une élection présidentielle directe, M. Urbánek prenait la parole jeudi après-midi devant des manifestants communistes réformateurs pour défendre l'idée d'un tel mode de scrutin.

Rude Pravo, théoriquement l'organe du comité central et bas-

tion du conservatisme, s'est mis jeudi à faire son auto-critique en première page et son directeur M. Zdeněk Hrozný, a démissionné. « Une poignée de membres de l'ancienne direction du PC s'était emparée du parti et tenait 1,7 million d'adhérents en otage », a-t-on pu lire. Quant au groupe parlementaire communiste, suivant un schéma déjà expérimenté en Pologne, il a pris son autonomie. « Nous avons maintenant au PC, tente de résumer M. Josef Hora, une aile progressiste en cours de formation [le Forum démocratique des communistes] ; un centre qui cherche à se débarrasser de l'ancien régime, et une aile réactionnaire qui s'efforce de retourner en arrière ; le congrès permettra de voir quelle partie-forme l'emportera ».

Bref, c'est la débandade, que les dirigeants du Forum civique ne prennent d'ailleurs pas avec un affollement excessif. Les représentants du PC, relégués à un autre style d'existence du « Son Excellence », tenait sa première conférence de presse sous les lambris de l'imposant palais Cernine. Ministre depuis trois jours, il ne peut pas dire qu'il n'a ni staff personnel, ni dehors d'un secrétaire et d'un ami nommé conseiller, ni costume de fonction. M. Dienstbier n'a même pas eu le temps encore de songer au sort du buste de Lénine qui trône sur une étagère de son bureau. Rendue à ses traditions démocratiques, la Tchécoslovaquie, a-t-il promis, ne sera plus « l'iceberg de l'Europe centrale », mais au contraire le moteur du rapprochement européen.

SYLVIE KAUFFMANN

RDA : la construction de l'échiquier politique

Les nouvelles formations à la recherche de leur personnalité

Deux congrès se déroulent ce week-end en RDA : celui du Parti chrétien-démocrate, associé à l'ex-parti communiste du sein du gouvernement, vendredi 15 décembre à Berlin-Est, et celui du mouvement d'opposition Renouveau démocratique, qui lui dispute la représentation des milieux chrétiens, samedi 16 décembre, à Leipzig. Ce même samedi s'ouvre également à Berlin-Est, la deuxième réunion du congrès extraordinaire de l'ex-SED, qui doit notamment adopter un nouveau programme, de nouveaux statuts, ainsi que le nouveau nom du parti.

BERLIN-EST

de notre envoyée spéciale

Le paysage politique dans lequel vont se dérouler le 6 mai prochain, les premières élections législatives libres depuis la création de la RDA, commence à se dessiner. La rapidité avec laquelle les changements se sont opérés dans le pays et l'émergence d'un fort courant favorable à une réunification immédiate, ont pris tout le monde de court. Face à l'ancien SED qui met les bouchées doubles pour se refaire une nouvelle image, la plupart des formations existantes sont encore à la recherche de leur personnalité.

Supposés représenter des traditions ou des intérêts divers, les quatre partis associés — ou plutôt soumis — aux communistes au sein de l'ancien Bloc national avaient fini par perdre toute crédibilité aux yeux de l'opinion. Quant aux mouvements d'opposition apparus à partir de septembre, Verts, sociaux-démocrates ou démocrates de tendances diverses, ils sont tous issus des milieux contestataires qui se sont développés au cours des années 80 dans le giron de l'Eglise protestante, seule institution qui leur donna la possibilité de s'exprimer.

Sensibilités nouvelles

Tous, au départ, se reconnaissent dans la démocratie, le socialisme et la volonté de lutter dans le cadre de l'Etat est-allemand existant, en opposition à ceux qui fuyaient le pays. Symbole de cette sensibilité, le Nouveau Forum hésite toujours entre se constituer en parti ou rester un rassemblement, un peu à la manière des Verts ouest-allemands.

D'autres au contraire affichent d'ores et déjà leur intention de s'établir comme partis et cherchent à capter les sensibilités nouvelles de l'opinion pour sortir de leur cocoon original. C'est déjà fait pour le SDP, le Parti social-démocrate, et c'est vrai aussi pour le mouvement Renouveau démocratique. Ils y sont poussés par la nécessité de remplir le vide politique provoqué par l'effondrement du système communiste, qui menace à tout moment l'existence même de la RDA, mais aussi par celle de contrer les efforts d'adaptation du SED. A défaut d'être encore crédible, celui-ci a montré une capacité de renouvellement surpre-

nante et dispose encore d'un réservoir de nouveaux dirigeants de valeur, ce qui manque aux autres partis.

Les nouvelles formations disposent du soutien des partis politiques ouest-allemands, qui ont tous prévu, par exemple, d'envoyer des représentants de haut niveau ce week-end à Leipzig pour le congrès du Renouveau démocratique.

Dans son premier appel, début octobre, ce mouvement se proclamait démocratique, écologiste et social. Sa principale différence avec les autres groupes était alors surtout sa volonté de se structurer le plus rapidement possible en parti. Depuis, deux courants se sont dessinés, l'un proche de la sensibilité chrétienne-démocrate et l'autre libérale de gauche, avec toujours un zeste de démocratie de base. Le représentant du courant chrétien-démocrate, le pasteur Rainer Eppelmann, faisait partie de ces pasteurs de choc, dont les paroisses étaient largement ouvertes aux activités des groupes contestataires sous le régime Honecker. L'Eglise protestante a été, à côté du SED, la seule école de formation des cadres politiques pour le pays. Le pasteur Eppelmann, personnage ambitieux, pourrait être tenté de jouer sur le nationalisme allemand pour ne pas abandonner ce thème à l'extrême droite. Ses adversaires souhaitent au contraire conserver une orientation sociale et écologique marquée.

Se refaire une virginité

Le Renouveau démocratique devrait se trouver en compétition avec le Parti chrétien-démocrate dirigé par M. Lothar de Maizière, qui réunissait, lui aussi, son congrès vendredi 15 décembre, dans un cinéma de Berlin-Est. La « CDU-Ost », un des quatre partis de l'ex-Bloc national, est aujourd'hui encore membre du gouvernement de M. Hans Modrow. La CDU doit à cette appartenance au bloc national d'occuper un immeuble ancien en plein centre et de disposer d'un quiddien, Neue Zeit. Malgré la promesse des autorités de Berlin-Est, aucune des formations de l'opposition n'a encore repensé localement ni lignes téléphoniques. La situation est à peine meilleure en province, où elle varie selon les villes. A Leipzig par exemple, l'opposition, après un accord avec la mairie, dispose sous peu d'un bâtiment avec téléphone, mais attend toujours l'autorisation de pouvoir apporter du matériel d'imprimerie que devait lui fournir Hanovre, la ville qui lui est jumelée. A Berlin-Est, le Nouveau Forum « squatte », depuis deux semaines un trois-pièces prête au centre ville ; le Renouveau démocratique, une pièce par un particulier. Ses dirigeants en sont donc encore réduits au bouche à oreille ou à utiliser le téléphone de quelques militants.

Comme le Parti libéral-démocrate, la CDU attend elle aussi de renouer avec ses traditions politiques pour se refaire une virginité. Son nouveau président a indiqué mercredi 13 décembre qu'il entendait à nouveau insister sur la tradition chrétienne. « En acceptant la conception scientifique du socialisme, nous sommes en contradiction avec notre propre conception chrétienne, ce qui nous a fait perdre notre identité », soulignait-il. Il y a peu l'ancien chef des chrétiens-démocrates de Dresde, M. Koppe, qui avait été contraint de démissionner à la suite d'un conflit avec l'appareil du parti. La grande question pour des formations comme la CDU ou le Parti libéral est de savoir si cette reconversion est crédible auprès de l'électorat, et auprès du « grand frère », la CDU ouest-allemande, qui trouve bien timides l'émancipation par rapport au SED, de même que le programme et les statuts qui doivent être approuvés par le congrès.

HENRI DE BRESSON

BULGARIE

La foule maintient sa pression pour obtenir l'abolition du rôle dirigeant du PC

Près de cinquante mille personnes ont manifesté jeudi 14 décembre à Sofia devant le Parlement pour protester contre la décision de l'Assemblée de reporter à janvier le vote sur la suppression de l'article premier de la Constitution garantissant le rôle dirigeant du Parti communiste. Le comité central du parti avait pourtant annoncé qu'il demanderait lui-même aux députés d'abolir cet article, qui stipule que le PC est « la force dirigeante dans la société et dans l'Etat ».

Se fondant sur une loi, assez peu connue au demeurant, les députés ont annoncé qu'il leur faudrait attendre le mois de janvier pour se prononcer, ce qui a provoqué la colère de la foule. Celle-ci a conspué le nouveau numéro un, M. Petar Mladenov, qui s'est adressé personnellement aux manifestants. « Si vous faites preuve d'extrémisme, vous pousserez la

Bulgarie à l'abîme. Un peuple qui se respecte n'a pas ce comportement », a-t-il déclaré sous les huées.

Appels au calme

M. Jeli Jeleu, président de l'Union des forces démocratiques, qui regroupe toutes les formations de l'opposition, avait lui aussi lancé, vainement, des appels au calme en demandant à la foule de rentrer chez elle.

Dans une résolution adoptée à l'unanimité, l'Assemblée — composée essentiellement de députés communistes — a condamné les « forces qui entraînent la jeunesse dans des actions extrémistes ».

Une nouvelle manifestation était prévue pour le vendredi 15 décembre dans l'après-midi. — (AFP.)

ALBANIE

Quatre jeunes d'origine grecque assassinés

Quatre jeunes frères albanais d'origine grecque ont trouvé la mort après avoir été maltraités par les autorités albanaises pour avoir tenté de traverser la frontière gréco-albanaise, a affirmé jeudi 14 décembre l'archevêque d'Athènes et Primat de l'Eglise orthodoxe grecque, Mgr Serafim.

Les quatre jeunes ont été arrêtés le 11 octobre alors qu'ils tentaient de se réfugier en Grèce, a déclaré Mgr Serafim devant le saint synode (instance dirigeante de l'Eglise grecque). Ils ont ensuite été « traités inhumainement, attachés derrière un tracteur, traînés dans les rues, où ils ont trouvé une mort tragique », a ajouté le primat.

Selon des sources religieuses grecques, il s'agit de frères Frassos. Aucun autre détail n'a pu être obtenu sur cette affaire. Dans un communiqué, le saint synode a exprimé « son indignation et son horreur » en lançant un appel aux autorités grecques et aux organisations internationales leur demandant de « protester fermement ». — (AFP.)



URSS : bagarre entre militaires soviétiques. — Quelques 700 soldats ont participé à une bagarre générale opposant des appelés enrôlés à des soldats et sous-officiers originaires du Caucase, dans un camp militaire de l'Oural, a annoncé, mercredi 13 décembre, la Komsomolskaïa Pravda. Plusieurs soldats ont été blessés dans cette bagarre, au cours de laquelle les militaires ont utilisé des bâtons et des pelles, ajoute le journal. Les officiers, débordés, ont dû faire appel à la milice pour faire rentrer les soldats dans leur casernement. — (AFP.)

LA MORT D'ANDREI SAKHAROV

Le Congrès des députés du peuple a rendu hommage à l'académicien

C'est dans la soirée du jeudi 14 décembre qu'Andrei Sakharov est décédé à Moscou, à son domicile, « vraisemblablement d'une crise cardiaque », ont indiqué les membres de sa famille. Le cercueil du Prix Nobel de la paix sera exposé samedi matin

dans le hall de l'Académie des sciences, et les obsèques auront lieu dans l'après-midi au cimetière de Novodevitchi.

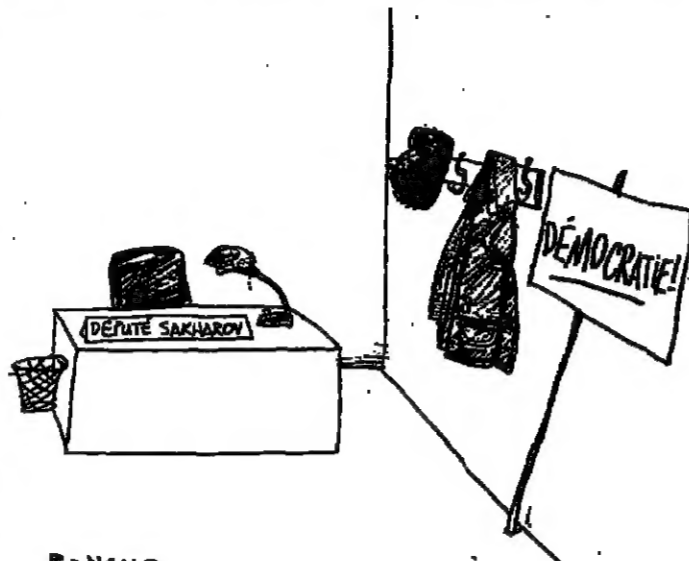
La Maison Blanche, ainsi que l'ancien président Reagan, ont été parmi les premiers à rendre hommage à l'académicien

disparu, souffrant son courage dans la lutte pour les droits de l'homme. D'autres personnalités étrangères, dont en France MM. Jack Lang et Bernard Kouchner, ont également exprimé leur admiration pour Andreï Sakharov.

L'expression n'est pas officiellement employée, mais l'enterrement d'Andreï Sakharov pourrait bien prendre des allures d'obsèques nationales. Si tôt que le président de séance, M. Vitali Vorotnikov, membre du bureau politique, eut officiellement annoncé, vendredi matin 15 décembre, devant le Congrès, la mort du Prix Nobel de la paix, les deux mille deux cent cinquante députés soviétiques se sont en effet levés pour lui rendre l'hommage d'une minute de silence.

La parole a ensuite été donnée à un autre académicien, M. Dimitri Likhatchev, ami personnel de M. Gorbatchev et l'un des hommes les plus respectés d'URSS. « Avec la mort d'Andreï Dimitrievitch Sakharov, c'est une partie de notre cœur qui s'en va. On pouvait être ou ne pas être d'accord avec lui, mais c'était un homme d'une pureté et d'une sincérité absolues. C'est ce qui l'a conduit au succès dans le domaine scientifique que dans sa vie d'homme public », a-t-il déclaré avant d'exprimer le souhait que le Congrès suspende ses travaux pendant l'enterrement pour que les députés puissent s'y associer.

Cette proposition retient notre attention, elle ne souffre pas de discussion (...), a alors répondu M. Vorotnikov qui est, avec MM. Zaïkov et Ligatchev, l'un des trois conservateurs de la direction du parti. Présent, M. Gorbatchev n'a pas pris la



PANCHE

parole mais on ne pourrait douter qu'il ait approuvé à l'avance la démarche de M. Likhatchev et la réponse de M. Vorotnikov qui a estimé, de la tribune du Congrès, que « par tous les aspects de ses activités [Andreï Sakharov] a influencé notre histoire », que « son activité sociale avait un impact dans le monde entier » que « tout ce qu'il avait fait avait été productif ».

René vers 20 heures, jeudi 14 décembre, du Congrès dont il avait été élu membre au printemps dernier, Andreï Sakharov avait dîné en famille avant de se retirer dans le bureau indépen-

dant qu'il avait installé au-dessous de son appartement. C'est là qu'il fuyait le téléphone qui sonnait sans discontinuer à son domicile, là qu'il recevait pour les discussions de fond. C'est là qu'il est mort, vers 11 heures du soir, d'une crise cardiaque semble-t-il.

Un juste

Tous ces derniers mois, sa fatigue était chaque jour plus visible. Jeudi après-midi encore, il avait participé à une réunion du « groupe inter-régional », l'association des députés les plus radi-

caux, qu'il coprésidait. Certains des responsables du groupe, l'historien Iouri Afanassiev notamment, proposaient qu'il se déclare formellement « mouvement d'opposition ». D'autres ne voulaient pas en entendre parler soit pour ne pas gêner M. Gorbatchev, soit pour ne pas « abandonner le parti aux conservateurs ».

Le groupe s'était séparé sans parvenir à prendre une décision. Il y avait eu des mots durs, mais vendredi matin, aux arrêts d'autobus comme aux kiosques à journaux, dans les coups de fil entre amis comme dans les couloirs du Congrès, l'URSS avait brutalement le sentiment d'avoir perdu un juste. « La conscience du pays », disait M. Boris Eltsine. « Nous avons perdu le père de notre démocratie », ajoutait un autre député radical, M. Kazanik. « C'est une tragédie, nous avons perdu le meilleur d'entre nous », renchérisait M. Korotich, rédacteur en chef d'Ogoniok, l'un des deux hebdomadaires de la perestroïka. Quant à M. Sagdelev, ami d'Andreï Sakharov et conseiller scientifique de M. Gorbatchev, il déclarait : « M. Mikhaïl Gorbatchev a perdu le meilleur de ses alliés. [Il] était notre compas moral [qui] nous aidait à mettre à bas le socialisme féodal, de caserne, et à nous débarrasser des dogmes, des citations, même de ceux du marxisme-léninisme ».

BERNARD GUETTA

Un vrai démocrate

Toutes les morts n'ont pas la même importance. Celle d'Andreï Sakharov est particulièrement tragique parce qu'avec cet homme volé, fatigué par des années de lutte et d'humiliations, l'Union soviétique perd un spécimen dont elle n'a malheureusement pas beaucoup d'exemplaires : un vrai démocrate. Si Soljenitsyne est la conscience historique-religieuse de la Russie, Sakharov était en fait la conscience démocratique de l'Union soviétique. Laïc au pays de tous les obscurantismes, sans parti au pays du parti unique, toujours libre dans son esprit au pays de la peur et de l'abrutissement, intègre au pays de la corruption et des privilèges en tous genres, il n'a jamais rien concédé de ses convictions.

Une lucide sérénité

Son entêtement n'avait d'égal que sa douceur et sa gentillesse, son éternelle disponibilité. Ceux qui l'ont connu durant les années 70 à Moscou se souviennent toujours de son étroit appartement encombré d'une multitude de dossiers, toujours surveillé par plusieurs miliciens, où l'on venait régulièrement s'enquérir des derniers avatars de la répression : juifs, Tatars, orthodoxes, Arméniens, Tchétchènes, etc. Car Sakharov ne faisait pas de choix, contrairement à pas mal d'autres. Nul trace chez lui d'esprit « grand russe », du moindre chauvinisme. Il défendait le droit à la liberté de tous les hommes et le refus que son pays devienne une vraie démocratie parlementaire, après avoir rendu leur liberté aux peuples asservis.

Il a payé son combat de plus de six années d'exil ; il

était revenu de Gorki un peu plus épuisé, un peu plus volé, la voix encore plus sourde, mais toujours aussi déterminé. « Réhabilité » par M. Gorbatchev, il aurait pu jouir d'une existence facile, jouer les grands prêtres d'un régime en voie de modernisation. Il a refusé : il connaissait trop bien son pays, ses blocages, les obstacles à franchir, les dangers à éviter, pour croire la partie gagnée. Il ne fut donc pas le propagandiste de la perestroïka et de la glasnost, sur lesquelles il nourrissait de nombreux doutes. Encore moins le chantre de M. Gorbatchev qu'il jugeait avec une lucide sévérité. Sans encombrement d'arguments d'opportunité, il poursuivait tranquillement son combat pour une vraie démocratie : le système pour lui n'était pas amenable, et s'arrêter en chemin eût été faire marche arrière.

Jusqu'au dernier moment, Sakharov aura été irrécupérable. Il aura engagé jusqu'à Mikhaïl Gorbatchev lui-même, et à plusieurs occasions. La dernière fois c'était il y a deux jours, au Parlement soviétique, à propos de l'abolition du « rôle dirigeant » du Parti communiste. L'affrontement entre les deux hommes fut bref, mais plein d'enseignements. D'un côté il y avait un vieillard convaincu et tenace, symbole du contre-pouvoir. De l'autre un homme de pouvoir, soudain autoritaire et excédé, méprisant. La scène n'a duré que quelques secondes, mais elle méritait d'être revue et méditée. Elle est aussi vraie que les images d'un Gorbatchev bonhomme et enjoué dont nous sommes habitués.

JACQUES AMALRIC

Le physicien : de la bombe H à la cosmologie

Dès son entrée, en 1945, à l'Institut Lebedev de Moscou, où il travaillait avec Igor Tamm (qui devait recevoir seize ans plus tard le Prix Nobel de physique), Andreï Sakharov a étudié les réactions de fusion entre noyaux de deutérium — l'un des isotopes lourds de l'hydrogène, qu'il en soit ou non le « père », il a largement contribué à la mise au point de la bombe H soviétique.

Un autre aspect, important lui aussi, des travaux du physicien visait les applications civiles. Il était en effet très tentant de chercher à récupérer les grandes quantités d'énergie dégagées par les réactions thermonucléaires. Encore fallait-il pouvoir compenser les énormes forces de dilatation créées dans les plasmas portés à très haute température (quelques centaines de millions de degrés), en concevant des réacteurs thermonucléaires appropriés. On doit à Sakharov d'avoir défini les principes de confinement de tels plasmas dans les machines dessinées par les Soviétiques : les fameux Tokamak.

Les apports d'Andreï Sakharov aux progrès de la physique ne s'arrêtent pas là. Ses recherches sur les champs magnétiques

intenses, sur les théories de la gravitation et sur les particules élémentaires (il a notamment établi une formule sur les relations entre les masses des baryons et des mésons), sont également jugées comme de première importance par ses collègues physiciens.

En outre, si l'on en croit Louis Michel, membre de l'Académie des sciences françaises, « la contribution la plus spectaculaire d'Andreï Sakharov concerne la cosmologie », notamment l'étude des mécanismes qui ont donné lieu au « Big Bang », cette gigantesque explosion qui serait à l'origine de l'Univers. Cherchant à expliquer la disparition de l'antimatière dans l'Univers, Sakharov a été le premier à suggérer, dès 1966, que le proton, ce composant essentiel de la matière, était peut-être instable et pouvait, au bout d'un temps très long, se désintégrer.

Depuis, les physiciens ont calculé à nouveau la durée de vie du proton et ont trouvé une valeur différente de celle donnée par Sakharov. Il reste que l'hypothèse du Soviétique, qui, à l'époque, semblait révolutionnaire, est maintenant communément admise.

E. G.

Le Prix Nobel de la Paix

Suite de la première page

Son action se politisa à partir de 1964 : il défendit à l'Académie des sciences les thèses génétiques de Mendel, contre les éliminations nocives de Lyssenko, et se lia au cours de son combat avec les frères Medvedev (Jaurès), le biologiste, qu'il contribua à sauver d'un internement dans un asile, vit à présent à Londres ; Roy, l'historien, fut longtemps dans son logement moscovite). Sakharov s'interrogea de plus en plus sur le régime soviétique et, en 1966, à la veille du vingtième anniversaire du PC, avec d'autres personnalités scientifiques et artistiques, il réclama à Brejnev une désattribution plus poussée. Dans la logique de son action, il intervint en faveur de quatre « penseurs libres » (il n'aime pas le terme de dissident) jetés en prison : Guinzbourg, Galanskov, Dobrovolski et Lachkova. Il fit de même lors du procès pour délit d'opinion, le premier de genre depuis la mort de Staline, intenté aux écrivains Sinavski et Daniel.

L'engagement pour les droits humains

En 1967, il fit circuler son premier samizdat intitulé *Reflexions sur le progrès, la coexistence pacifique et la liberté intellectuelle*. Il y réclame surtout une rupture définitive avec les survivances du stalinisme et un strict respect de ce qu'il appelle les droits humains. La publication de ce texte à l'étranger lui vaudra d'y être connu. En 1968, l'invasion de la Tchécoslovaquie lui fait perdre tout espoir d'une libéralisation interne du régime soviétique. En 1970, avec Roy Medvedev et le physicien Valéri Titchine, dans une lettre aux dirigeants de son pays, il insiste sur les goéliers d'étranglement dont souffre la société soviétique. Il fonde aussi avec deux autres physiciens, Andréï Tverdokhlebov et Valéri Tchelnidze, un Comité pour la défense des droits humains.

Il avait aussi élevé la voix en juin 1964 pour protester contre la déportation de Soljenitsyne. Cette solidarité fondamentale ne l'avait pas empêché auparavant de condamner le « nationalisme grand russe », l'« isolationisme comme le romantisme patriarcal et religieux de l'auteur de l'Archipel du goulag ». Dénonçant le passivisme de celui-ci, Sakharov estimait que « la voie démocratique est la meilleure pour l'importer

quel pays » et que « l'esprit slavophile, qui existe pendant des siècles en Russie, conduit à mépriser des étrangers, des autres peuples et des autres croyances, a constitué le plus grand des malheurs et non pas la santé de la Russie ». La même querelle déchira encore profondément les ans des deux hommes dans l'exil.

Quand il reçoit le Prix Nobel de la Paix en 1975, la propagande officielle se déchaine contre lui. Il souhaite alors l'avènement de « l'esprit de tolérance » en URSS. Il a, à l'époque, une confiance peut-être exagérée dans l'efficacité que pourraient avoir en la matière les accords d'Helsinki, signés quelques semaines auparavant.

Le pari de Gorki

Puis, dans « Mon pays et le monde » (paru au Seuil en 1975), il brosse un sombre tableau de sa patrie : Le système actuel en URSS est « un capitalisme d'Etat », qui se distingue du capitalisme contemporain par la nationalisation complète de l'économie, par la mainmise absolue du parti et du gouvernement sur les domaines fondamentaux de l'existence. Ce système, il veut le changer, non le détruire. C'est un réformiste convaincu.

Le divorce avec le pouvoir est alors complètement consommé. Pendant cinq ans, Sakharov continue à se battre pour les autres, de plus en plus isolé par les arrestations, les internements abusifs en prisons psychiatriques et par l'émigration de ses amis. Quelque temps après l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en décembre 1979 (qu'il critique), Andreï Sakharov est arrêté dans une rue de Moscou, le 22 janvier 1980. On lui retire tous ses prix et ses décorations. Sans autre forme de procès, on l'envoie en rélegation à 400 kilomètres de Moscou, dans une ville interdite aux étrangers, Gorki. Il n'a pas le droit de téléphoner, de recevoir de visites, de courir de l'étranger (même pas de sa famille). Sa femme Elena Bonner — seul lien avec le monde — est exclue, elle, sans arrêt entre l'appartement moscovite de sa mère où ils vivaient auparavant et Gorki.

Dès son transfert forcé à Gorki, Sakharov dit qu'il est « prêt à un procès public et ouvert » et qu'il refuse « l'exil doré ». Pendant que

le présidium de l'Académie des sciences condamne le comportement de Sakharov (sans pour autant l'exclure de ses rangs, par prudence sans doute, pour ne pas créer de précédent), seize intellectuels soviétiques ont le courage de prendre sa défense. Ils rappellent que le nom de Sakharov « est synonyme de noblesse, de courage et d'humanité. En tant que savant célèbre, penseur et citoyen du monde, il incarne les meilleures qualités de l'esprit national russe : bonté, sens du sacrifice, partage des souffrances d'autrui, refus du mensonge et de l'arbitraire ».

Les provocations, les insultes, les brimades se multiplient. Mme Elena Bonner, épouse de Sakharov, est déclarée, par le régime, « femme de guerre », est cardinale comme son mari. Elle subit deux infarctus rapprochés. Alors, parce que, comme il le dit, « sans elle la vie n'a aucun sens », parce qu'il ne fait pas confiance aux médecins du pays, parce qu'il sait que lui, on ne le laissera jamais partir, Sakharov, malgré son état de santé peu brillant, entreprend, le 2 mai 1984, une grève de la faim pour obtenir qu'on laisse sa femme aller se soigner à l'étranger.

Une chape de silence tombe alors sur les Sakharov. (M^{me} Kristi est confinée dans son appartement par la police, et il n'y a plus personne pour aller à Gorki). Les « secrets militaires » derrière lesquels les autorités du Kremlin s'abritaient pour interdire tout voyage à l'étranger au physicien sont dépassés depuis longtemps. Mais la stature morale de l'homme et son importance sont telles que l'on craint son influence, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Une nouvelle carrière

En juin 1984, François Mitterrand a l'audace d'évoquer nommément le cas Sakharov lors d'un dîner au Kremlin où il est l'hôte de Constantin Tchernenko. Rien n'y fait et il faudra attendre l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev pour que la porte s'ouvre très légèrement sur les exilés de Gorki. Avec beaucoup de maladresse d'abord, puisque des films vidéo transmis à l'Occident — et tournés, semble-t-il, à l'insu des intéressés — montrent Andreï Sakharov recevant des soins dans un hôpital, puis en tranquille promenade en compagnie de son épouse sur les bords de la Volga.

Le vent cependant commence à tourner et, à l'automne 1985, Mikhaïl Gorbatchev ne s'efforce pas que, lors d'une conférence de presse donnée à l'Elysée aux côtés de François Mitterrand, une question lui soit posée au sujet de l'académicien Premier signe concret

d'un changement : M^{me} Elena Bonner est autorisée à se rendre aux Etats-Unis pour y recevoir des soins médicaux, tandis que son époux retrouve l'usage de son téléphone. Si les conditions du séjour à Gorki semblent s'adoucir, il n'en reste pas moins en exil.

Mais, en décembre 1986, coup de théâtre : Moscou annonce officiellement, le 19, qu'Andreï Sakharov est autorisé à regagner la capitale. Trois jours plus tard, Mikhaïl Gorbatchev lui-même, à son personnel téléphonique pour lui annoncer la nouvelle. Début décembre, un autre dissident célèbre, Anatoli Marchenko, était décédé en détention dans des conditions obscures. Le bruit courait que l'on a voulu éviter, au Kremlin, que le prix Nobel de la paix ne soit exposé au même risque.

Dès lors, quel qu'il en soit, commencent pour Andreï Sakharov une nouvelle carrière. Car s'il affirme, dès son retour à Moscou, son intention de « continuer à dire ce qu'il pense », il va désormais pouvoir le faire à ciel ouvert. Chaleureusement accueilli par ses collègues de l'Académie des sciences, il est libre de donner des interviews à qui il veut. Lui-même se dit « ébahi » par ce qui lui arrive. Mais on n'est pas au bout des surprises car, en février 1987, il est l'un des participants les plus éminents au très officiel Forum international organisé au Kremlin par Mikhaïl Gorbatchev et où le verba, debout, applaudit le discours prononcé par le secrétaire général.

Fidèle à son franc-parler, Andreï Sakharov continue à dire ce qu'il ne va pas. Il se montre inquiet devant les hésitations de la « perestroïka », qu'il décrit comme un processus « fragile » et « contradictoire ». Il réclame encore, début 1988, la libération de prisonniers toujours détenus en URSS pour des raisons politiques. Il ne cesse de plaider pour plus de démocratisation.

Mais il est à la même table que M. et M^{me} Gorbatchev lorsque ceux-ci sont les hôtes à dîner à Moscou du président Reagan, et l'une de ses dernières activités aura été la fondation, en octobre 1988, d'un club « informel » destiné à soutenir l'action du secrétaire général, un homme en qui il se plaisait à reconnaître « un éminent dirigeant politique », en qui il fondait ses espoirs.

Consécration suprême d'une pleine et entière réhabilitation : élu au présidium de l'Académie des sciences, il est en novembre 1988 enfin autorisé à se rendre dans un pays occidental, aux Etats-Unis, pour une réunion du Fonds international pour la survie de l'humanité.

AMBER BOUSOGLOU et ALAIN JACOB

Imaginez un monde où vous ne pouvez plus manquer l'offre d'emploi de votre vie

36 15
T M

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

Appel 1550

Rolland D.

L'OTAN et leurs p

AMEGEVE

UNE VOLONTÉ : OUVRIER TOUTE L'ANNÉE

UN CHOIX : DES VACANCES LIBERTÉ EN FAMILLE

DIPLOMATIE

La réunion des ministres des affaires étrangères des pays de l'alliance atlantique

M. Roland Dumas émet des réserves à propos de la « doctrine Baker »

Les ministres des affaires étrangères des seize pays membres de l'OTAN, réunis à Bruxelles les 14 et 15 décembre, ont publié une résolution sur la question allemande et discuté des propositions sur l'avenir de l'Europe faites récemment à Berlin-Ouest par M. James Baker.

BRUXELLES

de notre correspondant

Un ministre soviétique des affaires étrangères en visite au

quartier général de l'OTAN : c'est la grande première qui aura lieu lundi 18 décembre à Bruxelles. M. Edouard Chevardnadze, qui vient pour signer l'accord de commerce et de coopération récemment conclu entre l'URSS et la Communauté, en a profité, en effet, pour demander à rencontrer M. Manfred Woerner, le secrétaire général de l'OTAN, ainsi que les représentants permanents des seize pays de l'alliance atlantique. La requête a été favorablement accueillie par les ministres des affaires étrangères de l'alliance, qui ont tenu, jeudi et vendredi, à Bruxelles, leur traditionnelle session d'hiver.

Le communiqué publié à l'issue de cette session reprend mot pour mot, à propos de la question allemande, le texte approuvé par les douze pays de la Communauté la semaine dernière à Strasbourg. M. Roland Dumas a rappelé que les conclusions de Strasbourg soulignent le droit à l'autodétermination du peuple allemand, mais en l'entourant de conditions (respect des traités, c'est-à-dire des frontières, prise en compte des positions des voisins de l'Est comme de l'Ouest). « L'effort que nous demandons aux Allemands (sur la frontière Oder-Neisse, ne pas inquiéter l'URSS), nous devons

nous l'imposer de manière parallèle en prenant en compte leur sensibilité et en nous employant à ne pas la heurter », a souligné le ministre français.

M. Genscher a révoqué lui aussi le paternité du texte de Strasbourg, en ajoutant que la République fédérale avait une position très claire à propos de la frontière occidentale de la Pologne, qu'elle s'engage à la respecter aujourd'hui comme dans le futur.

Un traité CEE - États-Unis n'est pas « opportuniste »

Vouloir doter l'Europe d'une nouvelle architecture comme l'a

proposé le secrétaire d'État américain, M. Baker, à Berlin-Ouest, est jugé prématuré par M. Dumas, alors qu'on ignore quelle sera l'évolution à l'Est et, en particulier, ce qu'il adviendra du pacte de Varsovie. Le ministre français, tout en comprenant la volonté des États-Unis, pour garder le leadership, « de bien amarrer l'Europe dans une alliance d'un nouveau type », se méfie de la tendance de l'OTAN à tout régenter, « à s'occuper de tout dans tous les domaines ». « L'Europe au sein de l'alliance, mais l'Europe comme une entité propre et responsable, devra affirmer son rôle politique et de sécurité sur la scène Est-Ouest », constate M. Roland Dumas, qui doute de l'opportunité de la proposition faite par M. Baker de conclure un traité entre la Communauté et les États-Unis. Cependant, le ministre français juge positifs certains aspects du projet de M. Baker : « Le secrétaire d'État a fait l'éloge de la CSCE (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe) ; nous estimons nous aussi que c'est une bonne occasion. »

Les Britanniques n'ont pas la même crainte de voir les États-Unis s'occuper de trop près du développement de la Communauté. « Il n'y a pas de raison qu'il y ait des conflits de compétence entre les Douze et l'alliance. (...) Nous ne devrions pas perdre notre temps à en parler », a estimé M. Douglas

Hard, le secrétaire au Foreign Office.

Les seize sont d'autre part parvenus à s'entendre sur le projet de traité sur la réduction des forces conventionnelles en Europe (CFE) à soumettre au pacte de Varsovie. Enfin, le principe d'une réunion au sommet des trente-cinq pays de la CSCE à la fin de l'année 1990, préconisée par M. Gorbatchev, est à peu près acquis. « Une telle réunion ne pourra se limiter à une simple cérémonie de signature du premier traité CFE. Il faut un ordre du jour copieux et une bonne préparation », a estimé M. Roland Dumas. La décision définitive sera prise en février à Ottawa, lors de l'ouverture de la conférence « Open Sky » (ciel ouvert), rassemblant les pays de l'OTAN et du pacte de Varsovie.

PHILIPPE LEMAITRE

La Suède et la RFA durcissent leur position d'accueil des étrangers. — Le conseil des ministres ouest-allemand a, mercredi 13 décembre, un projet de loi visant à restreindre l'accueil en Allemagne fédérale des immigrants n'appartenant pas aux pays de la CEE, mais aussi à améliorer l'intégration des étrangers déjà établis dans le pays et y vivant en situation régulière. Le gouvernement suédois a, pour sa part, décidé de ne donner désormais l'autorisation de rester en Suède qu'aux seuls réfugiés répondant aux critères des Nations unies. — (AFP.)

Désarmement conventionnel

L'OTAN et le pacte de Varsovie ont déposé leurs projets de traité à Vienne

Les seize pays de l'OTAN et les sept pays du pacte de Varsovie ont présenté, jeudi 14 décembre, leurs projets de traité sur la réduction des armements conventionnels en Europe aux négociations de Vienne. Les deux textes correspondent dans leurs grandes lignes et reflètent la ferme volonté des deux alliances de forcer l'allure des négociations.

VIENNE

de notre correspondante

Les deux projets reprennent l'ensemble des propositions mises sur la table depuis le début des négociations, le 9 mars dernier, ainsi que leur premier acquis, à savoir une définition des pièces d'armement qui devraient permettre un accord sur cette catégorie d'armes.

La nouveauté des textes tient dans le fait que chaque État signataire est responsable individuellement et non pas chaque alliance. Les projets ne mentionnent même plus les deux alliances militaires, et

ne parlent que des « parties ». Les pays signataires s'engagent à respecter les plafonds fixés dans la zone d'application du futur traité pour six catégories des forces et armements (avions de combat, hélicoptères, personnel, chars, artillerie et véhicules blindés de transport de troupes). Les plafonds nationaux auront été au préalable déterminés entre membres d'une même alliance (et donc les réductions réparties entre alliés) ; ils figureront dans le traité et ne pourront être modifiés que sous certaines conditions de notification et de vérification prévues par le texte.

Objectif :

un accord en 1990

Les propositions chiffrées des deux alliances contenues dans les deux projets sont assez proches. Pour les limites globales, l'OTAN et le pacte de Varsovie ont proposé 40 000 chars de combat et 26 000 véhicules blindés de transport de troupes. Pour l'artillerie, l'OTAN propose 33 000 pièces, le pacte 48 000 ; pour les hélicoptères de combat, l'OTAN est à 3 800 et

le pacte à 3 400. La plus grosse divergence porte sur les avions de combat : l'OTAN souhaite 11 400 et le pacte seulement 3 000. L'Est distingue notamment entre avions d'attaque et de défense, distinction jugée inadmissible par l'OTAN du fait que les avions « de défense » peuvent participer, selon les circonstances et les lieux de stationnement, à des attaques, estime-t-on du côté occidental.

Pour les troupes stationnées hors de leur territoire national, les Occidentaux proposent de plafonner à 275 000 hommes les troupes américaines et soviétiques. Le pacte de Varsovie propose 300 000. Il demande que les réductions s'appliquent également aux troupes françaises, britanniques et canadiennes. Le projet de traité de l'OTAN aurait dû être introduit le 9 novembre dernier. Mais il a été bloqué par un différend gréco-turc sur l'inclusion du port de Mersin (sud-est de la Turquie) dans la zone concernée par la réduction des forces conventionnelles, réclamée par Athènes et refusée par Ankara. Ce port sert de départ et de ravitaillement aux troupes turques occupant le nord du Chypre. Le

réglement de ce conflit a été reporté à une date ultérieure par les ministres de la défense et des affaires étrangères, réunis jeudi 14 décembre à Bruxelles pour rendre possible le dépôt du projet occidental en même temps que celui du pacte de Varsovie.

Dans les différentes délégations on s'est montré très optimiste, jeudi, quant à la possibilité de conclure un traité dès 1990.

WALTRAUD BARYLI

numéros de DOSSIERS ET DOCUMENTS toujours disponibles...

SEPTEMBRE 1989	LES BANQUES EN MOUVEMENT L'INDE
OCTOBRE 1989	LES PAYS DE L'EST 1929-1989 : KRACH ET BOOM
NOVEMBRE 1989	LES MULTINATIONALES LE GRAND MAGHREB

En vente au journal LE MONDE - Service vente au numéro 7, rue des Italiens - 75009 Paris

(Publicité)

L'INTIFADA AN III

Comment le mouvement palestinien, qui célèbre ce mois-ci son 2^e anniversaire, se mobilise sans discontinuer toute la société des territoires occupés. Une enquête publiée dans le numéro de Décembre d'Arabes en kiosques et en librairie 78, rue Jussieu 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14

(Publicité)

QUATRE ÉTOILES DE CHARME A MEGÈVE dans un site prestigieux l'HOTEL le MANÈGE



A MEGÈVE

Une station à forte personnalité, qui conserve l'image d'une clientèle privilégiée, fidèle, pour qui l'évasion et la détente ne peuvent se trouver que dans un cadre raffiné et chaleureux car MEGÈVE est une station qui vit, qui bouge, qui ne laisse pas indifférent...

Dans le monde du loisir, le « coup de cœur » est nécessaire. Sans lui pas de réel plaisir, pas de réelle détente. Et ce « coup de cœur » peut se partager...

Un emplacement privilégié, une architecture traditionnelle, chaude, accueillante, de vastes chambres, appartements et duplex, une piscine, un complexe fitness, pour offrir sa clientèle un « quatre étoiles de charme ».

Nous vous invitons à découvrir l'hôtel LE MANÈGE, premier hôtel de la chaîne Résidence Séjour Hôtel et son nouveau concept de séjours hôteliers.

Un hôtel dont le concept a séduit le docteur Christian REY, économiste hôtelier à la tête de la première chaîne volontaire suisse et administrateur de la Rey Hotel Chain.

UNE VOLONTÉ : OUVRIR TOUTE L'ANNÉE

Les loisirs d'hiver sont restés longtemps l'apanage des stations de montagne. Mais de plus en plus nombreux sont les amateurs de nature que la montagne comble en toutes saisons.

Chaque saison a une saveur particulière et mérite d'être découverte et vécue.

L'hôtel LE MANÈGE a choisi d'être à la disposition de sa clientèle tout au long de l'année.

UN CHOIX : DES VACANCES LIBERTÉ EN FAMILLE

Quand le temps des vacances est l'occasion privilégiée de se retrouver en famille, il ne faut pas que ce temps de rencontre soit une entrave à la liberté de chacun.

L'hôtel LE MANÈGE offre à parents et enfants le moyen de « vivre ses loisirs pour le plaisir ».

LE TEMPS DU LOISIR

A disposition de tous les clients :

— Des équipements loisir-détente : un bar-salon, tables de jeux, de cartes, une télévision par réception satellite et un circuit vidéo.

— Des équipements relaxation : un complexe fitness considéré de plus en plus aujourd'hui comme un complément-détente indispensable : hammam, jacuzzi, douches aux jets, UVA haute pression et, sur rendez-vous, massage par un kinésithérapeute.

— Et l'été : une piscine avec jet-stream dans un jardin fleuri.

— Pour les enfants : un espace qui leur est réservé avec garderie, jeux vidéo, baby-foot, flipper, bibliothèque... et la carte junior du « skippy bar ».

L'hôtel propose à ses clients des animations spécifiques :

— Stages pour « ne plus fumer », parce que les vacances sont l'occasion idéale de tourner définitivement la page.

— Stages « arts graphiques et liberté d'expression » : de l'initiation au perfectionnement, et dans la technique de votre choix (aquarelle, huile, dessin, modelage...).

— Stages linguistiques pour adultes et enfants mais aussi des soirées canoïques, défilés de mode... et même, en exclusivité pour les clients de l'hôtel, le survol des sites olympiques avec les pilotes d'Air Megève.

— Les animations extérieures à l'hôtel varient évidemment en fonction des saisons : du stage de golf à la randonnée découverte de la faune et de la flore, du tennis au parapente sans oublier l'équitation... guides et moniteurs sont à la disposition des clients de l'hôtel : cet hiver, par exemple, pour un raid hors station en poney de phoque ou une sortie sur Chamorix...

L'hiver à Megève reste privilégié : trois domaines skiables à proximité immédiate pour les clients de l'hôtel, proche du télécabine. Toutes les glissades sont possibles. Pour les skieurs de tout niveau et les domaines de Chamorix, Saint-Gervais, Saint-Nicolas et Corniboux sont reliés par les remontées mécaniques.

Objectif 1992 :

800 chambres en hôtellerie classique et 200 chambres en séjour hôtelier.

VOTRE TEMPS DE REPOS

Trente-deux chambres, appartements et duplex, vastes et fonctionnels, personnalisés, dotés des meilleurs équipements : télévisions par réception satellite, circuit vidéo, coffre, mini-bar.

Les parents qui ont de jeunes enfants apprécieront les appartements disposant d'une kitchenette et le service baby-sitting. Une autre originalité : chaque chambre est différente. Pas de numéros pour les chambres, mais des noms de fleurs, qui servent de thème à l'illustration de la fresque murale réalisée par des artistes peintres de chaque chambre ainsi qu'une décoration personnalisée en harmonie avec elle...

UNE RESTAURATION DIVERSIFIÉE

A l'hôtel LE MANÈGE, vous pourrez satisfaire vos envies de diversité gastronomique :

— La Cuvée d'Or : vous propose une restauration gastronomique... et les gastronomes junior ont leur propre carte...

— A l'étage, « La Grillardin » vous offre de savoureuses grillades de viande, de poissons, de langoustes...

L'été, vous pourrez également choisir le buffet, autour de la piscine...

— Et vous aurez toujours le choix d'une carte d'été.

— Si enfin vous préférez dîner en intimité dans votre appartement, un service en chambre est à votre disposition.

SPÉCIAL ENTREPRISES

L'hôtel LE MANÈGE : une ambiance, un style pour vos vacances et vos moments de détente, mais aussi un cadre idéal pour les stages et séminaires de la vie professionnelle.

Trois salles entièrement équipées sont à disposition des entreprises et le temps « hors-stage » peut être aménagé à la demande, de nombreuses formules loisir-animation étant possibles.

LE PARTENARIAT AVEC LA REY CHAIN INTERNATIONAL

L'hôtel LE MANÈGE repose sur une certaine conception de l'accueil et de l'espace de repos où la chambre devient un espace à vivre avec coin salon, vastes rangements, voire kitchenette.

Ce principe a séduit monsieur REY, administrateur délégué de la chaîne suisse « Rey Hotel Chain International » dont les hôtels procèdent du même esprit.

Derrière le partenariat financier, il faut donc voir une même volonté de promouvoir une philosophie commune du séjour hôtelier, dans des établissements de qualité et des sites privilégiés. Tél. : 19-41-22-731-63-40.

CONTACT : HOTEL LE MANÈGE ••••• Tél. : 50-21-21-08 - RESIDENCE SÉJOUR HOTEL : Tél. : 50-58-92-07

UN NOUVEAU CONCEPT DE SÉJOUR HOTELIER

L'hôtel LE MANÈGE, premier hôtel de la chaîne Résidence Séjour Hôtel :

Le Monde des loisirs évolue très vite et les vacances représentent un « investissement » qu'il convient de gérer rationnellement.

Pour ce « capital vacances », Résidence Séjour Hôtel vous propose une formule d'investissement tout à fait originale, en devenant Hôte Privilegié.

Vous faites l'acquisition d'un Package Loisirs de 19 jours pour une durée de sept années.

Vous réalisez cet investissement en obtenant un prêt personnel par dépôt d'une simple caution qui vous est restituée au bout des sept années.

Ce Package Loisirs est composé d'une période d'investissement de 12 jours et d'une période de vacances de 7 jours.

1. — Période investissement :

Les 12 jours de cette période sont « loués » à la clientèle traditionnelle de l'hôtel, ce qui assure le remboursement de votre prêt personnel.

La totalité de votre prêt personnel s'autofinance et vous permet de passer sept jours de vacances gratuites pendant 7 ans dans un hôtel «•••••».

2. — Période loisir :

Vous avez le choix :

— L'utiliser à votre gré sous forme d'un crédit vacances de 7 jours.

— Ne pas l'utiliser, une ou plusieurs années : elle dégage elle aussi une rentabilité garantie par contrat : votre temps de vacances peut alors vous rapporter de l'argent.

La formule RESIDENCE SÉJOUR HOTEL c'est donc :

— Une grande souplesse pour vos vacances,

— une sécurité absolue avec de nombreuses garanties (notaire, compagnie d'assurance, banque...),

— un financement avantageux,

— une forte rentabilité de l'investissement vacances,

— sans aucune charge, aucun entretien, ni impôts...

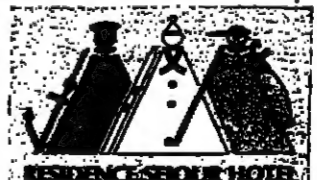
— la qualité des prestations d'un hôtel «•••••»

— le choix de plusieurs sites de haute référence.

La formule n'a rien de magique. Elle ne fait qu'appliquer les règles du jeu financier avec contrat devant notaire, garantie bancaire et assurance.

L'hôtel LE MANÈGE est le premier hôtel que Résidence Séjour Hôtel développe dans des sites de même qualité, ce qui donne encore plus de possibilités d'utilisation du crédit vacances des hôtes privilégiés.

...Une véritable gestion de votre capital vacances qui rendra très certainement votre intérêt.



AMÉRIQUES

CHILI : l'élection de M. Aylwin à la présidence

En dépit de l'heure tardive, le monde politique latino-américain a été le premier à saluer avec enthousiasme, jeudi soir 14 décembre, l'élection de M. Patricio Aylwin. A Caracas, l'ex-président Luis Herrera Campins a rendu hommage à la naissance de « l'aurora démocratique chilienne », tandis qu'à Lima, l'écrivain Mario Vargas Llosa, lui-même candidat à l'élection présidentielle dans son pays, voyait dans cette victoire « le début d'une ère de véritable égalité et de gouvernement civil » au Chili. Sur place, à Santiago, où il dirigeait une

mission d'observation de parlementaires français, le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, a exprimé sa joie de voir que « le Chili, qui était le symbole de la répression, allait devenir le symbole de la démocratie, avec un écho très puissant dans le monde ».

Pour sa part, le grand vaincu du scrutin de jeudi, le général Augusto Pinochet, qui a concédé officiellement sa défaite au début de soirée, n'en a pas moins estimé qu'il « avait accompli sa mission » : « Je ne ressens ni tristesse ni amertume, a-t-il

ajouté. J'ai mené à bien un processus de seize ans et je suis arrivé à son terme, celui d'avoir amené mon pays à la démocratie (...) et d'avoir fait du Chili un des tout premiers pays d'Amérique latine ». Le général, qui se dit décidé par ailleurs à « ne pas terminer sa vie dans un fauteuil », a également annoncé, en dépit des fonctions qu'il va conserver dans l'armée, son intention de se « soumettre à la Constitution de 1980 » et donc au pouvoir du président de la République, qui est le chef suprême des forces armées.

M. Patricio Aylwin : un homme tranquille pressé par l'Histoire

SANTIAGO-DU-CHILI
de nos envoyés spéciaux

Un éternel souriant, le goût des choses simples, une enfance sans histoire, une famille unie. Rien ne prédisait cet homme tranquille de soixante et onze ans à symboliser le retour de son pays à la démocratie. Dans sa jeunesse, M. Patricio Aylwin semble suivre les traces d'un père avocat et président de la Cour suprême. Il en subit l'influence franc-maçonne, radicale et laïque, prédominante dans le Chili des années 30. L'arrivée de Salvador Allende, qui sera plus tard l'une des principales figures de l'Unité populaire, le rapproche même du socialisme. Il suit les cours à la faculté de droit, devient le premier président de l'Académie juridique, et obtient à l'âge de vingt-cinq ans son diplôme d'avocat. Seul point de rupture d'une existence a priori toute tracée, « Don Patricio » se tourne alors vers le catholicisme, sous l'influence de sa mère.

De cette conversion date son entrée en politique au sein de la Phalange nationale, qui regroupe alors tous les jeunes en rupture de ban avec le Parti conservateur. Il garde toutefois de ses anciennes sympathies pour la gauche une certaine sensibilité dont il ne se départira pas. « J'ai toujours été attiré par les idées de progrès et de justice sociale, et ma sensibilité se porte plus vers la gauche que vers la droite », affirme-

Il aujourd'hui. Depuis 1957 — date de la fondation du Parti démocrate-chrétien — on le retrouve sept fois à la présidence de la formation centriste.

Sa carrière politique est des plus classiques. Elu sénateur en 1965, il joue notamment un rôle important dans la rédaction de la loi sur la réforme agraire, approuvée par le gouvernement d'Eduardo Frei, mais ne sacrifie pas pour autant sa vie familiale. Marié depuis 1949 avec Leonor Oyarzun, dont il aura cinq enfants, M. Aylwin sait aussi se soustraire aux tourbillons de la vie politique, pour lire et réfléchir. Au plus fort de la campagne présidentielle actuelle, il souhaitait toujours disposer pour lui-même d'une journée par semaine.

Cette tranquillité naturelle sera pourtant ébranlée, à plusieurs reprises, par les secousses de l'Histoire. En janvier 1971, après la formation du gouvernement de l'Unité populaire, il accède à la présidence du Sénat et l'abandonne un an plus tard, pour prendre la tête de son parti. Alors allié avec la droite, la démocratie chrétienne s'oppose avec vigueur au président Allende. Le dirigeant de la démocratie chrétienne cherche cependant une solution négociée à la crise que connaît le pays. Le coup d'état du 11 septembre 1973 rendra vaine cette tentative.

Son rôle à cette époque, et son attitude favorable à l'instauration du régime militaire lui



valent toujours de fréquentes critiques. Il s'en défend en expliquant que s'il s'agit d'extrêmes polarisations idéologiques, il conduit la démocratie à sa perte, et il regrette que les conversations avec Allende n'aient pu aboutir, en affirmant que « le coup d'Etat pouvait être évité ».

Alliance avec la gauche

En 1975, après la rupture entre la démocratie chrétienne et le régime du général Pinochet, M. Aylwin entame sa traversée du désert. Ne jouant plus un rôle de tout premier plan, il intègre deux ans plus tard le groupe, dit « des 24 », qui élabore un projet constitutionnel de retour à la normalité démocratique. Il ne rejoindra la direction de la démocratie chrétienne qu'en 1982, y

représentant l'aile « droite » minoritaire redécouverte à la mobilisation sociale. Le mouvement de protestation populaire, amorcé en 1983, aboutit à une impasse quatre ans plus tard et M. Aylwin se voit ainsi conforté dans son analyse, et se retrouve à la tête du parti.

Ironie d'une histoire qui le bouscule, c'est lui, l'homme de droite, qui scellera l'alliance avec la gauche non communiste, et sera, en 1988, le porte-parole de la Coordination pour le « non » lors du référendum organisé par le régime militaire. La victoire de l'opposition, le 5 octobre, fait de lui le plus probable candidat à l'élection présidentielle. Il apparaît de plus en plus comme un arbitre et déploie ses talents d'habile négociateur.

Se désignant officiellement, au mois d'août dernier, par les 17 partis de la Concertation pour la démocratie, consacre son destin national. Mais ce juriste passionné, qui regrette de n'avoir pu se présenter à Paris les dernières semaines de la rue Soufflot, ne se déçoit pas pour autant de sa modeste et de sa légendaire courtoisie. Il n'abandonne pas (non plus un flegme peut-être hérité de ses lointains ancêtres gallois, et le discret « bueno » qui ponctue, avec le sourire, la plupart de ses interventions, fait la joie des imitateurs. Son « caractère plus fort qu'il n'y paraît », selon le mot d'un de ses proches, va, en tout cas, être soumis à rude épreuve.

G. B.
et D.H.-G.

Une dictature de seize ans a pris fin

(Suite de la première page.)

La prudence observée le soir du plébiscite de l'année dernière n'a plus de raison d'être cette fois. Le Chili a son président. Le général Augusto Pinochet a lui-même reconnu la victoire de Patricio Aylwin par ce commentaire : « Il a gagné parce que l'organisation de sa campagne était la meilleure ». Devant l'hôtel où il se fait attendre jusqu'à minuit, ses partisans commencent à danser.

Les alliés politiques du futur occupant du palais de la Moneda, ainsi que diverses personnalités se succèdent pour le féliciter. Après le dirigeant syndical Manuel Bustos, qui, il y a deux mois encore, était relégué dans une localité de province, c'est au tour de « la Tencia », veuve du président Salvador Allende. L'ancien chef d'Etat est « présent », proclame d'ailleurs une banderole frappée à son effigie. Surprise, un peu plus tard : le can-

didat du « centro centro », Francisco Javier Errazuriz vient saluer le vainqueur. L'ancien ministre des finances du général Pinochet et candidat de la droite, Hernán Buchi, effectuera aussi, plus discrètement, le déplacement. Le vainqueur se fera, lui, attendre pour apparaître au balcon de l'hôtel.

Dans la journée, ils ont été des millions à patienter, parfois plusieurs heures, avant de déposer leur bulletin dans les urnes. Outre le président de la République, les Chiliens devaient aussi élire leurs députés et sénateurs, et de longues queues se sont formées devant les bureaux de vote. La non-participation au scrutin est certes punie d'une forte amende. Mais surtout il ne s'agissait pas de n'importe quelle élection. Avec une sérénité que n'ont pas entamée les trois actes électoraux de ces

derniers quatorze mois, les Chiliens ont voté dans le calme. L'un des premiers à le faire fut le chef de l'Etat, dans un bureau de vote proche du palais de la Moneda. Détendu, chemise rose et cravate rouge perlée, le général Pinochet s'est abstenu de toute déclaration, même s'il n'a pas rechigné à répondre aux apostrophes de certains journalistes, en les qualifiant, avec le sourire, d'« intrus ». Le premier à l'avoir défié, Rodolfo Seguel, vote lui à l'autre bout de la ville, dans le quartier populaire de San Miguel. L'ancien dirigeant des mineurs du cuivre, qui organise les premières journées de protestation en 1983, est aujourd'hui candidat démocrate-chrétien à la députation, et se « réjouit de voir aboutir pacifiquement la lutte entreprise ».

Dès le début du dépouillement au stade national, transformé en centre de vote, la cause semble entendue. Patricio Aylwin arrive le plus souvent en tête et ses supporters ne manquent pas de le souligner en applaudissant bruyamment les votes qui lui sont favorables, et en sifflant les autres. Ces manifestations partiales se déroulent aux côtés d'un dispositif policier et militaire qui restera, tout au long de la journée, fort discret. Ce n'est que dans la soirée, alors que l'on attend toujours l'arrivée du nouvel élu, que les mesures de sécurité seront sensiblement renforcées.

Entre-temps, un carabinier a été assassiné dans des circonstances mystérieuses et un adolescent abattu par des tirs anonymes circulant en voiture. Sans toutefois que ces drames ne perturbent le déroulement de la soirée.

Lorsqu'il apparaît enfin, Patricio Aylwin a appelé à « la réconciliation » et à « la collaboration patriotique de tous les partis ». Son discours sera vite interrompu par l'hymne national entonné par un public fervent qui applaudit la dernière strophe : « Le Chili sera la

tombe des hommes libres, ou l'asile contre l'oppression ». « Don Patricio », comme on le surnomme, provoque cependant les larmes d'une partie de la foule lorsqu'il évoque la nécessaire coopération avec les forces armées et la droite. Il demande aussi à ses partisans de se disperser dans le calme et d'attendre la célébration du triomphe prévue vendredi. La fête continuera pourtant.

GILLES BAUDIN
et DENIS HAUTIN-GURRAUT

OCÉAN INDIEN

COMORES : après le départ des mercenaires

Des parachutistes français ont débarqué à Moroni pour assurer la relève

Alors que Bob Denard et ses mercenaires quittaient les Comores, des parachutistes français y ont débarqué, vendredi 15 décembre, pour assurer le maintien de l'ordre à la demande des autorités locales.

MORONI

de notre envoyé spécial

Au terme de presque douze ans de présence aux Comores, après quinze jours de négociations et de négociations ardentes, Bob Denard s'est résigné. Le chef mercenaire et ses hommes devaient partir, vendredi 15 décembre, en direction de l'Afrique du Sud où ils resteraient quelques jours, selon M. Marco Bani, représentant de Pretoria dans la capitale comorienne. Simple transit avant de trouver une terre d'accueil qui voudrait bien accepter les derniers « affreux ».

Vendredi, en début de matinée, cinq hélicoptères Puma et deux Transall de l'armée française, en provenance de l'île de Mayotte, se sont posés sur l'aéroport de Moroni, avec à bord des officiers, tandis que trois bateaux de guerre dont le navire amiral *La Marse* croisaient au large. Bob Denard et sa poignée de fidèles étaient déjà à l'aéroport, entourés d'une bonne cinquantaine de Comoriens de la garde présidentielle (GP) et d'un important matériel. Véhicules, armes, caisses de munitions et paquets étaient soigneusement alignés sur le tarmac avant les ultimes adieux.

Une courte cérémonie a eu lieu, vendredi matin, entre trois officiers français dont l'ambassadeur, M. Robert Scherrer, et trois dirigeants de la GP. Pas de poignées de main, pas de remise de drapeaux.

Le strict minimum, sous les regards d'une cinquantaine de parachutistes, alors que la GP présentait les armes. Une sorte de passation de pouvoir, néanmoins, comme l'avait réclamé, la veille, l'ancien baron de Biafra et du Congo qui, à maintes reprises, avait exprimé le désir de remettre les pouvoirs dont il est théoriquement investi depuis l'assassinat du président Abdallah. Cela, avait-il dit, afin d'éviter « la chaos, le bain de sang, des règlements de comptes ».

Entêtement

Parti rassuré ? En un certain sens, il peut l'être. Le commando Jaubert, qu'il exigeait en assurance, et que son départ sans pompe mais en présence de l'armée française lui confère une once de respectabilité. M. Marco Bani, le représentant sud-africain aux Comores, nous a, en tout cas, assuré que Pretoria ne lui avait versé aucune somme d'argent. Quant à la France, elle avait refusé de lui donner quelque compensation que ce soit.

Bob Denard devait s'en aller en compagnie d'une bonne vingtaine

de ses sbires, à bord d'un Hercules C-130 de la SASAIR, une compagnie privée sud-africaine, pour un voyage sans retour. Il avait refusé, depuis quelques mois, les offres des Sud-Africains, qui cherchaient à se débarrasser de cet allié devenu encombrant. Son entêtement lui a tout fait perdre. Par un étrange retournement de l'Histoire, cet ancien caporal-chef de la marine s'est retrouvé face à l'unité dans

A qui la facture ?

En bons mercenaires, Bob Denard et sa bande, qui n'ont pas pu pour les beaux yeux de leur employeur comorien, ont présenté leur facture à ceux qui les ont priés de décamper de l'archipel, à savoir l'Afrique du Sud et la France. Comme s'il y avait lieu de réparer un préjudice moral, de sanctionner aussi une rupture abusive d'un contrat de travail.

La France, qui s'est trouvée fort embarrassée d'avoir à traiter avec des gens bien peu recommandables, jure ses grands dieux qu'elle n'a rien à voir dans ses affaires de gros sous. « C'est à l'Afrique du Sud, qui a mis en place la garde présidentielle, d'apurer ce contentieux financier », indique-t-on de source officielle.

Si tant est que la France ait réussi à se sortir de ce mauvais pas sans bourse délier — ce que l'on semble contester du côté sud-africain —, ce serait mériter quelque peu l'histoire que de mettre en cause la seule responsabilité de Pretoria dans l'imbroglio comorien.

Paris, en effet, n'avait pas vu d'un mauvais œil — c'est le moins que l'on puisse dire — la réinstallation au pouvoir, en mai 1978, d'Ahmed Abdallah par mercenaires interposés, pour en chasser la fantasmagorie Ali Soilih. Paris, en outre, ne s'est-il pas, pendant de trop longues années, accommodé de la présence dans l'archipel de Bob Denard et des siens ? Il fallait bien qu'un jour ou l'autre la France paye le prix de ses inconséquences et de ses faiblesses.

J. de B.

laquelle il avait servi naguère en Indochine, le commando Jaubert.

Quatre-vingt-dix hommes attendaient, au large de l'île de la Grande Comore, les ordres de chasser ce soldat perdu et sa bande. Un face-à-face en douceur dans lequel il aurait été surprenant que le « colonel » à la dérive choisisse de faire le coup de feu non seulement sur ses frères d'armes mais encore sur l'image de son passé.

Un lendemain de l'assassinat du président Abdallah, des défections ont commencé à se produire au sein de la GP. Au cours de la dernière semaine, les défections étaient quotidiennes. Tous savaient que la bataille était désormais perdue.

Jedi matin, une parade militaire avait eu lieu dans l'enceinte du quartier général de cette garde prétorienne. Sous une pluie battante, une trentaine d'hommes furent promus. Un peu plus de deux cents soldats ont défilé en uniforme devant leur chef-major, Bob Denard assistait à cette cérémonie d'adieu en civil, distant, sombre, le regard mélancolique. Une dernière revue dans l'amertume et la dignité pour persuader cet homme à cheveux blancs qu'il laissait quelque chose derrière lui.

Jedi soir, celui qui fut de presque toutes les guerres sur le continent africain était venu saluer sa femme, une Comorienne de vingt-six ans, et ses deux enfants, en partance pour Paris. Dix-huit épouses et enfants et cinq hommes de troupe ont regagné la capitale à bord du vol régulier d'Air France. Les mines étaient compassées. Le lieutenant « Didier » affectait de n'avoir aucun regret. Le lieutenant « Daniel » avait que ce n'était pas la première fois qu'il recommencerait sa vie. Une sobrie qui évoquait des souvenirs à un vieux mercenaire : « Ça me rappelle l'Algérie ».

MICHEL BOLE-RICHARD

PROCHE-ORIENT

LIBAN

combattre contre l'armée syrienne la tension

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

Liban

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Une attaque contre l'armée syrienne accroît la tension

BEYROUTH

de notre correspondant

Une attaque, lancée jeudi 14 décembre, contre l'armée syrienne sur la route de Beyrouth à Saïda (le Monde du 15 décembre) est venue embrouiller davantage la situation au Liban, qui était déjà suffisamment tendue. Au lendemain de cette opération — dont les bilans varient de huit à quatorze tués et de dix-neuf à vingt-neuf blessés, — le mystère subsistait sur l'identité des assaillants.

Qui, en effet, a attaqué le poste syrien ? Les Palestiniens, les intégristes sunnites de la ville de Saïda — la Jamaa Islamiya, — ou, et c'est tenu pour l'hypothèse la plus probable, les deux à la fois ? De plus, quels Palestiniens ? Le Fatah, dont Saïda est le dernier bastion au Liban, comme la Syrie et ses alliés l'affirment ? A partir de Tunis, l'OLP et le Fatah de M. Arafat ont nié toute participation à l'opération, la condamnant et mettant en garde contre les accusations inconsidérées.

Contradiction supplémentaire : les intégristes musulmans se trouvent apparemment mêlés à une opération anti-syrienne à l'heure où il est de notoriété publique au sein de la communauté chiite que, lors des derniers affrontements Amal-Hizbollah, les Syriens, en dépit de leur vieille alliance avec Amal, ont

favorisé ou du moins laissé gagner le Hizbollah.

Par ailleurs, le refus de Jean Paul II de recevoir les ministres du trinitarisme arabe — bien que dédramatisé par l'émissaire arabe, M. Lakhdar Ibrahim, — a provoqué des menaces de mort contre la personne du pape de la part d'une « organisation de la défense des opprimés » qui a, de plus, exigé le départ immédiat du nonce apostolique, Mgr Pablo Puente. « Nous mettrons à exécution notre décision tôt ou tard », affirme l'organisation, dont la terminologie est celle des intégristes musulmans et qui accuse le pape de s'être « transformé en guide spirituel des rebelles croisés de Beyrouth-Est ».

LUCIEN GEORGE

□ **Jeunes Européens « pour la paix au Liban ».** — Cinquante jeunes originaires de la Communauté européenne, mais aussi d'Europe de l'Est, d'Asie et d'Afrique, ont rejoint, samedi 16 décembre, au Liban, l'initiative de l'Union des jeunes Européens, pour « apporter le soutien de la jeunesse à tous les Libanais, musulmans et chrétiens qui souhaitent ensemble construire la paix ». Selon un communiqué de cette Union (regroupant notamment Dextérité de l'homme et Solidarité-Intégration, ainsi que le Collectif des étudiants libanais), les participants à ce voyage comptent planter des « arbres de la liberté » au centre de Beyrouth.

LIBYE

Tripoli interdit l'accès des ports libyens aux navires venant de France

Paris a fait part à Tripoli, jeudi 14 décembre, « de sa surprise et de sa réprobation » à la suite de la décision — effective depuis une semaine — du régime du colonel Mouammar Kadhafi d'interdire l'accès des ports libyens à tout navire en provenance de France. Une mesure dont le Quai d'Orsay a estimé qu'elle ne pouvait pas « être justifiée », espérant qu'elle serait levée « dans les meilleurs délais dans l'intérêt de tous ».

Les relations franco-libyennes, dont on avait pensé qu'elles s'amélioreraient après la signature, le 31 août dernier à Alger, d'un accord de paix entre le Tchad et la Libye, se sont, en fait, détériorées au cours des dernières semaines, à l'initiative de Tripoli. A l'origine de la mauvaise humeur du colonel Kadhafi, il y a l'affaire des trois Mirage bloqués en France depuis 1986 — alors qu'ils s'y trouvaient en révision — et dont Paris a annoncé le 16 novembre qu'il allait, finalement, les restituer à la Libye. Or, début décembre, les Libyens ont accusé les Français de maintenir leur embargo, malgré

leur promesse (un report qui serait dû à un message de Kadhafi au président Mitterrand à propos de la polémique sur le voile et considéré à Paris comme une ingérence inadmissible).

Officiellement, on indiquait, vendredi 15 décembre, au Quai d'Orsay que la position de la France n'avait pas changé et que Paris n'était pas revenu sur sa décision de restituer les trois avions (un Mirage F1 et deux Mirage 5). Aucune date n'a toutefois été avancée pour cette restitution. Le gouvernement français cherche visiblement, dans cette affaire, à ne pas envenimer les choses, à moins d'une semaine de la conférence euro-arabe de Paris (les 21 et 22 décembre), à laquelle la Libye n'a toujours pas dit explicitement si elle y participerait (le Monde du 14 décembre). Une préoccupation perceptible dans l'affirmation par le Quai d'Orsay de la « volonté » de la France « de retrouver avec la Libye un niveau normal de relation ».

BIBLIOGRAPHIE

« Journal de Judée », de Jacques Pinto

Un témoignage sans complaisance

Un jour d'août 1988, le capitaine de réserve israélien Jacques Pinto reçoit sa famille de route. Direction la Cisjordanie, « le secteur ouest de Ramallah », et mission de maintien de l'ordre, comme disent les autorités. Le soulèvement palestinien avait neuf mois. De ces quelques semaines en pleine Intifada, Jacques Pinto va tenir le carnet de bord, exercice d'écriture-exutoire, témoignage sans complaisance de ce qui se passe sur le terrain et dans la tête d'un jeune officier.

Souvent, l'essentiel de l'activité de la compagnie, c'est le « barrage routier », ce point de rencontre quasi quotidien entre soldats et Palestiniens — routine pour les premiers, humiliation pour les autres : « Nuit et jour, des milliers d'hommes sans identité nationale sont forcés de porter sur eux (...) leurs papiers d'identité », dit joliment Jacques Pinto. Il y a les raids de nuit qui font partie d'un système dont la logique est celle de l'engrenage lorsque, pour un jet de pierre, le QG conseille à la compagnie « d'infliger le maximum de tracaseries à toute la population

d'un village ». Mission quasi surréaliste quand les unités d'élite de l'armée, engagées dans la lutte contre les symboles du nationalisme, courent la Cisjordanie à la recherche de ces dangereux drapés palestiniens qu'il faut décrocher, ou faire décrocher, des pylônes électriques — quelquefois au prix d'une vie.

On peut avoir ses doutes, un moment de confusion, voire de « colère », dit l'auteur, mais très vite, vient le temps de la « normalisation », celui de l'acclimatation : « La période où l'on s'installe dans la routine. Où les cœurs se durcissent et où plus rien n'étonne ». Journaliste, homme de gauche, partisan de la restitution des territoires, Jacques Pinto n'en « rajoute » pas dans l'exposé de ses faits d'arme. Ni angélisme ni idéologie béat : il constate plus qu'il ne prêche et cela fait tout l'intérêt de ce Journal de Judée.

ALAIN FRACHON

« Journal de Judée, Souff, coll. « L'histoire immédiate », 119 p., 65 F.

AFRIQUE

TUNISIE

La grève générale dans les universités a été peu suivie

TUNIS

de notre correspondant

L'appel à la grève générale dans les universités, lancé pour le jeudi 14 décembre, par l'Union générale tunisienne des étudiants (UGTE), l'organisation étudiante proche du courant islamique Ennahdha, n'a obtenu qu'un succès relatif et n'a donné lieu à aucun incident notoire.

L'UGTE entendait entraîner un mouvement de solidarité avec les étudiants d'un des trois instituts de l'université de la Zitouna (théologie), où le boycottage des cours a été très largement suivi. Ces étudiants ont déclenché, la semaine dernière, une grève de la faim pour protester contre le changement de leurs locaux (le Monde du 13 décembre). Dans les lycées, où les incidents, souvent violents, avaient tendance à se multiplier depuis quelques semaines, le mot d'ordre n'a pas eu grand écho. Toutefois, quelques établissements, dont le lycée technique de Tunis, sont demeurés fermés.

MICHEL DEURÉ

EN BREF

□ **AFRIQUE DU SUD :** Nelson Mandela va reconstruire des symboles. — Nelson Mandela, le chef historique du Congrès national africain (ANC), va reconstruire dix bâtiments du Congrès des étudiants sud-africains (COSATU) dans les deux semaines à venir, a indiqué, jeudi 14 décembre, la télévision sud-africaine. Cette annonce intervient au lendemain de la rencontre de M. Mandela avec le président Frederik De Klerk. — (AFP.)

□ **M. Brahimi quitte la présidence de la Ligue des Droits de l'Homme.** — M. Miloud Brahimi a abandonné, jeudi 14 décembre, la présidence de la Ligue algérienne des Droits de l'Homme (LADH). Un autre avocat, M. Youcef Fethallah, a été élu à la tête de cette Ligue qui a été créée en 1987. Après les émeutes d'octobre 1988, la Ligue (qui était alors la seule à être reconnue officiellement) a clairement condamné la torture et la « désinformation totale » pendant cette période. — (AFP.)

ASIE

CHINE

Pékin admet que les bouleversements à l'Est peuvent l'amener à réviser sa diplomatie

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine a reconnu, jeudi 15 décembre, que l'effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est pouvait l'amener à réviser sa stratégie diplomatique, sous peine d'un irrémédiable isolement compromettant sa modernisation. Cette admission a été formulée à travers des circulations cryptées par le ministère des Affaires étrangères, dont le porte-parole a présenté un bilan très favorable de la visite éclair du général Bent Souwouf, conseiller pour les affaires de sécurité nationale à la Maison Blanche.

Le porte-parole a estimé que le dialogue sino-américain est « nécessaire et bénéfique » du fait que la situation internationale connaît à l'heure actuelle « les changements les plus profonds enregistrés depuis la seconde guerre mondiale ». Les difficultés entre Pékin et Washington concernent ainsi les deux pays « ont des intérêts communs sur une grande variété de sujets », a encore dit le porte-parole. Mieux, Américains et Chinois peuvent très bien « s'en tenir à leurs positions respectives » tout en améliorant leurs rapports grâce à « des mesures concrètes ».

Efforts

des deux parties

La Chine « apprécie » donc le geste américain et, en échange, apporte un sérieux bémol à ses récriminations envers Washington : on ne parle plus d'ingérence américaine dans la politique intérieure chinoise et même l'affaire Fang Lizhi — le dissident objet d'un mandat d'arrêt et réfugié à l'ambassade des Etats-Unis à Pékin — pourrait être réglé grâce à « des efforts des deux parties ». Après les bordées d'insultes, réminiscences de la révolution culturelle, à l'écoute de l'Occident tout entier, c'est tout dire.

Un ton nouveau

Le ton nouveau de la Chine, qui reste à confirmer, est le résultat d'une réflexion provoquée au sein de la direction du PC par l'effondrement des pouvoirs européens avec lesquels Pékin avait un temps envisagé, après s'être brouillé avec l'Onu, de constituer une alliance idéologique ancrée sur le refus des réformes. La Roumanie, Cuba et la Corée du Nord sont les seuls pays socialistes avec lesquels la Chine se soit retrouvée sur la même longueur d'ondes. Ce ne sont pas ces pays qui vont l'aider à régler la facture de sa dette extérieure : 10 milliards de dollars par an en moyenne pour les sept prochaines années.

FRANCI DERON

□ **Délégation soviétique à Pékin.** — Une délégation conduite par M. Valentin Falin, chef du département international du Comité central du PC soviétique, se rendra à Pékin le 23 décembre. — (AFP.)

ALGÉRIE : une victoire des intégristes musulmans

Linda de Suza ne chantera pas

ALGER

de notre correspondant

Linda de Suza ne chantera pas à Alger. Les deux concerts, prévus de longue date et annoncés à grand raffort d'affichage public, qu'elle devait donner les 14 et 15 décembre dans la soirée, ont été annulés in extremis par le Centre de culture et d'information (CCI), qui les avait pourtant organisés avec bonheur puisque toutes les places étaient louées à l'avance. Les « difficultés techniques majeures » invoquées par les organisateurs n'ont convaincu personne. Les Algérois ont compris que l'organisme d'Etat, qui gère la salle Atlas (l'ancien Majestic) où devaient se dérouler les deux spectacles, a cédé aux pressions des intégristes.

Depuis plusieurs jours, les affiches annonçant les concerts et présentant Linda de Suza légèrement décolletée, les mains sur les hanches, une épaulette en avant, dans une attitude rapidement jugée provocante en Algérie, terre d'islam, étaient régulièrement lacérées, maculées et parfois couvertes d'inscriptions obscènes. Des prêches virulents dans les mosquées de la capitale, les propos publiés par El Moudjahid (Le Sauveteur), l'organe du Front islamique du salut (FIS), le parti des extrémistes religieux, désignant « la juive » embaumée derrière l'artiste, ne laissent planer aucun doute. Les fanatiques musulmans se dressent, au fil des jours, en nouveaux censeurs d'une société qui commençait pourtant à s'ouvrir.

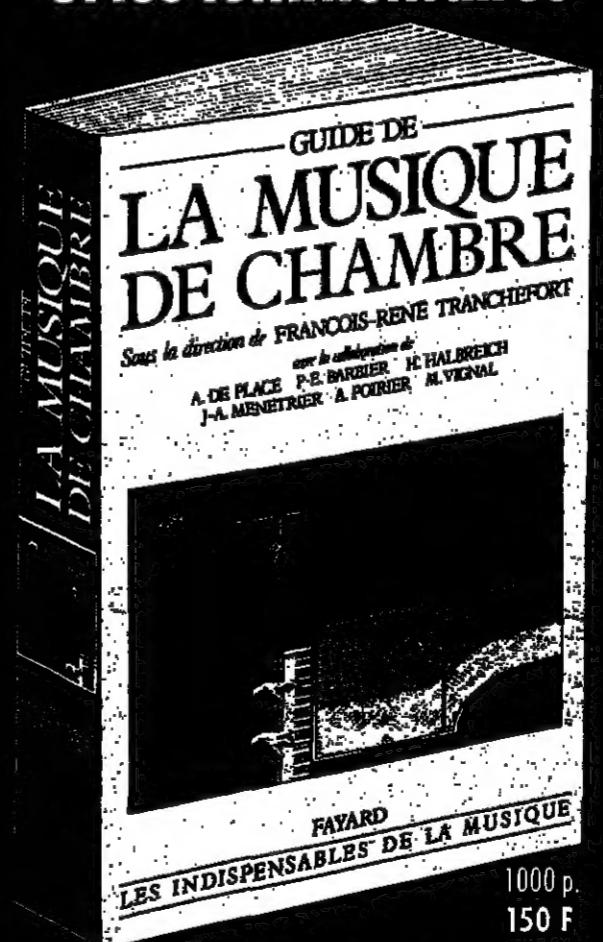
Les pressions des intégristes et, plus généralement, l'intolérance ont été dénoncées, jeudi matin 14 décembre, au cours d'une manifestation organisée par le Rassemblement des artistes et intellectuels (RAIS), qui a rassemblé une foule dense devant l'Assemblée populaire nationale (APN). La presse algérienne dénonce, elle aussi, systématiquement, depuis la fin novembre, les abus des extrémistes et les violences dont sont souvent victimes les femmes.

Dans son édition de jeudi, le quotidien du soir Horizons, qui consacre une page entière au sujet, s'indigne de l'annulation des concerts de Linda de Suza et se demande si « cette affaire » ne risque pas d'ouvrir « la voie à des forces occultes de tous bords qui entendraient s'ériger par la violence en directeurs de conscience de la nation ». En remarquant que « Le Pen n'est plus intouchable » depuis la levée de son immunité parlementaire et après avoir énuméré succinctement « le chantage public, l'appel à la violence, l'incitation à la haine, la diffamation », le quotidien s'interroge : « Le micro de la mosquée offre-t-il toutes les impunités ? » Algérie Actualité, l'hebdomadaire le plus libre de son de la presse algérienne, considère que l'annulation de ces gâtes intervient dans « le contexte plus large d'un fascisme rampant » qui décide sommairement de ce qui est « halal » (autorisé) et de ce qui est « haram » (péché).

FREDERIC FRITSCHER

**1500 ŒUVRES
175 COMPOSITEURS**

les analyses
et les commentaires



GUIDE DE
**LA MUSIQUE
DE CHAMBRE**

Sous la direction de **FRANÇOIS-RÉNE TRANCHEFORT**

avec la collaboration de
A. DE PLAGE, P.-E. BARBER, H. HALBECH,
J.-A. MEYERHOFER, A. POIRIER, A. VIGNAL

FAYARD

LES INDISPENSABLES DE LA MUSIQUE

1000 p.
150 F

**De Bach à Boulez,
l'indispensable compagnon
de toute écoute musicale.**

**La Musique
chez
FAYARD**

POLITIQUE

Le comité central du PCF

La direction flotte en l'absence de M. Georges Marchais

Le comité central du PCF devait achever ses travaux, vendredi 15 décembre, après trois jours de réunion, par l'adoption d'un rapport sur la situation internationale. Après M. Guy Herminier et Roger Martelli, mercredi, M. Roland Favaro, délégué du PCF pour la Lorraine, s'est montré critique.

Y a-t-il un pilote dans l'avion ? Cette interrogation pourrait résumer le sentiment ressenti, ou évoqué en privé, par certains membres du comité central. L'actuelle réunion du « parlement » communiste donne une bien étrange impression de flottement dont les prolongements les plus visibles vont se situer dans les colonnes de l'humanité. A sa façon — inimitable — l'organe central du parti rend compte de la deuxième journée de cette session, qui devait s'achever vendredi 15 novembre, en passant sous silence les moments importants, ce qui évite d'avoir à trancher dans l'immédiat.

Quelle meilleure preuve le journal dirigé par M. Roland Leroy pouvait-il donner du vide créé par l'absence de M. Georges Marchais chez ses pairs ? Et quelle meilleure démonstration pouvait administrer le secrétaire général de son indispensible présence à la tête de ce parti ? Rares sont les membres du comité central à évoquer seulement son nom, et nombreux sont-ils probablement à penser qu'il ne restera pas trop longtemps, aussi, après avoir dégné avec dédain, de son pavillon de Champigny-sur-Marne, la lecture de son quotidien préféré.

Ainsi l'humanité du 15 décembre indique que le rapport de M. Paul Laurent (la Monde du 13 décembre) a été adopté à l'unanimité et que celui de M. Anicet Le Pors sur le « projet constitutionnel » du parti — il ne sera publié que lundi et fera l'objet d'une conférence de presse « présidée » par M. André Lajoinie — a été adopté... sans plus de précision. Il semble que trois membres du « CC », au moins, se soient abstenus sur le projet et le rapport : M. Thérèse Hirsberg, M. Paul Boccard et Jacques ROUX. L'humanité, qui donc ne souffre pas de l'ordre du jour de la deuxième journée, publie une série d'interventions dont la longueur et la profondeur d'analyse étaient telles, affirme un participant, que M. Jack Ralitz a fini par « exploser » après celle de M. Claude Billard, membre du bureau politique. Ce choix fait renvoyer à plus tard la publication par « l'Humanité » de l'intervention de M. Roland Favaro, critique à l'égard de la direction, et celles de M. Hirsberg, secrétaire général de la fédération CGT des fonctionnaires, dont l'hostilité à l'égard de l'ancien ministre de la fonction publique, M. Le Pors, est notoire.

M. Herzog contre M. Fiterman

M. Favaro, responsable régional du PCF pour la Lorraine, a fait une intervention sur les thèmes abordés la veille par M. Guy Herminier. Comme lui, il s'est montré « intéressé » par la lettre de M. Charles Fiterman envoyée lors de la session d'octobre ; comme lui, il s'est montré favorable à la poursuite du débat dans le parti. Il a jugé « déloyaux » les arguments utilisés par M. Philippe Herzog pour contraindre l'ancien ministre des trans-

ports. Le responsable de la section économique du PCF est, en effet, le plus en flèche dans les attaques, parfois sournoises, contre M. Fiterman. Certains participants l'ont vu, jeudi, « hors de lui », « hurlant », ou « déchaîné » avant, finalement, d'« abandonner le terrain ». M. Herzog semble avoir perdu, très rapidement, le crédit qu'il avait accumulé pendant la campagne des élections européennes en conduisant la liste du Parti communiste.

Ecarté de la liste européenne au profit de deux autres représentants de la Meurthe-et-Moselle M. Claire Fisher, premier secrétaire fédéral, et M. Jules Jean, maire sortant de Longwy battu aux élections de mars dernier, M. Favaro était intervenu dans le même sens que tous ceux qui s'étaient opposés à la direction lors de la réunion historique du comité central de juillet 1984 (1). Depuis, une bonne partie d'entre eux, dont M. Alain Amicible, ancien premier secrétaire fédéral, qui était lié à M. Favaro, ont été écartés du comité central, puis ont été exclus ou ont quitté le PCF.

Les « félicitations » de M. Bérégovoy

Pour sa part, M. Herzog — et semble-t-il M. Le Duigou — qui avait formulé des réserves, mercredi à l'égard de la politique du parti pour des raisons exactement inverses à celles de M. Fiterman, Le Pors, Herminier ou même Martelli et Favaro, s'est senti obligé de prendre systématiquement le contre-pied de « son » ancien ministre. Elle s'est prononcée contre la proposition constitutionnelle de M. Le Pors sur l'abandon de l'élection du Président de la

République au suffrage universel. Et, face à un projet qui, semble-t-il, a une forte connotation anti-européenne, elle a affirmé qu'on ne pouvait nier la réalité de l'Europe.

La plupart des intervenants à qui l'humanité donne la parole ont évoqué le rôle du parti dans les luttes sociales pour s'en féliciter, et la plupart d'entre eux se sont situés sur une ligne favorable à la direction. M. Jeanine Porte a critiqué l'attitude de M. Herminier — tous les deux sont des Bouches-du-Rhône — qui n'avait pas voté, au bureau politique, le rapport de M. Jean-Claude Gaynot sur les « suites à donner » au précédent comité central : « Cette pratique est grave », a-t-elle dit. Répondant implicitement aux critiques de M. Fiterman, M. Jacques Chabaz a déclaré : « Le problème n'est pas d'une refondation de la gauche, de la recherche d'une alliance mais la recherche de notre identité comme facteur de rassemblement populaire ». M. Pierre Zacha s'est retrouvé sur la même longueur d'onde en affirmant : « Il n'est pas besoin d'inventer quelque chose de plus que notre politique mais de la déployer pleinement ». Et, approfondissant sa vision politique, l'ancien jeune député de Seine-Saint-Denis a souligné que « pour la première fois, la question des perspectives ne se pose pas en soi mais à partir des préoccupations des gens ».

Une mention spéciale peut être décernée à M. Alain Bocquet, premier secrétaire de la fédération du Nord, qu'on disait déjà promis au bureau politique lors du congrès de décembre 1987, dont l'intervention n'avait rien à envier à celle de M. Herzog. « Que Charles Fiterman ait pu dire que les communistes joueraient au « Monsieur

Plus », cela qui a valu les félicitations de Pierre Bérégovoy. M. Bocquet n'était jamais avare de compliments, il a poursuivi : « Les communistes ont exprimé le rejet des finasseries politiciennes et le besoin d'unité pour animer et impulser notre politique ». Pour conclure, il a exprimé ses sentiments profonds d'admiration pour les pays de l'Est, en indiquant que, pour ce qui concerne la France, « les communistes n'ont pas besoin de convoquer un congrès en toute hâte, entre le mardi et le vendredi, pour rejeter la dictature du prolétariat, pour se prononcer pour l'alternance, pour définir la mixité et de nouveaux critères de gestion, pour donner la primauté au mouvement populaire ».

Faisant partie de ceux qui ont eu un petit mot gentil pour le secrétaire général, M. Serge Guichard (Seine-et-Marne) a estimé que « les attaques contre la direction du Parti, contre Georges Marchais, sont à rejeter directement à cette crainte de nous voir déployer pleinement notre politique ». M. Nicolas Marchand, nouveau premier secrétaire de la fédération du Val-de-Marne, celle de M. Marchais, s'est déclaré prêt à « faire le bilan de nos insuffisances » car « certes, elles ne manquent pas » mais, a-t-il ajouté, « s'il s'agit de mettre en question notre fonctionnement, non ! Après tout, dans les pays socialistes, on n'a pas grand-chose à apprendre sur ce plan-là ». Il fallait que cela fût dit.

OLIVIER BIFFAUD

(1) Le 26 juin 1984, plusieurs membres du comité central s'étaient levés contre la direction, après le mauvais résultat des européennes.

La pétition du RPR contre le vote des immigrés

« Pour voter, il faut être français » : répondez par oui ou par non

M. Chirac a décidé de concrétiser le projet de pétition contre le droit de vote des immigrés, qu'il avait présenté vendredi 9 décembre dans une déclaration télévisée (la Monde daté 10-11 décembre). Quelques millions de formulaires vont donc être diffusés à l'initiative du RPR dès le début de la semaine prochaine.

Ce document se présente sous la forme d'un feuillet plié en deux comportant une brève déclaration de M. Chirac expliquant les raisons pour lesquelles il convient de s'opposer à l'extension du droit de vote aux étrangers et demandant que soit organisé un référendum sur ce sujet « afin de ne pas laisser planer d'ambiguïté ». Cet appel reproduit également une déclaration de M. Mitterrand et des documents du Parti socialiste en faveur de l'octroi du droit de vote aux immigrés dans les élections locales, mais il omet de rappeler que le chef de l'Etat a indiqué qu'il ne donnerait pas suite à ce projet.

La pétition comporte une affirmation à laquelle une réponse est demandée par « oui » ou par « non », ainsi rédigée : « Pour voter, il faut être français ». M. Chirac a décidé de précipiter le mouvement en raison, dit-il, du courrier abondant qu'il a reçu depuis son intervention télévisée et des appels téléphoniques adressés aussi bien à la mairie de Paris qu'au siège du RPR, approuvant son initiative, celle-ci étant par ailleurs désapprouvée par les autres formations de l'opposition.

La dérive de l'électorat « chiracien »

Mais sa démarche a en quelques jours changé de nature. En effet, alors que le 8 décembre il s'était adressé à tous les Français pour que chacun envoie à son député ou au président de l'Assemblée nationale une « pétition » en vertu de l'article 146 du règlement de l'Assemblée nationale, le 15 décembre il renonce à cette référence.

L'initiative de M. Chirac s'est transformée en une sorte d'appel à l'opinion lancé par le seul RPR. C'est par l'intermédiaire des députés cantonnés de ce parti que la pétition sera distribuée. C'est eux qui recueilleront les signatures et qui les transmettront ensuite à un « comité pour l'organisation du référendum » créé auprès du secrétaire général du mouvement qui les recense et qui publiera le résultat de la consultation.

M. Chirac avait été alerté par les cadres et par les élus du RPR de l'inquiétude grandissante que ressentait leur électorat habituel

devant la montée du problème de l'immigration. L'affaire des « foyers » islamiques n'avait cependant pas entraîné de prise de position rapide et catégorique de la part du maire de Paris.

Les élections de Dreux et de Marseille ont ensuite été présentées à M. Chirac, non seulement lors du conseil national du RPR le 2 décembre, mais aussi au cours de réunions du groupe parlementaire, comme un signal d'alarme, l'électorat « chiracien » se portant — avec d'autres — spontanément vers les candidats du Front national. Le RPR a été ainsi l'un des partis qui ont le plus sensiblement ressenti la secousse du miniféminisme électoral du début du mois.

Le président du RPR a pris seul sa décision sans qu'un débat sur cette éventualité ait été organisé et sans qu'une instance du mouvement n'en ait délibéré. En effet, le conseil national avait seulement prévu de constituer une commission spéciale en vue de présenter des solutions aux assises du 11 février. M. Juppé a donc décidé d'accélérer le mouvement. Il met en place auprès de lui une commission sur l'intégration des étrangers. Le secrétaire général du RPR considère que le plan Rocard est une « aberration » car « au lieu d'intégrer, il juxtapose ». Pour M. Juppé, il faut obtenir « l'acceptation des règles sociales égales pour tous, c'est-à-dire en réglant notamment le problème de la polygamie ».

S'il est approuvé par ses partisans sur le fond, c'est-à-dire sur le refus du droit de vote aux étrangers, M. Chirac est cependant critiqué par certains membres de son propre parti — et pas seulement parmi les « rénovateurs » pour l'absence de consultation et de dialogue qui a précédé sa décision.

C'est ce que M. Pasqua exprime dans une interview à Libération du vendredi 15 décembre en disant : « Confronté à des problèmes de fond, un mouvement politique ne peut tenir plusieurs discours à la fois. Au RPR, le débat doit avoir lieu. Ensuite, une fois la ligne arrêtée tout le monde doit s'y tenir. Celui qui refuse doit aller ailleurs ». Ainsi au cours de la réunion du groupe RPR, mardi 12 décembre, M. Philippe Seguin avait contesté les termes d'« identité nationale » utilisés par M. Chirac, y voyant une confusion avec le concept auquel se réfère le Front national. M. Chirac a alors proposé « identité de la nation » mais au terme d'une discussion émanant que... byzantine, M. Chaban-Delmas a énoncé la formule d'« identité de la France » à laquelle tout le monde s'est rallié !

ANDRÉ PASSERON

M. Pierre Mauroy plaide pour une « exigence sociale » et une « réduction des dépenses militaires »

Le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, a longuement plaidé jeudi soir 14 décembre à Limoges pour une « exigence sociale », en insistant notamment sur la lutte contre le travail précaire et pour une réduction des dépenses militaires. « On ne pourra pas augmenter les dépenses militaires, construire des facultés et avoir des étapes sociales convenables, comme les souhaitent la majorité des Français, il y aura nécessairement des choix », a-t-il déclaré ; dans cette période « où la croissance est revenue, on ne peut pas s'avancer davantage en donnant le sentiment à des catégories qui ont toujours été avec nous dans l'opposition, qui ont toujours par-

tagé notre combat, qu'elles doivent attendre encore ». Il a ajouté : « Il est de la responsabilité du Parti socialiste et de la mienne de dire au gouvernement que nous attendons une nouvelle étape, un nouvel effort ».

M. Mauroy a conclu : « Les partis socialistes d'Europe ont une position qui va dans le sens du désarmement et de la réduction massive des dépenses militaires, il est essentiel que nous soyons avec les autres dans un mouvement qui va vers la réduction des dépenses militaires ». Il a annoncé « une discussion rude mais indispensable » sur ce sujet lors du prochain congrès socialiste.

□ Travail précaire : rencontre Mauroy-Rocard. — Le problème de l'inscription rapide à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale de la proposition de loi socialiste réglementant les contrats à durée déterminée « n'a pas été tranché » lors de la rencontre entre MM. Michel Rocard et Pierre Mauroy, jeudi 14 décembre, à Matignon, mais les deux hommes ont décidé de se rencontrer désormais « régulièrement ».

Le premier ministre et le premier secrétaire du PS discuteront à nouveau de ce problème lors de leur prochaine rencontre, dont la date n'a pas été fixée.

(Publicité)

Pour vous qui cherchez une idée originale de cadeau, la boutique Belauri vient de lancer une ligne de petites tables costumées sur 5 thèmes à côté d'une gamme d'objets luxueux dont une collection de jeux, voitures, stouettes, verrières, lampes, et sa fameuse machine à café en cuivre et laiton, raffinement d'un design exclusif italien.

28, rue d'Odéon - 75014 PARIS - Tél. 43-29-33-10.

Les « reconstruteurs » au créneau dans la Creuse

ARIAS (Association de recherche et d'initiative pour l'antagonisme et le socialisme), l'organisation des « reconstruteurs » communistes (MM. Marcel Rigout, Félix Damette, Claude Popereau, etc.), s'est manifestée publiquement jeudi 14 décembre par une conférence de presse à Guéret (Creuse).

Sont, pour cette occasion, montés au créneau quelques figures historiques locales du PCF : MM. Bernard Tricot (ancien adjoint au maire de Guéret, ancien conseiller général et conseiller régional), Daniel Dextet (adjoint au maire de Guéret, membre du comité fédéral), Jean-Paul Fougereau (membre du bureau fédéral, premier adjoint de La Souterraine, le pôle industriel communiste du département), Roger Gardet (le seul conseiller général communiste du département, Jean-Claude Michel (adjoint au maire de Boussac) et une dizaine d'autres élus et responsables.

Ces « reconstruteurs » se sont présentés comme incarnant la réalité et l'identité communistes de la Creuse face à une « direction fédérale qui n'existe plus que sur le papier ». — (Corresp.)

Les MÉDIAS et LE PEN

“OBJECTIONS”

avec
Etienne MOUGEOTTE **TF1** **Christine OCKRENT** **A2** **Jean DANIEL**
Le Nouvel Observateur **Jean-François KAHN** **L'événement** du jeudi
Paul GIANNOLI **Télé 7 jours** **Jean-Michel HELVIG** **Libération** **Daniel VERNET** **Le Monde**
et pour les rédactions de France Inter et du Figaro **Ivan LEVAI** **Gilbert DENOYAN**
Franz-Olivier GIESBERT

CE SOIR 19 h 15 - 20 h

France Inter

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

POLITIQUE

Les débats au sein de l'opposition

La « rénovation » de l'UDF nouvelle arme de M. Giscard d'Estaing

Réuni pour la première fois au complet depuis juin dernier, le bureau politique UDF du jeudi 14 décembre a été exclusivement consacré à l'examen des propositions de rénovation présentées par le centriste M. François Bayrou (le Monde du 14 décembre). La déclaration publiée à son issue précise qu'il a été convenu que ces propositions feraient l'objet d'une dernière mise au point et seraient transmises aux formations composantes pour que celles-ci puissent les soumettre à leurs instances respectives.

Compte tenu des réticences manifestées par les uns et par les autres, le projet de M. Bayrou va faire l'objet, au cours du premier trimestre 1990, de longues et minutieuses discussions. Tous les participants ont admis que la rénovation de l'UDF ne peut être qu'une étape dans la perspective d'une rénovation d'ensemble de toute l'opposition.

Paradoxalement, alors qu'ils avaient été les premiers à réclamer d'urgence une refonte des statuts de l'UDF, dirigeants centristes et RPR semblent préférer le statu quo. M. Charles Millon a souligné qu'une véritable rénovation de l'opposition imposerait à terme la constitution de deux pôles : l'un « libéral et social », l'autre « conservateur ». M. Pierre Méhaignerie a souligné qu'on garde « une vision modeste » de l'UDF qui « doit rester ce qu'elle est : une structure de coordination électorale ».

La position de M. François Léonard, qui avait convoqué le matin un bureau politique du PR, n'est pas radicalement divergente. M. Valéry Giscard d'Estaing s'est opposé à ce programme minimum faisant observer qu'il faut « faire attention à l'image de l'UDF », que celle-ci doit tenir compte d'un RPR bété « comme une structure de pouvoir » et que sur la scène européenne, face à la social-démocratie, il est urgent d'opposer une solide « alliance des libéraux et des démocrates chrétiens ».

L'UDF, bon gré mal gré, va donc continuer de réfléchir docilement sur son sort. Trois décisions ponctuelles ont néanmoins été prises. Comme annoncé, M. François Bayrou prend le poste de député général de l'UDF abandonné par M. Jean-Pierre Lachaud. Les nouvelles attributions données à cette fonction font virtuellement du jeune député des Pyrénées-Atlantiques et ancien directeur de la campagne européenne de M. Simone Veil, le numéro deux de la confédération. Dans l'urgence invoquée par tous de défricher au plus vite le terrain des investitures pour les élections législatives de 1993, la commission Gaudin va être réactivée. Il a été décidé que les deux présidents des groupes parlementaires UDF et UDC, MM. Millon et Méhaignerie, en feraient désormais partie. Dernière décision : les groupes parlementaires sont conviés « à faire des propositions communes sur trois sujets qui les rassemblent » : décentralisation, immigration et construction européenne. Un conseil national de l'UDF devrait se tenir le 10 janvier, consacré exclusivement à la situation en Europe de l'Est.

D. C.

DÉFENSE

Selon un rapport sénatorial

Le missile Hadès aura une charge nucléaire de 80 kilotonnes

Le missile préstratégique Hadès, qui doit armer les régiments d'artillerie nucléaire français à partir de 1992, sera équipé d'une charge explosive dont la puissance sera variable mais qui ne dépassera pas en tout état de cause 80 kilotonnes (soit quatre à cinq fois la puissance d'Hiroshima). Cette précision est donnée pour la première fois dans un rapport rédigé par M. Xavier de Villepin, sénateur (centriste), au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense nationale au Sénat.

D'une portée inférieure à 500 kilomètres, le missile Hadès doit remplacer le missile Pluton en service depuis 1974. Outre ses performances accrues (le Pluton porte à 120 kilomètres), le missile Hadès sera plus mobile (il est monté en deux exemplaires sur un semi-remorque banalisé), et sa trajectoire semi-balistique a été calculée pour frapper dans la profondeur du territoire adverse quelle que soit la direction stratégique suivie.

A l'heure actuelle, deux régiments — le 15^e régiment d'artillerie à Suippes (Marne) et le 3^e régiment d'artillerie à Mailly (Aube) — ont été désignés pour recevoir des Hadès à partir de la fin de 1992. Au total, ces deux formations devraient disposer de quatre-vingt missiles. Elles seront rattachées à une division nucléaire autonome, aux ordres du président de la République par l'intermédiaire du chef d'état-major des armées, alors que les cinq régiments actuels de Pluton sont mis en œuvre au sein des corps d'armée.

M. de Villepin indique, dans le rapport sénatorial, que « les sites TN 90 portés par les missiles Hadès pourront être d'une puissance variable, allant jusqu'à 80 kilotonnes ».

Un régiment en moins

Comme c'est déjà le cas pour les têtes de certains missiles américains, la charge du Hadès sera réglable selon l'effet qu'on en attend. La puissance de 80 kilotonnes (soit quatre à cinq fois la puissance de la bombe sur Hiroshima) est à comparer avec celle des missiles aéroportés ASMP des

Mirage — 2 000 N et des Super-Etendard, qui est de l'ordre de 300 kilotonnes (soit quinze fois Hiroshima).

Le missile Hadès a, d'autre part, été conçu pour pouvoir s'adapter à l'évolution des charges nucléaires elles-mêmes dans la construction de leur géométrie. C'est ainsi que le Hadès peut devenir le vecteur d'une arme neutronique, une arme thermonucléaire qui diffuse des rayonnements mortels en limitant le dégagement des effets thermiques et mécaniques. A ce jour, la France n'a pas décidé de passer à l'industrialisation en série de l'arme neutronique. Mais, observe le rapporteur sénatorial, la technologie en est « parfaitement maîtrisée ».

M. de Villepin s'interroge néanmoins sur le fait que le troisième régiment d'artillerie devait être armé, à l'origine, du Hadès n'a toujours pas été désigné par le gouvernement. « Une incertitude demeure, écrit-il, quant au nombre définitif de régiments Hadès à mettre en place. Le troisième régiment sera-t-il maintenu ? Sa suppression ferait passer le nombre global des lanceurs Hadès déployés des cent vingt pièces, initialement prévues, à quatre-vingts au total ».

L'exécution du programme Hadès peut, en effet, être partiellement remise en cause selon l'évolution des négociations sur une limitation des armements nucléaires, auxquelles la France, pour l'instant, n'est pas partie prenante. Déjà, le nombre des Mirage-2000 N — ASMP a été réduit à quarante-cinq avions, contre soixante-quinze auparavant.

M. Marcel Lucotte propose la création d'un intergroupe de la majorité sénatoriale

Ebranlé par le « tremblement de terre » de la réélection du président Alain Fohrer et par les seconnes secondaires qu'il a constituées, le 20 novembre, de la déclaration de politique étrangère du gouvernement et le rejet, mardi 12 décembre, de la motion présentée par M. Charles Pasqua pour la discussion d'une proposition de loi instituant le référendum d'initiative populaire, une partie de la majorité sénatoriale a éprouvé le besoin de colmater les brèches qui se sont fait jour entre le RPR, l'Union centriste et les républicains et indépendants. Le président de ce dernier groupe, M. Marcel Lucotte (Seine-et-Loire) a proposé, jeudi 14 décembre, la création d'un intergroupe sénatorial sur le modèle de celui mis en place à l'Assemblée nationale.

« Dans la perspective de l'alternance et pour réhabiliter l'image du Sénat dans l'opinion, il convient que la majorité de la Haute Assemblée affirme son union par la création d'un intergroupe. » Au travers de cette proposition, M. Lucotte a voulu se faire l'avocat de la trêve après des échanges sirops-doux (« Il y a désormais plusieurs oppositions, avait estimé mercredi M. Pasqua, une qui est résolue, que nous incarnons... et une qui l'est moins »). M. Lucotte était le mieux placé pour jouer les arbitres, à un double titre. En tant que coordinateur de la majorité sénatoriale (une structure de concertation informelle qui avait fait ses preuves pendant les « riches heures » du sénat, de 1981 à 1985) d'une part, comme président d'un groupe qui s'est souvent trouvé dans une situation intermédiaire entre le RPR et l'Union centriste d'autre part.

« L'intergroupe, a-t-il indiqué, aurait comme objectif notamment d'harmoniser les positions et l'action au niveau de la vie intérieure. Il regrouperait : les RI (cinquante-deux sénateurs), l'Union centriste (soixante-huit sénateurs), le RPR (quatre-vingt-cinq sénateurs), ainsi que les membres du RDE et les non-inscrits qui en feraient le choix. » M. Lucotte a estimé que « la présidence de cet intergroupe serait assurée par chacun des présidents des trois groupes selon un ordre déterminé par le sort, la durée du mandat présidentiel s'étendant sur une session et l'intercession qui suivrait ». Il a ajouté que cette structure pourrait se réunir en séance plénière au moins une fois par mois et qu'elle devrait entretenir des rapports étroits avec la formation homologoue de l'Assemblée nationale.

A l'Assemblée de Strasbourg

L'indépendance de M. de la Malène chef de file RPR

Les députés du RPR présents à Strasbourg, lundi 11 décembre, ont voté contre la levée de l'immunité parlementaire de M. Jean-Marie Le Pen. Or, le soir même, M. Alain Juppé a expliqué que, lui, était favorable à la décision prise par la majorité du Parlement européen. Il s'agit d'une nouvelle manifestation des divergences d'analyse entre M. Christian de La Malène, président du groupe à l'Assemblée de Strasbourg, et la direction nationale de son mouvement.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial
Envers et contre tous, M. de La Malène est resté un européen à la mode gaullienne. Son maître à penser est M. Michel Debré : toute diminution de la souveraineté nationale le fait frémir. C'est pourquoi à lui que le RPR, qui du temps de la cohabitation s'était voulu le champion de la construction européenne, a confié cette fois encore la présidence de son groupe à l'Assemblée de Strasbourg. Un groupe dénommé « Rassemblement des démocrates européens » et formellement multinational, mais où les Français font la loi puisque en dehors de leurs treize représentants, on ne trouve que six Irlandais, un Grec et deux Espagnols. Cette situation ne va pas sans frictions avec le secrétaire général du RPR, Le contentieux entre MM. Christian de La Malène et Alain Juppé est, il est vrai, ancien, lourd, et... personnel. Le premier était premier adjoint au maire de Paris, chargé des finances, quand, en 1978, un brillant énarque débarqua de

Matignon dans la foulée de M. Chirac pour prendre la direction des services financiers de la ville. En 1983, en tant que M. Alain Juppé, devenait adjoint au maire chargé des finances. Aujourd'hui, M. de La Malène, qui avant que Paris ne soit doté d'un maire, était le vrai « patron » de l'hôtel de ville, n'est même plus conseiller municipal de la capitale, pour cause de non-cumul.

L'évolution politique de son mouvement le laisse aussi perplexe. Rechercher à tout prix « l'union », ou rechercher la « synthèse » dans le parti, c'est pour lui aboutir « au plus petit commun dénominateur » et conduire à « l'indépendance ». M. de La Malène est pourtant un militant discipliné. Il a montré lorsqu'il fut à la tête de Strasbourg les « virages » du RPR en matière européenne. Mais il n'est pas homme à aller chercher des ordres pour déterminer sa conduite. « Je trace ma route », dit-il fièrement.

Un espagnol controversé

La violence algérienne qui l'a opposé à M. Valéry Giscard d'Estaing au cours du dîner de novembre, qui, comme tous les mardis de session, réunissait les députés européens du RPR et de l'UDF, l'a amusé. Que l'ancien président de la République lui reproche d'avoir, à Strasbourg, une attitude en contradiction avec l'engagement européen des membres de « sa » liste, est une chose. Mais qu'il ajoute qu'il s'agit d'un « petit homme » n'est pas une autre. Etre dénoncé à ses « chefs » ne peut que faire sourire M. de La Malène.

L'autonomie conquise par le président du groupe du Rassemblement des démocrates européens est parfois bien gênante pour le président et le secrétaire en train d'offrir à Le Pen un cadeau sur un plateau d'argent. Il ne fallait pas s'accrocher à cette plainte qui ne peut aboutir. C'est une erreur et c'est encore une fois fournir une victoire trop facile à Le Pen.

Dans ces conditions, l'organisation ne devrait pas se porter partie civile contre le président du Front national. M. Quentin a ajouté qu'il était illogique de « demander la

levée de l'immunité parlementaire de Jean-Marie Le Pen sur l'expression « Durafour criminaire » et, sur ce point, nous mettons directement en cause la responsabilité de M. Pierre Arpaillange, (ministre de la justice). La levée de l'immunité parlementaire est possible et souhaitable mais sur la phrase concernant la mise en cause de « l'internationale judéo-maçonnique ».

L'Alliance populaire, le parti conservateur espagnol avec qui M. Chirac cherchait un rapprochement, n'a guère apprécié ce coup de main donné à M. Ruiz-Mateos. De tout cela, M. de La Malène n'a cure. Il a même organisé une réunion de son groupe à Madrid, en pleine campagne électorale législative, où son ami espagnol se présentait. La coupe, cette fois, a débordé, et il fut le seul du RPR à faire le déplacement.

L'isolement du président du groupe est sensible. Les élections de juin dernier ont permis un renouvellement des députés à Strasbourg. Les nouveaux élus sont plus proches des positions européennes de MM. Edouard Balladur et Alain Juppé que de celles de M. Michel Debré. La situation est particulièrement inconfortable pour ceux qui, comme M. Michèle Alliot-Marie ou M. Louis Laugel, sont membres de l'équipe nationale du secrétaire général du mouvement.

Car si M. de La Malène laisse une totale liberté à des hommes comme MM. Jean-Claude Pasty sur les affaires budgétaires et agricoles, Alain Pompidou, sur les dossiers de la recherche, il se réserve toutes les interventions directement politiques. Là encore, il dit ce qu'il a envie de dire, même si ce n'est pas concordant avec les discours des responsables du mouvement auquel il appartient. Le RPR doit gérer, aussi, cette contradiction.

THIERRY BRÉHER

Les deux premières monnaies officielles des XVI^{es} Jeux Olympiques d'Albertville et de la Savoie

Ces pièces de collection, en OR ou en ARGENT, contribueront au succès des Jeux Olympiques d'hiver et au rayonnement du sport dans le monde.

UNE PREMIERE dans l'histoire monétaire française : chaque pièce en OR porte une valeur faciale de 500 F. La valeur faciale de la pièce en ARGENT est de 100 F.

Devenez le possesseur privilégié des premières monnaies officielles olympiques. Chaque pièce en OR est vendue 3 000 F, chaque pièce en ARGENT, 250 F.

Les autres pièces de la série seront disponibles, 2 par 2, tous les 6 mois.

Vous pouvez vous procurer les pièces :

- à La Monnaie de Paris : Galerie de vente, 2, rue Gacégnand, PARIS 6^e,
- à l'Etablissement Monétaire, Voie Romaine, PESSAC (Gironde), dans les agences du Crédit Lyonnais,
- à La Poste, dans tous les bureaux,
- à la Trésorerie Générale au chef-lieu de chaque département.

Vente par correspondance : Monnaie de Paris, 11, quai de Conti, 75270 PARIS Cedex 06. Minitel : 36 14, code MODEPA.

Je désire recevoir gratuitement votre dépliant sur les 2 premières pièces olympiques en Or ou en Argent (écrire en capitales). LA MONNAIE DE PARIS, 11, quai de Conti, 75270 PARIS Cedex 06

NOM _____
PRENOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____
VILLE _____

EUROPE 93

La signature de la convention de Schengen reportée

La libre circulation des personnes dans les trois ans à venir est sérieusement compromise

Comment les Etats de la Communauté européenne sauraient-ils faire à Douze, en trois années (d'ici au 1^{er} janvier 1993) ce que les cinq plus homogènes d'entre eux n'ont pas su faire en quatre ans : supprimer les contrôles à leurs frontières communes ? L'ouverture de la frontière entre les deux Etats allemands est certes la raison du report, *sinon* de la signature de la convention complétant l'accord de Schengen : ni la Belgique, ni la France, ni le Luxembourg, ni les Pays-Bas ne pouvaient accepter de reconnaître que la RDA n'est pas un pays étranger pour la RFA, comme le souhaitait le gouvernement ouest-allemand, le premier à annoncer, jeudi 14 décembre, qu'il ne passerait pas le texte. C'est été prendre parti en faveur d'un processus rapide de réunification.

Mais la décision du gouvernement ouest-allemand - à situer une

fois encore dans la perspective des élections législatives de l'an prochain - a soulagé plus d'une capitale. Sous la pression d'un Parlement hostile à la convention, le gouvernement néerlandais tergiversait depuis une dizaine de jours, en essayant de trouver - notamment à l'occasion du sommet de Strasbourg - des partenaires susceptibles d'endosser avec lui la responsabilité d'un échec. Et tout comme La Haye, Bruxelles avait réservé son engagement, en annonçant que sa décision de signer ou non ne serait rendue publique qu'à la veille de la cérémonie qui devait réunir, à Schengen, les cinq partenaires. Le grand-duché lui aussi avait eu quelques haut-le-cœur à l'idée de devoir lever le secret bancaire. Quant à la France, elle aurait sans doute signé, moyennant quelques aménagements du texte, mais non sans avoir dû vaincre de nombreuses ré-

Contrairement à ce qui était prévu, le groupe de Schengen, composé de la Belgique, de la France, du Luxembourg, des Pays-Bas et de la RFA, n'a pas signé, vendredi 15 décembre, la convention complétant l'accord du même nom. Cette convention devait permettre, après ratification par les Parlements nationaux, de supprimer les contrôles aux frontières communes des cinq Etats. La RFA a fait savoir jeudi à ses partenaires qu'elle souhaitait reporter cette signature afin de réexaminer la convention à la lumière des conséquences de l'ouverture de la frontière entre les deux Etats allemands.

conces émanant du ministère de l'Intérieur.

Si la RFA porte le chapeau de l'échec, c'est donc parce qu'elle a été la première à se déclarer. Mais la question allemande est l'arbre qui cache la forêt : les cinq partenaires ont découvert, tout au long de leurs négociations, que le chemin tracé à Schengen en 1985 (et qui devait à l'origine mener à la suppression des contrôles aux frontières communes - et possible avant le 1^{er} janvier 1990) était parsemé d'embûches. Comment, à partir d'un ensemble de déclarations d'intentions, élaborer un dispositif tel que ni les gouvernements ni les citoyens n'auraient le sentiment de devoir payer trop cher la suppression des frontières ? « Tous les jours, les charniers déterraient de nouveaux cadavres », résume un

des négociateurs. Harmoniser la politique d'attribution des visas, établir une procédure d'octroi du droit d'asile entre les cinq, informatiser l'échange des données entre polices sans porter atteinte aux libertés individuelles, octroyer aux personnes au-delà des frontières nationales, régir l'acquisition, la détention et le commerce des armes à feu... autant de défis à relever et qui ne pouvaient l'être sans que quelques pots soient cassés.

Il est un fait que les frontières s'imposant aux personnes demeurent des bastions, alors que les frontières économiques tombent les unes après les autres. En signant l'Acte unique, en février 1986, les Etats de la Communauté s'engageaient à réaliser, à l'échéance de

1^{er} janvier 1993, « un espace sans frontières dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux » serait assurée. Mais il n'est créé aucun instrument permettant de parvenir à la libre circulation des personnes, laquelle, comme le social et le fiscal, ne relève pas de la compétence communautaire. Seules des conventions interétatiques, et donc la bonne volonté des Etats, sauraient combler l'écart.

Les cinq Etats qui composent le groupe de Schengen, considéré comme un laboratoire, se sont essayés à l'exercice. Les « cobayes » étant des plus « dociles » (aucun des partenaires n'est un Etat insulaire, et ils sont, dans l'ensemble, parmi les plus impliqués dans la construction européenne), l'échec laisse augurer du pire quant à une transposition de l'exercice à l'échelle des Douze.

La signature de la fameuse convention de Schengen a fort peu de chances d'intervenir avant les élections en RFA, c'est-à-dire avant décembre 1990 : la présidence du groupe reviendra au 1^{er} janvier, et pour six mois, au gouvernement néerlandais, le moins favorable (question allemande mise à part) à aller de l'avant, afin de ne pas se mettre à dos une opinion sceptique. Les réticences du Parlement néer-

landais reposent d'ailleurs essentiellement sur le secret qui a entouré les négociations du groupe de Schengen. Or le secret est le propre de toute négociation interétatique. Là encore, c'est parce que la libre circulation des personnes ne relève pas de la compétence communautaire que le contrôle démocratique n'a pu s'opérer.

Si l'on considère qu'il faudra au moins un an pour que les cinq Parlements nationaux ratifient la convention, à compter de la signature, l'ouverture des frontières aura pris bien du retard. Quel qu'il en soit, les citoyens des Douze, au soir du 31 décembre 1992, risquent fort de considérer que la suppression des frontières n'était finalement qu'un miroir aux alouettes. Dans cette version pessimiste, la Cour de justice des Communautés européennes serait en droit de déclarer qu'il y a eu carence du Conseil (l'ensemble des douze gouvernements), et elle pourrait l'enjoindre de se mettre en règle avec les engagements souscrits. Les Etats le savent. Mais pour éviter d'en arriver à cette extrémité, il faudrait qu'ils fassent la preuve d'une volonté politique pour l'instant incertaine.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Le contenu de la convention

La version finale - rédigée in extremis - de la convention entre la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et la RFA, dont la signature a été reportée, est composée de cent trente-sept articles.

A la base de ce texte, une phrase : « Les frontières intérieures peuvent être franchies en tout lieu sans contrôle des personnes », immédiatement suivie d'une réserve : des contrôles pourront être effectués, sous certaines conditions, « lorsque l'ordre public ou la sécurité nationale l'exigent ».

Visas. - Il est prévu d'instaurer, pour les séjours de trois mois au maximum, un visa valable sur l'ensemble des cinq territoires. Les étrangers entrés régulièrement dans l'un des territoires sont tenus de se déclarer lorsqu'ils pénètrent dans l'un des quatre autres.

Responsabilité des transporteurs. - Si l'entrée dans l'un des territoires est refusée à un étranger, le transporteur qui l'a amené par voie aérienne, maritime ou terrestre est tenu de le reprendre en charge. Les Etats doivent prévoir des sanctions à l'encontre des transporteurs acheminant des étrangers qui ne seraient pas en possession des documents requis.

Droit d'asile. - « Les parties contractantes réaffirment solennellement leur attachement à la convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés telle qu'amendée par le protocole de New-York du 31 janvier 1967, sans aucune restriction géographique du champ d'application de cette convention. » Un seul des cinq partenaires est responsable du traitement de la demande d'asile ; il s'agit de celui qui a accordé le visa au demandeur ou, s'il n'y a pas obligation de visa, de celui par le territoire duquel le demandeur est arrivé. Mais un Etat conserve le droit de traiter une demande d'asile, même si la responsabilité incombe théoriquement à l'un de ses partenaires.

Droit de poursuite. - Des conventions bilatérales doivent régir le droit de poursuivre une personne sur le territoire d'un des partenaires. Ce droit ne s'applique qu'en cas de flagrant délit ou d'évasion. Les Etats doivent convenir entre eux, bilatéralement, s'il y a droit d'interpellation par la police poursuivante ou non, soit dans une zone ou pendant une durée définie, soit sans limitation dans l'espace et le temps.

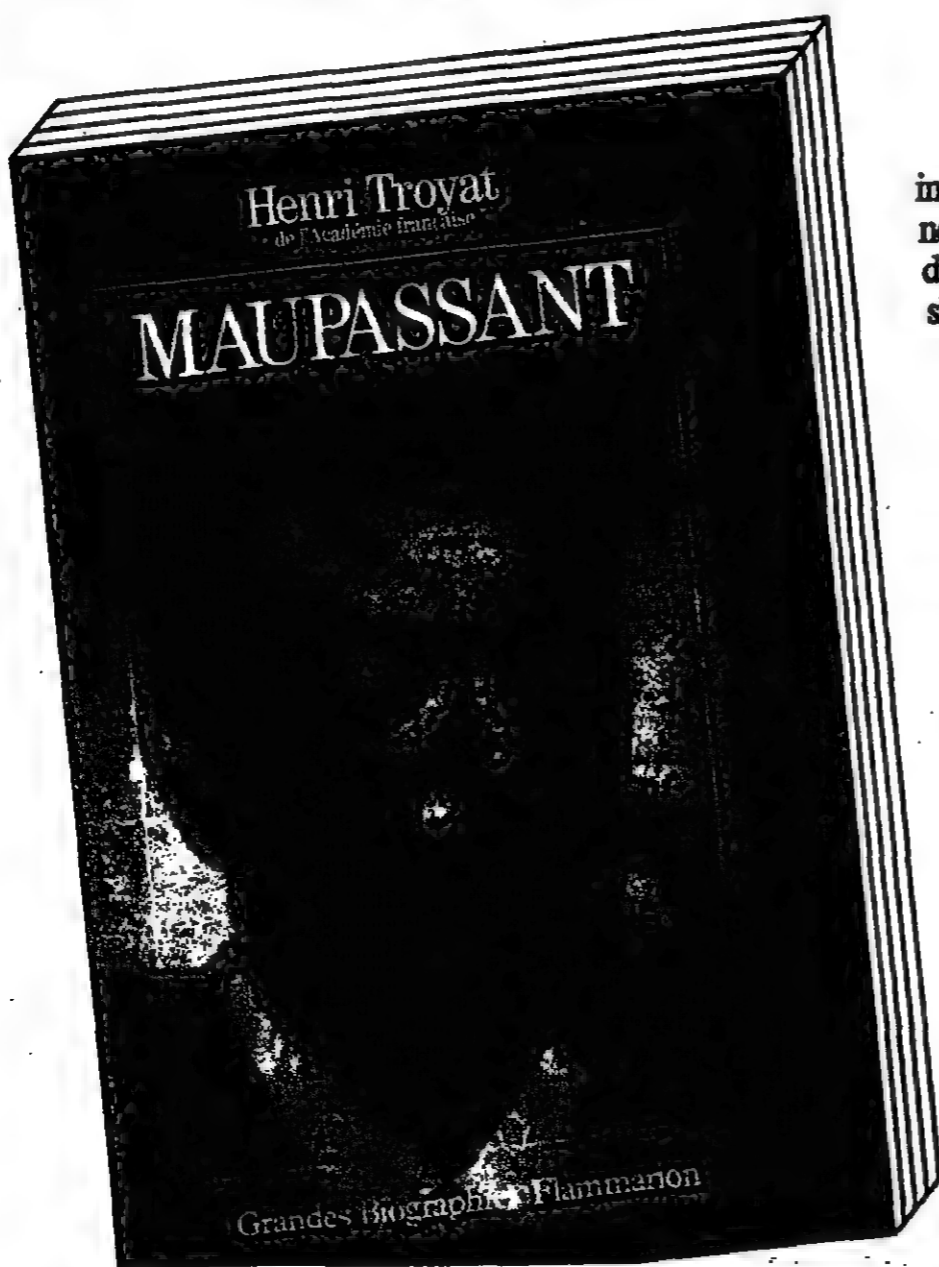
Armes à feu. - La convention classe les armes à feu en trois catégories : les armes prohibées, celles soumises à autorisation et celles soumises à déclaration.

Extradition. - La France s'engage à extraditer, à la demande d'un de ses partenaires, les personnes poursuivies pour des faits punis par la législation française d'une peine d'un maximum d'au moins deux ans, et par la loi de la partie contractante requérante d'une peine d'un maximum d'au moins un an.

Echange de données. - Figurent dans le système d'information Schengen (SIS) - fichier central informatisé - les personnes recherchées pour extradition, les étrangers signalés aux fins de condamnation, les personnes disparues, celles qui doivent être placées en détention « dans l'intérêt de leur propre protection ou pour la prévention de menaces », les données « relatives aux témoins et aux per-

sonnes citées à comparaître ». Chacun des partenaires doit désigner une autorité de contrôle indépendante, et « il est créé une autorité de contrôle commune qui se compose de deux représentants de chaque autorité nationale de contrôle ».

A CEUX QUI AIMENT MAUPASSANT, OFFREZ TROYAT.



Minutieux, érudit, fourmillant d'aperçus inédits et très émouvants, l'ouvrage d'Henri Troyat nous donne l'envie de nous replonger dans l'œuvre du Normand, ce qui est le signe même de sa réussite et de sa qualité.

Hector Bianciotti - Le Monde

Le livre d'Henri Troyat éclaire avec beaucoup d'intelligence et de sensibilité toutes les ombres de ce romancier voluptueux et douloureux, avec une simplicité qui est un art, avec une ferveur chaleureuse, comme s'il voulait nous aider à mieux comprendre un ami très cher et nous inciter à le lire. Au plus vite.

Jean-Marie Rouart
Le Figaro

Broché 110F. Relié 150F.

Grandes Biographies
Flammarion

**LE GRAND
BLEU EN
CDV VOUS
ALLEZ
PLONGER**



MAINTENANT, EN DÉMONSTRATION AU VIRGIN
MEGASTORE, LE LECTEUR DE DISQUES
COMPACTS AUDIO ET VIDÉO PHILIPS 475,
CELUI-CI POUVANT LIRE À LA FOIS TOUTS
VOS CD AUDIO HABITUELS QUEL QUE SOIT
LEUR FORMAT MAIS AUSSI LES COMPACTS
DISCS VIDÉO DE 8, 12 ET 30 CM. VOUS ALLEZ
ENFIN VOIR CE QUE VOUS ALLEZ ENTENDRE!



14 15 16 17 18 19 20

PLACE ! PLACE ! PLACE AU VIRGIN MEGASTORE !

52-60, CHAMPS-ÉLYSÉES, PARIS. OUVERT JUSQU'À MINUIT.
OUVERTURE LES DIMANCHES 17 ET 24 DÉCEMBRE.

14 « Family Business » de Sidney Lumet
15 Les théâtres de la révolution à Paris

16 L'année du monde de la coupe D'Amico
20 L'histoire de la religion à Paris

21 Les travaux de la commission
22 Les travaux de la commission

Le Raphaël étant dans le placard...

Vingt-cinq mille dessins et gravures réunis par Ingres sont découverts au Musée de Montauban

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

MONTAUBAN
de notre envoyé spécial

Les musées français sont décimés d'étranges institutions. On savait que nombre d'entre eux, négligés ou médiocrement administrés, avaient depuis longtemps grand besoin d'être remis à neuf, les bâtiments restaurés et les collections réétiquées. A Lyon, à Lille, à Rouen, à Bordeaux et dans vingt autres cités, de jeunes conservateurs dirigent ainsi de véritables chantiers de reconstruction. Mais il n'était jusqu'ici arrivé à aucun d'eux de découvrir d'un coup vingt-cinq mille dessins et gravures qui n'avaient jamais fait l'objet du moindre inventaire, vingt-cinq mille pièces inédites, pas moins.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mince sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus inattendues. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

homme, il y a plus d'un siècle, aucun de ses successeurs n'avait eu la curiosité d'étudier attentivement de si abondantes séries et aisément accessibles, presque offertes au regard. Sans doute furent-ils tous trop occupés par d'autres travaux, par le classement des esquisses et croquis d'Ingres lui-même et la défense de la mémoire du grand homme, pour trouver les quelques heures nécessaires à un premier examen. Leur labeur devait être terriblement prenant, puisque, par exemple, le prédécesseur de Georges Vigne, n'a pas eu, en vingt ans, le temps de dénouer les rubans noirs de l'un de ces portefeuilles.

Enigmes
en perspective

Il aurait été pourtant récomposé de son effort, tant ces séries offrent de sujets d'étonnement et d'admiration. Feuilleter au hasard ces recueils, c'est s'en aller à la chasse à l'œuvre rare et au document précieux. Les cartons garnis des acquisitions de Cambon, pour commencer par eux, enferment des liasses extrêmement disparates, et le médiateur se mêle à l'excellent, comme il se mêlait dans les lots que Cambon achetait en salle des ventes. Peu de pièces signées ladedans, et celles qui le sont ne sont point les plus convaincantes. Un croquis à la plume, sur un sujet macabre, porte le monogramme de Dürer, imité sans doute pour augmenter la valeur de la pièce, qui n'a guère besoin, étant d'une belle puissance.

Pour les athlètes de l'attribution et les spécialistes du dessin, que d'enigmes et de doutes en perspective ! Tel croquis rehaussé de blanc sur papier bleu paraît provenir de la Renaissance de la seconde moitié du XVI^e siècle. Mais de quel atelier ? D'autres rappellent le style



« Vue du Colisée à Rome », gauche et levée.

de tel premier rôle de la Renaissance ou du baroque italien. A tort ou à raison ? Esquisses ou copies ? Originaux ou travaux d'élèves ? Le Coppel semble sûr, de même que le Lebrun. La vue du Colisée a peut-être Hubert Robert pour auteur, mais, là encore, des vérifications seront nécessaires.

A énumérer tous les problèmes et toutes les hypothèses, on n'en finirait pas tant il y a de sanglants, de pierres noires, de plumes, de crayons et d'aquarelles entassées en désordre. Une seule affirmation échappe au doute : il y a dans les fonds Cambon une ou deux dizaines d'œuvres remarquables, italiennes et françaises. L'une d'elles a fallu du reste aller au Louvre aussitôt après sa découverte : il s'agit d'une étude de David pour un groupe de guerriers des Sabines très méticuleusement tracés et quadrillés en vue d'un report. Sa présence ne peut surprendre. Héritier spirituel d'Ingres, Cambon reprit à son compte le culte du néo-classicisme.

Ce dernier triomphe dans les dessins tirés des cinquante-sept cartons du fonds Ingres, dont l'analyse s'impose désormais aux historiens du dix-neuvième siècle. Il y a là en effet une quantité effrayante de gravures, qui constituaient le stock de références de l'artiste ; des recueils de calques et de copies d'après l'antique et les maîtres italiens, par Ingres en personne et par ses élèves ; et une sorte de cabinet privé, où dons et achats se côtoient.

On imagine l'intérêt de cette documentation, qui permet de savoir très précisément ce que le peintre du *Bain turc* avait vu, ce qu'il avait préféré, ce qu'il avait copié enfin. Car il copiait terriblement, le grand homme. Sur des calques, tantôt méthodiquement, tantôt hâtivement, il relevait les figures d'un vase grec, un buste-relief de sarcophage romain, un profil sur une monnaie, des chevaux d'après Signorelli, un corps de femme de Michel-Ange à la Sistine. Carton après carton, on suit la trace ce pilleur de manuels archéologiques et de volumes illustrés, dont le dernier dessin fut, dit-on, un relevé d'après une fresque de Giotto, ce maniaque des musées, cet infatigable boulimique de la référence.

Elèves
dociles

Mais seulement de la référence utile. Avec un sens admirable de l'efficacité, tout en copiant, il sélectionne. D'un marbre, la main ou le plissé l'intéressent seuls. D'une peinture une pose, la torsion d'un corps, un profil. Afin de ne rien perdre, il note de sa petite écriture pointue sur un calque : « Pour un fond de tableau... Lequel ? Il ne sait pour l'heure. Il verra à l'usage. Quand il ne décalque pas lui-même, ses bons élèves dociles s'en chargent, dont les exercices

ont fini collés à côté de ceux de leur patron. Sous quelques-uns, Cambon, leur ancien compagne, a écrit un nom, Flandrin, Lehmann ou Balze, ce dernier étant le plus fort pourvoyeur de modèles. A tous ceux qui croient à l'inspiration et au génie foudroyant, on ne saurait trop conseiller de jeter un œil sur ces colossales collections de fragments prêts à l'emploi. Ils y verront comment une méthode encyclopédique pallie l'absence de toute imagination.

Rien ne remplaçant cependant les originaux, Ingres a cherché à posséder des dessins de ceux qu'il admirait, à commencer par le divin Raphaël. Il crut réaliser son rêve en achetant une esquisse assez abîmée pour laquelle Hittorff construisit un cadre défilant, avec frise pompéienne à la gauche et dorures monumentales. Etait-ce vraiment un Raphaël ? Ce titre pourrait revêtir plus légitimement à un dessin sur papier gris, étude dans laquelle se reconnaît un groupe de la *Dispute du Saint-Sacrement* du Vatican.

Par sa qualité, par la beauté de certains morceaux, cette œuvre paraît échapper au genre de la copie. A-t-on donc inventé un nouveau Raphaël dans les collections françaises ? Ingres aurait ainsi raison à titre posthume, lui qui, dans son fanatisme, obtint du pape le cadeau d'un infime fragment du squelette du parfait Sanzio quand on ouvrit son tombeau en 1833. La relique est à Montauban, où on la contemple avec un peu d'effroi.

D'autres noms illustres viennent à l'esprit devant les lavis et crayons réunis par le peintre. Serait-ce de Poussin, cette étonnante vue de la pyramide de Caïus Sextius à Rome ? De Villot ce paysage de la Villa Médicis ? De David encore cette tête casquée si proche du Balaïre du Musée de Lille ? Là encore, l'entreprise commence à peine, mais tout donne à penser qu'elle sera fructueuse.

Elle a déjà permis de s'apercevoir qu'Ingres s'intéressait si fort au néo-classicisme mathématique et ascétique de Flaxman qu'il avait chez lui un Prométhée de la main de l'Anglais, et qu'il était si peu indifférent aux Nazarens qu'il conserva un croquis de chevaliers du Moyen Âge de Peter von Cornelius. De telles révélations, encore incomplètes, contribuent à corriger la compréhension d'Ingres et de l'ingrisme tout en faisant découvrir des dessins oubliés depuis un siècle, et parmi eux de véritables chefs-d'œuvre. Et cependant, il suffisait de tirer un rideau...

PHILIPPE DAGEN

Une première exposition présente une sélection des pièces redécouvertes au Musée Ingres, jusqu'au 11 mars 1990.

La face cachée de la BN

Il n'y a pas que dans les greniers des musées de province que l'on découvre des trésors. La Bibliothèque nationale en présente cent, tirés de ses réserves : reliures décorées pour Catherine de Médicis, Coran enluminé du quinzième siècle, Bible de Gutenberg, manuscrit de Proust, partition originale du Don Juan de Mozart, dessin de Dürer, estampe d'Utamaro, statuette étrusque, photo de Nadar.

Les fonds de la rue de Richelieu sont si vastes, si multiples, si anciens, qu'au hasard d'une recherche, il arrive encore au chercheur de tomber sur une pièce inédite. C'est ainsi que Gisèle Lambert a mis la main sur un volumineux rouleau de papier : la première copie de la tapisserie de Bayeux, universellement relevée avant le seizième siècle. Il est encore trop tôt pour la dater avec précision. On saura son âge quand les filigranes du papier parleront. Un dessin du Guérchin vient d'être identifié par François Fossier. Il se trouvait au dos d'une gravure reproduisant une de ses œuvres. Un magnifique portrait de Gustave Le Gray, un des primitifs de la photographie, a été repéré par Bernard Marbot en feuilletant un album consacré à l'impératrice Eugénie.

« Il y a quinze millions d'images à la BN, et seules deux millions d'entre elles sont répertoriées », constate Laure Beaumont-Maillet, responsable du département des estampes. Les plus anciennes viennent des collections royales. A toutes les époques, les achats et les dépôts se sont conjugués avec des donations importantes. Le catalogue s'est longtemps borné aux volumes qui renferment eux-mêmes des pièces souvent disparates. En revanche,



Louis d'Anjou, père du « bon roi René ». Peinture anonyme du quinzième siècle.

les dessins, plus de cent mille, sont en cours de classement.

Mais classées ou non, ces richesses sont quasi inconnues du grand public qui assimile la BN à une forteresse où dorment douze millions de volumes, répartis sur 110 kilomètres de rayonnages. Une simple promenade dans ce labyrinthe où l'on passe sans transition des fastueux salons du dix-septième siècle décorés par Vouet aux cabiois sans nom, privés de lumière, permet de se faire une (faible) idée des trésors enfouis dans ce qu'on appelle. On ouvre un placard et l'on tombe sur un profil de François Mitterrand, coiffé d'un curieux chapeau, mais d'une ressemblance frappante : il s'agit, en fait, d'un por-

trait du quinzième siècle représentant Louis d'Anjou, le père du « bon roi René » (notre photo).

A côté, une pile de « valises ». Elles datent de la même époque et accompagnent les pèlerins dans leurs voyages. Elles sont ornées d'images pieuses gravées sur bois et coloriées. A Washington, on en présente une avec un grand luxe de précautions. Il y en a à la fois deux douzaines. Plus rare encore : les dessins en couleurs de Dürer, portraits, paysages, natures mortes. Ou l'œuvre gravée de Rembrandt, achetée du vivant de l'artiste et dont le cabinet des estampes possède toutes les pièces avec plusieurs tirages de chaque état.

On vous amène un énorme volume — près d'un mètre carré — à la somptueuse reliure de bois. Il s'agit d'un exemplaire unique du *Yuen-fing-Yuen*, un ouvrage chinois rescapé du sac du Palais d'été, où sont reproduites, sur papier de soie, quarante vues du palais impérial anéanti par l'expédition franco-britannique de 1860.

Au département des livres précieux, certains exemplaires dorment dans des coffres-forts et le visiteur doit pudiquement détourner les yeux quand on les ouvre. On y trouve aussi bien le Serment de Strasbourg, premier texte en vieux français, qu'une édition originale d'un poème de du Bouchet illustré par Vois. La BN vient d'acquiescer, à la vente Sticks, le *Chart du Prince Igor*, illustré par Alexieff, et la rare *Guirlande de Julie*, manuscrit enluminé au dix-septième siècle pour Julie d'Angennes, la célèbre précieuse de l'hôtel de Rambouillet. Il a été acheté « très au-dessus des cotes du marché », précise l'administrateur général, Emmanuel Le Roy Ladurie, grand amateur de livres illustrés qui présente d'un air

gourmand un exemplaire du *Roman de la Rose* ayant appartenu au duc de Berry, celui des *Trois Riches Heures*. Les reliures de la BN comptent aussi bien celles de la bibliothèque de Fontainebleau (réunies pour François I^{er}) que celles exécutées, plus près de nous, par Nicolas de Staël pour habiller un poème de Char illustré par ses soins, ou par Jean Benoit pour accompagner *Arcanes 17* d'André Breton.

Mais tout ceci est du domaine du livre, que l'on s'agrande à trouver décliné sous toutes ses formes dans un tel temple. Il est moins courant de tomber, sous des lambris des années cinquante, sur des portulans du quatorzième siècle ou, une carte du monde attribuée à Christophe Colomb, où la place du Paradis terrestre est soigneusement indiquée, à l'est du continent asiatique. Il est plus rare encore, dans un tel endroit, de pouvoir plonger ses doigts dans un véritable trésor — cinq mille pièces d'argent carolingiennes trouvées à Etaples — ou d'admirer des armoires Bouffé, qui contiennent des collections de monnaies.

De généreux donateurs ont également laissé à la BN des collections de vases grecs, des séries de camées et d'intailles, des bijoux antiques et des statues de toutes tailles. Ce précieux bric-à-brac manque de la place la plus élémentaire pour pouvoir se déployer. Le départ des imprimés pour Tolbiac va libérer au milieu de la prochaine décennie une surface considérable. Un choix significatif de ces trésors ignorés du public pourra enfin être exposé.

EMMANUEL DE ROUX

Les trésors de la Bibliothèque nationale, galerie Mazza-rine. Jusqu'au 10 janvier 1990.


OFFREZ LE NOUVEAU
COFFRET DISQUES COMPACTS

FERRAT

9 DISQUES COMPACTS
160 CHANSONS
avec livret et photos inédites
1987-1989

DISTRIBUTION EXCLUSIVE FM
PATHEMARCON SA

THEATRE D'IMAGES
PHILIPPE GENTY



à partir du 19 décembre
DEUX SPECTACLES

DERIVES Création **DESIRS PARADE** Reprise

LOC. 2 PL. DU CHATELET 42 74 33 77

NOUS AVONS UNE PÊCHE FANTASTIQUE JUSQU'À 3^H DU MATIN.



LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la nuit
Vivier de poissons et de langoustines
10 km. place de Châtelet
Paris 1^{er}
Réservations : 48.24.44.78

CHEZ HANSI
La grande brasserie japonaise
3, place du 18-Juin-1940
Paris 1^{er}
Réservations : 48.48.88.42

PARIS PLAINE
MACLOMA
IMBROGLIO
GÉNIE BURLESQUE & ZAPPR
LOCATION : 40.43.01.82

GALERIE GUIOT
181 avenue Marnand
75008 Paris
Tel. 47.42.68.65 et 47.42.68.66

P. COLLOMB
181 avenue Marnand
75008 Paris
Tel. 47.42.68.65 et 47.42.68.66

BALLET JOSEPH RUSSILLO
CENTRE NATIONAL CHORÉGRAPHIQUE DE TOULOUSE ET DE MIDI-PYRÉNÉES
SUITES DE BACH
(Création)
chorégraphie de Daniel Agestilas
CAFÉ DE LA DANSE
5, passage Louis-Philippe 75011 PARIS
location : 43 57 05 35 - 48 05 57 22

BATACLAN
★
PAUL
PERSONNE

11 12 13 JANVIER
location : clementine
nuggets - virgin megastore
fnac - gbs - billerel

14 NIVEAUX
de l'American Center
se trouve maintenant dans le 6e et le 8e.

2e trimestre : 4 janvier - 28 mars
Public Speaking - English for Economics and Trade
- Film Course - Medical English
- White Right - American Today - Video - Popular Writing and the American Press - Search English.

Sessions intensives
Préparation au TOEFL
F.P.C.

14 NIVEAUX
1 place de l'Odéon 75001 Paris
Tel. 46.33.18.82

14 NIVEAUX
40, rue Henri Chéron 75011 Paris
Tel. 42.55.25.40

INSCRIPTIONS MAINTENANT

CITÉ DES OISEAUX
de 8. Chateaux d'après Aristophane
mise en scène Jean-Pierre Vincent

9 DERNIERES
LOC : 47 21 18 81

14 NIVEAUX
de l'American Center
se trouve maintenant dans le 6e et le 8e.

2e trimestre : 4 janvier - 28 mars
Public Speaking - English for Economics and Trade
- Film Course - Medical English
- White Right - American Today - Video - Popular Writing and the American Press - Search English.

Sessions intensives
Préparation au TOEFL
F.P.C.

14 NIVEAUX
1 place de l'Odéon 75001 Paris
Tel. 46.33.18.82

14 NIVEAUX
40, rue Henri Chéron 75011 Paris
Tel. 42.55.25.40

INSCRIPTIONS MAINTENANT

MUSIQUES
L'idéalisme de Marcel Landowski
Quatre préludes pour un opéra d'Arrabal
contre l'intolérance

Michel Guy a tenu à inclure dans le programme de création du Festival d'automne des œuvres de Marcel Landowski ; pour n'être pas dans le tonnage d'un Boulez ou d'un Xenakis, celui-ci représente cependant une ligne humaniste, de Franck, Messiaen, Dutilleul ou Honneger, qui a toujours joué un grand rôle dans la musique française.

En dépit de ses lourdes fonctions officielles et des nombreuses responsabilités qu'il a assumées, il s'est astreint inlassablement à interroger le mystère, et a créé ce que lui dictait son indéfectible idéalisme, écrivant ces dernières années quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, tels son opéra *Montségur* ou sa *Quatrième Symphonie*, révisée par Georges Frère (*le Monde* du 19 octobre 1988).

Il travaille actuellement sur un livret de Fernando Arrabal intitulé, par un jeu de mots un peu facile, *Opéra des Bastilles* qui s'attaque à toutes les formes d'intolérance. Les quatre préludes présentés en première audition au Châtelet ne nous en donnent encore qu'une idée assez vague. Ce sont des pages symphoniques d'une écriture brillante, et parfois énigmatique, pour orchestre à cordes et percussions, celles-ci fort discrètes d'ailleurs. Un rôle important est confié au violon solo qui, tout à tour ange et Satan, « mène le bal ».

L'Esprit jaillit comme un grand élan coupé de silences, chaque fois repris, et se prolonge en un tissu très dense qui chante une sorte de cantique chaleureux et éternel. Le

Musique oscille entre galeté et effroi, et cette écriture frémissante, frissonnante, transpire comme un blizzard. Il y aura un *Supplément* dans l'opéra, la mort par le rire, qu'annonce ici un dialogue drolatique entre le violon solo dans l'aigu et une contrebasse éléphantesque en glissant, auquel succède un scherzo diabolique. Et le dernier prélude, *Après* évoque quelque voyage paisible et mélancolique dans l'idéal, à travers des images immobiles.

Michel Plisson et l'Orchestre du Capitole de Toulouse jouaient cette œuvre avec tout leur cœur et une magnifique virtuosité, avant de reprendre la très belle *Messe de l'aurora*, écrite en 1977 pour le dixième anniversaire de l'Orchestre de Paris, lequel restera aussi comme une des grandes « créations » de Marcel Landowski.

JACQUES LONCHAMPT

THEATRE DE L'OPERA
LOC. 48.74.47.36/48.74.42.52 et 48.74.42.53

JACQUES DUFILO
LE GARDIEN
de HAROLD PINTER
Texte français Eric KAHANE
Mise en scène GEORGES WILSON
(coproductions L'OPERA)

Jusqu'à nouvel ordre
représentations en régulier, 20 h 45

FESTIVAL JEAN COCTEAU
DU 15 AU 30 DECEMBRE
OPERA COMIQUE
2 PROGRAMMES EN ALTERNANCE
LES MARIES DE LA TOUR EIFFEL
LA VOIX HUMAINE LE BOUF SUR LE TOIT
LE PAUVRE MATILOTT
RENSEIGNEMENTS-LOCATION : 42.60.04.99 - 42.96.12.20

CINÉMA

« Family Business » stars du braquage

Quand on a trois acteurs hantés de gamine pourquoi se fatiguer ? a dû se dire Sidney Lumet en tournant son film

De père en fils ce sont des casseurs. C'est inscrit dans leurs gènes. Même si le père, Dustin Hoffman, s'achète une conduite en se mariant et en devenant boucher, le fils, Matthew Broderick, fasciné par le séduisant et incorrigible grand-père, Sean Connery, l'austère dans ce qu'il croit être le coup du siècle.

Le point de départ en vaut un autre, et avec de tels acteurs on peut se permettre de jouer sur les poncifs et les situations convenues, ils en sortiront toujours quelque chose. En vérité, grâce à eux *Family Business* est un film respectable. Ou plutôt étonnant, car il est extrêmement bavard. Plaisanteries et mots d'auteur s'accumulent, on a l'impression d'une pièce de boulevard adaptée pour l'écran, d'un feuilleton calqué pour raconter quelques épisodes de la vie d'un homme. Mais la mise en scène de Sidney Lumet est d'une nonchalance qui touche à la paresse. Tout cela serait encore supportable si ce vau-deville à l'humour gentiment cynique ne venait au mélo moraliste. Le coup du siècle est un piège, Matthew Broderick est arrêté et refuse de dénoncer ses complices. Pour le sauver, Dustin Hoffman révèle tout à la police. Sean Connery récolte quinze ans et meurt en prison, ce qui permet à ses descendants de reconnaître leurs torts réciproques et de se réconcilier. On peut deviner l'histoire, elle ne méritait aucun suspense. Tout est dans la manière des comédiens.

COLETTE GODARD

« Oliver et compagnie » Dickens sauce Disney

Où un roman britannique subit une transposition et en émerge méconnaissable

En 1889, Oliver, chaton new-yorkais et orphelin, est recueilli par une bande de chiens qui survivent de chapardage sous les ordres de Fagin, clochard au cœur d'or. Au cours d'une expédition, Oliver se lie d'amitié avec une petite fille et s'installe dans la maison de la belle sur Park Avenue. Les compagnons de misère du félin chapardeur viennent le sauver du luxe, un peu contre son gré. Tout finira bien pour tout le monde, à l'exception de Silas, l'odieux receleur qui persécutait Fagin : il finit par tomber dans la rivière, fin traditionnelle des méchants de Walt Disney, depuis la sorcière de *Blanche-Neige*.

De *Blanche-Neige* au *Livre de la jungle*, la maison Disney n'a jamais fait preuve d'un respect exagéré pour les classiques de la littérature, préférant flatter les sensibilités enfantines plutôt que les professeurs de littérature. Pour transposer *Oliver Twist* du Londres des premières années du règne de Victoria au New-York du crépuscule

de réaganisme, il aurait fallu transformer les voleurs à la tire en dealers de crack et Silas en trafiquant colombien. Ce qui ne convient pas tout à fait aux sorties familiales de fin d'année. Mais, à Burbank, on tenait à faire jeune et contemporain : on entend donc cinq chansons très Top 50 (chantées par Billy Joel et Bette Midler, entre autres, dans la version originale). Le doublage français les fait basculer dans l'univers des publicités pour chewing-gum.

Si l'on ferme les yeux sur quelques faiblesses déconcertantes, l'animation reste à cent coudées au-dessus de ce que l'on voit tous les jours entre cinq et sept heures du soir à la télévision. Mais malgré ces efforts méritoires, aux heures de récréation, le cours des autocollants Oliver devrait se maintenir bien en dessous de celui de ses concurrents japonais. Faute de personnages, de terribles folles et de fous rires comme en inspiraient Bambi ou Pinocchio. Les méchants, Silas et ses deux docteurs, sont recuils à l'entrée de l'enfer disneyen, et ne séjournent pas aux côtés de Cruella Denfer et du Capitaine Crochet.

THOMAS SOTINEL

Frère comédie

Un faux frère tombe amoureux de sa soi-disant demi-sœur : « Pentimento », premier long métrage de Tonie Marshall

Lucie, une fille de vingt ans écrivaine, se laisse bercer par le fantasme et l'insouciance d'un amour démi-dieu, si Tonie Marshall, qui a voulu assurer la réalisation, avait moins insisté sur certains gags à répétition et donné un rythme moins frénétique à son découpage en plans courts. A peine a-t-on le temps de lire d'une idée originale qu'il s'en présente trois ou quatre autres en cascade. On perd le fil de l'intrigue.

En revanche, le jeu décalé des acteurs convient très bien aux « personnages animés », détachés du réalisme. Antoine de Caunes, qui réussit son examen de passage

de comédie est le moins agité ! On dirait un amoureux dessiné par Feytaud, Micheline Dax, Magali Noël et Laurence Césari (la femme qui semble être faite de deux moitiés différentes) réservent des surprises. Patricia Dinev, l'héroïne toujours en ébullition, ressemble curieusement à la Micheline Presle de *la Nuit fantastique* de Marcel L'Héritier.

Hommage, sans doute, de Tonie Marshall à sa mère, dans cette œuvre un peu frêle, mais sympathique.

JACQUES SIGLIER

Le prix Louis-Delluc à « Un monde sans pitié » d'Eric Rochant

Le prix Louis-Delluc a été attribué jeudi 14 décembre au film *Un monde sans pitié*, première œuvre du jeune réalisateur Eric Rochant (*le Monde* du 23 novembre).

Le jury, composé de quinze critiques de cinéma, a accordé onze voix au premier tour à *Un monde sans pitié*, qui l'a emporté devant *Nocturne indien* d'Alain Corneau, et *Noce blanche*, de Jean-Claude Brisson.

Trois étés

maison
l'opéra
la nuit

Le Monde

Le Monde

Se 1
TELEA
L'opéra
la nuit

Se 2
PUB
L'opéra
la nuit

Se 3
PUB
L'opéra
la nuit

Trois étrangetés

Au palais de justice de Paris, dans l'enceinte de la première chambre de la cour d'appel, des comédiens avignonnais présentent une œuvre de l'auteur italien Giuseppe Fava : *Ultima Violenza*. Cette pièce est la reconstitution d'un procès imaginaire fondé sur des événements vrais : nous y voyons sept Siciliens, dont un sénateur et un grand financier, plus ou moins liés à la Mafia, passer en justice.

Il est assez courant que des dramaturges, des cinéastes, des réalisateurs de télévision, transmettent en spectacle des audiences de justice, et le public aime ça. Il est hors de doute qu'il encre, dans cette affaire, une certaine dose de voyeurisme. Et ces spectacles jouent beaucoup sur des « effets d'audience ». L'excuse serait que la justice — en particulier les procès — est une grande affaire de « théâtre ». C'est une vue superficielle. Il suffit d'être présent à un procès d'assises pour voir que cela s'apparente bien plutôt à une autre discipline : l'histoire. Rappel de la scène, des faits, des témoignages, des silences des témoins, sont comme autant de sources de la recherche de faits passés. Si, aux yeux du novice, le défaut de cette recherche historique particulière est que les faits ne sont pas connus avec certitude et incertains, comme celles de l'histoire elle-même.

Giusseppe Fava a été assassiné par la Mafia en janvier 1984, quelques jours après avoir fait jouer sa pièce, *Ultima Violenza*, à Catane. Le spectateur français ne peut être que profondément requis par le portrait d'une société actuelle qu'est cette pièce brève, sèche, passionnée, et pourtant tout ici est irréal, tant cette « mafia » paraît invincible, antier, l'ensemble de l'organisation sociale. Nous ne savons rien de la Mafia sicilienne depuis 1920, et qu'elle avait à l'origine, entre autres desseins, celui justement de doubler, de court-circuiter, l'œuvre de la justice.

La traduction de Francine Jurand-Ponticelli semble juste. La mise en scène de Pascal Papini et Louis Beyer est simple. La présence de l'art théâtral et d'un décor dans cette chambre de la cour d'appel ne pose aucune difficulté d'acclimatation, on d'erreur optique, et cela est dû avant tout à l'intensité de présence, vraiment rare, de tous les acteurs sans exception : Louis Beyer, l'homme de la danse ; Christian Maccagnini, un terroriste ; Pierre Demé, un camionneur ; Jean-Pierre Yvars, un entrepreneur ; Michel Dibilio, un homme de main ; Louis Cerfice, un sénateur ; Helga Pfeffer, une journaliste ; Jean-Pierre, un inspecteur ; Jean-Marie Avocat, le procureur...

Avec la pièce de Raymond Lepoutre, *Un transport amoureux*, nous quittons la Sicile pour le Moyen-Orient : un otage est relâché par ses ravisseurs, il est déposé sur la côte bretonne à la suite d'un voyage commencé au Liban. C'est là qu'il se réveille, mais il a résisté mort, mais l'agent chargé de meurtre a déboulé aux consignes, il n'a pas tué. Pourquoi ? Le titre, *Un transport amoureux*, et tels passages du dialogue laissent croire que la séduction y serait pour quelque chose. Mais non, il s'agit d'un roman où l'auteur propose une approche de la pathologie, de la « phénoménologie » de l'acte libéré.



Pièce bien construite, bien écrite. Décor et mise en scène de l'équipe Kokkos-Vitez, sans bavure. Belle interprétation de Patrice Kerbrat (l'otage), Guy Michel Dominique Rozan, Gilles David, Grégoire Ingold, Bruno Pesenti. Jeu plus fébrile de Laurent Malet.

Nous ne savons pas assez, en France, que Richard Burton a eu un homonyme, bien connu en Grande-Bretagne. L'autre Richard Burton était né en 1621, il serait un peu plus connu si le fils de Louis XIV, qui n'était pas en enfance à Tours avant d'aller parfaire ses études à Oxford, d'où il fut chassé pour mauvaise conduite. Parti pour l'Inde, il y apprit une langue, puis fit à ses risques et périls, pendant dix ans, de la contrebande d'opium en Afghanistan, explora l'Éthiopie, découvrit le lac Tanganyika en voulant reconnaître les sources du Nil. Il parcourut les Amériques, puis l'Afrique du Nord, l'Arabie Saoudite, l'Afrique du Sud, le Congo, le Capricorn, enfin à Trieste, où il traduisit les *Mille et Une Nuits*.

Borges consacre un long chapitre de son *Histoire de l'éternité* à Richard Burton. Il nous dit qu'il a écrit quantités de livres, dont un *Manuel de l'exercice à la balonnette*, et un *Rapport sur les lupanars du Bengale*. Selon Borges, la traduction des *Mille et une Nuits* de Burton est la seule non expurgée de très nombreuses scènes érotiques de ces contes. Erotisme, semble-t-il, raisonnable, prudent, puisque Borges précise que Richard Burton, au tome VII de l'ouvrage, approuve l'usage de « capotes mélancoliques ».

Une pièce bien curieuse d'André-Paul Gauthier, le *Diplôme et le Mullah*, est présentement au Théâtre de la Main d'Or. « Belle de mai », pour protagoniste cet homme d'État, c'est-à-dire le ministre des voyous, en uniforme de cérémonie de conseil de Sa Majesté, descendre, le long d'une corde d'alpiniste, dans un tombeau de la Haute-Egypte, pour aller révoquer, dans un coffre, une momie. Révoquée par une flasque de scotch pur malik, cette momie, à la suite d'une discussion serrée sur les bizarreries de ce monde, parvient à se débarrasser de son habit, à se revêtir son uniforme et à envoler vers Richard Burton, emmaillotté dans ses banderoles, anticipé sur le colonel Lawrence et croit avoir découvert le séjour des égyptiens dans la désert.

Le côté pince-sans-rire de Borges traverse cette fantaisie, pas bête, jouée très « gentleman explorer » par Christophe Sigognauli (Burton) et Abbès Zahmani (la momie pétante de santé), dans un enivrant décor pharaonien de Jean-Claude Lavand.

MICHEL CURNOT

► *Ultime Violence*, palais de justice, 4, bd du Palais, 21 h, du lundi au samedi. Tél. : 43-26-31-02. Jusqu'au 25 décembre.

► *Un transport amoureux*, Petit Odéon, 18 h, du mardi au samedi. Dimanche, 18 h 30, tél. : 43-26-70-32.

► *Le Diplomate et le Mullah*, Théâtre de la Main d'or, 22 h 15, du mardi au samedi. Dimanche, 17 h 30, tél. : 48-05-67-89.

A Prague, les théâtres de la révolution

La quarantaine grisonnante, « Européen longtemps interdit d'Europe » et parlant un français quasi impeccable, Michaël Lanoix est l'un des deux dramaturges du Théâtre réaliste de Prague, qui compte trente permanents.

Il enseigne également à l'Académie des arts, il écrit pour le théâtre et fut correspondant de la revue *Théâtre en Europe*. Il n'était pas venu en France depuis deux ans, il a passé la semaine dernière à Paris, a pris des contacts avec des écrivains exilés, des hommes de théâtre, des éditeurs français, et la revue *Lettre internationale*. Il faut inscrire ses propos dans leur contexte, à la date du 16 décembre dernier.

« Cette saison, nous reprenions au Théâtre réaliste un spectacle créé l'année dernière et qui fut un succès : *Respublica*, montage de textes sur la république tchèque entre les deux guerres. L'idée centrale était la démocratie. L'atmosphère changeait, on parlait sinon de démocratie, du moins de ce long processus sans fin, la démocratisation.

En juin, nous avions décidé de créer un *Respublica II*, cette fois sur les années 50 et 60. Nous étions posés la question : en quoi ces années-là sont-elles importantes, pour nous, aujourd'hui ? Deux nous s'étaient imposés : Havel et Kundera, ainsi que d'autres pour le pupazier. Inutile. Bien sûr, les cent-cinquante années furent et seraient de nous faire prendre patience, de nous dire que tout cela était un peu prématuré, que nous pouvions à la rigueur prendre des extraits d'une pièce d'Havel, à condition de ne pas citer son nom.

Nous avons dû donner une représentation devant les fonctionnaires de la ville. Puis nous avons décidé de répéter la dernière pièce d'Havel, *l'Assainissement*, c'est l'histoire d'une organisation qui doit rénover un village, et qui manipule les gens par le dogmatisme. Cette fois, nous avons été carrément interdits.

Durant toute cette période, d'autres théâtres bougeaient à Prague. Par tradition, en Tchécoslovaquie, ils ont toujours servi de lieux de discussion. Václav Havel était le symbole du courage et de l'indépendance du théâtre, même si bon nombre lui reprochaient d'être un professionnel soucieux de sa popularité et bien payé par l'Onest.

» Depuis juin, une lettre clandestine, en quelque sorte la préhistoire du Forum civique, circulait. Elle était intitulée *Quelques phrases*. Elle a recueilli trente mille signatures, dont beaucoup de gens de théâtre.

■ Le 17 novembre, dans la matinée, les communistes du Théâtre

réaliste s'étaient réunis (à Prague, tous les directeurs des théâtres stables sont communistes) et avaient demandé un changement politique. C'était un signe. Le soir, avait lieu dans notre théâtre la première de *Marysa*, des frères Mstisl, l'une des meilleures pièces du répertoire tchèque de la fin du dix-neuvième siècle. A deux pas, près du Théâtre national dont la scène porte sur son front cette devise : « Le peuple à lui-même », les étudiants manifestaient. Nous pensions que tout se passait dans le calme.

» A vingt-deux heures, quelques-uns, dont nos élèves de l'Académie des arts, ont fait irruption au Théâtre. Ils ont vu, dans la salle, tout d'un coup, la police les avoir encerclés, étouffés, avoir relâché sa pression pour les étouffer encore, comment ils réclamaient le dialogue avec des fleurs et des bougies à la main, comment tout avait tourné à la violence. Ils étaient sous le choc. Ils disaient : « La mort nous a touchés, notre vie a changé ». D'autres étudiants s'étaient réfugiés au « Ne za Brady ». (« A la balustrade »), voisin du Théâtre Réaliste. Des amis. Nous nous sommes téléphonés. Nous avons dit : « Il faut faire quelque chose », et nous avons pris une trentaine de personnes dont nous pensions qu'elles pouvaient nous comprendre et nous aider. Rendez-vous a été pris au théâtre pour le lendemain, à 14 heures. L'atmosphère était lugubre. Rue Nationale, il y avait du sang, beaucoup de sang...

» Le lendemain, samedi, le téléphone avait fonctionné. Chacun avait prévenu ses amis. La réunion a eu lieu dans la grande salle de quatre cents places, pleine à craquer. Le directeur du Théâtre national, M. Lukes, était là, et le dramaturge Petr Oszily, du Forum civique...

— La grève des théâtres parisiens a été décidée et une grève générale pour la semaine suivante. C'était comme un spectacle théâtral. Nous ne soupçonnions pas que cette initiative était prise par les membres du Na Proyarzu de Brno étaient avec nous ils devaient jouer à 16 heures. Il a été décidé de ne pas les laisser seuls, de les accompagner, et de stopper leur représentation. Le soir, au Théâtre Réaliste, devait avoir lieu l'une des premières représentations de *Respublika II*. Havel était dans la salle, c'était un événement.

THEATRE NATIONAL

DERNIERES GRAND THÉÂTRE
OPERA

GOMBROWICZ

Nous avons laissé le public s'installer, puis nous avons annoncé la grève. Ce fut une fête unanime. Nous avons chanté l'hymne national. Nous ne savions pas ce qui se passait ailleurs mais, ce soir là, personne n'a joué, et l'Opéra a baissé son rideau après une demi-heure de représentation. Le lundi, la télévision et la radio, d'un ton léger, ont évoqué une « provocation d'artistes ».

Peu à peu, les acteurs ont fait grève, également à la radio, à la télévision, au cinéma. Le Forum civique est né chez les journalistes qui ont d'abord menacé de poursuivre le mouvement si les médias ne remplaissaient pas leur rôle d'information. Puis ils ont préféré émettre, et raconter les faits, la vérité. Ils risquaient beaucoup. Le 19 novembre, le Forum civique s'est constitué autour de Vaclav Havel, dans un antrethéâtre, le Cínohrad Group.

• Acteurs, étudiants, membres du Forum civique, forcé, la phrase, les objections ou gardiens du droit, hommes politiques des années 60, sont partis dans les campagnes raconter, jouer, montrer : il existait des vidéos de la manifestation du 17 décembre. Les théâtres sont devenus des centres politiques d'où il est arrivé, parfois, que les acteurs et les étudiants soient chassés : le système en place pendant vingt ans avait à ce point endormi les gens qu'ils n'arrivaient pas à saisir plus le fait de changer pour ce que leur vie matérielle soit confortable.

» Tout est né, ainsi, de manière très émotive. Nous avions perdu la peur. Les théâtres, jour après jour, ont prolongé leur action : on y venait pour y discuter, pour y entendre lire des pièces d'auteurs longtemps interdits... Ces jours-ci, nous n'avons plus vraiment le temps de faire du théâtre. »

□ **RECTIFICATIF.** — Une virgule omise dans l'article d'Emmanuel de Roux, « *Les acrobates du marché de l'art* », a multiplié par cent le chiffre d'exportation des œuvres d'art en France en 1986. Il s'agissait de 1,22 milliard et non pas de 122 milliards.

THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE
DIRECTION JORGE LAVELLI
43 66 43 60

DERNIERES

GRAND THEATRE

OPERETTE
GOMBROWICZ LAVELLI

On sort de cette Operette ébloui par le talent des acteurs, musiciens, le mensonge du théâtre, la virtuosité de l'illusion. On se ramasse. Lavelli signe là, peut-être, sa plus luxueuse, sa plus trépanante mise en scène, sa plus épante pour l'ordinaire. Le Figaro

Jorge Lavelli est peut-être notre maître du pastiche et de l'irrespect. Il "le prouve" avec cette oeuvre "mécanique et drôle" de Gombrowicz. Le Monde

Lavelli manie tout ce brillant fatras avec une aisance stupéfiante, qu'il a communiquée à tous ses acteurs. Le rythme est formidable. On s'amuse bien. Le Nouvel Observateur

Jorge Lavelli réussit le mariage du sourire et de la gravité, du rire et de la réflexion. L'Evénement du Jeudi

PETIT THEATRE

**LES PETITS
AQUARIUMS**
MINYANA / CANTARELLA

Florence Giorgetti, Christophe Huysman,
Judith Magre, Daniel Marchaudon,
Jean-Jacques Scheffer, Jacques Verzier

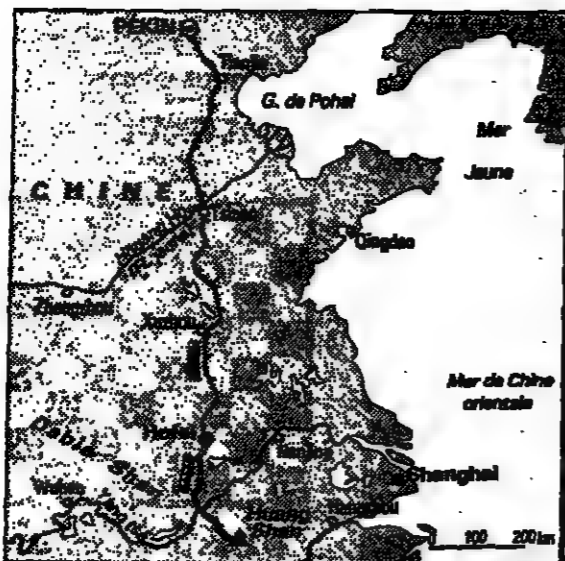
10 RUE MALTE BRUN 75006 PARIS 14 GAMBETTA

ARTS / SPECTACLES

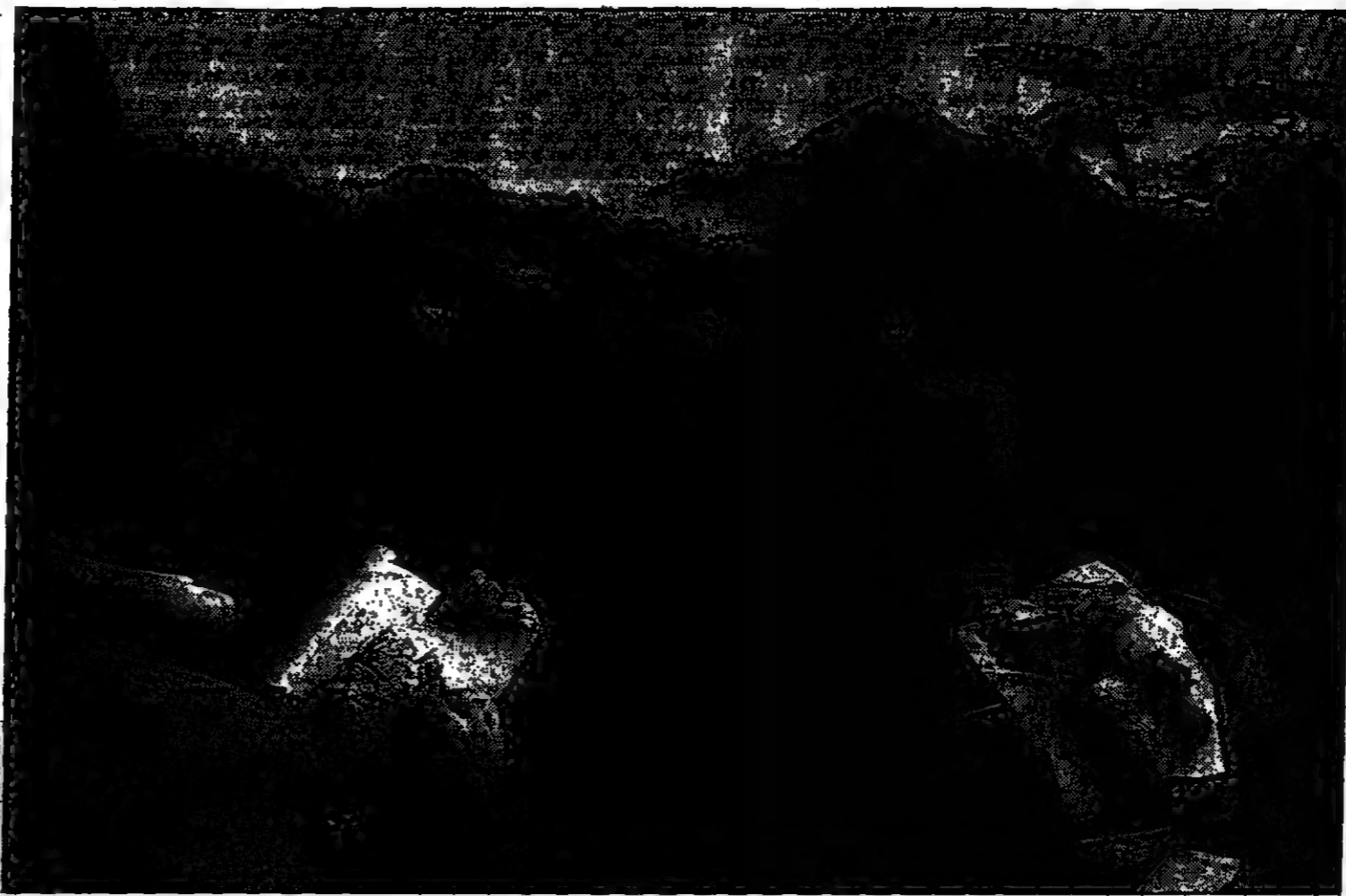
GILLES VAN KOTE

Le Monde

SANS VISA



En suivant le photographe Marc Riboud dans le Huang Shan, massif montagneux à l'ouest de Shanghai. Un lieu où les Chinois viennent pratiquer leur art pictural et poétique. Sur le motif.



Les montagnes du ciel

Nous avons pris le train à Pékin en direction du sud jusqu'à Hefei dans le Anhui, une province pauvre qui connaît la famine pendant le Grand bond en avant de la fin des années 50. Le lendemain nous sommes partis à l'aube en autocar et il a fallu deux heures pour franchir les 360 kilomètres qui nous séparent du pied du Huang Shan. Un peintre de Hefei, M. Wang Tao, nous accompagnait. Après la traversée du Yangtsé, superbe, chargé de boues aux reflets d'un rouille clair et où naviguaient des trains de jonques comme on n'en voit plus ni à Shanghai ni à Hongkong, nous sommes entrés au Pays de l'eau.

Maintenant les rizières étaient innombrables, scintillantes dans la pluie, d'un vert presque émeraude. Sur les collines des monticules indiquaient les tombes, des mares couvertes de lotus dont on mange la racine faisaient des taches dans le paysage. M. Wang Tao me montra du doigt d'autres taches, blanches c'est-à-dire, et posées sur les rochers : du papier de riz. Comment se fait le papier de riz, M. Wang Tao ? « Avec de la paille de riz, de l'écorce d'arbre et d'autres choses secrètes... », me répondit-il. En riant bien entendu.

À la fin de la journée, alors que les montagnes étaient déjà visibles, nous sommes passés devant quelques très belles maisons de la dynastie Ming, pas très grandes, rectangulaires, passées au crépi blanc ; le toit de tuiles noires se relevait aux quatre coins, la porte était plantée au centre entre deux fenêtres symétriques et surmontée d'admirables dessins ou calligraphies de l'époque. Nous avons dormi au pied des montagnes dans une petite maison thermique appelée le « Lieu des sources chaudes ». Le jour n'était pas tout à fait levé quand deux porteurs sont venus prendre nos sacs, ils sont partis sans nous attendre, sans doute avec l'espoir d'avoir le temps de redescendre et d'entreprendre un deuxième voyage dans la même journée. La vitalité des Chinois, leur bonne humeur, et aussi, il faut le dire, leur lutte sans merci pour l'existence ne cessent jamais de me surprendre.

Il y avait du soleil quand nous avons traversé la petite ville jusqu'à la grande arche que nous avons franchie. Nous commençons à mettre nos pas dans ceux du poète Li Po (qui vivait au 8^e siècle) et des peintres célèbres, particulièrement du 17^e et 18^e siècle. Shi Tao se rendit plusieurs fois au Huang Shan pour y chercher l'inspiration et la sagesse.

D'abord ce fut un sentier puis, très vite, commencèrent les premières des milliers de marches taillées à la main, inégales, obéissant à la nature du terrain, attaquant la montagne de face ou louvoyant ; de

petits peliers aménagés à intervalles plus ou moins réguliers permettaient de se croiser ou de reprendre souffle.

Bien sûr nous sommes entrés dans une brume légère et mobile qui laissait apparaître les montagnes et les arbres, puis vient du brouillard. Nous avons assez vite compris que nous avions pris un chemin en principe réservé aux coolies qui transportaient les matériaux nécessaires à la construction par une société japonaise d'un téléphérique qui devait être inauguré en octobre 1986. Pendant les cinq ou six heures de montée nous n'avons cessé de les côtoyer. Quand on ne les voyait pas on entendait leur mélodique rythme en deux temps et sur deux sons : « Ho-Ho, Ho-Ho ». Ils nous dépassaient ou nous les rencontraient, accroupis, silencieux, se reposant quelques minutes, parfois fumant une cigarette. Leur charge individuelle était de 60 à 75 kilos. Ils marchaient, deux par deux, l'un derrière l'autre ou en légère diagonale si c'était possible. Pas un animal de bât n'aurait pu accomplir leur travail.

Les ailes de Mercure

Nous avons suivi longtemps les six porteurs d'un câble d'une seule pièce, ils avançaient en maintenant une longue distance entre eux et ils chantaient en se répondant. D'autres étaient chargés de poteries, de plaques métalliques, de bambous de 10 mètres. Marc leur demanda l'autorisation de les photographier, ils le refusèrent en disant : « Nous sommes des porteurs, pas des artistes ». À la limite montés des hommes chargés d'opposer la descente de ceux qui avaient déposé leur fardeau là-haut et repartaient vers la vallée ; ceux-là avaient les ailes de Mercure aux pieds : comme nous l'apprenions plus tard, ils étaient payés à la pièce et ils couraient prendre une autre charge, le balancier de bambou replié et posé sur l'épaule.

Quand un rayon de soleil perçait, le granit prenait des reflets roses, presque mauves comme certaines bruyères pâles. L'air commençait à sentir bon, c'était le parfum des pins. Subitement, je vis devant moi se déchirer un nuage et apparaître deux pics. « Les Souliers de l'Immortel » et « le Mandarin regardant jouer les joueurs d'échecs », me précisait M. Wang Tao.

Le rythme se ralentit quand nous approchâmes du chantier. Les coolies faisaient la queue sur les marches car chacun d'eux devait donner à poser sa charge comme il l'avait fait au départ. Ce contrôle permettait de s'assurer qu'il ne s'était pas débarrassé en cours de route d'un poids trop lourd.

L'Hôtel du Nord avait l'air et la dimension d'une caserne ; des

entrées, on était saisi par l'odeur d'urine et de tabac mouillé mélangée à celle des cuisines. Les longs couloirs et les chambres aux murs de béton suintaient d'humidité, devant chaque porte on avait déposé un crachoir et un thermos. Il y avait quatre lits par chambre ; coquettes et orillons n'avaient pas été levés depuis longtemps (ils s'auraient jamais séchés). Une bassine était posée sur une petite table, il fallait aller prendre de l'eau au bout du couloir, mais elle était coupée pendant la journée.

Les noces avec la mort

Dès l'après-midi, presque devant l'hôtel, les pieds dans la boue, nous avons vu bouger le paysage, d'un coup le vent d'ouest se leva et les montagnes, invisibles jusqu'alors, incroyablement proches de nous, surgirent ou plutôt jaillirent d'entre les nuages ; en un instant le ciel fut d'un bleu ardent, des pins superbes et centennaires se tendirent appripés aux rochers, certains droits, d'autres penchés au-dessus des parois verticales comme s'ils regardaient les goffres. Tous les Chinois se mirent à se photographier avec frénésie. Ce ne fut qu'un instant de beauté mais assez pour comprendre la fascination de Marc pour le Huang Shan. D'autres nuages approchèrent nous débordant le ciel, englobant les montagnes, ce fut à nouveau la mer prise. Apparition, disparition, des heures d'attente pour un instant de pure beauté, n'est-ce pas ainsi dans la vie ?

Devant le brouillard revenant, M. Wang, notre interprète, nous raconta le suicide d'une jeune femme abandonnée et de son amie qui, par affection, accepta de mourir avec elle en se jetant de « là où vous êtes » dans le vide. L'amie resta accrochée dans un arbre, elle eut la vie sauve mais fut paralysée. « Ici on ne recherche pas les corps », ajouta-t-il. Oui, le Huang Shan, lieu de culture, est aussi un lieu que l'on choisit pour mourir et y venir en voyage de noces.

Le lendemain, des chambres furent libérées dans un pavillon dépendant de l'hôtel, on nous y installa, c'était le luxe : des chambres individuelles, de l'eau chaude une heure par jour, la télévision mais pas d'électricité pendant la journée, des souris et de curieuses petites sauterelles noires.

Les jours passèrent très vite, dès le matin nous partions à la recherche des montagnes. Il nous arrivait de marcher longtemps sans presque rien voir, si ce n'est le dallage soigné des sentiers et les arbutus qui les bordaient et où pendaient des gouttes d'eau, pour aboutir à une terrasse d'où le point de vue devait être beau mais qui ce jour-là était bouché ; nous nous heurtons à un garde-fou et nous savons que le vide était à nos pieds. Des Chinois arrivaient, nous interpellaient en

anglais et parfois en français : d'où venions-vous, quel était votre métier ? Est-ce que vous aimiez la Chine ? Ils étaient contents de l'ouverture de leur pays, peut-être qu'ils viendraient à Paris un jour... Oui, le nom-phare c'était Paris.

Ils allaient par groupes ou par couples, parfois ils étaient seuls, s'arrêtaient pour admirer un arbre ou rêcher un poème. Les plus nombreux étaient les peintres, beaucoup de militaires aussi, épaulettes et boutons dorés. La plupart portaient des vêtements de ville et tenaient à la main, ou accroché à leur ceinture, sur l'épaule, un cahier qui contenait ce qui leur était nécessaire, peu de chose : un thermos, une petite serviette éponge, une brosse à dents, parfois un chandail ou un imperméable transparent, les plus légers et les moins chers, et, souvent, un appareil de photos. J'en ai rencontré qui montaient pour une seule journée, ils avaient quitté la vallée dans la nuit pour arriver à l'aube et aller directement vers l'est pour le lever du soleil si rarement visible, puis ils partaient vers d'autres montagnes ; un couple, ils redescendaient sans avoir perdu une seule minute à dormir. Pour une poignée d'étrangers, un million de Chinois par an venaient visiter le Huang Shan.

Attente dans l'attente

Je me souviens d'une marche jusqu'à « la Mer de l'ouest » d'où l'on devait voir « la Botte renversée » et « les Souliers des sages » ; le lieu s'appelait « le Pavillon qui repousse les nuages ». Notre longue attente fut vaine ; nous sommes restés dans l'attente immobile à parler avec des inconnus qui, comme nous, surveillaient les nuages. Étrangement, l'attente elle-même devenait excitante, on imaginait, on voulait partir mais on restait à guetter les signes qui annonçaient peut-être le soleil. L'attente devenait désir.

Nous sommes revenus le lendemain, l'horizon clair se dégageait lentement, quelques écharpes de nuages restaient encore accrochées aux pics les plus acérés comme des plumes blanches plus légères que l'air et emportées par le vent.

Nous étions là depuis quelques jours déjà et chaque fois c'était le même émerveillement devant l'apparition lente ou foudroyante des montagnes. Les nuages s'élevaient lentement jusqu'à disparaître ou au contraire étaient aspirés comme un rideau de théâtre se lève, les pins d'un vert sombre mais lumineux semblaient accrochés avec passion au granit des parois abruptes qui dessinaient un V très fermé jusqu'au fond de la vallée resserée, symbole de la femme étendue, « c'était une rivière que l'on n'entendait pas. Ce spectacle, souvent éphémère, faisait éclater

des applaudissements spontanés en hommage à la nature, si chère aux Chinois, et à la beauté.

Je ne me lassais pas d'observer le jeu des nuages, leur soumission aux vents, leurs métamorphoses : spirales, lames, vagues, tourbillons, dentelles fragiles. Ils étaient parfois comme une fumée ou une haleine, montés du centre de la terre, ou un océan calme, et je devenais une île minuscule. J'aimais marcher dans le brouillard qui donne une irréalité aux choses, je me savais entourée d'un monde inconnu qui pouvait surgir et dont je guettais l'apparition, je me sentais l'esprit clair mais il m'arrivait aussi, quand la brume transparente laissait l'œil contempler le paysage, de devenir, dans un tableau chinois, ce petit personnage tracé par le peintre dans un coin ou au bord de l'eau.

C'était alors, en 1985, le deuxième voyage de Marc au Huang Shan ; depuis, il y est retourné trois fois, et sans doute est-ce par une sorte d'imprégnation presque amoureuse et une connaissance intérieure qu'il a pu prendre des photos aussi parfaites et sensibles, exprimant le mystère et la splendeur poétiques de ce lieu qu'il trouve le plus beau du monde.

C'est par un matin idéal, dans une lumière moirée que nous sommes montés à la pierre soumise « Venu d'ailleurs en volant ». J'ai compté 1 200 marches pour atteindre la base de cette énorme pierre posée sur un socle naturel et penchée, comme la tour de Pise, depuis l'époque glaciaire.

Nous sommes retournés à l'Est un jour de grand vent du nord pour

admirer un sommet appelé « D'où l'on commence à croire » ; plusieurs peintres étaient au travail, plus occupés à dessiner les arbres que les montagnes ; les branches des pins y sont particulièrement longues et gracieuses, étalées en éventails ouverts qui se détachent sur le ciel. Leurs aiguilles très fourmées brillent comme la fourrure d'un animal bien portant. L'un d'eux se dresse au ; il est mort, mais debout, couvert de graffiti-souvenirs, ses branches sont devenues des bras tourmentés et cependant il a pour nom « le Pin-qui-pousse-du-pinceau-de-rêve ». En tournant le regard on découvre « le Mont sublime » qui dégage lui, une sorte de sérénité avec son sommet arrondi et ses flancs symétriques couverts de forêts.

Avant de partir pour le Sud nous sommes retournés sur le chantier, Marc y était revenu plusieurs fois. J'ai observé l'arrivée des coolies ; certains étaient très jeunes, 14 ou 15 ans, la durée du travail ne les avait pas encore marqués mais les autres avaient des visages maigris aux traits tirés et un regard fixe.

C'était l'heure du repas et le chantier a commencé à se vider, les ouvriers sont allés dans leur dortoir prendre leur douche puis se sont mis à la queue devant le seul baraquement dont la cheminée fumait. Le chef de chantier interdit à Marc de photographier la peste.

ANNE PHILIPPE

Lire la suite page 19

REVOLUTIONNEZ VOTRE HIVER !

WEEK-END
à Moscou ou Leningrad
à partir de 3 610 F

MINI-SEMAINE
Moscou, Souzdal,
Leningrad/Novgorod
à partir de 4 060 F

« Paris, Pékin, un paradis complet, du 5 janvier à la fin février »

Réservations auprès de votre agence de voyages habituelle. Renseignements et documentation

Intourist
7, bd des Capucines
75002 PARIS
Tél. 47.42.47.40
Télécopie 47.47.87.28

ABRACADABRA
PARIS

SANS VISA

LA TABLE

Retour aux terroirs

La passion de Robert Courtine — alias La Reynière — est celle d'un homme gouverné par son goût de la cuisine française « sortie de la vieille terre gallo-romaine », le « souvenir de ses campagnes fécondes », rappelle en son temps Marcel Rouff, l'auteur de *La Vie et la Passion de Dodin-Bouffant* (1924). Son premier ouvrage de grande diffusion, *La Vraie Cuisine française* (Marabout Service 1963), esquissait déjà, par un mélange de recettes, d'anecdotes et de traits de table, son dernier ouvrage comportant 1 200 recettes des terroirs de France, de Suisse et de Belgi-

que, que vient de publier La Manufacture. Le classement est ici effectué par terroirs issus des anciennes provinces. La revue des *Annales* de 1912 avait déjà publié — sur un registre analogue — les *Recettes culinaires des provinces de France*, agrémentées de contributions littéraires, parfois inattendues et souvent pittoresques.

Ouvrage utilement réédité par Philippe Sers en 1984. Une fois achevée la lecture de la *Cuisine des terroirs*, car cet ouvrage se lit — se déguste — comme un livre et non comme un répertoire, avec ses recettes, ses commentaires et ses souvenirs, on ne peut s'empêcher de s'interroger. Non pas sur la querelle, justement enterrée depuis l'époque de Voltaire, des mérites de la « nouvelle cuisine », mais sur l'évolution actuelle de nos habitudes de table. L'industrie agro-alimentaire, l'électroménager, les techniques de production et de conservation, qui mettent à mal le « produit », n'ont-elles pas déjà condamné les traditions régionales ? Le retour aux « gauches » et à la soupe aux choux est impossible. Il faut donc inventer et continuer. C'est la voie — l'appel — que marque cet

ouvrage important. Nostalgie d'une bourgeoisie venue de la province et qui se détourne des modèles aristocratiques, confinés aujourd'hui dans le snobisme ? Sans doute. L'intention de l'auteur à cet égard est on ne peut plus claire, qui entend « contribuer à la redécouverte d'une cuisine originale, celle de notre sensibilité première ».

Mais que reste-t-il du retour à la terre lorsque le « vrai produit » a disparu ? Introuvables, les multiples variétés de pommes de Normandie, la caville, la grand-alexandrie. Le gibier est pour moitié d'élevage, comme la poisson bien-tôt ; l'écrevisse d'importation. Et le champagne ? Japonais, comme les huîtres.

L'esprit de la cuisine des régions hante le concient des Français. A Robert Courtine revient le mérite d'en rappeler l'origine et d'en marquer les limites, car l'on mange aussi avec sa mémoire. L'esprit du temps s'est bien accordé avec le patient travail du successeur de Courtine. Un travail d'une précision étonnante lorsqu'il différencie justement la cuisine des arichants « à la bergoule » et « à la bérigoule ». Charles Maurras aimait la bouille-

baïse, et Léon Daudet la bournide, nous dit-il dans ces notes qui accompagnent chaque recette et illustrent l'esprit du terroir. Nous pouvons témoigner que le poète Pierre Emmanuel préfère l'« algaï », injustement oubliée dans la nomenclature provençale.

Mais combien de plats, de façons, de savoir-faire, d'appellations, retrouvés grâce à cette anthologie unique ? C'est une porte ouverte sur notre passé, qu'il suffit de franchir — non pour imiter les saveurs d'autrefois, mais pour mettre notre goût, notre palais curieux, au diapason de l'émotion que procure la visite d'un bâtiment de qualité, l'audition d'une œuvre musicale ou la contemplation d'un chef-d'œuvre artistique. La cuisine des terroirs hâssée au niveau d'un art vivant ? D'un art de vivre dérivé — peut-être — si, comme le fit un moment Jacques Maritain, les chefs comprennent ce que Robert Courtine a voulu leur faire comprendre.

JEAN-CLAUDE RIBAUT

LA CUISINE DES TERROIRS. La Manufacture (Lyon) 1989 — 495 F.

Le Gault-Millau 1990

Cinq mille huit cents restaurants et hôtels tant en France qu'en Suisse et Belgique, cartes et plans de ville, voilà le Gault-Millau 1990 (140 F).

Il faut toujours apporter du nouveau au public : les toques rouges ou noires, les notes de 18,5 sur 20 même, si elles s'augmentent cette fois de l'auberge de l'ill à l'illseusen, le restaurant justement renommé des frères et fils Haeblerlin, ou encore de la Côte d'Or de Saulieu (où Bernard Lohseau tente de faire oublier le grand Alexandre Dumas), et de Marc Veyrat à Annecy, ne suffisent sans doute plus puisque les deux compères ont créé... les Cuisiniers du siècle III !

Ce sont, tenez-vous bien, José Robuchon à Paris, Gérard à Crissier (Suisse) et... Paul Bocuse (qui nonobstant n'était pas les 19,5). On en reparlera.

Citons parmi les promotions à 19/20 Pic à Valence, ce qui

est justice, tout comme le Viverais parisien de l'avenue Victor-Hugo. Le cher Claude Peyrot doit se demander ce qui lui arrive...

Avec Bricourt (à Cancale) et Petermann's Kunststube (Zürich), on citera aussi, avec 18/20, la Palme d'Or de Cannes et l'Arpège à Paris. Onze heureux accident au 17/20 mais, par contre, on notera la perte de la troisième toque pour le Grand Vefour (pourquoi diable la lui avoir maintenue après Raymond Oliver ?), pour la Marée (rue Daru) où Eric Tromprier a dû mal à succéder à son père malgré bien de la bonne volonté (mais ce n'est qu'un mauvais passage, « souhailons-le ! ») et Laurent aux Champs-Élysées, où la cuisine n'a jamais été si parfaite, le cadre si élégant, la cave mieux surveillée... Mystère ? Enfin, Madame Régine, en face, sera du moins satisfaite de cette gaffe !

L. R.

BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731
« Domaine du Château de Beaume »
« 92 hectares dont 71 hectares de Premiers crus et Grands crus »
Documentation LM sur demande à Maison Bouchard Père & Fils au Château de Beaume 70-32300 BEAUME-CEDEX
Tél. 03-22-34-41 - Tél. Bouchard 338307

GASTRONOMIE

ASHOKA
GRILLADES ET CURRYS
Du Nord de l'Inde
5, r. d. J.-Clemenceau, 15^e
F/dim. et lundi midi
45-32-96-46 et 45-32-77-47
Recommandé par GAULT/MILLAU

POUR VOS INVITATIONS LE SOUFFLÉ
Se bonne cuisine française
Menu à 150 F NET
35, rue du MONFTHÉRIER
(près de la place Vendôme)
2^e étage - Téléphone : 42-40-22-16, F. de la

Aux quatre coins de France

GRANDS VINS DE JURANÇON CHATEAU DE ROUSSE
Direct. du producteur au consommateur.
Qualité et millésime en son et moeller.
1, LAMAT-LABOURETTE, 4000 JURANÇON
Tél. sur demande

Commandez votre **CHAMPAGNE DES FÊTES**
Priorité à la qualité
Expérience de la différence
Elaboré en toute de chaîne
Cuvée appréciée des connaisseurs

LES LYCÉES VITICOLES DE FRANCE
et sont associés pour que vous puissiez constituer votre CAVES en une seule commande (Bordeaux, champagne, bourgogne, val-de-loire, cognac). Demandez les tarifs au GIE Club des Ecoles
Lycée viticole, 71960 DAVAYE
Tél. : 85-33-85-82

CHAMPAGNE DU RÉDEMPTEUR
Millésime 83
BLANC DE BLANCS BRUT
Toutes cuvées tarifs sur demande.
CL. DUBOIS « Les Alimenes »
51400 VENTEUIL (près Epernay)
Tél. : (16) 26-58-49-37.

(Publicité)

Avec « FRANTOUR VOYAGES » Découvrez LA THAILANDE ET LES ANTILLES

LA THAILANDE
— départ de PARIS chaque vendredi du 22 décembre 1989 au 27 avril 1990
— retour à PARIS chaque dimanche du 31 décembre 1989 au 6 mai 1990
Circuits : LA THAILANDE EN LIBERTÉ
PARFUMS DE SIAM
DE BANGKOK AU MEKONG

PRIX PAR PERSONNE, selon le circuit choisi et la date de départ : de 4 990 F à 8 680 F

LES ANTILLES
— séjour à l'Hôtel FRANTOUR « LE CALALOU » (casse à l'Anse en Martinique)
— départ de PARIS tous les mardis
— retour à PARIS tous les mardis
— voyage PARIS/PORT-DE-FRANCE et retour
— chambre et petit déjeuner

PRIX PAR PERSONNE, selon la date de départ : de 6 375 F à 9 465 F

RENSEIGNEZ-VOUS
— Dans toutes les agences de voyages agréées « FRANTOUR VOYAGES »
— pour recevoir la brochure :
téléphone (1) 42-29-91-91
— boîte postale : 24 75362 PARIS CEDEX 08.

VOYAGES

Les montagnes du ciel

Suite de la page 17

À la reprise du travail, deux hommes sont sortis de la carrière de pierre chargés d'un énorme bloc de granit, ils avançaient lentement, à petits pas irréguliers, le visage crispé, la bouche entrouverte, le « Ho-Ho, Ho-Ho » devenait un gémissement plaintif qu'une malédiction leur chargeait à peine vers le centre se rejoignant. Je ne vis qu'une seule machine sur le chantier : une bétonnière montée à bras d'homme comme tout, absolument tout, ici.

Le temps était venu de partir pour « l'Ecran de jade » sur le versant sud du massif. Trois porteurs, deux filles et un garçon, sont montés de la vallée la nuit pour arriver le matin, prendre nos bagages et repartir aussitôt vers le Sud. (Les redescendants sans prendre de repos.)

Nous sommes partis en groupe, le voyage a été long, cinq ou six heures de marche dans un paysage qui changeait rapidement après un passage dans la terre boueuse. Les roches devinrent gigantesques, arrondies, polies et un plus en forme de stalagmites ou de pics aux arêtes coupantes. La brume ensablée du départ se transforma en brouillard opaque. Les marches étaient difficiles à gravir, hautes, interrompues et peu profondes, elles obligeaient à placer les pieds en position ouverte comme font les danseuses classiques. Je m'efforçais de me concentrer et de ne penser qu'à la marche suivante. Beaucoup de roches étaient d'une seule couleur et toujours noires et brillantes.

Parfois, un voyageur venant du Sud nous croisa et par le jeu des nuages, qu'il apparaissait en haut d'une volée de marches, il semblait descendre du ciel. Le vent soufflait, personne ne parlait, Marc photographiait. On aurait dit que son regard sur tout ce qui nous entourait et son visage ne fixaient plus qu'un, l'un et l'autre d'entre nous, mais le pouvoir de rapidité visuelle et de composition. Et quoi de plus favorable à l'improvisation que le brouillard et ses incessantes variations !

De cette longue marche je garde le souvenir d'une roche émergeant du brouillard comme une balaine de l'océan, immense, obéissante, lisse et luisante, faite pour être caressée, et mal nommée : « la Tortue et le crocodile ». L'Ecran de jade était un ancien temple adossé à la montagne et précédé d'une terrasse où s'élevait le pin d'acacia. Marc m'indiqua la direction de « la Capitale du ciel » la plus belle montagne, disait-on, de la plus difficile à gravir de tout le massif.

Le lendemain de notre arrivée le jour se leva sur un ciel clair, au loin une légère vapeur se dissipait. La pleine lune était encore visible. Près de l'hôtel on avait installé en carreaux jaunes de courts poèmes sur la beauté du lieu et, un peu plus loin, extraordinairement réaliste, se dressait une pierre lisse et droite enfoncée en son extrémité en forme de phallus. Les voyageurs venant s'y adosser et s'y prendre en photo puis il partaient

vers la terrasse, s'y photographiaient encore, avec comme fond, cette fois, les montagnes et les pins. Un homme soigné se photographiait lui-même sur toutes les faces grâce à un dédoublement à retardement. L'hôtel diffusait une douce musique, alors que l'on entendait au loin le « Ho-Ho, Ho-Ho » habituel des coolies. Lorsqu'ils croisaient des touristes, on s'effaçait pour leur laisser le passage ; peut-être est-ce à la révolution de 1949 que l'on doit cet égard ? Nous obéissions beaucoup de jeunes habitants comme les étudiants européens : jeans, t-shirts, Adidas.

« La Montagne du ciel » est bien la plus belle et la plus vertigineuse du massif. Les marches, la aussi créées dans le granit, avaient été, dit-on, offertes par la venue d'un général du Koomintang fusillé par les communistes, pour célébrer la mort de son mari et symboliser sa montée vers le ciel.

Nous marchions en silence pour éviter l'essoufflement, des rires en fer baissaient les passages les plus à pic. La toute dernière partie de l'ascension comporte un passage appelé « le Dos-de-la-carpe », il est court par la distance mais il prend du temps pour être franchi ; la roche est droite, presque verticale et une rampe faite de chaînes rouillées permet de se cramponner avec les mains pendant que les pieds cherchent un appui. Le lieu de passage est si étroit qu'un ne peut s'engager qu'un après l'autre. Ensuite, tout devient facile, quelques centaines de mètres sur un sol solide, et ça et là encore des marches.

Vue d'ici, la montagne où s'adosse l'Ecran de jade ressemblait à un gigantesque arc-boutant aux faillites minérales les unes dans les autres.

Entre deux pics, sur une chaîne tendue, des centaines de cadenas fermés et parfois agrémentés d'un ruban restaient comme traces des visiteurs — des couples d'amoureux les plus souvent — qui se avaient gardé la clé.

Pendant la révolution culturelle des slogans furent gravés et peints ; ce fut un grand travail de les faire disparaître.

Le lendemain, c'était le premier novembre. En une seule nuit le froid était venu avec le vent du nord, le brouillard gelé. Nous sommes redescendus par le sud en suivant une alternance d'escaliers et de sous-bois ; quelques Chinois vendaient des champignons aux vertes apothéoses appelées amadouviens. Tout en marchant je me répétais que plus jamais je ne verrais ces montagnes. Je voulais garder intact mon souvenir d'un Huang Shan avant l'ouverture du téléphérique.

ANNE PHILIPPE

► LIVRE, EXPOSITION. Les photographies de Marc Riboud font l'objet d'un livre, *Huang Shan* (Arthaud, 140 pages, 87 photos, 390 F, Le Monde du 16 décembre) et d'une exposition, sous la Pyramide du Louvre, jusqu'au 4 février prochain. Du 22 décembre au 4 janvier, cet espace est ouvert de 12 h à 21 h 45.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'azur

06400 CANNES

HOTEL LIGURE ***
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48
A 150 mètres du Palais des congrès, climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HOTEL LA MALMAISON

Best Western ***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
59 CH. DES VIGNES ET CLAMATISSÈS
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
46, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-57-42-56 - Tél. 678 418.
Télécopie 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA

33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. 93-88-39-60
Plaisir centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, téléphone direct, minibar.

Côte basque

64600 ANGLET

HOTEL de la RÉSIDENCE de CHIBERTA et du GOLF ***
« Un deux à louer à 300 m de l'océan et au calme de la forêt de pins »
Séjours en studios équipés tout confort (linge, chauffage, tél. direct, canal + incl.)
Tarifs pour 2 pers. : semaine 1 220 F, quinzaine 1 930 F - mois 3 400 F
Valables du 1/11/1989 au 31/3/1990 (sauf du 26/12/1989 au 31/1/1990)
Possibilité petits déj. et repas
Biarritz-ville et aéroport à 3 km
104, boulevard des Pignes, ANGLET
Tél. rés. : 59-53-15-16
Tél. 573 412. Fax 59 52 11 23

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS

Hôtel LA MAISON DE GAUDISSART
Stage ski de fond randonnée peau de phoque (16) 92-45-83-29.

05350 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste fond. Plus hte comm. d'Europe 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
App. et chambres avec cuisinette. Grill de 650 à 1 500 F/pers./sem.

BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62

An départ des pistes de fond, demi-pension à partir de 1 400 F/pers./sem.

07510 USCLADES-RIEUTORD

SKI DE FOND-DÉTENTE-AIR PUR
SUR LE HAUT PLATEAU ARDÉCHOIS
FERME DE LA BESSE 07510
USCLADES-RIEUTORD. 75-38-94-64

Gud-Est

Paris/4 h par TGV (Montbéliard). Site exempt micro-climat, prom., musical. UVA sauna. Cuis. à votre goût. On ne fume pas sur table. Châtaignes et prix d'élites. Mireille Colomb. Tél. : 75-26-12-89. Auberge du vieux village d'Aubres, 26110 Noyons
Fax : 75-26-38-10.

Grande-Bretagne

LONDRES

RUSHMORE HOTEL 11 Trebovir Road, Earl's Court, Londres SW5. Tél. : 19-44-1-370 3839/370 6505. Fax : 19 44 1 370 0274.

Prochaines vacances de Noël. FAITES VOS ACHATS CHEZ BARBORS, BURBERRY, SIMPSON, ETC. Rushmore, hôtel situé au cœur de Londres, vous offre des prix spéciaux (ch. 1 pers. : 75 £ ; ch. 2 pers. : 84 £ ; ch. 3 pers. : 93 £) du 26/12/89 au 1/1/90. Profitez de cette occasion et réservez au moins deux nuits par téléphone ou par télécopie.
(N.B. : Petit déjeuner compris).

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES ***
Saint-Maro 1936
Réservation : 193941/52-32-333
Fax : 193941/52-43-721.
Tél. : 41-1150 FENICE 1.

VÉRONE

NOVO HOTEL ROSSI
Via Della Costa, 2
Près de la gare de PORTA NUOVA
Réservation : 193945/56-90-22
Fax : 193945/57-82-79.
Atmosphère intime, tout confort.

Suisse

LEYSIN (Alpes vaudoises)

1400 m. Hôtel SYLVANA ***
(panoramique). Chambres tout confort. Prix selon saison à 50 m des pistes de ski. Famille Bonelli. Tél. : 19-41 25/34 11 36. Fax : 19-41 25/34 16 14.

TOURISME

SKI DE FOND HAUT-JURA

3 HEURES DE PARIS PAR TGV
Yves et Liliane vous accueillent (14 pers. maxi) dans ferme du XVII^e s., confortablement rénovée, chamb. av. s. de bains, w.-c., table d'hôtes, cuis. équipée et légère, pain maison cuit au feu de bois. Ambiance sympathique.
De 2 200 F à 2 700 F par pers. et semaine comprise, pension complète + vin, matériel et matériel de ski.
Tél. (16) 81-38-12-51 ou écrire :
LE CRET L'AGNEAU
25650 MONTBENOY

SOCIÉTÉ

L'histoire et la calomnie

Klaus Barbie et M^e Vergès réitèrent leurs accusations sur les trahisons internes à la Résistance en 1943

Klaus Barbie, l'ancien chef du service de renseignements de la Gestapo durant l'Occupation, a été longuement entendu, jeudi 14 décembre, par le doyen des juges d'instruction de Lyon, M. Jacques Hamy. Interrogé sur les conditions de l'arrestation des chefs de la Résistance, dont Jean Moulin, à Caluire le 21 juin 1943, il aurait indiqué, selon son avocat, M. Jacques Vergès, que Raymond Aubrac, du mouvement « Libération », était, avec René Hardy, responsable de « Résistance-Fer », le traître qui avait « donné » la date et l'heure de la réunion. M^e Vergès relance ainsi une nouvelle fois cette accusation contre Raymond Aubrac, accusation pour laquelle l'avocat fut condamné.



Mais il avait été arrêté par les Allemands...

Voilà une bonne trentaine d'années que le général de Gaulle écrivait dans ses *Mémoires de guerre*. Jean Moulin, son représentant sur le sol de France, son envoyé spécial fut «...trahi, fait prisonnier, affreusement torturé par un ennemi sans honneur». Est-il une seule personne, ayant vécu sous l'Occupation ou s'intéressant à cette période, qui ne le sache? Jean Moulin, unificateur de la Résistance pour les uns, chargé des intérêts de la Résistance extérieure pour les autres, fut effectivement « donné » à la Gestapo et il n'y a que M. Jacques Vergès, avocat de Klaus Barbie, pour le redécouvrir périodiquement et mener grand tapage.

Les années passant, les mystères de l'arrestation de Caluire se sont en effet singulièrement estompés. Et le nom du chef de service des sabotages des chemins de fer, René Hardy, autrefois prononcé avec prudence, parfois réticence, est désormais avancé sans hésitation par les historiens comme celui de l'homme qui a trahi. Deux fois jugé après-guerre, en 1947 et 1950, défendu par l'extraordinaire Maurice Garçon, il fut certes acquitté.

Lors de son second procès, René Hardy, lui-même grand résistant et éditeur de *Le Monde*, indiquait dans ses colonnes : « Le chef de « Résistance-Fer » avait affirmé qu'il avait pu le 8 juin 1943 échapper aux policiers allemands qui le guettaient depuis Lyon, et nous avions écrit que s'il mentait sur ce point capital sa culpabilité était vraisemblable. Il a menti. Arrêté et libéré, sa présence n'importe où mettait ses camarades de combat en péril. Il n'avait pas le droit de taire son arrestation. Il n'avait pas le droit, étant fatalement surveillé, de se trouver à la réunion de Caluire » (1).

Or René Hardy y alla, se sachant suivi par un agent de la Résistance manipulé par Klaus Barbie, alors responsable du service de renseignements de la Gestapo à Lyon. Il s'y rendit, parfaitement conscient de l'importance de cette réunion organisée au domicile du docteur Dugoujon, dans la banlieue lyonnaise.

Depuis deux mois, toute une série d'imprudences, d'arrestations et de retournements avaient en effet considérablement déstabilisé les

réseaux clandestins en lutte contre les nazis et conduit à la décapitation de l'Armée secrète. Le 28 avril 1943, l'interpellation à Marseille du secrétaire du chef régional des Mouvements unis de résistance (MUR), Multon, devait avoir des conséquences terribles. Passé au service des Allemands en échange de la vie, Multon contribuait à l'arrestation de cent vingt de ses anciens camarades et communi-quaient la date et l'heure d'un rendez-vous entre René Hardy et le général Delestraint, « patron » de l'Armée secrète, le 9 juin 1943...

Un coup terrible

Le renseignement était exact. Le général Delestraint fut arrêté tandis que Hardy, reconnu deux jours plus tôt par Multon dans un train le conduisant à Paris, était lui aussi interpellé, interrogé et rendu à la liberté à Lyon, le 10 juin. Une mécanique implacable était alors enclenchée. Non seulement les Allemands « tenaient » le général Delestraint mais ils allaient « remonter » patiemment jusqu'à Jean Moulin.

Le représentant du général de Gaulle en France, apprenant le coup terrible porté à l'Armée secrète, entend en effet prendre une série de mesures provisoires dans l'attente des ordres du chef de la France libre. Il fixe au 21 juin, à Caluire, la réunion des responsables militaires de la Résistance, ignorant que les consignes de prudence habituelles seraient enfreintes.

De fait, le 21 juin en début d'après-midi, René Hardy accompagne, à la demande de Pierre Bénouville, Henri Aubry à la maison du docteur Dugoujon pour faire valoir le point de vue de l'organisation Combat.

Bien d'autres personnes doivent assister à la réunion de Caluire : Bruno Lerat, les colonels Lacaze et Schwarzfeld, André Lassarre et Raymond Aubrac. Y aurait-il un autre traître que René Hardy parmi eux? Qui l'affirme depuis plusieurs années M^e Vergès avec une sorte de joie mauvaise : Raymond Aubrac, du mouvement Libération. Longtemps agitée avant le procès Barbie, cette « révélation » sans preuve de l'avocat a pourtant fait long feu durant le procès lui-même.

M^e Vergès n'avait-il pas fait citer Raymond Aubrac? N'a-t-il pas eu tout le temps d'interroger? Et après avoir tant annoncé aux médias qu'on allait voir ce qu'on allait voir, n'est-il pas vrai que l'on a rien vu? «...l'effet Vergès était ce qu'il est, ceux qui redoutaient cette journée du 15 juin 1987) comme

FESTIVAL DES LIVRES A PRIX RÉDUITS
(1100 m² d'exposition)
LIVRES NEUFS LIVRES ANCIENS LIVRES D'OCCASION
15-16-17 décembre 1989
de 9 h à 19 h 30
Hôtel Holiday-Inn
49, rue Victor, Paris 13^e
Métro : Porte de Vincennes
Entrée : 10 F au profit des Restaurants du cœur

ceux qui mettaient en elle de secrètes espérances de scandale, en pouvaient croire qu'elle apportait au aussi misérable bilan», écrit Jean-Marc Théoleyre dans *Le Monde* après cette audience.

« Une paire de claques »

Au reste, pour avoir tenu des propos tendant à indiquer que Raymond Aubrac était le traître de Caluire dans le film de Claude Berling, *Que la vérité est amère*, M^e Vergès ne fut-il pas sanctionné, en 1987, par la 17^e chambre correctionnelle? Condamnation confirmée par la Cour d'appel.

Sa persévérance à jeter le trouble est assurément remarquable, tablant sur la mémoire courtoise des uns des autres, n'offrant jamais le moindre document ou le plus petit début de preuve à l'appui de ces affirmations. M^e Lucie Aubrac, veuve de Raymond Aubrac, exco- dée par ces insinuations, s'est contentée de déclarer après les nouvelles déclarations de l'avocat de Barbie : « Je crois que si je rencontre Vergès, je vais lui allonger une paire de claques du haut de mes 77 ans, parce que vraiment, ça ne peut plus durer ».

A vrai dire, l'entêtement de M^e Vergès est étrange puisqu'il fait fi des déclarations de son client préféré. Dans le long interrogatoire en date du 16 juillet 1948 qu'il eut avec le commissaire Louis Bibes dans la zone d'occupation américaine en Allemagne, Klaus Barbie ne parle jamais de Raymond Aubrac en termes accusateurs.

Et depuis deux ans que le doyen des juges d'instruction de Lyon, M. Jacques Hamy, instruit le dossier de l'affaire Caluire, jamais Barbie n'évoque une possible trahison de Raymond Aubrac. L'aurait-il vraiment fait, comme l'affirme M^e Vergès, au terme, jeudi 14 décembre, d'une longue procédure et dans une ultime bravade?

LAURENT GRELSAMER

(1) Cet éditorial est reproduit ainsi que les compte-rendus d'audience du procès de 1950 par André Fontaine dans *Procès d'après-guerre*, dossier présenté et établi par Jean-Marc Théoleyre, La Découverte-Le Monde, 1985. On peut également se référer utilement au *Barbie de Ladjavas de Hoyos* paru chez Robert Laffont en 1987, et au premier volume de la biographie de Jean Moulin de Daniel Cordier, paru cette année aux éditions Jean-Claude Lattès.

L'affaire de Caluire

Deux ans et demi d'instruction

L'instruction de l'affaire de Caluire, ouverte en juin 1987, est dirigée par le doyen des juges d'instruction de Lyon, M. Jacques Hamy. Il s'agit de déterminer si Klaus Barbie, chef du service de renseignements de la Gestapo à Lyon, a lui-même ordonné la déportation des chefs résistants arrêtés à Caluire, dans la banlieue lyonnaise, le 21 juin 1943.

Or il semble bien que l'instruction ne soit pas parvenue actuellement à établir que Barbie a personnellement ordonné la déportation des résistants arrêtés à Caluire. Transférés à Paris, les résistants et leur chef Jean Moulin auraient été convoqués en Allemagne vers la mort sur ordre des policiers en poste dans la capitale.

Le long interrogatoire de Klaus Barbie, jeudi 14 décembre, correspondait ainsi à l'un des actes de cette procédure. Barbie a amplement confirmé au juge d'instruction Hamy, dès 1987, ses déclarations de 1948 au commissaire Louis Bibes, dans lesquelles il révélait que René Hardy, chef de la « Résistance-Fer », avait trahi la Résistance et l'avait conduit jusqu'à Caluire. Cette fois, selon son avocat, il aurait indiqué que Raymond Aubrac, l'un des résistants arrêtés, aurait aussi été à l'origine de la « prise » de Jean Moulin.

L'instruction de l'affaire Touvier

Le procureur général de la Cour de cassation se prononce pour le regroupement des dossiers à Lyon

Dans la compétition qui s'est engagée entre Paris et Lyon pour savoir qui va instruire le dossier Touvier, Lyon vient de marquer à nouveau un point. Le procureur général de la Cour de cassation s'est prononcé dans son réquisitoire en faveur de Lyon. Les magistrats et Paul Touvier, ancien chef du service de renseignements de la milice à Lyon en 1943-1944, devraient être fixés d'ici la fin de l'année.

A son tour, le procureur général de la Cour de cassation indique clairement son souhait de voir l'instruction de l'affaire Touvier conduite exclusivement à Lyon. Après la requête du procureur général de la cour d'appel de Paris allant dans le même sens, M. Pierre Bizio vient en effet de transmettre sa demande au président et aux conseillers de la chambre criminelle.

L'hommage au juge Cetti

Le procureur général avance trois arguments principaux en faveur de son choix :

1) « des investigations nombreuses, rendues difficiles car elles portent sur des faits commis il y a quarante-cinq ans, doivent être effectuées sur place pour préciser l'activité exacte de Touvier à Lyon et ses environs, occasionnant ainsi des déplacements fréquents pour les magistrats ou les enquêteurs commis par lui » ;

2) Les « témoignages des faits et les victimes de Paul Touvier ou leurs ayants droit, souvent âgés et résidant dans cette région, peuvent difficilement être entendus ou confrontés avec l'accusé de Paris » ;

3) Il « paraît naturel que soient instruits et éventuellement jugés à Lyon des faits qui se sont déroulés dans le ressort judiciaire de cette ville ou dans ses environs et qui sont maintenant étroitement liés à son histoire et à celle de ses habitants ».

Le procureur général, qui plaide ainsi pour que les deux dossiers d'instruction de Paris et de Lyon ne

fassent qu'un, rend au passage hommage, dans sa requête, à M. Jean-Pierre Cetti, « le juge d'instruction de Paris qui a mené son information avec une particulière diligence ».

Que la requête de M. Bizio et celle du procureur général de Paris, M. Pierre Truche (*Le Monde* du 30 novembre), aillent dans le même sens montrent à l'évidence la détermination des parquets et de la chancellerie. Pour autant, plusieurs avocats des parties civiles comme M^e Joe Nordmann et Alain Lévy considèrent que, quelle que soit la décision de la chambre criminelle de la Cour de cassation, le juge d'instruction désigné devrait conserver le lieutenant-colonel Jean-Louis Recordon pour diriger l'enquête sur le terrain.

Ce dernier, responsable de la section de recherches de la gendarmerie nationale à Paris, a, en effet, non seulement procédé avec ses hommes à l'arrestation de Paul Touvier, en mai dernier, mais aussi effectué le dépeuplement de nombreuses archives. Du coup, cet enquêteur est devenu l'une des « mémoires » de ce dossier judiciaire depuis près de deux ans.

Dans une lettre adressée au garde des sceaux, datée du 27 novembre et parue de Lyon, cinq associations qui se sont portées parties civiles, demandant d'autre part, elles aussi, que l'instruction du dossier Touvier soit conduite à Lyon (1). Leurs arguments sont sensiblement les mêmes que ceux développés par M. Bizio à cet égard : elles font précéder tout d'abord que « la première plainte pour crimes contre l'humanité (dans le dossier Touvier) a été déposée à Lyon dès 1973 et que, dans ces conditions, nous ne pouvons être pénalisés du fait que les magistrats lyonnais de l'époque n'aient pas eu à instruire ce dossier exceptionnel ».

C'est en effet le refus des juges en poste à Lyon qui avait conduit la chambre criminelle de la Cour de cassation, en 1975, à renvoyer l'affaire devant la chambre d'accusation de Paris qui désigna un juge instructeur de Paris...

L. G.

Pour une tentative d'évasion

Nouvelles condamnations des mutins d'Ensisheim

Trois des responsables de la mutinerie avec prise d'otages qui avait embrasé, le 16 avril 1988, la maison centrale d'Ensisheim (Haut-Rhin) ont été, à nouveau, condamnés, jeudi 14 décembre, par le tribunal correctionnel de Colmar à des peines d'emprisonnement.

Gérard Brou, trente-deux ans, Jean-Baptiste Pichon, trente et un ans, et Djillali Mihoubi, trente-deux ans, qui comparaissent sans avocat, répondaient cette fois d'une tentative d'évasion le 6 avril 1988.

Cette tentative avortée les avait alors conduits au « mirard », où la mutinerie avait, dix jours plus tard, pris naissance. Au terme de la révolte qui avait duré une vingtaine d'heures, on avait relevé une dizaine de blessés, tandis que les locaux étaient aux trois quarts détruits (*Le Monde* du 19 avril 1988).

Le tribunal a condamné, jeudi, Gérard Brou et Jean-Baptiste Pichon à dix-huit mois d'emprisonnement supplémentaires et à 300 000 F d'amendes, le 9 juin 1988, pour prise d'otages, incendie, violences volontaires et votes de fait (*Le Monde* du 10 juin 1988).

Une peine qui avait été confirmée, au mois de novembre suivant, par la cour d'appel de Colmar.

Coiffe alsacienne et tchador

Le Front national et M. Spieler condamnés pour incitation à la haine raciale

Le tribunal d'instance de Strasbourg (Bas-Rhin) a condamné, jeudi 14 décembre, le Front national et un de ses anciens députés, M. Robert Spieler, pour incitation à la haine raciale à la suite de la diffusion, lors de la campagne de mars 1986, d'une affiche électorale présentant une Alsacienne voilée d'un tchador (*Le Monde* du 15 novembre). Les juges ont ainsi condamné le parti de M. Jean-Marie Le Pen et son ancien député du Haut-Rhin à verser solidairement un franc de dommages et intérêts et à payer 3 000 francs de dépens à la Ligue des droits de l'homme.

M. Spieler et le Front national ont selon le jugement présenté leurs idées « de façon provocante

de manière à susciter des réactions racistes à l'aide de symboles et de slogans qui s'apparentent plus au message publicitaire qu'à la réflexion politique », les juges précisent également qu'il « ne peut être soutenu que tout discours politique tenu en période électorale serait réputé licite par essence ». « L'amalgame des symboles » contenus dans cette affiche, ont-ils enfin relevé, a créé « inévitablement un sentiment de rejet » à l'égard des étrangers « et plus particulièrement des Maghrébins ».

La Ligue des droits de l'homme a parallèlement été condamnée à payer un franc de dommages et intérêts à M. Spieler qui avait déposé une demande reconventionnelle pour « procès injurieux et abusif ».

LE DERNIER ALBUM DE PLANTU

DES FOURMIS DANS LES JAMBES

En vente en librairie



La Découverte / Le Monde

Une coédition
LA DÉCOUVERTE / Le Monde

SOCIÉTÉ

Avec le placement en garde à vue du maire RPR de Toul

L'instruction de l'affaire des fausses factures de Nancy se développe sur le terrain politique

NANCY

de notre correspondant

M. Jacques Gossot, maire (RPR) de Toul (Meurthe-et-Moselle) était toujours en garde à vue, vendredi matin 15 décembre dans les locaux de l'hôtel de police de Nancy. Il avait été interpellé, mercredi, sur commission rogatoire de M. Gilbert Thiel, juge d'instruction chargé de l'affaire des fausses factures de Nancy.

Le jour même de l'interpellation de M. Jacques Gossot, le procureur de la République de Nancy, M. Georges Garrigue, a demandé à la Cour de cassation de désigner une juridiction qui introduira le dossier. En qualité d'officier de police judiciaire, M. Gossot bénéficie, en effet, d'un privilège de juridiction. En attendant, le juge Thiel continuera à mener normalement son instruction. Il n'est pas interdit, au demeurant, à la Cour de cassation de laisser la responsabilité du dossier au juge de Nancy.

C'est dans son bureau du conseil général de Meurthe-et-Moselle, où il occupe les fonctions de vice-président délégué aux équipes

meubles, aux infrastructures et aux transports, que le maire de Toul, quarante-huit ans, a été interpellé par le SRPJ. Dans le même temps, des hommes de la section économique et financière qui depuis plus de deux ans travaillent sous la direction du juge Thiel sur cette affaire perquisitionnaient au domicile de M. Gossot, ainsi qu'à la mairie de Toul. Si le nom du maire de Toul est apparu souvent dans cette affaire au point qu'en mai 1988 il demandait au juge Thiel de l'inculper afin « de faire valoir ses droits et démontrer son innocence » jamais on n'avait abordé aussi clairement la piste politique. M. Gossot est le premier élu à être interpellé dans cette affaire. Aujourd'hui le juge de Nancy montre qu'il est déterminé à mener ses investigations aussi loin que possible.

Jusqu'à présent, le magistrat avait identifié les pourvoyeurs de fonds ainsi que le « collecteur » principal, M. André Gussat, entrepreneur de travaux publics à Toul. Mais si la plupart des vingt-quatre inculpés, chefs d'entreprise, entre-

preneurs en bâtiment, et gros distributeurs, ont déclaré avoir, au moyen de fausses factures, versé de l'argent destiné au financement des partis politiques, jamais le juge n'était parvenu à établir « la destination et l'affectation des fonds ».

Depuis l'époque où M. Gossot demandait au juge de l'inculper et où le parquet considérait « que rien dans l'état du dossier ne justifiait son inculpation », l'affaire a bien évolué. Et quelques observateurs n'ont pas manqué de faire le rapprochement entre les déclarations de M. André Gussat, fraîchement libéré, et la mise en cause de M. Gossot. Il y a quelques jours, celui que l'on a considéré comme le « point nodal » de l'affaire, laissait entendre qu'il avait « travaillé pour le compte de décideurs politiques » et qu'il allait livrer au juge Thiel « le nom de personnalités corrompues ». En tout cas, interrogé par FR 3 Lorraine sur le placement en détention de M. Gossot, il déclarait : « C'est intéressant, on approche à grands pas de la vérité ».

MONIQUE RAUX

Dans le dédale des grandes surfaces

Dans l'affaire des fausses factures de Nancy, qui porte sur des détournements évalués à 20 millions de francs, le placement en garde à vue de M. Gossot intervient au moment où l'Assemblée nationale vient d'adopter un amendement prévoyant l'amnistie en matière de financement des partis politiques. Le juge d'instruction de Nancy, encore chargé de l'affaire, M. Gilbert Thiel, n'entend guère que le dossier soit vidé des présomptions qui pèsent sur diverses personnalités politiques de la région. Sans doute possède-t-il aujourd'hui de nouvelles informations lui permettant de savoir dans quelles caisses et dans quelles poches est allé l'argent des fausses factures. Au-delà du financement des partis politiques, le juge disposerait d'éléments qui pourraient motiver des inculpations de corruption non amnistiables.

Maire de Toul depuis 1971 et vice-président du conseil général, M. Gossot porte allègrement ses quarante-huit ans. Il sait alterner l'amabilité et les coups de gueule quand il lui paraissent nécessaires. Il règne, dit-on, sur sa ville sans grande contestation. C'était du moins la réputation sans accroc qu'il avait jusqu'en décembre 1985.

Mais en 1986, à la suite d'attaques dont il est l'objet, il doit renoncer à se présenter aux législatives. Son ami André Gussat est exclu du RPR, et les services fiscaux, avec l'aide de la P.J., en examinant la comptabilité de son entreprise, découvrent des factures factices pour des travaux qui n'ont jamais été réalisés. Parmi les interlocuteurs d'André Gussat, ils remarquent le groupe Cora-Révilion (hypermarchés, produits de luxe, etc.), dont M. Michel Bouriez est directeur du développement. Ce notable discret de cinquante-six ans préside la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle. Le groupe Cora est dirigé par Philippe Bouriez, le frère de Michel.

L'enquête aboutit rapidement à l'emprisonnement d'André Gussat en octobre 1986. Trois mois plus tard, en janvier 1987, éclate le scandale : M. Michel Bouriez est, à son tour, incarcéré après avoir été inculpé par le juge Thiel d'abus de biens sociaux, de faux et usage de faux en écritures commerciales.

Décisions sous influence

L'instruction emprunte alors le dédale politique et financier des grandes surfaces : des partis politiques rempliraient leurs caisses électorales en « rackettant » les dirigeants des grands hypermarchés soucieux de s'implanter dans la région. Ce « commerce », qui porterait sur 20 millions de francs au moins selon les documents découverts, se ferait par l'intermédiaire des commissions départementales d'urbanisme et de commerce (CDUC). De fait, la CDUC de Meurthe-et-Moselle se retrouve sur la sellette. Présidée par le commissaire de la République du département, elle compte neuf élus locaux, dont six de la majorité d'alors, neuf représentants du commerce et de l'artisanat et deux d'associations de consommateurs. Après délibérations à huis clos, la commission publie ses décisions.

La libération d'André Gussat

Le magistrat développe ses investigations en recherchant les bénéficiaires du circuit des fausses factures. Le juge s'obstine mais sans grand résultat, et le plus ancien des inculpés, André Gussat, reste tout à fait muet lors de ses auditions.

En juin 1989, en plein débat national sur le projet de loi d'amnistie concernant le financement des partis politiques, le juge Thiel s'oppose à ce qu'il appelle un « auto-blanchiment inavouable de la classe politique ». A Nancy même, le magistrat aurait identifié les fameux bénéficiaires des détournements de fonds. Une bonne partie des sommes détournées aurait été versée dans les caisses du RPR. Mais le magistrat ne poursuit pas seulement le délit d'abus de biens sociaux caractéristique des fausses factures. Après avoir obtenu un suppléant pour délit de corruption, il suit une piste qui se rapproche de plus en plus du territoire de M. Jacques Gossot. Une autre partie des fonds ne serait-elle pas tout simplement détournée au profit d'intérêts privés ? Le magistrat a recueilli sur ce plan les précisions d'un autre inculpé, M. Pierre Le Corre, un entrepreneur qui, après avoir versé de l'argent, n'a pas obtenu le marché qu'il escomptait. M. Le Corre aurait cité des faits et des noms.

Mais ce n'est que la semaine passée qu'intervient un fait, semble-t-il, décisif : André Gussat, l'entrepreneur de Toul et ex-ami de M. Gossot, est remis en liberté. Il disposerait, dit-on, de pièces fort compromettantes. Ainsi des reçus de la propre main d'un élu important de la CDUC de Meurthe-et-Moselle et une lettre faisant état d'un versement fait par un responsable de la société Castorama (hypermarché du meuble) qui voulait implanter de nouvelles grandes surfaces.

M. Jacques Gossot, qui s'est retiré fin 1988 de la CDUC, aura sans doute à s'expliquer, même si ce n'est pas devant le juge Thiel.

DANIELLE ROUARD

On chasse et on casse

Une quarantaine de travailleurs sénégalais ont passé plusieurs nuits à la belle étoile sur des matelas prêtés par l'association Emmaüs, au pied de l'immeuble parisien dans lequel ils logeaient, aujourd'hui à moitié démolli.

Mercredi 13 décembre, vers midi, une quinzaine de vigiles avec chiens et matraques avaient évacué les vingt et un squatters présents au 13, rue Marx-Dormoy (18^e). Quelques heures plus tard, une équipe d'ouvriers commençait la démolition de l'immeuble.

Installés depuis juillet dernier dans ce bâtiment voué à la destruction par son propriétaire, la compagnie immobilière Fajos, les travailleurs immigrés se croyaient à l'abri de toute expulsion jusqu'au 15 mars, fin de la « trêve d'hiver ».

Refusant une solution provisoire proposée par la mairie, les demandeurs à présent des « logements corrects » et ont engagé une action judiciaire contre le propriétaire. Cinq d'entre eux ont commencé une grève de la faim pour protester contre cette expulsion illégale.

Deux militants basques inculpés et écroués à Paris. — Membres présumés de l'organisation clandestine Iparratarak, Daniel Harocane, vingt-cinq ans, et Jean-ignace Ansals, trente ans, ont été inculpés, jeudi 14 décembre, d'infraction à la législation sur les armes, association de malfaiteurs, reconstitution de ligue dissoute, infractions en relation avec une entreprise terroriste par M. Jean-Claude Vuillemin, juge d'instruction à Paris. Interpellés le 12 décembre dans la région de Bayonne (le Monde du 14 décembre), les deux hommes ont été placés sous mandat de dépôt, retardé le 15 novembre.

Fusillade lors d'un contrôle d'identité à Toulon : un mort, un blessé. — Un homme a été abattu, jeudi 14 décembre, peu avant minuit à Toulon (Var), par deux policiers sur lesquels il avait ouvert le feu. Les deux gardiens de la paix en uniforme effectuaient un contrôle de routine, vers 23 h 30 près de la cité HLM des Jonquères, auprès de deux hommes bavardant sur un trottoir. Lors de la fouille, l'un d'eux, âgé d'une trentaine d'années, a sorti un pistolet de calibre 7,65 et a tiré, blessant très légèrement au côté l'un des deux policiers. Ces derniers ont riposté faisant feu à trois ou quatre reprises sur l'agresseur.

Avis de tempête sur le nord-ouest de la France

La Météorologie nationale a annoncé qu'une dépression très creuse (950 hectopascals, anciennement millibars) devait engendrer, dans la nuit de vendredi 15 à samedi 16 décembre, une très violente tempête affectant le nord-ouest de la France jusque dans la journée du 16 décembre.

Dans la soirée du 15 décembre, le vent devrait souffler à 100 kilomètres à l'heure (150 km/h en rafales) en mer et sur les côtes, un peu moins fort dans l'intérieur. Le 16 décembre, cette tempête devrait persister avec la même violence et s'étendre aux régions du Nord, de l'Île-de-France et des Pays de Loire. Ailleurs, notamment dans les régions atlantiques, les masses montagneuses et les vallées orientées nord-sud (comme celle du Rhône), les vents devraient être d'au moins 80 km/h. Des creux de 6 à 7 mètres étiés déjà signalés dans l'Atlantique et devraient s'accroître à 8-10 mètres dans la matinée du 16 décembre.

Dans l'après-midi du 16, les vents deviendront peu à peu irréguliers sur le Nord-Ouest. Mais les fortes rafales persisteront, accompagnées d'averses ou parfois d'orages.

RENAULT

sans rendez-vous

BATTERIE
ECHAPPEMENT
FREINS
VIDANGE
AMORTISSEURS
PNEUMATIQUES

- RENAULT PARIS NORD AUTOMOBILES - Rue Jacques Duclos - RN 370 - 93600 AULNAY - Tél: 48 66 30 65
- RENAULT BOISSY AUTOMOBILES - 51, avenue du Général Leclerc - 94470 BOISSY - Tél: 45 69 96 30
- RENAULT BOULOGNE - 577, avenue du Général Leclerc - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT - Tél: 47 61 39 39
- RENAULT SA GARAGE DE LA RESIDENCE - 40, avenue du Maréchal Foch - 78400 CHATOU - Tél: 39 52 20 47
- RENAULT COURBEVOIE - 8/18, boulevard G. Clémenceau - 92400 COURBEVOIE - Tél: 43 34 45 45
- RENAULT SVAC - 6, av. du Maréchal Delattre-de-Tassigny - 94000 CRETEIL - Tél: 48 98 02 10
- RENAULT GRAND GARAGE FERRY - 46, avenue du 8 Mai 1945 - 91102 CORBEIL - Tél: 64 96 92 13
- RENAULT RELAIS DES NATIONS - 258/272, avenue de la République - 94120 FONTENAY - Tél: 48 76 42 72
- RENAULT PARIS SUD - 4, avenue de Stalingrad - 94262 FRESNES - Tél: 49 84 62 20
- RENAULT MAESA - 65, avenue du Général Leclerc - N 19 - 94700 MAISONS ALFORT - Tél: 48 93 19 17
- RENAULT MANTES - 6, rue de l'Ouest - 78203 MANTES - Tél: 30 92 92 93
- RENAULT SA BRIE DES NATIONS - 4 et 6, avenue Pierre Mendès-France - 77420 NOISEL - Tél: 60 05 92 92
- RENAULT GARAGE NATION - 42, rue Picpus - 75012 PARIS - Tél: 43 40 08 71
- RENAULT GRENELLE - 230, rue Vaugirard - 75015 PARIS - Tél: 45 33 91 39
- RENAULT POMPE - 105, boulevard Murat - 75016 PARIS - Tél: 47 43 98 60

Paris - Île-de-France

© 1989 R.N.

RENAULT SERVICE
CERTEILIBERATION COMPTES

SOCIÉTÉ

EDUCATION

La journée de grève et de manifestations du personnel administratif des universités

La journée nationale de protestation des personnels non enseignants (administratifs, techniques, ouvriers et de service) de l'éducation nationale, jeudi 14 décembre, a été diversement suivie. Des grèves ou des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes de France (Toulouse, Nice, Aix-Marseille, Le Mans, Nantes, Caen, Brest, Lille) pour dénoncer la faiblesse de leurs rémunérations et leurs mauvaises conditions de travail. Le mouvement était, en revan-

che, de moindre ampleur dans l'Est et le Sud-Ouest.

A Paris, mille cinq cents personnes environ ont défilé entre le Panthéon et le ministère de l'éducation nationale. Des universités, parmi lesquelles Paris XI-Orsay, ont choisi de fermer leurs portes pour un jour en signe de solidarité avec les ATOS.

Même Orsay s'impatiente

«L'intervenant suivant est une intervenante...» Dans le rôle improvisé de M. Loyal, le président de l'université Paris-Sud-XI fait de son mieux. Physicien rigoureux, M. Jack Robert est un spécialiste du génie électrique, pas un batteur. Il n'a pourtant laissé à personne d'autre le soin d'animer l'assemblée générale, organisée jeudi 14 décembre au centre scientifique d'Orsay. Sur les gradins de l'amphithéâtre de mathématiques, peu d'étudiants, quelques chercheurs, des enseignants et une majorité de personnel ATOS. Ce sont ces derniers, «éléments essentiels sans lesquels le système universitaire ne fonctionne pas», que le président invite à venir témoigner sur l'estrade. A tour de rôle, les intervenants détaillent leur bulletin de paie.

Une secrétaire, à l'université depuis 1968, avec un salaire de 6 300 F net. Un technicien de laboratoire, 5 877 F, «plus la prime de recherche». Au service du personnel depuis dix ans, celui-ci annonce un salaire de 5 500 F. Agent technique de bureau, celle-ci plafonne à 3 100 F, malgré vingt et un ans d'ancienneté. Qui dit moins ? Dans la salle, quelqu'un cite le cas d'un collègue à 4 900 F et déclenche un

tonnerre d'applaudissements rageurs. Classes déjà vus et entendus dans de nombreuses universités. Mais à Paris-XI, la contestation n'est pas d'un usage fréquent. Orsay, la fac tranquille, la studieuse, est sortie de son splendide isolement, au milieu des sous-bois des bords de l'Yvette, pour se mêler au tohu-bohu général. Comme d'habitude, elle a suspendu ses activités pendant vingt-quatre heures, en signe de protestation.

Le détonateur : les ATOS

Pourtant, tout le monde, à Paris-XI, «reconnaît que la situation n'est pas aussi catastrophique que dans les universités parisiennes». On n'y fait pas cours dans les sous-sols ni dans les couloirs. Les syndicats réclament bien «l'extension des centres d'Orsay et de Sceaux», mais du bout des lèvres. Lorsqu'il était doyen d'Orsay, il y a quelques mois, M. Jack Robert admettait d'ailleurs que «la vie serait douce ici sans le problème des ATOS». Voilà le détonateur. Paris-XI a perdu cent huit emplois d'ATOS

depuis 1983, dont quatre-vingts pour le seul centre d'Orsay, soit 10 % des effectifs. C'est de cette manière, autant que des «salaires inacceptables» et de «l'absence absolue de perspectives de carrière», que le président de Paris-XI s'indigne, revendiquant «une augmentation massive du nombre des postes».

Devant un public qui se prépare à aller manifester dans les rues de Paris, il retrouve le ton de professeur pour expliquer que «le maître et ses conseillers ont fait deux erreurs de dimension historique». «La première est de n'avoir pas considéré que le problème à traiter en priorité était celui des ATOS; la seconde, c'est l'échec complet de la politique de communication du ministère».

En sens inverse, le message des universitaires au ministre a le mérite de la clarté : «Pour certains d'entre nous, Lionel Jospin était porteur d'espoir de son arrivée, rappelle M. Jack Robert. L'espoir n'est pas tout à fait mort, mais il faut qu'il fasse vite, très vite, car la situation est totalement insupportable».

JEAN-JACQUES ROZONNET

«Erasmus II» et ouverture à l'Est

Les ministres de l'éducation des Douze développent les échanges universitaires

Les ministres de l'éducation des Douze ont adopté, jeudi 14 décembre à Bruxelles, la deuxième phase du programme communautaire Erasmus. Alors que 85 millions d'écus avaient été débloqués pour les trois premières années (1987-88-89) 192 millions d'écus (soit 1,35 milliard de francs) seront consacrés, à Erasmus II dans les trois ans à venir, pour les échanges universitaires d'étudiants et d'enseignants de la Communauté européenne. M. Lionel Jospin, qui présidait ce conseil, a précisé que la deuxième

phase d'Erasmus pourrait être accessible aux pays de l'ALE (Suisse, Autriche, Suède, Norvège, Islande et Finlande).

Les ministres se sont prononcés en faveur d'échanges universitaires avec les pays de l'Est en voie de démocratisation. Avant cette réunion, le gouvernement suisse avait donné, lundi 11 décembre, son aval pour participer au programme Comett d'échanges universitaires-entreprises. Sa contribution s'élèvera à 2,7 millions de francs suisses.

BRUXELLES de notre envoyé spécial

M. Lionel Jospin n'avait pas hésité sur les qualifications pour présenter la première rencontre, mercredi 13 décembre à Bruxelles, entre ses collègues européens et leurs homologues hongrois et polonais. MM. Glaz et Sansonowicz. Rencontre informelle, certes, à la veille du conseil européen des ministres de l'éducation des Douze, mais «rencontre historique», qui s'inscrit directement dans le prolongement du récent sommet européen des chefs d'Etat et du gouvernement de Strasbourg.

Ces derniers avaient notamment mis l'accent sur l'aide que la Com-

munauté pourrait apporter dans le domaine de la formation, aux pays de l'Est en voie de démocratisation. Dans la foulée, M. Lionel Jospin avait donc invité les ministres hongrois et polonais pour «dialoguer et examiner leurs problèmes et leurs besoins en matière d'éducation».

«Notre politique, a souligné le ministre hongrois, ne consiste pas seulement à démolir le système soviétique isolatisme, paternaliste, et dont la faiblesse la plus grave a été de dévaloriser la main-d'œuvre. Il nous faut construire un autre système d'éducation afin de définir un nouveau modèle de développement».

Même écho de la part de son collègue polonais : après quelques décennies de «séparation», dit-il, «nous avons l'intention de revenir vers la communauté culturelle européenne. Et c'est dans les pays de l'Europe occidentale que nous pourrions trouver les meilleures solutions pour réformer notre système d'éducation».

Dans l'immédiat, Polonais et Hongrois souhaitent multiplier les échanges de professeurs afin de développer rapidement et massivement la formation aux langues étrangères d'Europe de l'Est. Il s'agit de faciliter à terme les échanges de toute nature, mais, comme l'a précisé M. Sansonowicz, de «former la mentalité des jeunes Polonais dans un sens nouveau lié à la démocratie». Dans ce domaine, les pays de l'Est espèrent avoir «une sorte d'accès» aux programmes européens comme Erasmus. Cette formule prudente de M. Glaz ne risque pas de braver la commission des Communautés. En effet, M. Vasso Papadopoulos, commissaire européen à l'éducation, a bien précisé qu'il était préférable, à ses yeux, d'ouvrir aux pays de l'Est des «programmes spécifiques» plutôt que de leur donner accès aux programmes existants entre les Douze.

Polonais et Hongrois ont d'autre part souligné leurs besoins pour la formation de cadres, de managers et d'ouvriers qualifiés. Tel est l'objet de la fondation pour la formation professionnelle annoncée par le sommet de Strasbourg, à laquelle la Commission de Bruxelles doit donner forme et contenu dès les premiers mois de 1990.

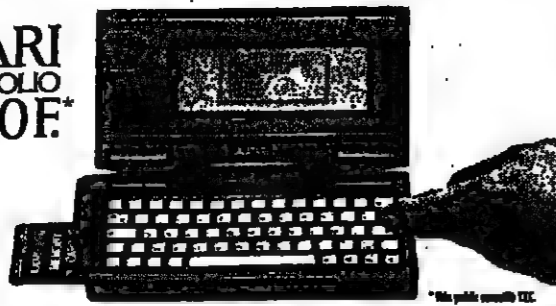
GÉRARD COURTOIS

Lire également page 11

La signature de la convention de Shengen reportée.

DÉCOUVREZ LE PLUS PETIT PC COMPATIBLE DU MONDE.

ATARI
PORTFOLIO
2990F



CHEZ VIDEOSHOP-42.86.03.44

47 50 rue de Richelieu-75001 Paris • 260 rue de Charenton-75012 Paris
251 bd Raspail 75014 Paris • 7 rue de l'Eglise 92200 Neuilly

CARNET

Naissances

— Philippe et Marie-Reine VIGNAL
à Paris, le 12 décembre 1989.
14, avenue Théophile-Gautier,
75016 Paris.

Décès

— M^{me} le docteur Angeli Akoka,
son épouse,
son enfant et petit-enfant,
ont la douleur de faire part du décès du
docteur Georges AKOKA,
survenu le 11 décembre 1989, dans sa
soixante-neuvième année.

Les obsèques ont été célébrées à Paris, dans la plus stricte intimité familiale, au cimetière d'Anvers.
Cet avis tient lieu de faire-part.
21, avenue Pierre-I^{er}-de-Sorbie,
75116 Paris.

— Cognac (Charente), Saint-Bazile (Haute-Vienne).
M^{me} Henri Coquillaud,
Le professeur agrégé Jean-Pierre Coquillaud et M^{me} née, Francine Lacroix,
leurs enfants Jean-Christophe et Virginie,
ont la douleur de faire part de la disparition brutale de

Henri COQUILLAUD,
officier de la Légion d'honneur,
officier d'académie,
officier du Mérite agricole,
officier du Lion de Finlande.

Ses obsèques ont été célébrées, suivant sa volonté, dans l'intimité, au cimetière d'Anvers, le 13 décembre 1989.

L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial de Saint-Bazile (Haute-Vienne).

Cet avis tient lieu de faire-part.
26, avenue Victor-Hugo,
16100 Cognac.

— M^{me} et M^{me} Jean Cronel,
Hervé et Françoise Cronel-Belard,
Jean-Luc et Marie-Josée Cronel-Rougé
et leurs enfants, Ariane et Félix,
ont la douleur de faire part du décès de

Thierry CRONEL,
rapporté à Dieu, le 12 décembre 1989,
dans sa quarantième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le lundi 18 décembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Eloi, 1, place Maurice-de-Fontenay, Paris-12^e.

L'inhumation aura lieu à Rueil-Malmaison (Yvelines), dans l'intimité familiale.

Des dons peuvent être adressés pour la recherche sur le cancer.

Des prières.
245, avenue Daumesnil,
75012 Paris.
Ambassade de France,
Yveson (Canton de)
Budapest (Hongrie).

— Paris.
Abdoul DERRAS,
Abdel,
est décédé accidentellement le 6 décembre 1989.

«Dans le ciel d'un de tes yeux brille la nostalgie d'une immense richesse».

De la part de
Maryse Klapisz-Wolkow
Elm et Adrien,
Avec leurs familles et amis.

— Les amis de de Solihado
ont la douleur d'annoncer le décès, le 6 décembre 1989, de

Abdoul DERRAS.

— On nous prie d'annoncer le retour à Dieu de

M^{me} Boris DI SCHLOEZER,
née Marguerite Marie Boulan,
le 13 décembre 1989, dans sa quatre-vingt-dixième année, à son domicile.

Les obsèques seront célébrées à l'église de Cap-d'Al, le 16 décembre, à 10 h 30, et seront suivies de l'inhumation au cimetière de Cap-d'Al.

Cet avis tient lieu de faire-part.
De la part de
M^{me} et M^{me} le docteur Wolkow,
Le colonel et M^{me} Yves Boulan,
Marie-Paule Boulan,
Marina Scribne,
56, avenue du 3-Septembre,
06032 Cap-d'Al.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. IGHILAHREZ EL HADJ
Said Serhad,
survenu à Alger, le 13 décembre 1989,
dans sa quatre-vingt-sixième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Boulangerie de la Cité,
Chéval,
El-Biar (Algérie).

— M^{me} et M^{me} Marc Paillet,
son épouse,
M^{me} Claire Paillet,
sa petite-fille,
Et Martin Chénoui,
son arrière-petit-fils,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie PAILLET,
survenue le 10 décembre, en sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— M^{me} Guillaume Paul-Boncour,
M^{me} et M^{me} Paul Lorraine,
M^{me} François Paul-Boncour,
M^{me} Jacqueline Remy,
M^{me} et M^{me} Serge Lafaurie,
Victor, Pierre et Marianne,
ont la tristesse de faire part du décès de

Guillaume PAUL-BONCOUR,
survenu le samedi 9 décembre 1989,
dans sa quatre-vingt-septième année,
chez lui, à Saint-Vincent-des-Bois (Eure).

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Saint-Aignan-sur-Cher (Loir-et-Cher).
Cet avis tient lieu de faire-part.

La Madrid,
27950 Saint-Vincent-des-Bois.

— Ses enfants,
M^{me} et M^{me} Jacques Philippe,
M^{me} et M^{me} Jean-Marie Legemire,
Le commissaire général et
M^{me} Gérard Teyssier,
M^{me} et M^{me} Jean Stoll,
M^{me} et M^{me} Henri Philippe,
M^{me} et M^{me} Alain Welfromm,
Ses petits-enfants,
Georges (Y), Isabelle et Patrick,
Michel et Béatrice,
François et Martine, Xavier (Y),
Christine et Michel, Alain-Georges
et Véronique, Pierre et Valérie,
Sabine et Olivier, Nicolas et Marie,
Christian et Sylvie, Bernard et Elisabeth,
Brigitte, Sophie,
Jérémy,
Marie-Agnès et Dominique,
Olga, Sylvia,
Ses vifs (et très bientôt vifs et
vifs) arrière-petits-enfants,
Les familles Barre, Roubert, Philippe,
Lamy, Chavet, Cantenot, Poirier,
Horblin,
font part du retour à Dieu de

M^{me} Georges PHILIPPE,
née Maria Barre,
le 12 décembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Elle a rejoint son mari,
M. Georges PHILIPPE,
ingénieur des Arts et Manufactures,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
décédé le 24 septembre 1976.

Les messes de funérailles auront lieu le lundi 18 décembre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame, avenue Jean-Baptiste-Clement à Boulogne (Haut-de-Seine), et le mardi 19 décembre, à 9 heures, en l'église Notre-Dame, place Notre-Dame, d'Anancy (Haute-Savoie).

Plutôt qu'un envoi de fleurs, elle a souhaité qu'il soit fait un don au profit de la recherche médicale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Emma Santucci,
née Leroux,
son épouse,
M^{me} Monique Santucci,
sa fille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Philippe SANTUCCI,
survenu le 12 décembre 1989, à
Marseille-en-Banvaire, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 16 décembre, à 11 heures, en l'église d'Achy (Oise), suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

Cet avis tient lieu de faire-part.
16, rue du Faubourg-Saint-Denis,
75010 Paris.

Anniversaires

— Il y a un disparailant
Bernard DEFANCE,
que ceux qui l'ont aimé et apprécié s'associent à son souvenir.

Une messe sera célébrée le lundi 18 décembre 1989, à 19 heures, en la chapelle de l'église Saint-Paul-Saint-Louis, passage Saint-Paul, Paris-4^e.

Famille Defance.
7, rue de Lendignères,
75004 Paris.

Communications diverses

— L'Association pour la recherche à l'Ecole des hautes études en sciences sociales organise, le mercredi 20 décembre 1989, à 18 h 30, à l'Institut des hautes études d'Amérique latine, 28, rue Saint-Guilhem, 75007 Paris, un débat sur : «Comment écrire l'histoire de la déportation», avec Geneviève de Gaille, Anise Postel-Vinay, Germaine Tillon, directeur d'études à l'EHESS, Pierre Vidal-Naquet, directeur d'études à l'EHESS, à propos du livre de Germaine Tillon *Rosenbergs* (éditions du Seuil).

— Conférence de l'Association pour la recherche à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Rudolf von Thadden, historien, professeur à l'université de Göttingen, directeur d'études à l'EHESS, traitera des événements actuels en Allemagne, mercredi 17 janvier 1990, à 20 heures. Fondation nationale des sciences politiques (amphithéâtre Emilio-Boutmy), 27, rue Saint-Guilhem, 75007 Paris.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le vendredi 15 décembre à 14 h 30, salle des conseils de Paris-II, 12, place du Panthéon, M^{me} Marie-Pierre Rey : «France et URSS à l'heure de la détente. La tentation du rapprochement (1964-1974)».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le samedi 16 décembre à 14 h 30, bibliothèque d'Amiens, 3, rue Michelet, M^{me} Elpidia Chairi : «Les fragments d'architecture grecque conservés au Musée du Louvre».

— Université Rennes-II (Haute-Bretagne), le samedi 16 décembre à 14 h 30, amphithéâtre Henri-Sée, M. André Lespagnol : «Messieurs de Saint-Malo, une élite négociante au temps de Louis XIV».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le lundi 18 décembre à 9 h 30, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumais, escalier 1 (Sorbonne), M^{me} Marie-Suzanne Binet : «De l'art roman à la préhistoire des sociétés locales à l'Institut. Histoire de Joseph Decobert».

— Université Paris-IX, le lundi 18 décembre à 10 h 30, salle D 520, M. Stefan Darmont : «Comparaison entre la programmation procédurale et la programmation de type système expert dans l'information des problèmes d'aide à la décision. A propos d'un cas d'information des consultations prénatales».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le mardi 19 décembre à 13 heures, 17, rue de la Sorbonne, escalier C, 1^{er} étage, salle Cazin, M. Ivan Dominguez : «Le degré zéro de la connaissance : le problème de la fondation dans les sciences humaines».

— Université Paris-IX, le mardi 19 décembre à 16 heures, salle D 520, M. Jean-Philippe Chancelier : «Identification de processus de diffusion avec sauts, et mise en œuvre dans le cadre d'un système expert».

— Université Paris-IV, le mardi 19 décembre à 9 heures, amphithéâtre ouest, Grand Palais, M. Hervé Quintia : «Ellipse et énoncés elliptiques en allemand moderne».

— Université Paris-IX, le mardi 19 décembre à 10 h 30, salle D 520, M^{me} Laurence Poliet : «Système interactif d'aide à la décision pour la fonction personnel».

— Université Paris-IX, le mardi 19 décembre à 12 heures, salle D 520, M. Didier Marteau : «Modélisation du niveau et des structures de volatilité latente : application aux options de change et de taux d'intérêt».

— Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), le mardi 19 décembre à 14 heures, salle Bourjau, 17, rue de la Sorbonne, M. Camille Favre : «Marguerite Yourcenar et la culture italienne».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le mardi 19 décembre à 14 heures, salle des actes, centre administratif, M. Elias Karounani : «Le Bet-Gazo (Thessalonie) et l'octothèque dans la liturgie de l'Eglise sévérienne».

— Université Paris-IX, le mardi 19 décembre à 16 heures, salle D 520, M. Lakhdar Zater : «Contribution à l'étude de la variabilité des valeurs propres et du choix de la dimension en AFC».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le mercredi 20 décembre à 14 heures, bibliothèque d'études grecques, 16, rue de la Sorbonne, M^{me} Marie-Pierre Noll : «Gorges de Léontini, témoignages, texte critique traduit et commenté des œuvres et fragments».

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-46-03.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 87 F
Abonnés et actionnaires 77 F
Communications diverses 90 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

[illegible]

AGENDA

PHILATÉLIE

Les Nations unies et les droits de l'homme



L'administration postale des Nations unies a mis en vente, le 17 novembre, la première de cinq séries de six timbres consacrées à la déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée et proclamée au palais de Chaillot, à Paris, le 10 décembre 1948.

Six timbres pour les six premiers articles de la déclaration, qui en compte trente : les Nations unies, en adoptant un rythme de parution annuel, se lancent ainsi dans un programme quinquennal, qui prend la relève de la série des drapeaux (le Monde du 30 septembre).

Rappelons que les Nations unies disposent de trois administrations postales distinctes qui usent chacune de timbres spéciaux en dollars (siège de New York, États-Unis), shillings (Centre international de Vienne, Autriche) et francs suisses (annexe de Genève, Suisse).

Les six valeurs de la série, à 25 et 45 cents (2 364 000 séries), 4 et 6 shillings (2 332 000 séries) et 0,35 et 0,80 franc suisse (2 232 000 séries) sont imprimées en feuilles de douze, chacune attenant à une vignette sans valeur sur laquelle est reproduit alternativement le texte de chacun des articles de la déclaration en français, en anglais et en allemand. Il faut donc collectionner chaque timbre par groupe de trois, trilingue.

Six œuvres d'art signées José Clemente Orozco, Kandinsky, Mary Cassatt, Albert Mangones, Kathie Kollwitz et Raphael ont été sélectionnées pour symboliser chacun des articles.

Et le préambule ? Pas de déclaration sans préambule !... Il a déjà fait l'objet d'une série de trois timbres et trois blocs, le 9 décembre 1988, en trois langues et trois monnaies à l'usage, dans intégralité.

P.J.

Administration postale des Nations unies, palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse. Tél. : (01-41) 22-734-80-11 poste 3825.

Rubrique réalisée par la rédaction de *Le Monde* des philatélistes, 24, rue Chancet, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-08.

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

Nouveau Drouot, samedi 16 décembre, 14 heures : affiches, livres, bijoux, orfèvrerie.

Drouot Montaigne, dimanche 17 décembre, 15 heures : Art contemporain.

Espace Cardin, dimanche 17 décembre, véhicules de collection.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 16 décembre

Corbeil, 14 h 30 : tableaux, mobilier, joignis, 14 h 30 : tableaux, orfèvrerie.

Dimanche 17 décembre : Versailles, 10 h, 13 h 30 : TSF ; Corbeil, 14 h 30 : orfèvrerie ; Dreux, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Fontainebleau, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : tapis d'Orient ; La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : art contemporain ; Sers, 14 h 30 : timbres ; Verrières, 14 h 30 : art contemporain ; Versailles-Cheval-Légers, 14 h : armes, tableaux ; Versailles, Rameau, 14 h : grand vin.

PLUS LOIN

Samedi 16 décembre

Agès, 9 h 30 et 14 h : argenterie, mobilier ; Angoulême, 15 h : véhicules anciens ; Auch, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Aurillac, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Bayeux, 20 h 30 : bijoux ; Beaune, 14 h 30 : tableaux ; Bernet, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Cannes, 14 h 30 : art nouveau, art déco ; Châlons-sur-Marne, 14 h : cartes postales ; Dax, 14 h 30 : orfèvrerie, mobilier ; La Rochelle, 14 h : tableaux modernes ; Lille, 14 h : livres ; Limoges, 20 h : grands vins ; Mantes-la-Jolie, 9 h et 14 h 30 : bijoux, mobilier ; Nantes, 14 h 15 : mobilier, objets d'art ;

Nice, 10 h et 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Nîmes, 9 h et 14 h 30 : mobilier, affiches ; Orléans, 9 h 30 et 14 h 30 : orfèvrerie, bijoux ; Poitiers, 14 h 30 : tableaux, objets d'art ; Roanne, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Saint-Jean-de-Luz, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Saint-Malo, 14 h : tableaux, mobilier ; Semur-en-Auxois, 19 h 15 : art contemporain.

Dimanche 17 décembre

Alençon, 14 h 30 : mobilier, argenterie ; Aubagne, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Autun, 14 h 30 : tableaux, mobilier ; Avignon, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Avranches, 14 h 30 : tableaux modernes ; Bayeux, 14 h : mobilier, objets d'art ; Belfort, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Blois, 14 h 30 : argenterie, bijoux ; Brest, 14 h 30 : tableaux ; Calais, 14 h 30 : arts d'Asie ; Chaumont, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Dax, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Dijon, 14 h 30 : bijoux, mobilier ; Dunkerque, 14 h 30 : tableaux, mobilier ; Epinal, 14 h 30 : tableaux, mobilier, objets d'art ; Evreux, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Fontainebleau, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Fontenay-le-Comte, 14 h 30 : livres ; Mayenne, 14 h : argenterie, mobilier ; Nancy, 14 h 30 : art nouveau, tableaux ; Neuville-en-Poitou, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Nevers, 14 h 30 : argenterie, mobilier ; Pont-Audemer, 14 h 30 : livres, dentelles ; Reims, 14 h : art nouveau, art déco ; Rouen, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Rouen, 14 h 30 : tableaux, mobilier ; Saint-Amand-Montrond, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Saint-Dié, 14 h : argenterie, mobilier ; Saint-Etienne, 10 h et 14 h 30 : argenterie, mobilier ; Soissons, 14 h 30 : art nouveau, art déco ; Valence, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

FOIRES ET SALONS

Paris La Défense, Nîmes, Montélimar et Clair.

Le Collège international de philosophie organise, du 24 au 27 mai 1990 à Paris, un colloque international sur le thème « L'acte avec les philosophes ».

Collège international de philosophie, 1, rue Descartes, Paris (5^e).

En filigrane

● Prix de l'art philatélique. — Le 43^e Salon philatélique d'automne organisé par la CNEP a été accompagné par la traditionnelle remise des Grands Prix de l'art philatélique. Sont couronnés pour 1989 : le timbre français Chateau de Vaux-le-Vicomte, à 3,70 F dessiné et gravé par Jacques Gauthier ; le bloc polymérique à 200 F Bicentenaire de la Révolution française, matricule du Boudry, signé Pierre Forget ; un timbre à 50 FCFA du Bénin, dessiné par B. Longlet, représentant une aigle ; un bloc de 150 escudos du Portugal Evora patrimoine mondial.

● Exposition à Périgueux. — Le poste de Périgueux accueille une exposition de gravures et de peintures

signées Jumelet, Larivière, Lambart et Sempoux, jusqu'au 12 janvier 1990. Pour sa part, Claude Jumelet signera à la RP de Périgueux, le 31 décembre, la nouvelle Marianne dessinée par Louis Briat, dont il est le graveur, à l'occasion de sa vente anticipée.

● L'Italie de Jean-Paul Viret-Lamarini. — Jean-Paul Viret-Lamarini, dessinateur bien connu des philatélistes, propose une reproduction en noir grand format d'une peinture inspirée par l'Italie. Tirage : 600 exemplaires, l'épreuve signée 350 F (port compris) auprès de l'artiste, 28, rue des Mathurins, 91570 Bièvres. Un cadeau original.

CAMPUS

L'avenir de l'université inquiète les centristes

Augmentation prévisible de 300 000 étudiants supplémentaires à l'horizon de 1993, insuffisance des capacités d'accueil en premier cycle, dégradation des conditions d'enseignement et de fonctionnement des universités, inadéquation des procédures d'inscription, insécurité des premiers cycles classiques à la majorité des étudiants qui y accèdent : autant de perspectives inquiétantes qui viennent de conduire les députés du groupe de l'Union du centre à proposer la constitution d'une commission de contrôle sur le fonctionnement et le devenir des premiers cycles universitaires.

Cette commission de contrôle, dont la création éventuelle va maintenant être examinée par la commission des lois de l'Assemblée nationale, aura pour ambition de dresser l'état des lieux et d'ouvrir un débat large sur l'avenir des premiers cycles. Selon M. Yves Fréville (UDC, Ile-et-Vilaine), quatre questions sont laissées sans réponse par le gouvernement : comment diversifier les filières de formation et adapter les procédures d'inscription pour permettre aux universités d'accueillir plusieurs centaines de milliers d'étudiants supplémentaires ? Quelle nouvelle carte universitaire souhaite-t-on mettre en œuvre pour faire face à cet afflux très important ? Quel sera demain le rôle des collectivités locales et leur rôle dans la gestion du système universitaire (gestion des personnels administratifs, choix des premiers cycles, etc.) ? Les moyens mis en œuvre sont-ils suffisants ?

Soucieux de ne pas relancer de « guerre de religions » sur le dossier toujours explosif des universités, M. Pierre Méhaignerie, président de l'UDC, a cependant estimé qu'il est « urgent » d'ouvrir le débat sur toutes ces questions. A ses yeux, les « risques d'explosion » sont réels dès la rentrée prochaine.

G. C.

Formation d'architectes

Rencontre-débat sur les nouvelles débouchées des formations architecturales, dans le cadre du cycle « Architectes hors l'architecture ». Quels sont les atouts et les handicaps de la formation initiale ? Comment s'effectue la reconversion ? Rencontre lundi 18 décembre à 18 h 30, au Centre Georges-Pompidou, Centre d'information du Centre de création industrielle (CCI), salle Jean-Prouvé, 19, rue de Beaubourg, Paris 75004.

Les métiers de l'information

Le numéro de décembre du magazine *Avenir de l'ONISEP* est consacré aux métiers de l'information, au recrutement et aux formations. 128 pages d'enquêtes, d'interviews et de synthèses, pour la somme de 47 F. Pour obtenir la liste des points de vente, taper 3615 ONISEP.

PUBLICATION JUDICIAIRE

ICI PARIS CONDAMNÉ POUR FAUSSE NOUVELLE SUR ALAIN DELON

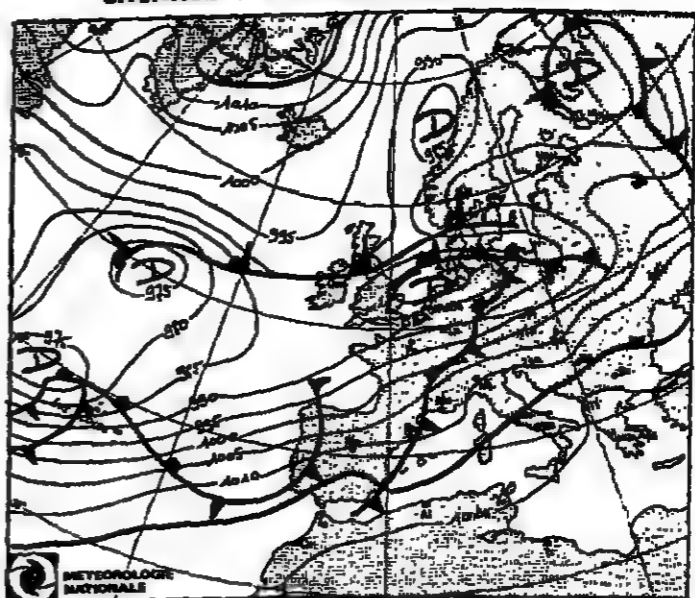
Par arrêt du 15 octobre 1988, la 1^{re} chambre de la Cour d'Appel de Paris a condamné la SA Ici Paris à payer à M. Alain Delon, comédien, la somme de 10 000 F à titre de dommages-intérêts pour avoir publié dans l'hebdomadaire *Ici Paris* n° 2021 du 28 mars au 3 avril 1984 un article intitulé « Alain Delon opéré à Cuba ».

Saisie en application de l'article 9 du Code civil d'une demande tendant à l'insertion d'un rectificatif dans la presse, la Cour d'Appel de Paris vient de juger, par arrêt du 28 juin 1989, que la nouvelle ainsi publiée par Ici Paris, selon laquelle M. Alain Delon se serait rendu à Cuba à l'époque des faits prétendus et y aurait subi une intervention chirurgicale, est une fausseté nouvelle.

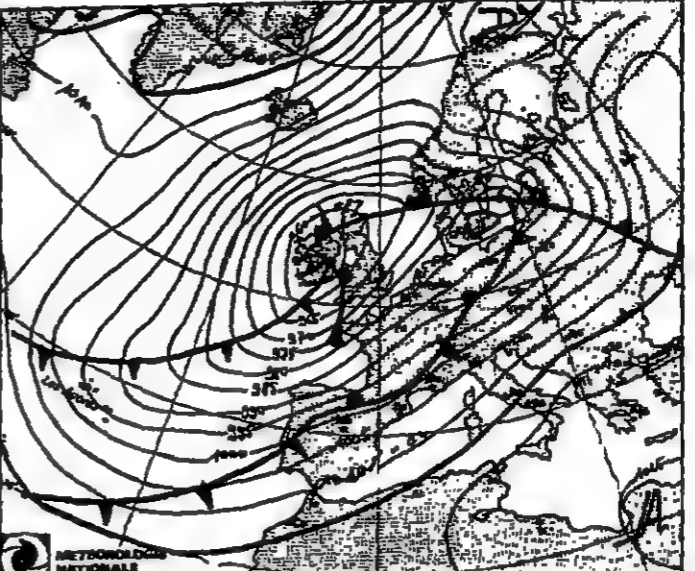
M. Delon n'est pas allé à Cuba et n'a donc pu y être opéré. Par la diffusion de cette fausseté nouvelle, la société Ici Paris a porté atteinte au respect de la vie privée du comédien, et au droit qu'il a sur son image.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 15 DÉCEMBRE 1989 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 17 DÉCEMBRE 1989 À 12 HEURES TU



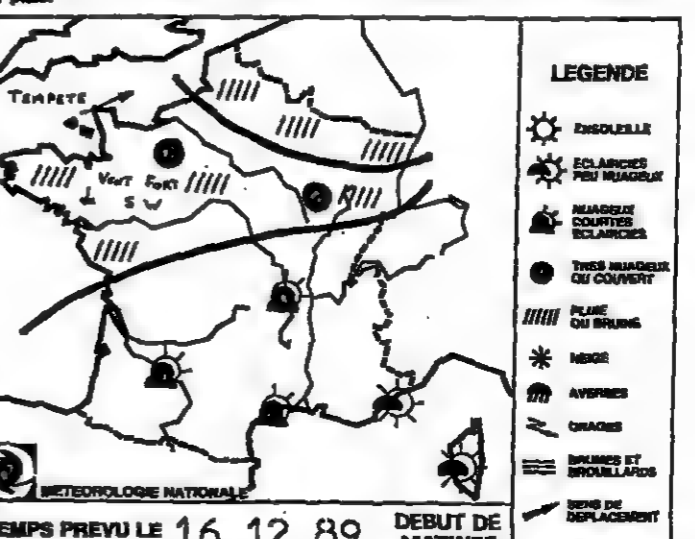
Evolution probable du temps en France entre le vendredi 15 décembre et le dimanche 17 décembre à 24 heures.

Durant toute la fin de cette semaine, les perturbations vont continuer à se succéder. Samedi et dimanche se caractériseront par un temps très doux. Samedi : temps doux et pluvieux, tempêtes en Manche. — Sur le Nord, les Ardennes, la Lorraine et l'Alsace, les pluies seront fortes le matin. Dans la journée, ces pluies deviendront modérées et des averses se produiront dans l'après-midi. Sur l'Aquitaine, la Midi-Pyrénées, le Languedoc, l'Auvergne, la Franche-Comté, la région Rhône-Alpes et le Languedoc-Roussillon, le ciel sera très nuageux à couvert le matin. Des fortes pluies feront leur apparition dès le milieu de la journée, celle-ci se renforcera un peu en soirée. Près des Pyrénées, le soleil fera tout de même son apparition. Sur la Côte d'Azur et la Corse, les belles éclaircies du début de journée se renouvelleront. Partout ailleurs, la journée débutera sous le pluie.

Le vent de sud-ouest soufflera en tempête sur la Manche. Le vent moyen sera de 100 km/heure environ en mer et sur les côtes. Les rafales pourront atteindre 150 km/heure en rade près des côtes et 100 km/heure en Bretagne, en Normandie, en Poitou-Charentes, en Picardie, dans le Pas-de-Calais et dans le Nord.

Dimanche : encore doux et pluvieux, persistance de la tempête en Manche. — De l'Aquitaine au Midi-Pyrénées, au Limousin, à la Bourgogne, à la Lorraine, à l'Alsace, à la Franche-Comté, à la région Rhône-Alpes, au Languedoc, au Roussillon, à la Provence, à la Côte d'Azur et à la Corse, la journée débutera sous un ciel gris avec de la pluie. Ces précipitations prendront un caractère instable dans l'après-midi.

Sur les autres régions, la météo sera très nuageuse. De fortes pluies tomberont dès le milieu de la journée, elles se renouvelleront dans l'après-midi. Le vent de sud-ouest soufflera encore en tempête.



TEMPS PREVU LE 16.12.89 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 15-12-1989

FRANCE	TOURS	PARIS	LYON	STRASBOURG
MAX	15	14	13	12
MIN	8	7	6	5
MOYENNE	11	10	9	8
ÉTAT	P	P	P	P
TOURNAI	14	13	12	11
BRUXELLES	13	12	11	10
AMSTERDAM	12	11	10	9
BRUXELLES	11	10	9	8
BRUXELLES	10	9	8	7
BRUXELLES	9	8	7	6
BRUXELLES	8	7	6	5
BRUXELLES	7	6	5	4
BRUXELLES	6	5	4	3
BRUXELLES	5	4	3	2
BRUXELLES	4	3	2	1
BRUXELLES	3	2	1	0
BRUXELLES	2	1	0	-1
BRUXELLES	1	0	-1	-2
BRUXELLES	0	-1	-2	-3
BRUXELLES	-1	-2	-3	-4
BRUXELLES	-2	-3	-4	-5
BRUXELLES	-3	-4	-5	-6
BRUXELLES	-4	-5	-6	-7
BRUXELLES	-5	-6	-7	-8
BRUXELLES	-6	-7	-8	-9
BRUXELLES	-7	-8	-9	-10
BRUXELLES	-8	-9	-10	-11
BRUXELLES	-9	-10	-11	-12
BRUXELLES	-10	-11	-12	-13
BRUXELLES	-11	-12	-13	-14
BRUXELLES	-12	-13	-14	-15
BRUXELLES	-13	-14	-15	-16
BRUXELLES	-14	-15	-16	-17
BRUXELLES	-15	-16	-17	-18
BRUXELLES	-16	-17	-18	-19
BRUXELLES	-17	-18	-19	-20
BRUXELLES	-18	-19	-20	-21
BRUXELLES	-19	-20	-21	-22
BRUXELLES	-20	-21	-22	-23
BRUXELLES	-21	-22	-23	-24
BRUXELLES	-22	-23	-24	-25
BRUXELLES	-23	-24	-25	-26
BRUXELLES	-24	-25	-26	-27
BRUXELLES	-25	-26	-27	-28
BRUXELLES	-26	-27	-28	-29
BRUXELLES	-27	-28	-29	-30
BRUXELLES	-28	-29	-30	-31
BRUXELLES	-29	-30	-31	-32
BRUXELLES	-30	-31	-32	-33
BRUXELLES	-31	-32	-33	-34
BRUXELLES	-32	-33	-34	-35
BRUXELLES	-33	-34	-35	-36
BRUXELLES	-34	-35	-36	-37
BRUXELLES	-35	-36	-37	-38
BRUXELLES	-36	-37	-38	-39
BRUXELLES	-37	-38	-39	-40
BRUXELLES	-38	-39	-40	-41
BRUXELLES	-39	-40	-41	-42
BRUXELLES	-40	-41	-42	-43
BRUXELLES	-41	-42	-43	-44
BRUXELLES	-42	-43	-44	-45
BRUXELLES	-43	-44	-45	-46
BRUXELLES	-44	-45	-46	-47
BRUXELLES	-45	-46	-47	-48
BRUXELLES	-46	-47	-48	-49
BRUXELLES	-47	-48	-49	-50
BRUXELLES	-48	-49	-50	-51
BRUXELLES	-49	-50	-51	-52
BRUXELLES	-50	-51	-52	-53
BRUXELLES	-51	-52	-53	-54
BRUXELLES	-52	-53	-54	-55
BRUXELLES	-53	-54	-55	-56
BRUXELLES	-54	-55	-56	-57
BRUXELLES	-55	-56	-57	-58
BRUXELLES	-56	-57	-58	-59
BRUXELLES	-57	-58	-59	-60
BRUXELLES	-58	-59	-60	-61
BRUXELLES	-59	-60	-61	-62
BRUXELLES	-60	-61	-62	-63
BRUXELLES	-61	-62	-63	-64
BRUXELLES	-62	-63	-64	-65
BRUXELLES	-63	-64	-65	-66
BRUXELLES	-64	-65	-66	-67
BRUXELLES	-65	-66	-67	-68
BRUXELLES	-66	-67	-68	-69
BRUXELLES	-67	-68	-69	-70
BRUXELLES	-68	-69	-70	-71
BRUXELLES	-69	-70	-71	-72
BRUXELLES	-70	-71	-72	-73
BRUXELLES	-71	-72	-73	-74
BRUXELLES	-72	-73	-74	-75
BRUXELLES	-73	-74	-75	-76
BRUXELLES	-74	-75	-76	-77
BRUXELLES	-75	-76	-77	-78
BRUXELLES	-76	-77	-78	-79
BRUXELLES	-77	-78	-79	-80
BRUXELLES	-78	-79	-80	-81
BRUXELLES	-79	-80	-81	-82
BRUXELLES	-80	-81	-82	-83
BRUXELLES	-81	-82	-83	-84
BRUXELLES	-82	-83	-84	-85
BRUXELLES	-83	-84	-85	-86
BRUXELLES	-84	-85	-86	-87
BRUXELLES	-85	-86	-87	-88
BRUXELLES	-86	-87	-88	-89
BRUXELLES	-87	-88	-89	-90
BRUXELLES	-88	-89	-90	-91
BRUXELLES	-89	-90	-91	-92
BRUXELLES	-90	-91	-92	-93
BRUXELLES	-91	-92	-93	-94
BRUXELLES	-92	-93	-94	-95
BRUXELLES	-93	-94	-95	-96
BRUXELLES	-94	-95	-96	-97
BRUXELLES	-95	-96	-97	-98
BRUXELLES	-96	-97	-98	-99
BRUXELLES	-97	-98	-99	-100

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

lotto

TRIPLE 1000

PROCHAIN TIRAGE, EN DIRECT SUR CANAL+ le 17 décembre 1989 à 20 h 30

SAISIE DES BILLETTS DE LA 14^e LOTIE

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

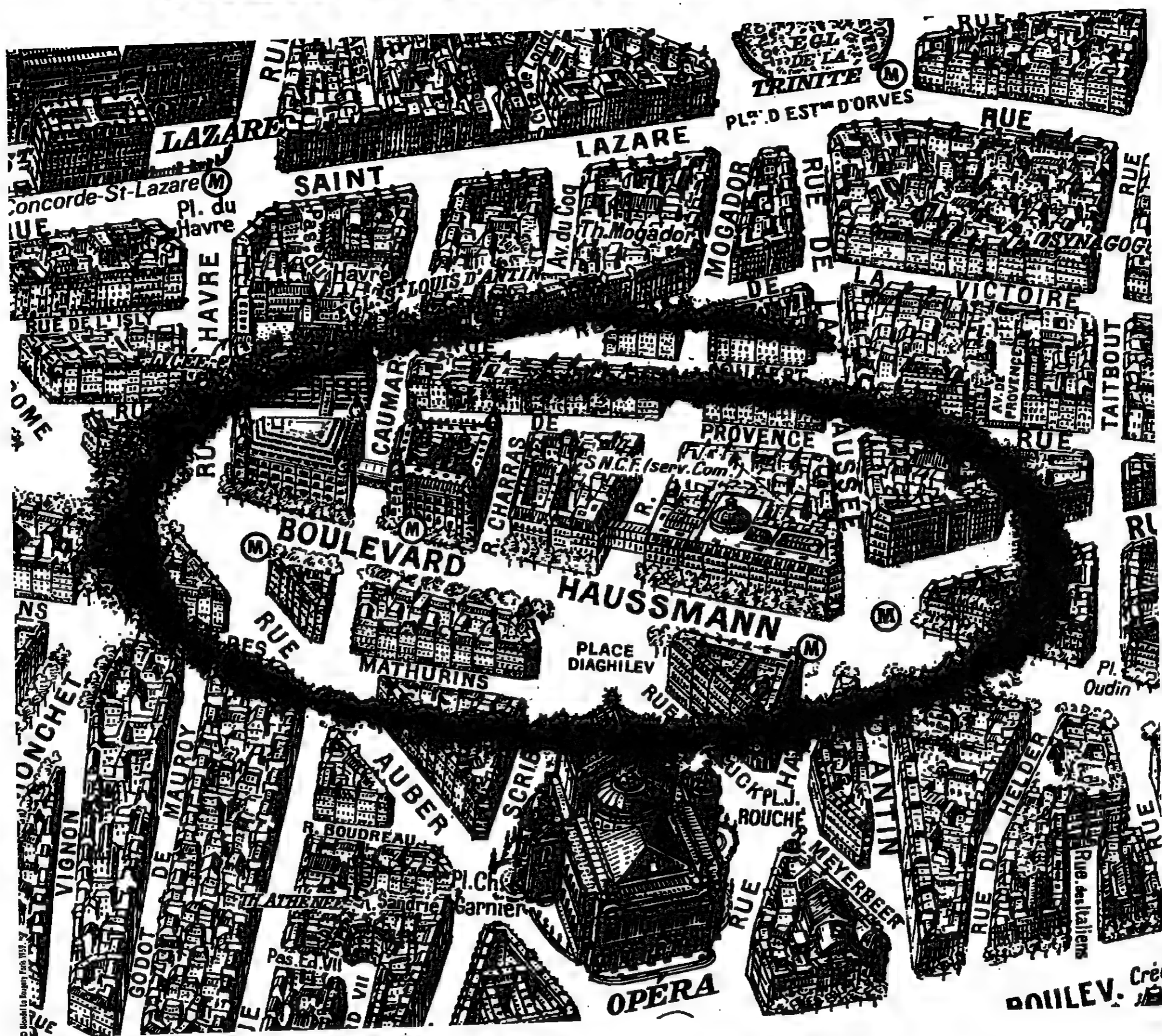
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

1 2 3 4 5 6 7 8 9



**GALERIES LAFAYETTE, PRINTEMPS,
MARKS & SPENCER, MONOPRIX, PRISUNIC,
SERONT OUVERTS
LE 17 DÉCEMBRE.**

GALERIES LAFAYETTE, DE 10 H A 18 H 30. PRINTEMPS, DE 10 H A 19 H. MARKS & SPENCER, DE 10 H A 18 H 30. MONOPRIX, DE 10 H A 19 H 30. PRISUNIC, DE 9 H 30 A 19 H 30.

Les SIC capita

Les pères

M. Poeth

1. Ein parlamentarischer Staat ist ein Staat, in dem die Legislative (das Parlament) die Exekutive (die Regierung) kontrolliert. Dies geschieht durch die Wahl der Regierung durch das Parlament und durch die Möglichkeit, die Regierung zu entlassen.

2. Ein demokratischer Staat ist ein Staat, in dem die Bürger die Regierung durch die Wahl der Vertreter kontrollieren. Dies geschieht durch die Wahl der Abgeordneten in das Parlament und durch die Möglichkeit, die Regierung zu entlassen.

3. Ein sozialistischer Staat ist ein Staat, in dem die Regierung die Wirtschaft und die Gesellschaft kontrolliert. Dies geschieht durch die Nationalisierung der Wirtschaft und durch die Einführung von Sozialgesetzen.

4. Ein autoritärer Staat ist ein Staat, in dem die Regierung die Wirtschaft und die Gesellschaft kontrolliert. Dies geschieht durch die Nationalisierung der Wirtschaft und durch die Einführung von Sozialgesetzen.

5. Ein totalitärer Staat ist ein Staat, in dem die Regierung die Wirtschaft und die Gesellschaft kontrolliert. Dies geschieht durch die Nationalisierung der Wirtschaft und durch die Einführung von Sozialgesetzen.

Un nouveau pas dans l'harmonisation fiscale européenne

BILLET

L'engrenage de la libéralisation

Le président de la République ayant déclaré, dimanche 10 décembre, qu'il fallait accélérer la mise en place de l'Europe financière et achever l'abaissement des frontières en ce domaine, le ministre des finances, M. Pierre Bérégovoy, a dû s'exécuter. D'abord, il a annoncé que la libre circulation des capitaux pour les résidents français, prévue au 1^{er} juillet 1990, était avancée au 1^{er} janvier prochain, libérant leur épargne de l'impôt sur le revenu, et de la détaxe des comptes bancaires en France et d'ouvrir des comptes à l'étranger.

Ensuite, il a fallu que la Rue de Bercy en tire les conséquences en ce qui concerne les placements financiers, et prime en considération les risques d'évasion des capitaux vers des places plus accueillantes et plus libérales, comme le Luxembourg. La libéralisation, au niveau de la CEE, des souscriptions de produits de placements tels que les SICAV et fonds communs (OPCVM), effectuée depuis le 1^{er} octobre dernier, avait, déjà, contraint le gouvernement à lâcher préventivement du lest dans ce domaine.

En avril dernier, il autorisait la constitution de SICAV de capitalisation en obligations, à régime fiscal plus favorable. Joudi, il étendait ce régime aux actions détenues dans des SICAV de capitalisation; à créer, il lui fallait bien boucher une faille dans le dispositif, puisque, ailleurs en Europe, essentiellement au Luxembourg, de telles SICAV de capitalisation en actions existent et que, déjà, l'évasion s'organise.

Ainsi, le gouvernement est pris dans l'engrenage inexorable de la libéralisation, ce qui n'est pas emporté du goût de la majorité socialiste à l'Assemblée. C'est M. Bérégovoy lui-même qui a dû présenter l'amendement sur les SICAV d'actions et forcer la main des députés PS. On touche ainsi du doigt les limites de l'autonomie des politiques nationales dans une Europe unie pour les placements financiers comme pour le reste.

F. R.

INSOLITE

Divine surprise

Le croiriez-vous ? Les loyers des appartements vides à Paris ont baissé entre juillet 1988 et novembre 1989. Si, c'est la CNAB — la Confédération nationale des administrateurs de biens — qui le dit. Et ils savent de quoi ils parlent, tout de même, puisque c'est leur pain quotidien, les nouvelles locations. Ils ont demandé une étude à l'institut privé RES sur 13 000 nouvelles locations enregistrées par les professionnels pendant cette période. Certes, la hausse n'est pas extraordinaire, 4,7 %, et les loyers d'entrée ne sont pas à la portée de tout le monde : 77 F le mètre carré dans le 5^e arrondissement (contre 86 F seize mois plus tôt), et 61 F dans le 14^e (contre 64 F). Divine surprise !

La CNAB en conclut que le marché locatif parisien s'est « stabilisé », sans que cela soit dû au décret pris par le gouvernement en août 1989, mais elle convient cependant que l'échec du décret est sans doute trop réduit et le marché trop hétérogène pour que les éléments constatés puissent être extrapolés.

A moins qu'on n'ait atteint les limites à partir desquelles on ne trouve plus de locataires ?

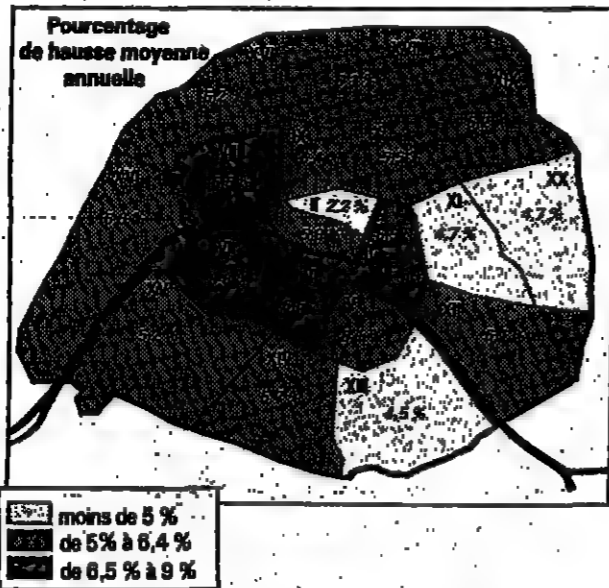
Les SICAV d'actions pourront capitaliser leurs dividendes

Au terme d'un amendement surprise déposé par M. Michel Chassagne à l'Assemblée nationale, dans la nuit du jeudi 14 au vendredi 15 décembre, lors d'un examen, en seconde lecture, du projet de loi de finances pour 1990, les SICAV d'actions pourront librement capitaliser leurs dividendes. Jusqu'à présent, les dividendes sont et restent soumis à l'impôt sur le revenu, et ils bénéficient d'un avoir fiscal de 50 %.

A partir du 1^{er} janvier 1990, si les dividendes sont capitalisés, c'est-à-dire non-distribués et accumulés au sein de la SICAV de capitalisation, ils ne seront imposés qu'en

titre de la taxe sur les plus-values de cession de titres, soit 17 % au-dessous d'un plafond de 288 400 francs de cessions par an, porté à 298 000 francs en 1990. En revanche, les dividendes ainsi capitalisés ne bénéficieront pas de l'avoir fiscal. Seules restent interdites les SICAV et fonds à compartiments multiples, qui permettent de ne pas déclarer de plus-values en procédant à des cessions internes entre obligations et actions, pratique considérée comme une « ingénieuse gymnastique d'évasion fiscale », selon M. Bérégovoy.

Les prix des appartements anciens à Paris ont augmenté de 4,9 % par an de 1980 à 1988



Les prix de vente des appartements anciens ont augmenté en moyenne de 4,9 % par an pendant huit ans. Le 7^e arrondissement, avec un taux annuel de 8,8 %, fait figure de champion toutes catégories. Le 2^e, en raison de la « étroitesse de son marché », tirant vers le bas la moyenne, avec 2,2 % seulement. (Voir notre article sur les études de la chambre interdépartementale des notaires de Paris page 31).

Au conseil de la Bundesbank

M. Poehl se félicite de la hausse du deutschemark

FRANCFORT
correspondance

Le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, s'est félicité, jeudi 14 décembre, de la récente poussée du deutschemark vis-à-vis du dollar — due selon lui au faible taux d'inflation outre-Rhin — lors d'une conférence de presse tenue à l'issue de la réunion bi-mensuelle du conseil d'administration de l'institut d'émission. Il a toutefois exclu un réajustement au sein du système monétaire européen (SME) « dans un proche avenir ».

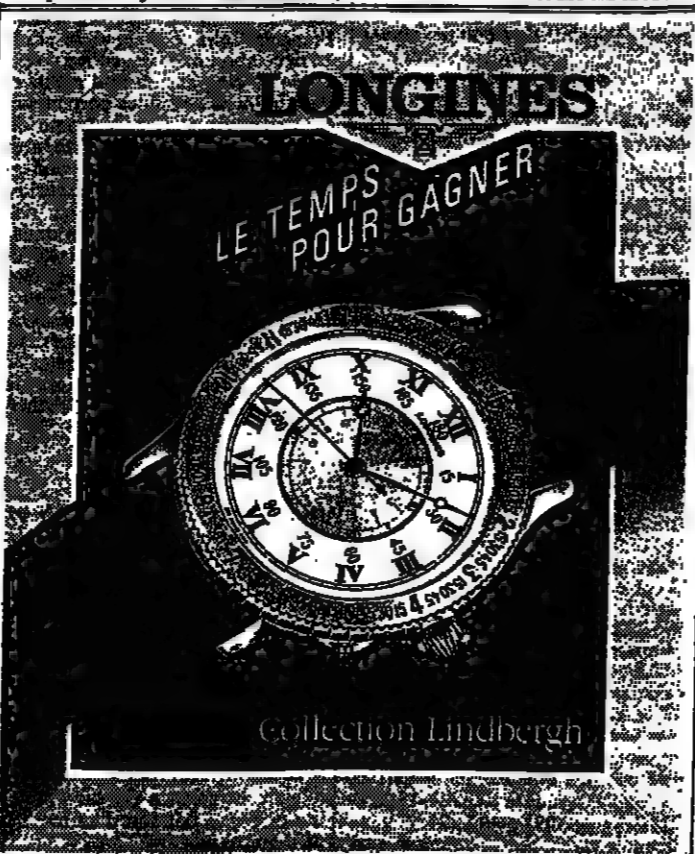
« Dans la mesure où le deutschemark ne peut pas être réévalué dans le SME, en raison de l'opposition de la France, la récente poussée du deutschemark, quelle qu'en soit la raison, va dans le sens des besoins de la Bundesbank », a-t-il dit. M. Poehl a été élu, mardi, président des gouverneurs des banques centrales de la CEE.

M. Poehl a également exprimé sa « très grande satisfaction » en ce qui concerne les résultats de l'économie allemande : le taux d'inflation ne devrait pas dépasser 3 % cette année. Il a également annoncé que le conseil d'administration de la Bundesbank avait fixé comme objectif pour l'augmentation de la masse monétaire en 1990 un taux compris entre 4 % et 6 % (contre environ 5 % en 1989). Dans la mesure où la croissance des capacités de production se maintiendrait à un taux de 2,5 % et l'inflation n'excéderait pas 2 % en 1990, la quasi-reconstitution de l'objectif que la Bundesbank s'était fixé cette année est acceptable, a-t-il précisé.

Cette décision de maintenir inchangé l'objectif de croissance de la masse monétaire a été accueillie sans surprise sur les marchés des changes d'autant que la mesure ou

la Bundesbank a réussi cette année à limiter l'injection de liquidités dans l'économie grâce à une politique monétaire restrictive. A ce propos, M. Poehl a de nouveau rappelé à l'ordre les syndicats afin qu'ils modèrent les demandes d'augmentation salariale, un dérapage de rémunérations pouvant nourrir le processus inflationniste. Le puissant syndicat des métallurgistes, IG Metall, qui se bat pour la semaine de trente-cinq heures, a demandé une augmentation de 9 % en 1990. La diminution de deux heures de la durée du travail hebdomadaire, actuellement de trente-sept heures, se traduirait en fait par une hausse des coûts salariaux de 12 %, jugée excessive par la Bundesbank.

Ch. HOLZBAUER-MADISON



Accord entre les Douze et les pays d'Afrique, Caraïbes, Pacifique

Lomé IV consacre une augmentation de l'aide de la CEE aux pays ACP

LOMÉ

de notre envoyé spécial

La CEE et les soixante-huit pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) devaient signer, vendredi 15 décembre, en présence de M. Michel Rocard, la quatrième convention de Lomé. Aux soixante-six nations membres de l'actuel traité, s'ajoutent Haïti et Saint-Domingue (1); la Namibie adhèrera au nouvel accord dès qu'elle se sera constituée en Etat indépendant.

Lomé IV entrera en vigueur au 1^{er} mars 1990 pour une durée de dix ans. L'aide financière de la Communauté (12 milliards d'écus [1 écu = 7 F français]) sera toutefois renouvelée au terme des cinq premières années.

Lomé IV devait être la convention de la grande novation, celle de l'intervention du Fonds européen de développement (FED) dans l'« ajustement structurel » des économies des ACP. Cet objectif de la France et de la Communauté européenne ne pourra être que partiellement atteint. Seulement 1,5 milliard d'écus seront consacrés aux opérations micro-économiques, alors qu'on estimait dans les milieux communautaires comme un minimum une enveloppe de 2 milliards d'écus.

Les partenaires de l'Europe ont préféré réserver l'essentiel des fonds du FED (10,8 milliards d'écus) aux « programmes éducatifs » destinés à financer des projets spécifiques qui permettent d'établir au préalable une répartition entre les pays bénéficiaires en fonction de leur population et de leur degré de développement. Du coup, le soutien communautaire devrait prendre le plus souvent la forme de mesures d'accompagnement des programmes de réformes financés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI).

Aujourd'hui, trente-deux ACP se sont placés sous le contrôle des institutions de Bretton-Woods. Les subventions inscrites dans la convention ne seront pas de trop pour prendre en compte la « dimension sociale de l'ajustement » et les « contraintes de la stabilité politique ».

Pourtant, l'effort financier des Douze aurait pu permettre de faire mieux : les prêts spéciaux (remboursement en quarante ans, avec un taux d'intérêt de 1 %) sont transformés en dons, qui représentent au total une augmentation de 40 % en termes nominatifs et de 20 % en termes réels. L'endettement des ACP (150 milliards de dollars pour l'Afrique) explique cette concession de la CEE et la ligne de crédit offerte par la Banque européenne d'investissement (BEI) qui reste pratiquement inchangée (1,2 milliard d'écus).

C'est le système de stabilisation des recettes à l'exportation des produits de base (une cinquantaine) — Stabex — qui bénéficie le plus de la générosité des Douze : 1,5 milliard d'écus contre 925 millions dans la convention précédente. En outre, les ACP les moins pauvres ne seront plus tenus, à l'instar des plus démunis, de rembourser les transferts financiers du FED destinés à compenser les pertes d'une année sur l'autre.

« Protocole secret »

Le mécanisme de soutien à la production minière (Syznim) est renforcé, même si l'enveloppe qui lui est consacrée enregistre une faible augmentation : 480 millions d'écus contre 415 millions. L'uranium est ajouté sur la liste des productions couvertes (cuivre, cobalt, phosphates, manganeses, bauxite, étain, fer). Les subventions (précédemment, c'étaient des prêts spéciaux) sont accordées si les fonds du minéral concerné représentent 15 % des exportations totales du pays (10 % pour les pays les moins avancés, ou PMA) et si la baisse de production atteint 10 %.

La Communauté améliore encore l'accès des produits agricoles des ACP au accord des préférences tarifaires à de nouvelles denrées. De la sorte, 95 % des produits alimentaires vendus sur le marché communautaire bénéficieront de conditions privilégiées par rapport aux pays tiers fournisseurs. Pour les produits manufacturés qui peuvent entrer pratiquement tous librement dans

la CEE, les Douze ont accepté d'assouplir les dispositions sur les règles d'origine en autorisant que le contenu local puisse être limité à 45 % de la valeur du produit exporté, contre 60 % sous Lomé III.

Afin de tenir compte des préoccupations des Caraïbes, la CEE a augmenté les quantités de rhum (172 000 hectolitres par an) pouvant être fournies aux Etats membres (notamment le Royaume-Uni) sans s'acquitter de droits de douane. En 1994 et 1995, il sera procédé à de nouveaux accroissements (20 000 hectolitres chaque année), avec l'engagement d'ouvrir complètement le marché européen en 1996.

Les Douze maintiennent en outre le « protocole sucre » aux termes duquel ils s'engagent à acheter 1,3 million de tonnes de sucre de canne à des prix garantis comparables à ceux consentis aux producteurs européens. Ce qui assure aux ACP les recettes souhaitables, en dépit des fluctuations des cours mondiaux. L'adhésion de Saint-Domingue n'a été rendue possible qu'après que ce pays ait renoncé à bénéficier de ces avantages. La CEE ne voulait pas en effet augmenter le coût (500 millions d'écus annuellement) du contrat et, de leur côté, les pays exportateurs ne souhaitaient pas réduire leur part de gâteau.

MARCEL SCOTTO

(1) Les soixante-huit ACP sont : Angola, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bénin, Botswana, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, République centrafricaine, Congo, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Éthiopie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guinée-Bissau, Guinée-Conakry, Guinée-Équatoriale, Guyane, Haïti, Jamaïque, Kenya, Kiribati, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Rwanda, Saint-Christophe-et-Nevis, Saint-Domingue, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Salomon, Samoa occidentales, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra-Léone, Somalie, Soudan, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Trinité, Vanuatu, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

« Pas de démocratie sans développement »

Suite de la première page

Il n'est plus question de financer, comme dans le passé, des investissements très lourds que les pays bénéficiaires n'ont pas les moyens de gérer en période de crise, souligne M. Jacques Pelletier. Nous voulons, désormais, donner la priorité à des projets plus raisonnables, moins coûteux, facilement contrôlables aussi bien par les Africains que par nous-mêmes. L'objectif est de « multiplier les projets qui touchent directement les populations et ce en liaison avec les organisations non gouvernementales (ONG) et les collectivités locales qui ont des contacts sur le terrain ».

Des « innocents »

Pour M. Pelletier, « la politique d'ajustement structurel [imposée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale] est, pour les pays africains, le point de passage obligé sur la voie du redressement économique, en veillant, toutefois, à en corriger, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé, les conséquences néfastes ». A l'en croire, « ces efforts devront payer, un jour ». Note d'espoir : « Le Togo a derrière lui environ huit ans d'ajustement et il commence à décoller ». A ce propos, Lomé IV marque, selon lui, « une avancée fondamentale », puisque les crédits consacrés, pour la première

fois, à l'ajustement structurel seront de purs dons.

Quant au STABEX — système de stabilisation des recettes d'exportation, — le ministre de la coopération estime qu'il est « un mécanisme tout à fait indispensable » pour les pays ACP. A cet égard, Lomé IV ne a redéfini le rôle et a mis en place de nouveaux critères d'utilisation non seulement dans le cadre de la restructuration des filières des produits de base, mais encore dans celui de la diversification.

Faut-il, en définitive, aider tous les régimes, même les plus impopulaires ? « Nous voulons favoriser l'avènement de systèmes moins autoritaires où, comme dans l'Europe de l'Est, la liberté puisse prendre ses droits », affirme M. Pelletier. Cela dit, « sans pour autant passer pour des innocents amoureux, nous devons faire preuve de maturité politique lorsque nous négocions avec nos partenaires africains, veiller, dans certains cas, à ne pas aggraver les troubles dans tel ou tel pays ».

Le ministre de la coopération garde bon espoir, à cet égard, de voir les choses évoluer dans la bonne direction. « Ce qui se passe en Europe de l'Est peut être contagieux. Cela donne à réfléchir à tout le monde. » Les paris sont ouverts, mais, quoi qu'il en soit, conclut-il, « il ne peut pas y avoir de démocratie sans développement ».

Propos recueillis par
JACQUES DE BARTIN

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Une déclaration du ministre tchécoslovaque des finances

La dévaluation de la couronne est nécessaire

À l'occasion d'une conférence de presse donnée le jeudi 14 décembre à Prague, le nouveau ministre des finances de Tchécoslovaquie, M. Václav Klaus, a estimé que la couronne, la monnaie nationale, devrait être dévaluée par rapport aux devises occidentales, mais réévaluée par rapport à celles des pays de l'Est. Selon lui, la Tchécoslovaquie a « vécu à crédit » pendant les quarante années de régime communiste, et épuisé ses ressources naturelles. M. Klaus envisage une restructuration des bases industrielles non pas à partir d'une privatisation globale, mais en s'appuyant sur une égalité entre les diverses formes de propriété.

15 milliards de dollars pour l'AD

L'Association internationale de développement, cette filiale de la Banque mondiale qui octroie des crédits sans intérêt aux pays les plus pauvres de la planète, disposera d'une dotation de 15 milliards de dollars (90 milliards de francs) pour financer ses opérations pendant la période allant du 1^{er} juillet 1990 au 30 juin 1993. Les trente-deux pays donateurs sont en effet parvenus à un accord sur le réapprovisionnement de l'institution comme l'a annoncé, jeudi 14 décembre, le président de la Banque mondiale, M. Barber Conable.

Les fonds alloués sont en progression de 11 % par rapport à ceux attribués lors de la période précédente. L'Afrique subsaharienne bénéficiera de 45 à 50 % de l'enveloppe globale, l'Inde et la Chine (ce qui confirme la reprise des prêts à ce dernier pays gelée par la Banque mondiale après Tiananmen) de 15 % chacun.

INDUSTRIE

La politique de désendettement du groupe entravée

Le conflit Peugeot a fait perdre 3 milliards de francs de vente à la firme

Une bonne année pour Citroën, qui aura vu son chiffre d'affaires dépasser 66 milliards de francs (+ 16,4 %), mais moins bonne pour le groupe PSA. Le conflit Peugeot lui aura coûté 3 milliards de francs en ventes manquées et, contrairement aux prévisions, il aura encore une dette au 31 décembre. Tels sont les deux enseignements tirés par M. Jacques Calvet, PDG de PSA, lors d'une conférence de presse, le jeudi 14 décembre, sur les résultats commerciaux de Citroën.

Répliquant à M. Rocard, qui avait mis en cause sa gestion à

Numéro un mondial de la fixation de sécurité

Salomon présente un ski révolutionnaire de haut de gamme

Après avoir, il y a trois ans, annoncé son intention de se lancer dans la fabrication de skis, la société Salomon, d'Annecy, numéro un mondial pour les fixations de ski, et numéro deux mondial pour les chaussures destinées à ce sport, a présenté, jeudi 14 décembre, son nouveau produit. Annoncé comme le « ski des années 1990 », il est doté d'une structure assez révolutionnaire, conçue comme une poutre autoportée en fibre de verre, de forme monocoque, comme un fuselage d'avion, à la différence des structures actuelles en produits composites collés en « sandwich ».

Cette structure monocoque doit, selon la firme savoyarde, donner une meilleure puissance d'accrochage, pour un effort minimum, et limiter les dérapages, le skieur pouvant mieux doser ses efforts. L'addition de « masse », à des endroits bien précis, est destinée à réduire les vibrations et à améliorer la précision de conduite. Pour diminuer la friction, donc améliorer la glisse, la structuration de la

PÊCHE

Les traces de salmonelle dans l'étang de Than

La polémique sur les huîtres touche les méthodes d'analyse

La journée de jeudi 14 décembre a été particulièrement agitée sur les bords de l'étang de Than, où la population est traumatisée par l'interdiction de vente des huîtres : barrages routiers et ferroviaires, blocage du port de Sète, fermeture des magasins.

Dans l'après-midi, une délégation d'élus locaux et de conchyliculteurs a été reçue par M. Jacques Mellick. Le ministre délégué à la mer a déclaré qu'il « n'est pas question d'ouvrir l'étang avant que de nouvelles analyses aient prouvé que toute trace de salmonelle a disparu ». Peu après, les CRS dégageaient le port de Sète, mais les incidents se sont poursuivis jusqu'à une heure du matin.

MONTPELLIER

de notre correspondant

A Metz, où l'huître est reine, ceux qui gardent encore la tête froide cherchent maintenant des explications à ce qu'ils appellent le « coup de poignard du ministre », et la polémique se porte sur le terrain des analyses.

L'IFREMER effectue en moyenne trois prélèvements par semaine en des points stratégiques de l'étang puis étudie les échantillons selon une procédure répondant aux normes AFNOR reconnues par la CEE. Ce sont celles du vendredi 8 décembre qui ont déclenché la fermeture de l'étang. Or les conchyliculteurs fondent leur argumentation sur les résultats du laboratoire départemental de la direction des services vétérinaires de l'Hérault, dont la mission consiste aussi à contrôler la qualité des eaux de l'étang. Les 149 analyses effectuées entre le mercredi 6 décembre

et le vendredi 8 se sont toutes révélées négatives. De nouveaux contrôles réalisés mardi, selon une méthode plus rapide, mais reconnue fiable, n'ont, eux non plus, rien donné. M. Bruno Andral, directeur du laboratoire des services vétérinaires, explique : « Il suffit d'un seul échantillon sur une centaine pour faire passer un diagnostic ». Le laboratoire montpelliérain Bouissou-Bertrand lui non plus n'a rien décelé. Il faut cependant ajouter que les prélèvements de l'IFREMER sont effectués par des agents assermentés et ceux des services vétérinaires, ou des laboratoires privés, par les conchyliculteurs eux-mêmes.

900 professionnels touchés

La question de l'attitude de certains membres de la profession se trouve ainsi posée, éclairée par des confidences selon lesquelles, lors de la première alerte le 29 novembre dernier, des conchyliculteurs auraient remis des coquillages sur le marché avant la réouverture officielle de l'étang. Une attitude jugée inacceptable par les propos de M. Jacques Mellick, qui n'a pas hésité à prendre de cours les autorités préfectorales et les élus locaux. Le président socialiste du conseil général de l'Hérault, M. Gérard Saumade, proche des conchyliculteurs, a appris la nouvelle par la presse. Il souhaitait maintenant mettre en place un plan d'aide aux exploitants sinistrés.

Les neuf cents professionnels touchés, essayant d'éviter ce qui sera sans doute une catastrophe, mènent sur les minces failles qu'ils peuvent saisir dans les analyses ou sur l'hypothèse défendue par les communistes locaux d'un « complot » fomenté par les promoteurs désireux de transformer l'étang de Than en zone touristique. Quant aux hommes politiques locaux, qu'ils appartiennent au PS, au PC,

au MRG ou au CDS, ils ne veulent pas donner l'impression de tourner le dos à un électeur dont ils connaissent parfaitement la puissance, quitte à surprendre leurs collègues parisiens. Ainsi le maire CDS de Sète, M. Yves Marchand, dénonce-t-il « la précipitation avec laquelle on a pris une mesure qui met en péril l'économie déjà fragile de l'étang de Than ».

En attendant les résultats des prochaines analyses, les services vétérinaires n'excluent pas un retour rapide à la normale dans l'étang par phénomène d'autoépuration, compte tenu de la faible densité apparente de la pollution bactériologique. De leur côté, les élus de Metz et de Bouzigues travaillent à la mise en place d'un comité scientifique ouvert à des universitaires afin d'essayer de comprendre l'origine de cette pollution spontanée et, si elle se trouve confirmée, de mettre sur pied des moyens de protection.

JACQUES MONIN

EN BREF

□ Air Inter fête son quinze millionième passager. — Air Inter a fêté, le 14 décembre, à Toulouse, l'embarquement du quinze millionième passager de l'année. La croissance du trafic ne se dément pas, et la compagnie intérieure escompte transporter, en 1989, 15,5 millions de passagers (+ 15 % en un an). À cette occasion, M. Pierre Bérégovoy, président, a signé le contrat d'achat de 15 Airbus A 330 et confirmé 15 options sur le même type d'appareil. Enfin, il a annoncé qu'en avril 1990 Air Inter desservirait La Réunion, sous le pavillon d'Air France, après Londres, Rome, Athènes, Madrid et Ibiza.

□ Deux filiales de Campana demandent le bénéfice de la loi sur les faillites. — Federated Department Stores et Allied Stores, filiales américaines du groupe canadien Campana, dans un document transmis le mercredi 13 décembre à la Commission des opérations boursières (SEC), ont annoncé l'intention de demander le bénéfice de la loi sur les faillites et elles obtiennent pas le rattachement de leurs dettes. Celles-ci s'élèvent, pour la première (chaines Bloomingdale's, Burdines et Lazarus) à 1,15 milliard de dollars (environ 6,9 milliards de francs), remboursables avant fin avril 1990, pour la seconde à 630 millions de dollars, payables avant fin mai. La dette totale des deux groupes, essentiellement constituée d'obligations de santé et travail. Toutefois, les syndicats entendent profiter de l'occasion pour réintroduire leurs exigences salariales sans pour autant se nourrir d'illusions. Tout au plus espèrent-ils que M. Bérégovoy contribuera à freiner les projets de restructuration de la catégorie B.

□ La SNCF se met à la recherche sociale. — Le directeur général de la recherche et de la technologie, M. Christian Becle, et le directeur adjoint de la SNCF, M. Jean-François Colla, ont signé, le jeudi 14 décembre, une convention d'une durée de cinq ans et d'un montant de 4 millions de francs portant sur la réalisation d'un programme de recherches sociales. Quatre thèmes ont été retenus : facteurs organisationnels et humains de la sécurité, aspects humains et sociaux des nouveaux systèmes techniques, évolution des groupes sociaux et des identités professionnelles, état de santé et travail. M. Jacques Lesourne, professeur au Conservatoire national des arts et métiers, présidera le groupe de pilotage de ce programme qui associera la SNCF et le ministère de la recherche et de la technologie.

□ Débrayage à Peugeot-Sochaux. — Quelques centaines de salariés du centre de production Peugeot de Sochaux (23 000 salariés au total) ont débrayé, jeudi 14 décembre, dans le cadre des initiatives lancées une fois par mois par les « cercles de revendication » mis en place par la CGT et la CFDT. Selon les syndicats, qui entendent également protester contre les actions en justice intentées par Peugeot contre plusieurs municipalités de la région, la grève a été bien suivie. La direction fait état d'un recul de la mobilisation.

E.L.B.

SOCIAL

Assemblée nationale

Les députés insistent sur la spécificité du droit au logement des plus démunis

Les députés ont consacré les débats de l'après-midi du jeudi 14 décembre à l'examen, article par article, du projet de loi sur la mise en œuvre du droit au logement en faveur des plus démunis, bénéficiaires ou non du revenu minimum d'insertion (RMI). La crainte d'une trop grande autorité des préfets sur les projets locaux, ressentie comme une trahison de la loi de décentralisation, a dominé les échanges dans l'hémicycle. Fin de la discussion et adoption de l'ensemble du texte lundi 18 décembre, en séance de nuit.

Comme on pouvait s'y attendre, d'entrée de jeu, la discussion s'est focalisée autour des rôles relatifs du préfet et du président du conseil général dans l'adoption du « plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées », dispositif central devant permettre la mise en œuvre du droit au logement, ainsi que sur l'existence d'un arbitrage rendu par les ministres chargés des collectivités territoriales, du logement et des affaires sociales, en cas de désaccord.

M. Eric Raoult (RPR, Seine-Saint-Denis), qui souhaitait que seul le président du conseil général ait la responsabilité de ce plan, a obtenu avec vigueur sur les attein-

démonstration sur le titre du Monde (« Débat sur le renforcement du rôle des préfets »). M. Bernard Derosier (PS, Nord), de son côté, regrettait que l'État fasse payer au département les mesures envisagées sans lui en laisser la maîtrise.

Refusant le surnom de « Besson-la-Tutelle » que M. Raoult reprochait, M. Louis Besson, ministre délégué au logement, défendait aussi bien la nécessité d'une corresponsabilité que d'un recours ultimes, l'État jouant le rôle de garant de l'existence d'un plan plutôt qu'un rôle de tutelle : « Nous ne pouvons pas accepter l'hypothèse qu'en cas de désaccord dans un département il n'y ait pas de plan pour le logement des plus démunis ».

Acceptant qu'un décret fixe des normes minimales spécifiques aux logements offerts aux plus démunis, l'Assemblée, suivant M. Besson, ainsi que le rapporteur de la commission de la production, M. Bernard Carton (PS, Nord), devait refuser que des cas particuliers (jeunes couples ayant besoin de logement intermédiaire, étudiants boursiers) soient précisément évoqués, le texte devant garder sa spécificité large en faveur des plus démunis. Seule exception à cette règle générale, le cas des « gens du voyage », chapeautément défendu par M. Guy Malandain (PS, Yvelines), qui devraient bénéficier d'aires d'accueil dans les communes de plus de cinq cents habitants ou dans les groupements de communes. JOSÉE DOYÈRE

Le malaise des agents des finances

M. Le Garrec (PS) propose la création d'une mission parlementaire

À la veille de leur rencontre du vendredi 15 décembre avec M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, les syndicats CGT, CFDT et SNUI de l'administration des finances ont manifesté, jeudi 14 décembre, à Paris, la mauvaise humeur. Les trois organisations, qui avaient localement reçu le soutien de Force ouvrière, entendent rappeler qu'elles n'ont pas obtenu satisfaction sur leurs revendications salariales (treize points d'indice, soit 700 F par mois environ) à l'origine du long conflit qui a pris fin il y a un peu plus d'un mois. Quelques milliers de personnes (trois mille selon les organisateurs, et mille trois cents selon la police) ont participé à ce rassemblement.

La réunion de vendredi est destinée à préparer, en ce qui concerne le ministère (180 000 agents), la réforme de la grille de la fonction publique, dont les négociations s'ouvriront mardi. Toutefois, les syndicats entendent profiter de l'occasion pour réintroduire leurs exigences salariales sans pour autant se nourrir d'illusions. Tout au plus espèrent-ils que M. Bérégovoy contribuera à freiner les projets de restructuration de la catégorie B.

de la fonction publique auxquels ils s'opposent. Sur le terrain, la reprise du travail est effective mais, en particulier au sein de la direction générale des impôts (DGI, 80 000 fonctionnaires), le malaise perdure. « La DGI est sinistrée », estime-t-on à la CFDT. FO, la CGT et le syndicat autonome des impôts, le SNUI, affirment « ne toujours pas avoir digéré le contenu de la loi sur le paiement des jours de grève ». Ils assurent que les agents « entraînent les pieds en raison du comportement de la hiérarchie ».

Pour sa part, M. Jean Le Garrec, député socialiste du Nord et ancien ministre de la fonction publique, propose de mettre en place une mission parlementaire qui pourrait selon lui « faire le point » sur le fonctionnement de l'administration des finances. « Dans sa phase formelle, le conflit est terminé, mais le malaise reste profond », souligne M. Le Garrec. Il faut engager un nouveau dialogue car se manifestent une perte de confiance et le souhait de passer d'une organisation hiérarchisée et rigide des rapports sociaux à un autre système de relations sociales. J.-M. N.

Blocage autour de la convention médicale

Les professions de santé se mobilisent contre le gouvernement

Le Centre national des professions de santé (CNPS) — qui regroupe les syndicats de médecins CSMF et FMF ainsi que des organisations de dentistes, pharmaciens, biologistes et kinésithérapeutes — appelle ses adhérents à manifester contre le projet de loi que M. Claude Evin, ministre de la santé, devait défendre vendredi 15 décembre devant l'Assemblée nationale.

Face au blocage des négociations autour de la convention médicale, M. Evin a décidé de préparer un texte avantant la possibilité de conclure un accord spécifique entre l'assurance-maladie et les médecins généralistes, comme le propose le syndicat MG-France. Ce texte, qui devrait être débattu dans le cadre du projet de loi portant diverses mesures de sécurité sociale (DDSS), permettra aux spécialistes de négocier ultérieurement une convention. Les députés devront également entériner un allègement des charges sociales de 12 500 F par an pour les généralistes appliquant strictement les honoraires conventionnels.

Le projet du gouvernement consisterait à « geler » le secteur 2 (honoraires libres) chez les généralistes et à imposer un quota de 25 % d'actes médicaux en tarifs conventionnels. Le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie devrait se prononcer le 19 décembre.

Le CNPS, qui accuse le gouvernement de vouloir imposer « un rationnement des soins » et de « porter atteinte au libre choix du médecin par les malades », a décidé de prendre contact avec tous les parlementaires. Il appelle ses représentants départementaux à organiser dès que possible des manifestations et à s'adresser aux préfets.

□ Grève sur la ligne de métro Vincennes-Neuilly. — À l'appel de la CGT, qui entend protester contre l'insuffisance des effectifs, un certain nombre de conducteurs de la ligne n° 1 du métro (Vincennes-Neuilly) se sont mis en grève le vendredi 15 décembre. Le service est assuré à 50 %, selon la direction.

ralentissement

Face à l'image de nous devons

Renouveau

spécial

C'est notre

C'est notre

C'est notre

C'est notre

C'est notre

C'est notre

C'est notre

C'est notre

C'est notre

C'est notre

C'est notre

C'est notre

C'est notre

C'est notre

C'est notre

C'est notre

C'est notre

C'est notre

C'est notre

C'est notre

C'est notre

AFFAIRES

CONSUMMATION ET HABITAT

Deux études de la Chambre des notaires de Paris sur le marché immobilier

Un ralentissement de la hausse des prix des logements anciens est peu probable

Pour le dixième anniversaire de ses études de conjoncture, la Chambre interdépartementale des notaires de Paris rend publiques deux études réalisées à sa demande par deux spécialistes reconnus, qui analysent en profondeur le marché des ventes d'appartements à Paris : la première, due à M. Michel Mouliart, professeur à Paris X-Nanterre, construit un modèle économétrique de la formation des prix ; la seconde, réalisée par M. André Massot, de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France (IAURIF), après une enquête auprès d'un échantillon représentatif, de cinq cent soixante-sept personnes, ayant acquis un logement à Paris en 1988, trace le portrait contrasté des acquéreurs.

Les prix des logements anciens vendus à Paris ne cessent de grimper follement : en France, les prix ont doublé en moins de cinq ans (le Monde du 10 novembre). A Paris comme partout en France, l'expansion de ce marché a correspondu à la baisse de la construction neuve, et a bénéficié

de la conjonction de plusieurs facteurs : le développement de l'accession à la propriété (41,3 % de Français propriétaires de leur résidence principale en 1982, et 54,7 % en 1989) ; la possibilité de s'endetter pour acquérir un logement ancien (prêt acquisition-amélioration) ; l'accroissement des aides publiques pour les achats de cette catégorie (en 1988, au moins 23 milliards de francs d'aides sur un total de 110 milliards de francs).

Sur ce véritable marché qui est devenu le logement ancien à Paris, on observe, et ce n'est pas une nouveauté, des disparités très fortes d'un arrondissement à l'autre dans la hausse générale des prix. La hausse moyenne annuelle au mètre carré, en dix ans, varie ainsi de 2,2 % dans le dixième arrondissement, à 8,8 % dans le septième. Ces moyennes elles-mêmes cachent des effets dus à la taille des appartements, à leur adresse, à leur standing. M. Mouliart distingue deux catégories d'arrondissements. Un premier groupe de six arrondissements (1^{er}, 2^e, 4^e, 7^e, 8^e et 16^e) « constitue le noyau à l'intérieur duquel se déterminent les hausses de prix qui se propagent ensuite sur les autres arrondissements ». Ce groupe d'arrondissements « pilotes » va influencer l'évolution du marché des quatre autres arrondissements « satellites ».

Dans les arrondissements « pilotes », où il y a eu très peu de

construction neuve, et où la tension est la plus forte en raison de la rareté de l'offre, l'indexation du prix de l'ancien sur le neuf « occupe une place importante » dans le mécanisme de formation des prix, plus importante que l'ajustement à la pression de la demande. Et ce rapprochement du prix du mètre carré ancien de celui du mètre carré neuf semble bien la caractéristique première du marché parisien, à laquelle il faut ajouter l'effet de diffusion des hausses de prix à partir des arrondissements « pilotes » vers les arrondissements « satellites ».

Dans ces conditions, il serait vain d'attendre « un ralentissement marqué des hausses de prix », qui est « peu probable ».

Fortes disparités

Pourtant, on achète des appartements, à Paris : 36 500 en 1988. Qui achète ? A quel prix ? Quels logements ? Pour en faire quoi ?

Les logements vendus sont petits (studios et deux-pièces, représentant les deux tiers des ventes), leur surface moyenne est de 51 mètres carrés ; et on y trouve une forte minorité de logements peu confortables (40 % n'ont pas la salle de bain, 40 % n'ont pas la salle de WC, 40 % n'ont pas la climatisation) et ils sont anciens (les trois quarts ont été construits avant 1948, la moitié avant 1914).

Les prix de vente sont aussi disparates que les logements eux-mêmes : 15 % des logements vendus en 1988 l'ont été à moins de 250 000 francs, et 8,5 % à plus de 2 millions de francs. Les 7 500 transactions les moins chères représentent pratiquement le même chiffre d'affaires que les 500 transactions les plus chères. Et les prix sont d'autant plus élevés au mètre carré que les logements sont plus grands : 12 600 francs pour un deux-pièces, mais 19 700 francs pour un quatre-pièces. « Cette très forte hiérarchie rend difficile la vente d'un logement pour acheter plus grand », écrit M. André Massot. Il faut rajouter 400 000 francs pour passer de deux-pièces à trois-pièces, mais 900 000 francs pour passer de quatre-pièces à cinq-pièces. Les prix varient aussi, et c'est bien logique, en fonction de la situation de l'immeuble dans les arrondissements « chers », en fonction aussi du standing et de la qualité des prestations.

Pourquoi achète-t-on ? Essentiellement pour se loger (70 % des cas), et immédiatement (63 %) ; aussi pour louer un proche (dans 20 % des cas) ; et enfin, pour louer, dans seulement 10 % des cas. Si un nombre important de transactions se font par l'intermédiaire d'un agent immobilier (49 %, contre 45 % pour les transactions entre particuliers), on trouve le

logement à acheter par le voisinage immédiat, la vitrine d'une agence ou le réseau des relations proches (47 %). Et le vendeur est, dans quatre cas sur cinq, une personne physique, le reste étant le fait de personnes morales ou de professionnels de l'immobilier.

Les logements vendus occupés (4 500, soit 12 % de l'ensemble) le sont dans les deux tiers des cas à leur occupant. C'est moins cher (11 000 F à 12 000 F le mètre carré), mais les logements sont souvent petits et médiocres.

Acquéreurs attendus

Quant au profil des acquéreurs, il correspond à ce qu'on pouvait attendre : 40,4 % d'entre eux sont membres de professions libérales ou cadres supérieurs, 26,4 % sont des cadres moyens, 9,3 % des chefs d'entreprise, 7,6 % des employés et seulement 2,4 % des ouvriers. Ceux qui ont un revenu supérieur à 30 000 F par mois représentent 22 % des acquéreurs, mais contribuent pour 37 % au chiffre d'affaires global (30 milliards de francs mensuels). Pourtant, 15 % à 20 % des acquéreurs gagnent moins de 10 000 F mensuels et acquièrent un petit logement (36 mètres carrés en moyenne), pour 425 000 francs.

L'âge moyen des acquéreurs est de quarante et un ans, et pour

44 %, c'est la première fois qu'ils sont propriétaires.

Les deux tiers des acheteurs habitent Paris et quatre sur cinq l'agglomération parisienne.

Comment finance-t-on l'achat de cet appartement ? On emprunte, bien sûr, souvent (dans les trois quarts des cas), mais peu (11,3 milliards de francs sur les 34 milliards nécessaires, y compris les droits de mutation, honoraires de notaire et travaux). « L'emprunt joue un rôle mineur par rapport à l'autofinancement », et « ce sont les catégories qui effectuent les achats les plus chers qui empruntent peu ou pas du tout ». L'épargne préalable joue un grand rôle en revanche dans ce financement : quatre sur cinq des acquéreurs y ont eu recours, et cela a couvert près du tiers des besoins globaux. Il arrive aussi qu'on revende un bien immobilier, mais ce n'est le cas que pour le quart des acquéreurs, et cela fournit 19 % des besoins. Enfin, la solidarité familiale joue d'un poids remarquable : 20 % environ des ménages ont été aidés par leur famille, le plus souvent sans avoir à rembourser. « Comme les aides familiales représentent près de 9 % du besoin total de financement et une somme très proche de 3 milliards de francs », Familles, je vous salue !

JOSÉE DOYÈRE

CONVICTION

« Face à l'image de politisation qui nous est renvoyée nous devons être plus concrets »

nous déclare M. Alain Obadia, secrétaire général de l'Union des ingénieurs et cadres CGT

Les « Rencontres d'options », organisées le 14 décembre à Bagnolet par l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens UGICT-CGT, étaient centrées sur le thème de l'Europe sociale. Des personnalités aussi diverses que le sociologue Michel Crozier, le consultant Bernard Brunhes, Alain Minc, vice-président directeur général de Cerus, Gabriel Bergougnoux, directeur de la coordination des relations sociales du groupe BSN, y participaient. Sur les changements à l'Est, l'Europe sociale et la stratégie de l'UGICT, son secrétaire général, Alain Obadia, répond à nos questions.

— Dans quelle mesure le syndicalisme français va-t-il être touché par ce qui se passe dans les pays de l'Est ?

— Je me bornerai à évoquer trois aspects. En premier lieu, l'efficacité des vastes mouvements populaires est une fois de plus démontrée. Les grandes manifestations de Berlin, de Prague et d'ailleurs ont abouti à des réformes considérables. Cette leçon vaut d'être méditée pour les grands problèmes sociaux de la France. Deuxièmement, en toute circonstance, et quel que soit le gouvernement en place, le syndicat doit être l'outil des salariés pour défendre leurs revendications.

Le socialisme ne peut se régénérer que par la démocratie la plus poussée. Nous nous sommes suffisamment exprimés sur ce sujet pour pouvoir nous réjouir aujourd'hui du processus engagé. Enfin, ces changements doivent obliger la France à développer une politique industrielle beaucoup plus offensive, sur la base d'emplois productifs, pour répondre à des besoins nouveaux sur lesquels il serait criminel d'être absent. Il s'agit aussi d'assurer notre avenir face au pôle de plus en plus dominant qui se met en place autour de la République fédérale d'Allemagne. Il y a donc autre

chose à faire que de brader Billancourt et de désindustrialiser.

— Plusieurs syndicats de l'Est proclament leur indépendance vis-à-vis du Parti communiste. N'est-ce pas temps pour la CGT et pour l'UGICT de se débarrasser de cette image politisée et de cette convergence permanente avec le PCF ?

— L'indépendance de la CGT est une donnée fondamentale. La situation syndicale en France, avec la CGT telle qu'elle est, présente une grande originalité en Europe et dans le monde où la règle la plus générale est celle d'une liaison parfois explicite et statutaire entre les syndicats et les partis politiques. Cela ne correspond pas à notre conception. Face à l'image de politisation qui nous est renvoyée, nous devons être plus concrets, réfléchir les revendications quotidiennes des salariés, et développer les rassemblements nécessaires et l'unité d'action. Comme vous le constatez, nous nous y employons.

Le Parti communiste français soutient pleinement les mouvements sociaux. Nous nous en félicitons. Nous préférons que d'autres forces politiques aient aussi la même attitude. Malheureusement, ce n'est pas le cas.

Revendications spécifiques

— Cela vous amène à dénoncer davantage le gouvernement actuel qui est... socialiste.

— Quelle que soit la couleur du gouvernement, il est de notre devoir de dire très franchement aux salariés ce que nous pensons des politiques mises en œuvre. Or que constatons-nous ? Il y a une véritable ras-le-bol dans toutes les catégories, y compris chez les cadres, sur la question des salaires et des qualifications. Les attaques contre les garanties collectives se poursuivent, et la précarité se développe. Je ne vois pas comment nous pourrions gonfler de telles réalités.

— L'UGICT qui défendait les aspirations particulières des salariés et les revendications spécifiques des cadres n'est-

elle pas rentrée dans le cocon confédéral, en gommant ses différences ?

— Nous avons nous-mêmes mis cette question en débat, même si elle est problématique n'est pas la vôtre. Il est plus nécessaire que jamais de bien partir de la diversité des aspirations et des revendications. Les mouvements sociaux actuels, dans les finances comme dans le secteur privé, sont marqués par cette volonté des salariés de se battre sur des questions qui les concernent directement. Salaires, qualifications, formation, exercice des responsabilités, liberté d'expression, les revendications mettent de fait en cause la politique d'austérité, les politiques de flexibilité et d'individualisation. Nous allons intensifier nos efforts pour que les revendications spécifiques s'expriment avec plus de force. Cela suppose un soutien actif de toutes les organisations de la CGT, déjà bien amorcé.

— Comment le syndicalisme peut-il se développer chez les cadres dirigeants dont les préoccupations semblent éloignées de celles de l'ensemble des salariés ?

— Les cadres supérieurs se trouvent souvent télescopés par des décisions d'origine strictement financière dans lesquelles ils n'ont pas leur mot à dire. Et la dégradation structurelle de l'industrie française les fait beaucoup réfléchir. Ils en viennent à écouter avec plus d'intérêt ce que nous disons sur ces sujets. Evidemment, leur expression n'obéit pas aux schémas traditionnels. Elle existe sous la forme de lettres ouvertes ou de mise en exergue d'informations significatives. Il y a chez ces cadres une volonté accrue de dialogue avec nous, même si le pesanteur des stratégies patronales reste forte et s'ils ne rejoignent pas forcément nos analyses. Une telle évolution illustre l'écho du mouvement social dans la vie des entreprises.

— Dans les conflits récents, comme Peugeot et, dans une moindre mesure, sur finances, l'engagement des cadres n'est-il pas resté trop marginal ?

— Pour la première fois dans l'histoire de Peugeot, la direction

s'est trouvée dans l'incapacité de mobiliser de façon sérieuse les cadres, les ingénieurs et la maîtrise contre les salariés en grève. Beaucoup de cadres ont manifesté leur solidarité financière avec les grévistes. Beaucoup ont voulu marquer leur volonté de voir respecter leur dignité professionnelle et leur éthique. Aux finances, les cadres A ont participé activement au mouvement, avec leurs propres revendications. Certaines ont fait grève, d'autres en ont favorisé l'exercice. Cette diversification du mouvement social est très prometteuse.

Tout le monde vers le bas

— L'opposition de la CGT à l'échéance du marché unique de 1993 ne rend-elle pas suspectes ses propositions pour une Europe sociale à laquelle, au fond, elle ne croit pas ?

— Pourquoi n'y aurait-il qu'un seul modèle de construction européenne ? Nous sommes clairement contre les orientations qui président à la mise en œuvre du marché unique parce qu'elles vont accentuer la domination des grandes sociétés multinationales. Elles auront des effets négatifs pour les salariés. On est loin d'une coopération économique qui favoriserait le développement de chacun des pays concernés.

Quant à la charte sociale, elle est imprégnée par la double logique de la flexibilité et de la destruction des garanties collectives. L'idée de socle minimal, de plus en plus contestée, risque fort d'être une référence tirant tout le monde vers le bas alors qu'il faut choisir une approche privilégiant la mise en œuvre du progrès social.

Loi d'être celle du repliement, notre attitude ouvre la voie à de larges coopérations dans tous les domaines, y compris sur le plan syndical, mais sur des bases nouvelles. Ce qui est en train de se passer à l'Est offre d'autres possibilités de coopération européenne. Sachons tirer profit de ce jeu plus ouvert.

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

Direction de l'administration générale
et des affaires décentralisées Contrôle de légalité
et affaires juridiques.

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTES PUBLIQUES AUTOROUTE A 35 - SECTION STRASBOURG - SELESTAT

(Voie rapide du Piémont des Vosges)

Par arrêté du 29 novembre 1989 le préfet du Bas-Rhin a prescrit l'ouverture des enquêtes publiques préalables.

- à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la section STRASBOURG - SELESTAT de l'autoroute A 35 voie rapide du Piémont des Vosges.
- à la mise en compatibilité corrélatrice des POS des communes d'ENTZHEIM, BLAESHEIM, INNENHEIM, OBERNAL, COXWILLER, CERTWILLER, BARR, SAINT-PIERRE, EPPIC, DAMBACH-la-VILLE et EBERSHEIM.

Ces enquêtes se dérouleront du 2 janvier au 2 février 1990 sur le territoire des communes d'ENTZHEIM, DUPPICHHEIM, BLAESHEIM, INNENHEIM, BISCHOFFSHEIM, KRAUTERSCHEIM, OBERNAL, NIEDERNAL, COXWILLER, BOURCHEIM, CERTWILLER, ZELLWILLER, BARR, SAINT-PIERRE, STOTZHEIM, EPPIC, DAMBACH-la-VILLE et EBERSHEIM.

Les personnes intéressées pourront consulter les dossiers d'enquêtes comportant notamment une étude d'impact et une évaluation économique et sociale du projet à la préfecture du Bas-Rhin 5, place de la République à Strasbourg (bureau 129), ainsi que dans les mairies des 18 communes concernées aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (sauf les samedis, dimanches et jours fériés).

Les observations éventuelles sur l'utilité publique de l'opération sur l'attribution du caractère autoroutier et sur la mise en compatibilité des POS pourront être consignées sur les registres établis sur feuilles non mobiles cotés et paraphés par le président de la commission d'enquête ou un membre de celle-ci.

Les observations du public pourront également être adressées par correspondance au président de la commission d'enquête siégeant à la préfecture du Bas-Rhin (bureau 129), avec la mention Enquête A 35. Elles seront tenues à la disposition du public.

En outre, le président ou un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public de 15 à 17 h dans les mairies d'ENTZHEIM les 9 et 17 janvier 1990 d'INNENHEIM les 11 et 24 janvier d'OBERNAL les 9 janvier et 2 février de BARR les 8 et 17 janvier de STOTZHEIM les 15 et 24 janvier de DAMBACH-la-VILLE les 9 janvier et 1^{er} février.

La commission d'enquête chargée par le président du tribunal administratif de STRASBOURG de conduire les enquêtes se compose comme suit :

Président : M. Gilbert BALLAND, ingénieur général des Ponts-et-Chaussées honoraire, 9, rue du Jet-d'Eau, 67400 ILLKIRCH-GRATTEFENSTADEN.

Membres : M. Alain REUSSNER, ingénieur général du génie rural des Eaux et Forêts en retraite, 23, avenue du Général-de-Gaulle, 67000 STRASBOURG. M. Claude BONIFACE, ingénieur divisionnaire des TPE en retraite, 5b, rue Osterfeld, 67310 WASSERLONNE.

Dans un délai d'un mois à compter de la clôture des enquêtes, la commission d'enquête rédigera un rapport et des conclusions motivées sur chaque objet d'enquête. Il pourra être pris connaissance de ces documents à la préfecture du Bas-Rhin (bureau 129) dans les sous-préfectures de STRASBOURG-CAMPAGNE, MOLSHEIM et SELESTAT-ERSTEIN ainsi que dans les mairies des 18 communes concernées.

Le préfet
P. le préfet, le secrétaire général.
F. LEONELLI

Le Monde AUTOMOBILE

REPRODUCTION INTERDITE

ACCESSOIRES

KRETSCHMAR GMBH ET Cie

Fabricant allemand (RFA)
Appareils légers
Nouveaux modèles
CEDE
Licence de vente
pour la France
Ad. Harnischmacher Str. 31,
3012 Langenhagen 7,
R.F.A. Tél. : 5-11334354.

ALFA ROMEO

ALFA QUADRI FOLIO,
année 1984, 28 000 F. AS
AUTO, tél. : 60-48-52-52.
ALFA ROMEO GTV 6, 96, gris
métal, très bon état moteur et
carrosserie, 88 000 km, alarme,
48 000 F. 42-03-56-24, poste
4117, heures bureau pour r.v.

AUDI

AUDI 200 QUATTRO 88
178 000 F.
AS AUTO 60-48-52-52

BMW

BMW 318 i, 1987,
4 portes, 48 000 km,
78 000 F. 42-03-56-24,
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CADILLAC

CADILLAC Fleetwood,
1988, bleu métal, 36 000 F.
ALTERNATIVE CAR AUTO,
tél. : 45-82-25-25.
CADILLAC coupé de ville, 1989,
95 000 F. 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.
CADILLAC Sedan, blanche,
1978, 82 000 km, 80 000 F.
Tél. : 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.

CHEVROLET

CHEVROLET SUBURBAN, 4x4,
année 1985, 83 000 km,
115 000 F. 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.
BREAK CHEVROLET, 1974,
7 places, bleu métal, 45 000 F.
Tél. : 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.

CHRYSLER

BREAK CHRYSLER 1981,
côté imitation bois,
95 000 km, 76 000 F.
ALTERNATIVE CAR AUTO,
tél. : 48-82-25-25.

CITROËN

CITROËN AX, 14 TRT,
1989, gris, 22 000 km,
59 000 F. RENAULT
NATION, 43-40-08-71.
CITROËN BX, GTI,
année 87, 50 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

CITROËN BX, 19 TRD

année 88, 59 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.
CX Turbo Diesel,
année 1982, 25 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.
CITROËN BX GTI 16 S,
1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

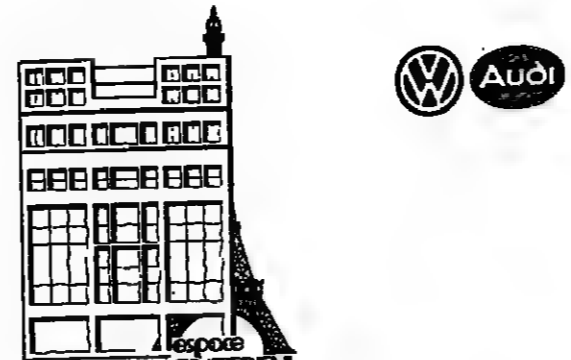
1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.



Concession V.A.G. située à 300 m de la Tour Eiffel, l'Espace
Suffren propose :
• UN ESPACE EXPOSITION de 1000 m² pour accueillir l'en-
semble de la gamme Volkswagen et Audi (plus de 30 voitures
présentées). Pour les occasions, c'est 400 m² supplémentaires.
Ouverture du lundi au samedi de 9h à 19h.
• UN ESPACE ATELIER d'entretien (accueil personnalisé),
adapté aux nouvelles technologies.
• UN ESPACE SERVICE RAPIDE pour des travaux nécessi-
tant de petites interventions : échappements, réglages,
accessoires, pneumatiques, etc...
Ouverture des ateliers du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 14h à 19h.
Samedi de 9h à 12h.
Espace de luxe et de liberté, le plus beau
Garage de Paris.
VAG
Etablissement Suffren - 49 rue, avenue de Suffren - 75015 Paris
Tél. : 47.34.09.55
Accueil Apple/Mac - 47, rue de la Fédération - 75015 Paris.

MERCUY

MERCUY Comète, 1985,
40 000 km, 48 000 F.
Tél. : 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.

OLDSMOBILE

OLDSMOBILE Regency 98,
modèle 85, bleu métal,
110 000 km, 88 000 F.
AUTOCAR, 47-90-01-76.
OLDSMOBILE coupé 1982,
gris métal, 35 000 F.
Tél. : 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, tél. : 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, tél. : 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, tél. : 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, tél. : 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, tél. : 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, tél. : 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, tél. : 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, tél. : 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, tél. : 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, tél. : 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, tél. : 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, tél. : 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, tél. : 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, tél. : 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, tél. : 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, tél. : 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, tél. : 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, tél. : 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, tél. : 60-48-52-52.

PONTIAC

PONTIAC Phoenix, 1981,
V6, noir et gris, 45 000 F.
Tél. : 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.
PONTIAC Trans Am, 1988,
185 000 F. 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.

PORSCHE

PORSCHE 928, F4, boîte
automatique, 45 000 km,
87, bleu, 30 000 F. 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.
PONTIAC Trans Am, 1988,
185 000 F. 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.

PORSCHE

PORSCHE 911 SC, 16 V, 81
rouge, int. cuir, 12 000 km,
87, bleu, 30 000 F. 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.
PONTIAC Trans Am, 1988,
185 000 F. 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.

PORSCHE

PORSCHE 911 SC, 16 V, 81
rouge, int. cuir, 12 000 km,
87, bleu, 30 000 F. 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.
PONTIAC Trans Am, 1988,
185 000 F. 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.

PORSCHE

PORSCHE 911 SC, 16 V, 81
rouge, int. cuir, 12 000 km,
87, bleu, 30 000 F. 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.
PONTIAC Trans Am, 1988,
185 000 F. 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.

PORSCHE

PORSCHE 911 SC, 16 V, 81
rouge, int. cuir, 12 000 km,
87, bleu, 30 000 F. 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.
PONTIAC Trans Am, 1988,
185 000 F. 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.

PORSCHE

PORSCHE 911 SC, 16 V, 81
rouge, int. cuir, 12 000 km,
87, bleu, 30 000 F. 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.
PONTIAC Trans Am, 1988,
185 000 F. 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.

PORSCHE

PORSCHE 911 SC, 16 V, 81
rouge, int. cuir, 12 000 km,
87, bleu, 30 000 F. 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.
PONTIAC Trans Am, 1988,
185 000 F. 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.

PORSCHE

PORSCHE 911 SC, 16 V, 81
rouge, int. cuir, 12 000 km,
87, bleu, 30 000 F. 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.
PONTIAC Trans Am, 1988,
185 000 F. 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.

PORSCHE

PORSCHE 911 SC, 16 V, 81
rouge, int. cuir, 12 000 km,
87, bleu, 30 000 F. 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.
PONTIAC Trans Am, 1988,
185 000 F. 48-82-25-25,
ALTERNATIVE CAR AUTO.

AFFAIRES

Les réformes financières au Canada

La modernisation du système bancaire : tout faire et tout offrir

Les États-Unis commencent à assouplir une réglementation bancaire conçue en 1932 et qui, à travers la loi Glass-Steagall, freine le développement de certaines activités financières (voir l'article de Serge Marti dans le Monde du 13 décembre). Le Canada n'est pas en reste.

TORONTO

de notre envoyé spécial

À côté du grand voisin américain qui commence à modifier une réglementation bancaire conçue il y a un demi-siècle pour éviter la propagation des faillites entraînées par la grande dépression des années 30, le Canada poursuit lui aussi ses réformes financières.

Il faut parler au pluriel des réformes canadiennes dans la mesure où les pouvoirs publics ont déjà libéralisé une réglementation assez rigide, fondée sur le principe de la spécialisation des activités : un banquier ne peut pas être assureur.

Depuis 1987, Ottawa a tout de même commencé à autoriser les banques à sortir de leur champ clos et à prendre des participations majoritaires dans les firmes de courtage. Cela s'est immédiatement traduit par une ruée des promoteurs sur les secondes. C'est ainsi que l'on a vu la Banque de Montréal reprendre Nesbitt Thompson (septembre 1987), Security Pacific entrer dans le capital de Burns Fry (janvier 1988), la banque de Nouvelle-Écosse racheter MacLeod Young Weir (mars 1988), la Banque royale du Canada racheter un des grandes banques racheter Dominion Securities, même un des courtiers (mars 1988), CIBC (la Banque canadienne impériale de commerce) racheter les deux tiers du capital de Wood Gundy (mai 1988) et encore la Banque nationale du

Canada entrer dans le capital de Levesque Beaudet (septembre 1988). On en parle, l'important étant de bien voir que presque toutes les grandes maisons de courtage sont devenues, ces derniers temps, propriété en tout ou partie de banques canadiennes, parfois américaines.

Ces rachats sont le signe évident d'un changement en profondeur. Jusqu'à présent, le système bancaire canadien était closé, en cinq activités. Les banques commerciales recevaient des dépôts et font des prêts mais n'ont pas d'activités capitalisées si l'on peut dire, c'est-à-dire de courtage, de placements, de conseil-patrimoine. Les courtiers, eux, deuxième pilier du système - jouent au Canada le rôle des banques d'affaires en France, prenant des participations, montant des opérations en Bourse, mais assurant en même temps le rôle de nos agents de change.

Les « fiducies » - troisième pilier du système - remplissent, elles, des fonctions tout à fait originales, ignorées en France faute d'y être admises pour des raisons fiscales. Ces sociétés reçoivent le mandat de gérer un bien (argent, tableaux, propriété...) selon les prescriptions de leurs propriétaires. Le contrat de confiance peut s'exercer après la mort du propriétaire et être irrévocable. C'est dire qu'un propriétaire peut gérer sa fortune bien au-delà de sa vie. Les fondations, nombreuses en pays anglo-saxon, fonctionnent pour la plupart sur ce modèle.

Les sociétés fiduciaires peuvent prêter de l'argent à moyen et long terme. De telles possibilités, largement utilisées en Amérique du Nord, permettent à de nombreux contribuables d'échapper aux droits de succession. C'est la raison pour laquelle la notion même de fiducie - pourtant présente dans le droit romain - n'est pas retenue en France.

Restent deux autres activités bancaires, toutes deux importantes



au Canada : l'assurance, à travers laquelle transitent des fonds extrêmement importants (127 milliards de dollars canadiens, soit 660 milliards de francs), et les prêts hypothécaires (310 milliards de dollars canadiens, soit 1 600 milliards de francs), qui financent le logement.

Le démantèlement du mur

Il a fallu attendre 1987 pour qu'une première brèche importante fût faite au mur qui séparait les activités des banques commerciales de celles des firmes de courtage. Cela fut fait sous forme d'un amendement à la loi bancaire canadienne de 1980 autorisant des prises de participation de plus de 10 % dans les firmes de courtage. Il faut savoir que ce démantèlement ne peut se faire qu'à travers une filiale, ce qui limite le pouvoir de pénétration des banques étrangères au Canada.

Les filiales ne peuvent en effet calculer leurs prêts - pas plus de la

moitié des fonds propres - en se fondant sur le capital de la maison mère, possibilité laissée aux seules succursales. Disposition habile qui avantage les grandes banques canadiennes, celles que l'on appelle les A et qui sont peu nombreuses, sept au huit tout au plus.

Cette déréglementation à laquelle les pouvoirs publics pensent depuis longtemps a été un moment retardée par les malheurs de quelques banques régionales qui, en 1985-1986, furent la base (Canadian Commercial Bank d'Edmonton, Northland Bank de Calgary) ou éprouvèrent de graves difficultés (Mercantile et Continental Bank), à la suite de la crise de l'immobilier et de la baisse des prix pétroliers qui toucha particulièrement l'Alberta, gros producteur de brut.

Ces malheurs étant maintenant oubliés, Ottawa a pu reprendre ses projets de déréglementation. Il était temps car Toronto, première ville de la concurrence à tous crins dans

Canada, déjà handicapé par sa taille, risquait de perdre du terrain dans la course engagée avec New York et Chicago pour attirer les capitaux. Un enjeu d'autant plus important que le Canada accueille maintenant chaque jour, via Vancouver, une partie de l'épargne des Chinois de Hongkong, pas rassurés du tout sur le sort de la colonie.

L'assurance, autre enjeu

La loi bancaire étant révisée tous les dix ans au Canada, c'est au début de l'année prochaine que sera officialisée la suppression des cloisonnements entre banques commerciales et firmes de courtage.

Mais la prochaine loi bancaire peut aller beaucoup plus loin. Elle donnera peut-être aux banques la possibilité de pénétrer dans d'autres domaines d'activité et notamment dans celui de l'assurance. Le problème a une telle importance, porte sur de telles sommes, qu'Ottawa hésite encore, ne sachant jusqu'à quel point pousser la déréglementation.

Une chose est sûre : il sera difficile, très difficile, de laisser les choses en l'état. Les banques canadiennes vitupèrent depuis longtemps contre les privilèges accordés à la puissante Caisse populaire Desjardins - l'équivalent de nos caisses mutualistes - qui exerce ses talents dans le domaine de l'assurance. « Pourquoi pas nous », se croient de répéter avec quelques raisons l'ensemble des banques.

Le Livre blanc publié en 1986 sur les « cinq piliers » du système bancaire était favorable à une déréglementation poussée, allant jusqu'à la possibilité pour les banques d'exercer dans le domaine de la fiducie.

Tel est l'état des lieux. Le Canada joue comme beaucoup d'autres pays industrialisés le jeu de la concurrence à tous crins dans

le domaine des services bancaires et financiers. C'est un peu l'avenir de Toronto - et à sa moindre dégré de Montréal - qui va se jouer dans la confrontation avec les marchés financiers et bancaires d'Asie, d'Europe et des États-Unis. Plus la déréglementation ira loin et plus Toronto pourra monter en puissance.

C'est pour calmer le jeu, on phrôse l'empêcher de dégénérer, que les autorités canadiennes multiplient les précautions. Les banques étrangères - dites B - pouvaient jusqu'ici posséder plus de 16 % des actifs bancaires canadiens : ce pourcentage a été ramené à 12 %, ce qui ne les empêche d'ailleurs pas de réaliser de confortables bénéfices, comme vient de le faire la BNP, premier établissement bancaire français au Canada. Si les banques américaines échappent à cette classification depuis que le traité de libre-échange a été signé avec les États-Unis, leur marge de manœuvre au Canada est limitée par la règle qui leur impose de ne s'installer que comme succursale, les privant, on l'a vu, du recours au capital de la maison mère dans le calcul de leurs ratios d'engagement.

Enfin, depuis les malheurs qu'ont connus plusieurs banques canadiennes en 1985-1986, les autorités bancaires ont imposé des normes de sécurité (rapport des prêts au capital) plus sévères que le futur ratio Cook.

Un tel dispositif en dit long sur un long discours : nous vous laissons tout faire, ou presque tout, semble dire Ottawa aux banques et aux établissements financiers. Tout sauf les bêtises qui, en vous ruinant, vous vendraient à l'étranger et terniraient notre image.

La cour faite aux capitaux du monde entier ne permet aucun faux pas.

ALAIN VERNHOLLES

Avec le rachat de la Central Banking System en Californie

La BNP dans la guerre du Pacifique

La BNP veut accompagner la montée en puissance de la zone Pacifique. Déjà implantée en Californie par la Bank of the West, elle vient de se renforcer en rachetant un nouveau réseau, celui de la Central Banking System.

SAN-FRANCISCO
Correspondance

Au mois d'octobre dernier, la Bank of the West, filiale de la BNP en Californie, a annoncé le rachat de la Central Banking System, une petite banque californienne. Cette transaction portera à quatre-vingt-dix le nombre des agences de la BNP autour de la baie de San-Francisco. « Avec plus de 1,7 milliard de dollars d'actifs, nous serons la première banque européenne de l'Etat de Californie et la première banque étrangère non japonaise », explique M. Michel Laronilh, président de la Bank of the West.

Les quatre premières banques de Californie sont aujourd'hui japonaises. Les Britanniques, qui détenaient 15 % des actifs, et les Canadiens, qui eux aussi étaient fortement représentés, ont aujourd'hui quitté les lieux. La Crocker Bank, l'une des plus anciennes institutions de l'Etat de Californie, rachetée au début des années 1970 par la Midland Bank, a été revendue à la Wells Fargo à la suite de mauvaises affaires.

Deux créneaux porteurs

La réduction du commerce entre la Grande-Bretagne et la Californie, des prêts inconsiderés au secteur immobilier plus des conflits de personnes avaient placé cet établissement en mauvaise posture. D'autres ont pris la place. La scène bancaire californienne est aujourd'hui dominée par les capitaux nippons. Avec plus de 93 milliards de dollars d'actifs en 1988 et une part de marché supérieure à 25 %, les Japonais occupent les premières places. « Mon but n'est pas

de concurrencer les Japonais », explique Michel Laronilh.

Prudente, la BNP ne compte de se renforcer sur les deux créneaux porteurs que sont la banque de détail et le « middle market », c'est-à-dire les prêts aux entreprises dont le chiffre d'affaires est compris entre 5 et 10 millions de dollars. « Mais bien des entreprises que nous suivons depuis longtemps ont dépassé ce chiffre d'affaires », affirme Michel Laronilh. Mais le développement de la BNP en Californie correspond à un second objectif stratégique. « Il est primordial d'être présent sur l'ensemble du bassin Pacifique. » Les pôles de Sydney, en Australie, et de Hongkong en bordure de la Chine devraient donc connaître un développement parallèle.

Mais cette stratégie californienne n'a rien d'une partie de plaisir. Outre la concurrence des banques japonaises, la BNP devra compter avec la concurrence internationale. L'interstate banking, qui autorise les banques de n'importe quel Etat à ouvrir des succursales dans des régions de leur choix, a accentué la ruée sur la Californie. Déjà en 1987, une loi de réciprocité a été signée entre la Californie et dix autres Etats (Alaska, Hawaii, Oregon, Colorado, Idaho, Utah, Nevada, Arizona, Texas, Nouveau-Mexique, Washington).

Dans la foulée, plus de vingt-sept opérations de fusion et acquisition ont été réalisées entre banques américaines au niveau national. La

Wells Fargo a été ainsi l'une des institutions financières parmi les plus actives : rachat de Central Pacific Corporation pour 160 millions de dollars et de Valley National pour 74,5 millions de dollars. Une banque de Detroit, en prévision de l'interstate banking, s'est déjà offert pour 117 millions de dollars une banque commerciale, Bancorp, en Californie.

L'attrait de la Californie est tel que la valeur des banques a été multipliée par deux. « Acheter des parts de marché comme l'ont fait les Japonais implique d'avoir des ressources suffisantes. Seules les grandes institutions peuvent se le permettre », estime M. Laronilh.

MARC D. MEYER

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Vos placements
et le Crédit Agricole
**Les éleveurs
de SICAV**

UNI-REGIONS Assemblée Générale

1) Les actionnaires de la SICAV UNI-REGIONS sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le mercredi 3 janvier 1990 à 11 heures, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 23 place de Catalogne, 75014 Paris, pour modifier les statuts.

Compte tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le jeudi 18 janvier 1990 à 10 heures 30, 91/93 boulevard Pasteur, 75015 Paris.

2) Les actionnaires de la SICAV UNI-REGIONS sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 18 janvier 1990 à 11 heures, 91/93 boulevard Pasteur, 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1988-1989 et de définir la politique de distribution.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cambridge Lee
a acquis
Sogetub

Trianon Finance
a assisté Cambridge Lee
dans les négociations

Paris, novembre 1989



Trianon Finance
2, rue de la Baume - 75008 Paris - Tél. 40 74 09 48

Mario Oshanian

UN
ARMENIEN
PARMI LES AUTRES

Un récit plein de tendresse
racontant sur fond historique
le destin d'une famille
arménienne de 1914 à nos jours.



(BACK Editeur)
228 pages, 69 F.
Vente en librairie,
distribué par DISTIQUE

Le Monde

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 14 DECEMBRE

Cours relevés à 17h31

Règlement mensuel										
Compteur	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Précédent	
3780	C.A.E. 3% 1/2	3781	3770	3770	+ 0.01	3780	C.A.E. 3% 1/2	3781	3770	+ 0.01
1048	C.A.E. 3% 1/2	1048	1038	1038	+ 0.01	1048	C.A.E. 3% 1/2	1048	1038	+ 0.01
1196	C.A.E. 3% 1/2	1196	1186	1186	+ 0.01	1196	C.A.E. 3% 1/2	1196	1186	+ 0.01
1200	C.A.E. 3% 1/2	1200	1190	1190	+ 0.01	1200	C.A.E. 3% 1/2	1200	1190	+ 0.01
1204	C.A.E. 3% 1/2	1204	1194	1194	+ 0.01	1204	C.A.E. 3% 1/2	1204	1194	+ 0.01
1208	C.A.E. 3% 1/2	1208	1198	1198	+ 0.01	1208	C.A.E. 3% 1/2	1208	1198	+ 0.01
1212	C.A.E. 3% 1/2	1212	1202	1202	+ 0.01	1212	C.A.E. 3% 1/2	1212	1202	+ 0.01
1216	C.A.E. 3% 1/2	1216	1206	1206	+ 0.01	1216	C.A.E. 3% 1/2	1216	1206	+ 0.01
1220	C.A.E. 3% 1/2	1220	1210	1210	+ 0.01	1220	C.A.E. 3% 1/2	1220	1210	+ 0.01
1224	C.A.E. 3% 1/2	1224	1214	1214	+ 0.01	1224	C.A.E. 3% 1/2	1224	1214	+ 0.01
1228	C.A.E. 3% 1/2	1228	1218	1218	+ 0.01	1228	C.A.E. 3% 1/2	1228	1218	+ 0.01
1232	C.A.E. 3% 1/2	1232	1222	1222	+ 0.01	1232	C.A.E. 3% 1/2	1232	1222	+ 0.01
1236	C.A.E. 3% 1/2	1236	1226	1226	+ 0.01	1236	C.A.E. 3% 1/2	1236	1226	+ 0.01
1240	C.A.E. 3% 1/2	1240	1230	1230	+ 0.01	1240	C.A.E. 3% 1/2	1240	1230	+ 0.01
1244	C.A.E. 3% 1/2	1244	1234	1234	+ 0.01	1244	C.A.E. 3% 1/2	1244	1234	+ 0.01
1248	C.A.E. 3% 1/2	1248	1238	1238	+ 0.01	1248	C.A.E. 3% 1/2	1248	1238	+ 0.01
1252	C.A.E. 3% 1/2	1252	1242	1242	+ 0.01	1252	C.A.E. 3% 1/2	1252	1242	+ 0.01
1256	C.A.E. 3% 1/2	1256	1246	1246	+ 0.01	1256	C.A.E. 3% 1/2	1256	1246	+ 0.01
1260	C.A.E. 3% 1/2	1260	1250	1250	+ 0.01	1260	C.A.E. 3% 1/2	1260	1250	+ 0.01
1264	C.A.E. 3% 1/2	1264	1254	1254	+ 0.01	1264	C.A.E. 3% 1/2	1264	1254	+ 0.01
1268	C.A.E. 3% 1/2	1268	1258	1258	+ 0.01	1268	C.A.E. 3% 1/2	1268	1258	+ 0.01
1272	C.A.E. 3% 1/2	1272	1262	1262	+ 0.01	1272	C.A.E. 3% 1/2	1272	1262	+ 0.01
1276	C.A.E. 3% 1/2	1276	1266	1266	+ 0.01	1276	C.A.E. 3% 1/2	1276	1266	+ 0.01
1280	C.A.E. 3% 1/2	1280	1270	1270	+ 0.01	1280	C.A.E. 3% 1/2	1280	1270	+ 0.01
1284	C.A.E. 3% 1/2	1284	1274	1274	+ 0.01	1284	C.A.E. 3% 1/2	1284	1274	+ 0.01
1288	C.A.E. 3% 1/2	1288	1278	1278	+ 0.01	1288	C.A.E. 3% 1/2	1288	1278	+ 0.01
1292	C.A.E. 3% 1/2	1292	1282	1282	+ 0.01	1292	C.A.E. 3% 1/2	1292	1282	+ 0.01
1296	C.A.E. 3% 1/2	1296	1286	1286	+ 0.01	1296	C.A.E. 3% 1/2	1296	1286	+ 0.01
1300	C.A.E. 3% 1/2	1300	1290	1290	+ 0.01	1300	C.A.E. 3% 1/2	1300	1290	+ 0.01
1304	C.A.E. 3% 1/2	1304	1294	1294	+ 0.01	1304	C.A.E. 3% 1/2	1304	1294	+ 0.01
1308	C.A.E. 3% 1/2	1308	1298	1298	+ 0.01	1308	C.A.E. 3% 1/2	1308	1298	+ 0.01
1312	C.A.E. 3% 1/2	1312	1302	1302	+ 0.01	1312	C.A.E. 3% 1/2	1312	1302	+ 0.01
1316	C.A.E. 3% 1/2	1316	1306	1306	+ 0.01	1316	C.A.E. 3% 1/2	1316	1306	+ 0.01
1320	C.A.E. 3% 1/2	1320	1310	1310	+ 0.01	1320	C.A.E. 3% 1/2	1320	1310	+ 0.01
1324	C.A.E. 3% 1/2	1324	1314	1314	+ 0.01	1324	C.A.E. 3% 1/2	1324	1314	+ 0.01
1328	C.A.E. 3% 1/2	1328	1318	1318	+ 0.01	1328	C.A.E. 3% 1/2	1328	1318	+ 0.01
1332	C.A.E. 3% 1/2	1332	1322	1322	+ 0.01	1332	C.A.E. 3% 1/2	1332	1322	+ 0.01
1336	C.A.E. 3% 1/2	1336	1326	1326	+ 0.01	1336	C.A.E. 3% 1/2	1336	1326	+ 0.01
1340	C.A.E. 3% 1/2	1340	1330	1330	+ 0.01	1340	C.A.E. 3% 1/2	1340	1330	+ 0.01
1344	C.A.E. 3% 1/2	1344	1334	1334	+ 0.01	1344	C.A.E. 3% 1/2	1344	1334	+ 0.01
1348	C.A.E. 3% 1/2	1348	1338	1338	+ 0.01	1348	C.A.E. 3% 1/2	1348	1338	+ 0.01
1352	C.A.E. 3% 1/2	1352	1342	1342	+ 0.01	1352	C.A.E. 3% 1/2	1352	1342	+ 0.01
1356	C.A.E. 3% 1/2	1356	1346	1346	+ 0.01	1356	C.A.E. 3% 1/2	1356	1346	+ 0.01
1360	C.A.E. 3% 1/2	1360	1350	1350	+ 0.01	1360	C.A.E. 3% 1/2	1360	1350	+ 0.01
1364	C.A.E. 3% 1/2	1364	1354	1354	+ 0.01	1364	C.A.E. 3% 1/2	1364	1354	+ 0.01
1368	C.A.E. 3% 1/2	1368	1358	1358	+ 0.01	1368	C.A.E. 3% 1/2	1368	1358	+ 0.01
1372	C.A.E. 3% 1/2	1372	1362	1362	+ 0.01	1372	C.A.E. 3% 1/2	1372	1362	+ 0.01
1376	C.A.E. 3% 1/2	1376	1366	1366	+ 0.01	1376	C.A.E. 3% 1/2	1376	1366	+ 0.01
1380	C.A.E. 3% 1/2	1380	1370	1370	+ 0.01	1380	C.A.E. 3% 1/2	1380	1370	+ 0.01
1384	C.A.E. 3% 1/2	1384	1374	1374	+ 0.01	1384	C.A.E. 3% 1/2	1384	1374	+ 0.01
1388	C.A.E. 3% 1/2	1388	1378	1378	+ 0.01	1388	C.A.E. 3% 1/2	1388	1378	+ 0.01
1392	C.A.E. 3% 1/2	1392	1382	1382	+ 0.01	1392	C.A.E. 3% 1/2	1392	1382	+ 0.01
1396	C.A.E. 3% 1/2	1396	1386	1386	+ 0.01	1396	C.A.E. 3% 1/2	1396	1386	+ 0.01
1400	C.A.E. 3% 1/2	1400	1390	1390	+ 0.01	1400	C.A.E. 3% 1/2	1400	1390	+ 0.01
1404	C.A.E. 3% 1/2	1404	1394	1394	+ 0.01	1404	C.A.E. 3% 1/2	1404	1394	+ 0.01
1408	C.A.E. 3% 1/2	1408	1398	1398	+ 0.01	1408	C.A.E. 3% 1/2	1408	1398	+ 0.01
1412	C.A.E. 3% 1/2	1412	1402	1402	+ 0.01	1412	C.A.E. 3% 1/2	1412	1402	+ 0.01
1416	C.A.E. 3% 1/2	1416	1406	1406	+ 0.01	1416	C.A.E. 3% 1/2	1416	1406	+ 0.01
1420	C.A.E. 3% 1/2	1420	1410	1410	+ 0.01	1420	C.A.E. 3% 1/2	1420	1410	+ 0.01
1424	C.A.E. 3% 1/2	1424	1414	1414	+ 0.01	1424	C.A.E. 3% 1/2	1424	1414	+ 0.01
1428	C.A.E. 3% 1/2	1428	1418	1418	+ 0.01	1428	C.A.E. 3% 1/2	1428	1418	+ 0.01
1432	C.A.E. 3% 1/2	1432	1422	1422	+ 0.01	1432	C.A.E. 3% 1/2	1432	1422	+ 0.01
1436	C.A.E. 3% 1/2	1436	1426	1426	+ 0.01	1436	C.A.E. 3% 1/2	1436	1426	+ 0.01
1440	C.A.E. 3% 1/2	1440	1430	1430	+ 0.01	1440	C.A.E. 3% 1/2	1440	1430	+ 0.01
1444	C.A.E. 3% 1/2	1444	1434	1434	+ 0.01	1444	C.A.E. 3% 1/2	1444	1434	+ 0.01
1448	C.A.E. 3% 1/2	1448	1438	1438	+ 0.01	1448	C.A.E. 3% 1/2	1448	1438	+ 0.01
1452	C.A.E. 3% 1/2	1452	1442	1442	+ 0.01	1452	C.A.E. 3% 1/2	1452	1442	+ 0.01
1456	C.A.E. 3% 1/2	1456	1446	1446	+ 0.01	1456	C.A.E. 3% 1/2	1456	1446	+ 0.01
1460	C.A.E. 3% 1/2	1460	1450	1450	+ 0.01	1460	C.A.E. 3% 1/2	1460	1450	+ 0.01
1464	C.A.E. 3% 1/2	1464	1454	1454	+ 0.01	1464	C.A.E. 3% 1/2	1464	1454	+ 0.01
1468	C.A.E. 3% 1/2	1468	1458	1458	+ 0.01	1468	C.A.E. 3% 1/2	1468	1458	+ 0.01
1472	C.A.E. 3% 1/2	1472	1462	1462	+ 0.01	1472	C.A.E. 3% 1/2	1472	1462	+ 0.01
1476	C.A.E. 3% 1/2	1476	1466	1466	+ 0.01	1476	C.A.E. 3% 1/2	1476	1466	+ 0.01
1480	C.A.E. 3% 1/2	1480	1470	1470	+ 0.01	1480	C.A.E. 3% 1/2	1480	1470	+ 0.01
1484	C.A.E. 3% 1/2	1484	1474	1474	+ 0.01	1484	C.A.E. 3% 1/2	1484	1474	+ 0.01
1488	C.A.E. 3% 1/2	1488	1478	1478	+ 0.01	1488	C.A.E. 3% 1/2	1488	1478	+ 0.01
1492	C.A.E. 3% 1/2	1492	1482	1482	+ 0.01	1492	C.A.E. 3% 1/2	1492	1482	+ 0.01
1496	C.A.E. 3% 1/2	1496	1486	1486	+ 0.01	1496	C.A.E. 3% 1/2	1496	1486	+ 0.01
1500	C.A.E. 3% 1/2	1500	1490	1490	+ 0.01	1500	C.A.E. 3% 1/2	1500	1490	+ 0.01
1504	C.A.E. 3% 1/2	1504	1494	1494	+ 0.01	1504	C.A.E. 3% 1/2	1504	1494	+ 0.01
1508	C.A.E. 3% 1/2	1508	1498	1498	+ 0.01	1508	C.A.E. 3% 1/2	1508	1498	+ 0.01
1512	C.A.E. 3% 1/2	1512	1502	1502	+ 0.01	1512	C.A.E. 3% 1/2	1512	1502	+ 0.01
1516	C.A.E. 3% 1/2	1516	1506	1506	+ 0.01	1516	C.A.E. 3% 1/2	1516	1506	+ 0.01
1520	C.A.E. 3% 1/2	1520	1510	1510	+ 0.01	1520	C.A.E. 3% 1/2	1520	1510	+ 0.01
1524	C.A.E. 3% 1/2	1524	1514	1514	+ 0.01	1524	C.A.E. 3% 1/2	1524	1514	+ 0.01
1528	C.A.E. 3% 1/2	1528	1518	1518	+ 0.01	1528	C.A.E. 3% 1/2	1528	1518	+ 0.01
1532	C.A.E. 3% 1/2	1532	1522	1522	+ 0.01	1532	C.A.E. 3% 1/2	1532	1522	+ 0.01
1536	C.A.E. 3% 1/2	1536	1526	1526	+ 0.01	1536	C.A.E. 3% 1/2	1536	1526	+ 0.01
1540	C.A.E. 3% 1/2	1540	1530	1530	+ 0.01	1540	C.A.E. 3% 1/2	1540	1530	+ 0.01
1544	C.A.E. 3% 1/2	1544	1534	1534	+ 0.01	1544	C.A.E. 3% 1/2	1544	1534	+ 0.01
1548	C.A.E. 3% 1/2	1548	1538	1538	+ 0.01	1548	C.A.E. 3% 1/2	1548	1538	+ 0.01
1552	C.A.E. 3% 1/2	1552	1542	1542	+ 0.01	1552	C.A.E. 3% 1/2	1552	1542	+ 0.01
1556	C.A.E. 3% 1/2	1556	1546	1546	+ 0.01	1556	C.A.E. 3% 1/2	1556	1546	+ 0.01
1560	C.A.E. 3% 1/2	1560	1550	1550	+ 0.01	1560	C.A.E. 3% 1/2	1560	1550	+ 0.01
1564	C.A.E. 3% 1/2	1564	1554	1554	+ 0.01	1564	C.A.E. 3% 1/2	1564	1554	+ 0.01
1568	C.A.E. 3% 1/2	1568	1558	1558	+ 0.01	1568	C.A.E. 3% 1/2	1568		

La rencontre entre les ministres de l'économie des deux Etats allemands

La coopération économique entre la RFA et la RDA se renforce

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

En raison de l'ampleur du débat sur une éventuelle réunification à terme ou immédiate des deux Etats allemands, qui agite la RDA, l'axe politique de la visite du chancelier Kohl le 19 à Dresde primera bien sûr tout le reste. Par la voix de son porte-parole, le gouvernement est-allemand a soigneusement souligné jeudi 14 décembre qu'il entendait que « cette visite renforce la stabilité de la RDA ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 15 décembre

Attentisme

L'attente était de mise vendredi matin rue Vivienne, dans l'attente de la publication des résultats de la semaine de statistiques américaines. L'indicateur de tendance se maintenait à - 0,09 % dans un marché calme. Les hausses étaient emmenées par Salomon (3,4 %), Hutchinson (+ 3,1 %) et Promagies Bel (+ 2,7 %). En baisse, on notait Eurotunnel (- 7,30 %) CCF (- 3,7 %) et Raffinage (- 3 %).

être fixé par la même occasion le cadre des futures relations politiques et économiques entre les deux pays.

Sur le plan économique, les choses, il est vrai, évoluent très vite. Le ministre fédéral de l'économie, M. Helmut Haussmann, qui s'est longuement entretenu jeudi avec son homologue est-allemand, M. Christa Luft, et avec le ministre du commerce extérieur, M. Gerhard Reil, a pu faire état de résultats substantiels. Il a déclaré que le chancelier Kohl et le premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow, qu'il a lui-même rencontré, signaient un accord sur la création d'une commission mixte économique interallemande.

M. Haussmann a également indiqué qu'il espérait pouvoir conclure d'ici à février un accord pour la protection des investissements qui règlera les questions de transfert de bénéfices, d'instances d'arbitrage, etc. Il a ajouté que l'Etat fédéral était prêt à mettre en œuvre le plus rapidement possible tous les moyens disponibles pour aider à la création de petites et moyennes entreprises en RDA, que ce soit par des Allemands de l'Est

ou de l'Ouest. Il a insisté sur l'importance de reconstruire l'économie est-allemande par le bas, notant au passage que l'entreprise privée ne représentait plus que 2 % du PNB est-allemand.

Le ministre ouest-allemand a invité sans plus attendre les firmes ouest-allemandes intéressées à profiter de l'ouverture de la frontière, indiquant que plus de 40 % d'entre elles avaient manifesté un intérêt à développer des activités en RDA.

Les discussions entre ministres des deux gouvernements avaient déjà permis ces derniers jours d'examiner le développement de la coopération dans les domaines des transports et des télécommunications, afin de reconstruire l'infrastructure est-allemande. Jeudi, les ministres de l'environnement, M. Klaus Töpfer et Hans Reichelt, ont également eu des conversations à Berlin-Est. A ce propos, le ministre de l'industrie lourde s'est prononcé pour la constitution d'un réseau européen d'approvisionnement en énergie, qui permettrait à la RDA de fermer ou de ralentir certaines de ses centrales électriques qui posent de graves problèmes d'environnement.

HENRI DE BRESSON

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Publicité comparative

TELS que je vous connais, à genoux devant Dieu, faut que je regarde où je mets les pieds, là, aujourd'hui. Vous parlez de Lui, c'est marcher sur des œufs. Et quand je dis Lui, c'est eux, les Dieux, vos Dieux. Parfait qu'ils se livrent une guerre sans merci pour s'arracher le clientèle et faire monter leurs actions à la Bourse de l'éternité, les chefs d'entreprises-Églises. D'où je le tiens ? De notre spécialiste des affaires religieuses, justement. D'ailleurs, il n'y a qu'à voir cette énorme pub pour la firme Moon, une interview accordée par le révérend à un hebdomadaire soviétique, reproduite pleine page dans le *Herold Tribune* d'hier.

S'agit de gagner des parts de marché dans cette mouvante nébuleuse mystico-ésotérique des adeptes de la byosnergie, du cosmoteurisme, du kinoriché, du tantrisme, du sidhe-yoga, des massages métamorphiques, du shiatsu ou de la thérapie holiste. Ce sont très souvent les mêmes. Ils se promènent dans cet énorme self-service de l'expérience spirituelle et de la connaissance de soi en entassant dans leur Caddie une livre de numérologie, un zeste de zen,

un paquet de Kabbele, ou une tranche de Saint-Esprit... Tiens, puis je prendrais bien aussi un peu de Confucius et de saint Thomas d'Aquin.

Ce formidable boom sur l'éveil des énergies subtiles et les ateliers de transpersonnel inquiète — et c'est normal — des maisons aussi anciennes que la Cartho Père et Fils, dont le PDG, Jean-Paul II, vient de lancer une campagne de publicité comparative pour mettre en garde ses fidèles contre les faux-semblants de techniques de méditation orientale — vous voyez ça à l'intérieur du journal — qui n'appartiennent pas à la tradition chrétienne.

Lui, ses deux principaux concurrents, c'est Bouddha, c'est Vishnou... Et c'est là qu'on mesure, encore une fois, le redoutable dynamisme du Sud-Est asiatique, et même de l'Inde, pays qui déverse à pleins charniers ses sages et ses mages sur l'Occident. D'où cette contre-attaque en règle du Vatican : Attention ! Le symbolisme psychophysique qu'ils essayent de vous fourguer peut tourner au culte du corps ! Hou la la ! Ça, évidemment, c'est pas précisément la marque de la Jésus et C°.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Panthéon : « L'abbé et le cardinal », par André Mandouze. Immigration : « Des espaces pour la convivialité », par Nacer Kettane 2

La mort

d'Andrei Sakharov 4

Les élections au Chili ... 6

Le départ des mercenaires des Comores

Des parachutistes français ont débarqué à Moroni pour assurer la relève 6

Comité central du PCF

La direction fléchit en l'absence de Georges Marchais 8

Une « première »... ratée

Une proposition de loi de l'opposition inscrite à l'ordre du jour avec l'accord du gouvernement est renvoyée en commission 10

Budget

Le gouvernement a engagé sa responsabilité sur le projet de loi de finances 10

Journal d'un amateur

« Bataille », par Philippe Boucher 10

SECTION B

Prague : dans la mouvance du théâtre

En Tchécoslovaquie, les gens de théâtre ont participé sans attendre au mouvement de contestation. Dans les salles, il y a eu des spectacles, des discussions, des débats et ça continue 15

Ballon ovale sur écran privé

TF 1 et Canal Plus ont emporté les droits de diffusion de la deuxième coupe du monde de rugby, en 1991. Une victoire pour les chaînes de télévision privées, au détriment de celles du service public et des recommandations de la Fédération internationale 16

SANS VISA

Les montagnes du ciel

En suivant le photographe Marc Riboud dans le Huang-Shan, messif montagneux à l'ouest de Shanghai. Un lieu où les Chinois viennent pra-

tiquer leur art pictural et poétique. Sur le motif 17 à 19

Klaus Barbie l'Histoire et la calomnie

Entendu par le magistrat instructeur sur les conditions de l'arrestation des chefs de la Résistance, dont Jean Moulin, en 1943 à Caluire, Klaus Barbie aurait, selon son avocat, été victime d'un complot, outre René Hardy, Raymond Aubrac, du mouvement Libération. Une accusation qui, pour n'être pas nouvelle dans la bouche de M. Vergès, n'en est pas moins diffamatoire 20

Ethique et génétique

Selon le Comité national d'éthique, les empreintes génétiques devraient être strictement limitées 22

Evangile et zen

Le Vatican met en garde les catholiques contre les pratiques de méditations orientales 22

SECTION C

LIBER

SECTION D

La hausse du mark

Le président de la Bundesbank se félicite de l'état de l'économie allemande 28

Logement

Les députés insistent sur les droits les plus démunis 30

La convention médicale

Les professionnels de la santé se mobilisent contre le gouvernement 30

Affaires

● Le prix des logements anciens. ● La modernisation du système bancaire au Canada : tout faire et tout offrir. ● La BNP dans la guerre du Pacifique 31 et 33

Services

Abonnements 15.
Annonces classées 32.
Campus 26.
Cartes 23.
Jeux 18.
Lettre 26.
Marchés financiers 34-35.
Météorologie 28.
Philatélie 28.
Radio-télévision 27.
Spectacles 25.
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 15 décembre 1989 a été tiré à 489 994 exemplaires.

LAOS

« Le roi est mort »

Le premier ministre laotien a admis, pour la première fois, que Savang Vathana, dernier roi du Laos, qui avait abdiqué en 1975, était mort. Au cours d'un point de presse, jeudi 14 décembre, à l'issue de sa visite officielle en France, M. Kaysone Phomvihane n'a pas précisé ni la date ni les circonstances du décès de l'ancien souverain.

Selon une source officielle laotienne, Savang Vathana serait mort en 1984, donc à l'âge de soixante-dix-sept ans. Selon une autre version, qui n'a jamais été confirmée, Savang Vathana serait mort d'épuisement ou de privations en 1978 au camp de détention numéro 10 de Saint-Naup, peu de temps après le décès, dans des conditions identiques et au même endroit, du prince héritier.

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le froid, le froid et les affections, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont le côté du confort. La technique exclusive du premier spécialiste partition permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuits. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^o Gare du Nord. Tél. 48-87-18-18.

Plantes rares. Cadeaux précieux.

Signés

despallies

A Paris : 76, bd St-Germain (5^e), 5, rue d'Alsia (14^e).

DUVAL CAPÉLOU
SPECIALISTE DU CONVERTIBLE
Robuste et peu encombrant
1 ou 2 places
(Moteur 0,65 - 0,80 - 1,20 et 1,40)
Grand choix en exposition
DISTRIBUTEUR PRINCIPAL

Selon M. Camdessus, directeur général du FMI

Un accord est imminent entre la Pologne et le FMI

De passage à Paris le jeudi 14 décembre, après s'être rendu à Varsovie, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) M. Michel Camdessus a déclaré à la presse que « la voie de l'économie mixte n'est pas générale » pour les pays de l'Est. Le FMI

devrait rendre publique dans quelques jours la signature d'un accord sur la stabilisation de l'économie polonaise pour l'année 1990.

Les pays de l'Est ne doivent pas, selon M. Camdessus, s'engager sur la voie du gradualisme, mais adopter pleinement les règles de l'économie de marché. C'est la seule façon, selon lui, d'éliminer les « trois icebergs » des économies socialistes que sont « l'inflation contenue, le chômage déguisé, et la dette extérieure ».

« Le débat sur le gradualisme est un faux débat », a-t-il affirmé, car on ne peut pas libérer les prix à 50 % seulement. Dès que l'on diminue le contrôle des prix se pose le problème des salaires, de la différenciation des rémunérations et de la remise en cause de certains emplois. M. Camdessus estime par ailleurs, qu'il faut appliquer au mieux, sans complaisance, des contrôles macro-économiques, particulièrement au début du processus de réforme, lorsque sont libérés les « potentiels inflationnistes fabuleux ».

La carte orange pourra être utilisée dans toute l'île de France

La carte orange va étendre son périmètre. A partir du 1^{er} janvier 1991 — car plusieurs mois seront nécessaires aux négociations avec les 80 sociétés privées de transport en autocars — les habitants de la totalité de la région Ile-de-France pourront bénéficier de ce titre de transport. 750 communes et leurs 600 000 habitants auront alors accès aux avantages d'un système dont ils étaient exclus, ce qui les obligait à recourir à des abonnements à tarif réduit pour rejoindre une zone d'utilisation de la carte orange.

La totalité des départements du Val-de-Marne, des Yvelines, de l'Essonne et de la Seine-et-Marne, des villes comme Coulommiers, Provins, Nemours entrèrent ainsi dans le champ d'application du coupon orange créé en 1975 et qu'utilisent aujourd'hui près de deux millions de voyageurs.

L'extension annoncée par le ministre des transports, M. Michel Delebarre, offrira à tous les Français un double avantage : pratique, puisqu'un seul titre de transport hebdomadaire, mensuel ou annuel leur sera nécessaire ; et financier, car les salariés percevront de leur employeur le remboursement de la moitié du montant de leur coupon.

Fine...

Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

AU POTAGER DU ROI
78 Versailles

VOLVIC

MODE : ELLES NE PENSENT QUE "TISSUS". ELLES NE JURENT QUE PAR "RODIN"...

Elles disent : « une robe à des milliers de francs, c'est de la folie, un budget entier pour un unique vêtement, non et non ! » Elles disent : « quand on a fait le tour de Paris et qu'on a pris la peine de comparer le style et les prix, alors on se rend compte que Rodin est vraiment le "numéro 1". » Sans commentaires : des tissus sublimes depuis 30 F le mètre.

RODIN
36 CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Dans le cadre de ses ventes sur stock AVANT CESSATION D'ACTIVITÉ

EXPOSITION VENTE*

TAPIS RARES

DU KARABAGH D'ARMÉNIE, DE PERSE ET DU CAUCASSE

* Remise 50%

sur tapis non marqués d'un point rouge

Atighetchi

4, RUE DE PENTHIÈVE (8^e). 42.65.90.43
M^o MIROMESNIL - PARKING ASSURÉ
DE 10 H A 19 H MÊME LE DIMANCHE